

**Michel Beaud
(1989)**

**L'économie mondiale
dans les années quatre-vingt**

Deuxième partie

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

L'économie mondiale dans les années quatre-vingt. (Deuxième partie : pp. 161-336). Paris : Les Éditions La Découverte, 1989, 336 pp. Collection : Cahiers libres.

[Autorisation formelle accordée le 1^{er} août 2007 par l'auteur et son éditeur, Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 décembre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. [La Découverte](#), M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

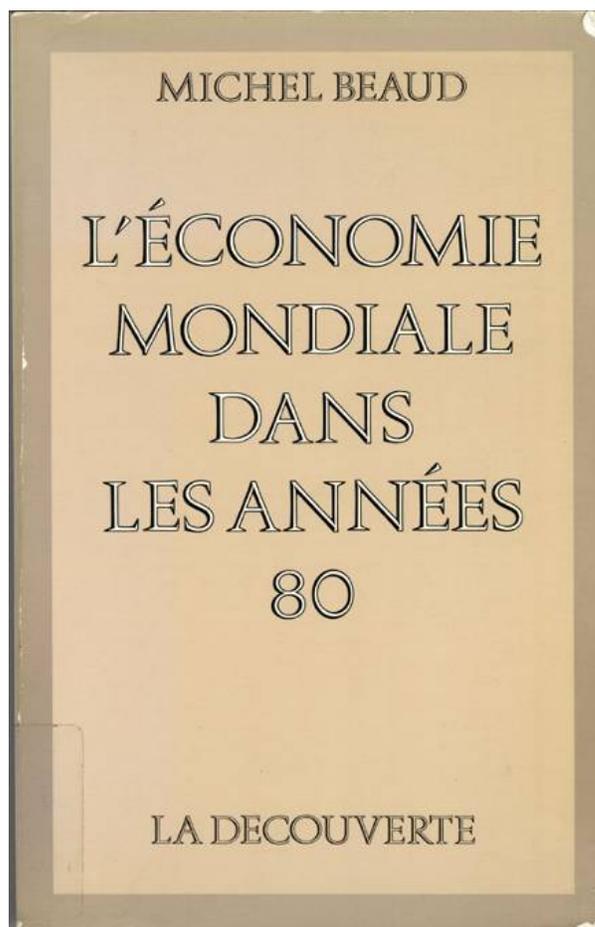
Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr

M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

Michel Beaud
(1989)



DEUXIÈME PARTIE

DU MÊME AUTEUR

- Le Commerce extérieur du Maroc*, Éd. Médecis, 1960.
- La Croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest*, Cujas, 1966.
- Une multinationale française : Pechiney Ugine Kuhlmann*, en collaboration avec P. DANJOU et J. DAVID, Seuil, 1975. Traduit en grec.
- Lire le capitalisme. Sur le capitalisme mondial et sa crise*, en collaboration avec B. BELLON et P. FRANÇOIS, Anthropos, 1976.
- Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, en collaboration avec P. ALLARD, B. BELLON, A.-M. LÉVY, S. LIÉNART, Seuil, 1978.
- La France et le tiers monde*, textes d'un colloque tenu à l'université Paris VIII, édités avec G. de BERNIS et Jean MASINI, PUG, 1979.
- Histoire du capitalisme*, Seuil, 1981 ; nouvelles éditions Point-Seuil, 1984, 1987 et 1990. Traduit en anglais (Monthly Review Press, 1983 et MacMillan, 1984) ; en espagnol (Ariel, 1984) ; en italien (Éd. Del Lavoro, 1984) ; en chinois (Institut des langues étrangères de Pékin n° 2, 1986) ; en grec (Malliaris, 1987) ; en brésilien (Ed. Brasiliense, 1987) ; en coréen (Changbi publ., 1987) ; en portugais (Teorema, 1992). Traduit, avec un nouveau chapitre 7, en hollandais (Aula, 1994) et en japonais (Fujiwara Schotten, 1996). Traductions en cours en bengali et en turc.
- Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, 1982 ; nouvelle édition 1985. Traduit en grec (Malliaris, 1985) et en anglais (Humanities Press, 1993).
- La Politique économique de la gauche*, tome 1, *Le Mirage de la croissance*, Syros, 1983 ; tome 2, *Le Grand Écart*, Syros, 1985.
- Au cœur du IX^e plan, l'emploi*, rapport de l'intergroupe Emploi de la Commission nationale de Planification, in *Annexes au rapport de la Commission nationale de Planification*, La Documentation française, 1983.
- L'Art de la thèse (Comment rédiger une thèse de doctorat... ou tout autre travail universitaire)*, La Découverte, 1985 ; nouvelles éditions 1988, 1990, 1991, 1993 et, dans la collection « Guides-Repères » 1994, 1997. Édition augmentée, avec Daniel LATOUCHE (Éd. Boréal, Montréal 1988). Traduit en portugais (Bertrand Brasil, 1996).
- Le Système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, 1987. Traduction en cours en hollandais.
- L'Économie mondiale dans les années 1980*, La Découverte, 1989.
- Old and New Trends in Francophone Development Research*, dir. avec E. LE ROY et Michel VERNIÈRES, numéro de *l'European Journal of Development Research*, Frank Cass, Londres, vol. III, n° 2, 1991.
- L'État de l'environnement dans le monde*, dir. avec C. BEAUD et L. BOUGUERRA, La Découverte, 1993. Traduit en portugais (Instituto Piaget, 1996).
- La Pensée économique depuis Keynes. Historique et dictionnaire des principaux auteurs*, avec G. DOSTALER, Seuil, 1993 ; édition abrégée, Points-Seuil, 1996. Traduit en anglais (Edward Elgar, 1995 et, en édition « Paperback », Routledge, 1997). Traductions en cours en portugais et en arabe.

Table

Avertissement (Voir fichier 1^{re} partie)

INTRODUCTION

Le kaléidoscope de l'économie mondiale
Un système national/mondial hiérarchisé

I/UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/ MULTINATIONALE/MONDIALE

1. LES POLARISATIONS DU COMMERCE MONDIAL

Figures
Des pôles plurinationaux ?
« Commerce intra » compris ?
Polarisations nationales ?
Quatre pôles

Propos d'étape 1

2. FIRMES MULTINATIONALES ET CAPITALISMES NATIONAUX DOMINANTS

Firmes multinationales
Polarisations nationales des espaces multinationaux (implantations des firmes multinationales)
Polarisations nationales des espaces multinationaux (investissements à l'étranger)
Structuration multinationale de l'économie mondiale
Firmes multinationales et échanges internationaux

Propos d'étape 2

3. POLARISATIONS STRUCTURANTES, SPÉCIALISATIONS ET DÉPENDANCES

Produits manufacturés et produits primaires
Une nouvelle division internationale du travail ?

L'imbrication des spécialisations et des dépendances
Spécialisations et polarisations principales
Multiplicité et diversité des imbrications

Propos d'étape 3

4. SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET MONNAIES NATIONALES DOMINANTES

Une avalanche de déséquilibres
Multinationalisation des banques et des organismes financiers
Complexification de la gestion financière et spéculation internationale
Monnaies nationales et système monétaire international
Un « mobile » monétaire national/mondial

Propos d'étape 4 (avec reprise théorique)

II/L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

5. LES ÉCONOMIES NATIONALES/MONDIALES DOMINANTES

Déclin américain ?
Prendre en compte l'économie nationale/mondiale
Stratégies nationales/mondiales
Les trois économies nationales/mondiales dominantes
Compétitions, alliances, interdépendances

Propos d'étape 5

6. L'URSS ET SON EMPIRE

Socialiste, capitaliste ou... étatiste ?
Un ensemble plurinational non autarcique
L'ensemble soviétique dans l'économie mondiale
Un ensemble plurinational hiérarchisé étatiste
La faiblesse des relations Est-Sud

Propos d'étape 6

7. LES TIERS-NATIONS SOUS L'EMPRISE DU SYSTÈME MONDIAL

Mode d'insertion dans l'économie mondiale
Degrés et types de spécialisation
L'enchaînement de la dette

[Dépendance et marges de manœuvre](#)

[Propos d'étape 7](#)

8. [ENJEUX ET PERSPECTIVES AU TOURNANT DES ANNÉES 1980-1990](#)

[Nouvelle reprise théorique](#)

[Le sens de la « crise » ou la « longue transformation » des années 1970-1990](#)

[Chocs et contre-chocs : l'importance des interdépendances](#)

[Développement : échecs, impasses et avancées](#)

[Des sources de la pauvreté dans un monde opulent](#)

[Propos d'étape 8](#)

[Quelle fin ?](#)

[Quelle limite ?](#)

[Quel sens ?](#)

[Table des sigles](#)

[Table des tableaux](#)

[Table des schémas](#)

[Bibliographie générale](#)

Table des sigles

[Retour à la table](#)

AELE : Association européenne de libre-échange.
ANZAS : Australie/Nouvelle-Zélande/Afrique du Sud.
BIT : Bureau international du travail.
BMN : banques multinationales.
BRI : Banque des règlements internationaux.
CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE.
CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle (Camecon).
CEE : Communauté économique européenne.
CEPII : Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CEREM : Centre d'études et de recherches sur l'entreprise multinationale (université de Paris-X).
CNRS : Centre national de la recherche scientifique.
CNUCED : Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COMECON : voir CAEM.
DTS : droits de tirage spéciaux.
ECU : unité monétaire européenne (European Currency Unit).
EPNH : « ensemble plurinational hiérarchisé » (étatiste).
FMI : Fonds monétaire international.
FMN : firmes multinationales.
FOB : free on board.
GATT : General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).
IDE : investissement direct à l'étranger.
IFRI : Institut français des relations internationales.
IMF : International Monetary Fund (FMI).
INED : Institut national d'études démographiques.
IPSHU : Institute for Peace Science, Hiroshima University.
(M) MMT : (moteurs) machines, matériels de transport.
MOFA(s) : Majority Owned Foreign Affiliate(s).
NPI : nouveaux pays industriels.
OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.
OFCE : Office français du commerce extérieur.
ONU : Organisation des Nations-Unies.
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
PIB : produit intérieur brut.
PNB : produit national brut.
PVD : pays en voie de développement.

RAMSES : Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (IFRI).

SME : système monétaire européen.

SNMH : « système national/mondial hiérarchisé ».

TEP : tonne équivalent pétrole.

UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise.

UNCTAD : United Nations Conference on Trade and Development (CNUCED).

VAM valeur ajoutée manufacturière.

VPE valeur de la production à l'étranger.

Table des tableaux

[Retour à la table](#)

Introduction

Les trois mondes en quelques chiffres. (*Voir fichier 1^{re} partie*)

I/UNE ÉCONOMIE INTERNATIONALE/MULTINATIONALE/MONDIALE

1. Les polarisations du commerce mondial

Matrice du commerce mondial — total — en 1984-1985.

Commerce mondial total en 1984-1985 (part de chaque pays ou zone).

Matrice du commerce mondial « hors intra » en 1984-1985.

Commerce mondial « hors intra » en 1984-1985 (part de chaque pays ou zone).

Répartition du commerce mondial en 1985.

Les dix principaux pays du commerce mondial en 1985.

Commerce international en 1986 (les trois principaux pays).

Nombre de pays à exportations concentrées sur un pôle.

Pays à commerce polarisé sur la Communauté européenne.

Pays à commerce polarisé sur un autre pôle.

Pays à exportations peu polarisées.

Pays à exportations diversifiées.

2. Firmes multinationales et capitalismes nationaux dominants

Les deux cents premières firmes privées en 1984.

Les cinq cents premières multinationales en 1986.

Origine des investissements entre pays dans le secteur manufacturier fin 1983.

Nombre de filiales étrangères des sociétés transnationales des pays industrialisés (par pays d'origine et zone d'implantation).

Poids des principaux pôles dans l'implantation des filiales de FMN en 1980 pour certains pays en développement.

Répartition des investissements entre pays dans le secteur manufacturier fin 1983.

Répartition des investissements entre pays, hors intra, dans le secteur manufacturier fin 1983.

Importance des entreprises étrangères dans l'industrie manufacturière de quelques pays (1970-1980).

Évaluation et importance relative de la valeur de la production à l'étranger pour quelques pays (1976).

Part des firmes d'origine américaine dans les trois vecteurs de pénétration du pays concerné (3 tableaux).

3. Polarisations structurantes, spécialisations et dépendances

Le commerce mondial en 1984 par grandes régions du monde.
Grands soldes du commerce mondial en 1984 entre grandes régions.
Principaux exportateurs mondiaux de produits manufacturés en 1984.
Soldes commerciaux des trois mondes par grands groupes de produits en 1984.
Principales spécialisations et dépendances au début des années 1980.
Répartition des exportations par grandes catégories (2 tableaux).
Commerce mondial : nombre de fois où le pays ou le groupe de pays apparaît parmi les cinq premiers mondiaux.
Solde du commerce pour chaque catégorie de marchandises en 1984.
Nationalité des principales firmes mondiales de chaque secteur.

4. Système monétaire international et monnaies nationales dominantes

Somme des déficits et excédents commerciaux nationaux regroupés par grandes zones en 1984.
Le financement extérieur des États-Unis (1982-1986).
Les cinq cents plus grandes banques mondiales en 1987.
Les principales bourses mondiales en 1986-1987.

II/L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

[Pays développés, pays en développement : part dans la consommation mondiale en 1980-1982.](#)

[Échanges de produits manufacturés des pays développés avec les pays en développement en 1983.](#)

[Part en % de chaque zone dans le commerce mondial en 1986.](#)

5. Les économies nationales/mondiales dominantes

[Indice de spécialisation/dépendance des trois pôles capitalistes en 1982-1983.](#)

[Avoirs totaux des États-Unis à l'étranger \(1985-1986\).](#)

[Filiales à l'étranger des multinationales des États-Unis en 1985.](#)

[Nombre de salariés dans le secteur manufacturier, en 1985, des multinationales des États-Unis.](#)

[Exportations états-unisiennes en % des exportations mondiales.](#)

[Exportations états-unisiennes de produits manufacturés \(1977 et 1985\).](#)

[Commerce total des États-Unis et ventes des filiales industrielles des firmes multinationales \(1977 et 1985\).](#)

— [équipement électrique et non électrique.](#)

— [chimie.](#)

[Avoirs étrangers totaux aux États-Unis \(1985 et 1986\).](#)

[Filiales des multinationales étrangères aux États-Unis en 1985.](#)

[Commerce total des États-Unis \(1977 et 1985\).](#)

[Répartition des ventes mondiales des plus grandes entreprises du monde en 1977.](#)
[Indicateurs de stratégie des groupes.](#)
[Un indicateur synthétique de stratégie des trois pôles.](#)
[Matrice des investissements nets cumulés dans le secteur manufacturier à la fin de 1983.](#)
[Part des dépenses de R&D dans le total mondial \(1980 et 1983\).](#)
[Les trois \(ou quatre\) premières firmes du monde capitaliste de quelques secteurs modernes en 1987.](#)

6. L'URSS et son empire

[L'économie officielle et son économie-ombre.](#)
[Structure, par grandes zones, des échanges extérieurs du CAEM en 1984-1985.](#)
[Part relative du CAEM et de l'URSS dans le commerce total de chaque pays de l'Europe de l'Est \(1970, 1980 et 1984\).](#)
[Dépendance extérieure des pays du CAEM.](#)
[Dépendance extérieure et degré de centralisation de l'économie.](#)
[Structure, par grandes zones, des échanges extérieurs de la Chine en 1984-1985.](#)
[Échanges des pays étatistes avec les pôles capitalistes en 1985.](#)
[Composition, par catégories de produits, des importations de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine en 1984.](#)
[Composition, par catégories de produits, des exportations de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine en 1984.](#)
[Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS avec l'Ouest en 1982.](#)
[Balance commerciale de l'Union soviétique en 1985.](#)
[Principales sources d'approvisionnement de l'URSS en 1985 et 1986.](#)
[Endettement brut en devises des six pays de l'Europe de l'Est en 1984 et 1987.](#)
[Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS entre eux en 1982.](#)
[Exportations et importations soviétiques de machines et équipements \(échanges avec les pays socialistes\) en 1986.](#)
[Échanges commerciaux des pays de l'Est avec le tiers monde en 1984-1985.](#)
[Composition, par catégories de produits, du commerce extérieur des six pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS avec le Sud en 1982.](#)
[Pays du tiers monde faisant une part conséquente de leur commerce avec l'URSS et l'Europe de l'Est.](#)

7. Les tiers-nations sous l'emprise du système mondial

[Part des tiers-nations dans l'ensemble des pays à économie de marché en 1983.](#)
[Part des entreprises étrangères dans l'industrie manufacturière de quelques pays en développement.](#)
[Investissements étrangers par pays en 1981 et 1983.](#)

[Répartition des stocks d'investissements étrangers dans les pays en développement en 1980 et 1983.](#)

[Répartition, par pôle d'origine, du nombre des filiales des FMN implantées dans le tiers monde en 1980.](#)

[Répartition, par destination, des exportations des grandes régions du tiers monde en 1984.](#)

[Pays classés selon l'importance relative des exportations par rapport au PIB en 1985.](#)

[Pays classés selon la nature et le degré de spécialisation.](#)

[Productions et exportations manufacturières dans trois catégories de pays du tiers monde.](#)

[Productions et exportations informatiques dans trois catégories de pays du tiers monde dans la première moitié des années 1980.](#)

[Emplois dans l'industrie électronique de quelques tiers-nations.](#)

[Indicateurs de la dette des pays en développement \(1980-1986\).](#)

[Structure de la dette totale du tiers monde \(1981-1987\).](#)

[Les grandes dettes extérieures nationales en 1984 et 1985.](#)

[Le fardeau des dettes extérieures des autres tiers-nations en 1985.](#)

[Service de la dette et financement du tiers monde \(1980-1985\).](#)

[Montant des obligations extérieures des tiers-nations en fonction des différents types de financement \(1971, 1983 et 1986\).](#)

[Financements et charges financières du tiers monde \(1970-1984\).](#)

[Dettes extérieures et fuites de capitaux en Amérique latine \(1978-1983\).](#)

[Types et degré de dépendance des différents pays du tiers monde.](#)

Production sous licence d'armement des pays du tiers monde.

8. Enjeux et perspectives au tournant des années 1980-1990

[Comparaison des deux « longues transformations » de la fin du XIX^e et de la fin du XX^e siècle.](#)

Table des schémas

[Retour à la table](#)

Introduction

Les économies nationales selon leur part dans le PNB mondial en 1983. (*Voir fichier Ire partie*)

Le Nord et le Sud.

Une représentation de l'« économie mondiale ».

1. Les polarisations du commerce mondial

Un schéma des relations économiques internationales.

Échanges mondiaux entre grandes zones.

2. Firmes multinationales et capitalismes nationaux dominants

Répartition des tâches par fonction entre le siège central, l'état-major régional et la direction locale.

Les réseaux mondiaux dans l'industrie manufacturière : les pièces de la Ford Escort (Europe).

Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1977 (tous produits).

Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1985 (tous produits).

3. Polarisation structurantes, spécialisations et dépendances

Commerce mondial des produits manufacturés par grandes régions du monde en 1984.

Commerce mondial des produits primaires par grandes régions du monde en 1984.

Schéma de la « nouvelle division du travail » entre les trois mondes au milieu des années 1980.

Tableau synthétique des spécialisations et des dépendances au début des années 1980.

Schéma du commerce mondial de l'énergie en 1984.

Schéma du commerce mondial de produits alimentaires en 1984.

Schéma du commerce mondial de produits chimiques en 1984.

Schéma du commerce mondial de machines et matériels de transport en 1984.

Schéma du commerce mondial d'articles manufacturés en 1984.

Schéma du commerce mondial de textiles et habillement en 1984.

Schéma des flux principaux par catégories de produits en 1984.

4. Système monétaire international et monnaies nationales dominantes

La croissance des déficits courants 1970-1986.
Balances des paiements courants de sept pays capitalistes.
Les balances courantes des États-Unis, du Japon et de la RFA.
Prêts bancaires internationaux (1964-1984).
Les réserves en devises 1967-1977-1987.
Le « système » monétaire international des années 1980.
Taux des bons du Trésor à 10 ans aux États-Unis (1970-1987).
Cours du dollar 1980-1988.
Indices boursiers aux États-Unis et au Japon 1982-1988.

5. Les économies nationales/mondiales dominantes

[Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1977 \(produits manufacturés\).](#)
[Radioscopie du commerce extérieur des États-Unis en 1985 \(produits manufacturés\).](#)
[Schéma des investissements nets cumulés dans le secteur manufacturier à la fin de 1983.](#)
[Un schéma de l'économie mondiale \(sans le sous-ensemble étatiste\).](#)
[Part de la triade dans le marché mondial.](#)

6. L'URSS et son empire

[Économie et société en pays étatistes.](#)
[Organisation des échanges extérieurs d'une économie étatiste.](#)
[Les composants de la voiture Jigouli.](#)

7. Les tiers-nations sous l'emprise du système mondial

[Répartition géographique du nombre des investissements directs japonais industriels \(1980-1987\).](#)
[Part des produits industriels exportés dans l'exportation totale \(1963-1983\).](#)
[Schéma des flux financiers affectant les tiers-nations.](#)

8. Enjeux et perspectives au tournant des années 1980-1990

[Schéma de la crise nationale/mondiale des années 1970-1990.](#)

QUATRIÈME DE COUVERTURE

L'économie mondiale dans les années quatre-vingt

par Michel Beaud

Qu'est-ce que l'économie mondiale ? L'ensemble des économies nationales de la planète ? L'ensemble des relations économiques internationales ? L'ensemble structuré par les activités planétaires des firmes et banques multinationales ?... Toutes ces définitions ne rendent compte que partiellement de la réalité que désigne le terme "économie mondiale". Pour concevoir une approche globale qui permette de la comprendre dans toute sa complexité, Michel Beaud a relevé une double gageure : celle de présenter d'une manière synthétique l'énorme matériau statistique disponible sur l'économie mondiale ; et celle de formaliser une grille d'analyse théorique qui soit un guide efficace.

On trouvera donc d'abord dans ce livre un exposé extrêmement clair des grandes tendances qui ont marqué au cours des années quatre-vingt les structures de l'économie mondiale, dans ses différentes facettes : échanges commerciaux, rôle des firmes multinationales, division internationale du travail, système monétaire international ; mais aussi analyse des structures des économies dominantes (États-Unis, Japon, RFA), des pays de l'Est et de l'ensemble si diversifié des "tiers-nations" du Sud. Chaque étape de cet exposé est ponctuée par un propos théorique, qui permettra au lecteur de construire progressivement une vision du monde moderne dégagée des œillères et des partis-pris.

Le regard de Michel Beaud est bien celui de la rigueur et de la raison. Mais il n'est pas pour autant celui de l'économiste froid, oubliant les hommes derrière les concepts : bien au contraire, son livre s'achève sur un vibrant plaidoyer pour la vie — aujourd'hui menacée aussi bien par la pauvreté que par les atteintes à l'environnement —, pour la démocratie, pour l'Europe. Une démarche originale et convaincante, qui intéressera aussi bien les spécialistes que les profanes de l'économie.

Michel Beaud est professeur au département d'économie politique de l'Université de Paris VIII. Il a publié Histoire du capitalisme (Le Seuil, nouvelle édition 1987), Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (Le Seuil, nouvelle édition 1985), La politique économique de la gauche (Syros, 2 volumes, 1983 et 1985), L'art de la thèse (1985) et Le système national mondial hiérarchisé (1987) aux Éditions La Découverte. Il est président du GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique "Économie mondiale, tiers monde, développement").

Aux quelques hommes de conviction et d'exigence qu'il m'a été donné de rencontrer et dont je ne nommerai ici que deux, qui nous ont quittés :

Jean Bouvier et Casamayor.

La préparation et la rédaction de ce livre ont bénéficié d'une « année de recherche » qui m'a été accordée, après vingt-trois années d'enseignement, par le ministère de l'Éducation nationale. Que soient remerciés ici tous ceux qui ont concouru à cette décision, ainsi que mes collègues du département d'économie politique de l'université de Paris-VIII et de la formation doctorale « Structures productives et système mondial » des universités de Paris-VII et Paris-VIII, dont l'amitié m'a aidé dans la rédaction de ce livre.

Que soient également remerciés tous ceux qui ont accepté de relire tout ou partie des textes que j'ai rédigés avant de parvenir au texte ici publié : Nicole Azoulay (université de Paris-VIII), Bernard Chavance (université de Paris-VII), Catherine Choquet (GEMDEV), Jean Lempérière (CNRS), Imre Marton (université de Budapest), Marc Ménard (université du Québec à Montréal), Alain de Tolédo (université de Paris-VIII) et tout particulièrement François Gèze, dont la confiance, les suggestions et les conseils m'ont été précieux.

Enfin, que soit remerciée Calliope, pour le soutien qu'elle m'a une nouvelle fois apporté pendant la préparation et la rédaction d'un livre...

« Ce qui distingue l'économiste "scientifique" de tous ceux qui réfléchissent, parlent et écrivent sur des sujets économiques, c'est une maîtrise des techniques que nous classons sous trois rubriques : histoire, statistique et "théorie". »

Joseph A. SCHUMPETER *

* Joseph A. SCHUMPETER, *Histoire de l'analyse économique*, tome I. *L'Âge des fondateurs* (Allen et Unwin, Londres, 1954), traduction française Gallimard, 1983, p. 36.

Avertissement

[Retour à la table](#)

Ce livre n'est pas seulement la présentation raisonnée de matériaux empiriques et statistiques permettant d'éclairer et de mieux connaître ce que le langage courant nomme l'« économie mondiale ».

Il est une nouvelle étape dans l'effort d'analyse rigoureuse, c'est-à-dire impliquant à la fois l'effort conceptuel ou théorique et l'observation du concret, des réalités économiques contemporaines.

Portant sur les années 1980, utilisant des informations datées, qui pour l'essentiel correspondent à des années ou des phases se situant entre 1980 et 1988, il donne une « photographie » des principales structures et relations structurelles de cette période : comme certaines évolutions sont très rapides, et comme les sources statistiques ou analytiques ne permettent pas toujours d'avoir, pour chaque année, les chiffres nécessaires, il y a là une source d'approximation, que nous ne pouvons, à ce stade, que regretter. Mais pour l'essentiel, le tableau nous paraît donner une représentation adéquate de la réalité, dont il fait ressortir les traits principaux.

Il est clair que ce livre s'attache à dégager les structures, les relations structurantes ; un autre livre reste à faire sur les transformations de l'économie mondiale dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise, c'est-à-dire dans la « longue transformation » — comparable par beaucoup de points à la « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle — qui a débuté dans la première moitié des années 1970.

*Michel Beaud,
Vézelay, 1^{er} janvier 1989.*

II

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

[Retour à la table](#)

Nord-Sud, Est-Ouest, Occident, pays de l'Est, tiers monde.

Ces notions sont utilisées couramment. Elles ne sont pas fausses puisqu'elles reflètent une certaine réalité du monde contemporain ; à condition de les « tordre » un peu : par exemple de mettre le Japon dans l'Ouest, la Corée dans le Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud dans le Nord...

Elles peuvent permettre de faire ressortir des faits massifs, essentiels de la période. Et d'abord l'ampleur des inégalités, des écarts entre le Nord et le Sud : ainsi pour la consommation au début des années 1980.

PART DANS LA CONSOMMATION MONDIALE EN 1980-1982

[Retour à la table des tableaux](#)

	Pays développés (26% de la population)	Pays en développement (74% de la population)
Métaux non ferreux	86 %	14 %
Papier	85 %	15 %
Énergie	80 %	20 %
Acier	79 %	21 %
Alimentaires		
– graisses	53 %	47 %
– protéines	38 %	62 %
– calories	34 %	66 %

Source : [Our Common Future, 1987], p. 33.

Ensuite, l'importance du processus de salarisation qui, après le Nord et l'Est, affecte maintenant le Sud : de 1950 à 1975, le nombre d'emplois salariés s'est accru de 275 millions dans les pays en développement, alors qu'il augmentait de 75 millions dans les pays développés ¹.

Enfin, l'imbrication des spécialisations. Dans un article consacré aux « effets sur l'emploi des échanges de produits manufacturés entre pays développés et pays en développement », Bela Balassa présente ces échanges par grandes catégories de produits avec les deux principaux indicateurs de déséquilibre : le solde et le rapport exportations/importations des échanges des pays capitalistes avec les pays du tiers monde.

**ÉCHANGES DE PRODUITS MANUFACTURÉS DES PAYS DÉVELOPPÉS
AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN 1983**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Solde * (en milliards de dollars)	Rapport exportations/ importations *
Machines	21	3,5
Équipement de transport	19	7,2
Machines électroniques	16	3,1
Produits métalliques	16	2,4
Fer et acier	12	2,4
Matériels professionnels	8	2,3
Plastique	6	1,4
Caoutchouc	6	2
Verres et dérivés	4	4,7
Produits chimiques	4	1,6
Produits non métalliques	3	5,7
Meubles et accessoires	2	1,7
Papier	2	5,2
Bois	1	1,3
Poterie, porcelaine	1	2
Chaussures	-0,5	0,5
Cuirs et dérivés	-1	0,6
Textiles	-1	0,9
Autres industries	-2	0,8
Vêtements	-2	0,3

* Du point de vue des pays développés.

Source : B. BALASSA, in Revue études internationales, juin 1987, p. 290.

¹ Cf. [ANDREFF 1987], p. 113.

Fait massif : l'énorme solde positif des pays développés, dans leurs échanges de produits manufacturés avec les pays en développement : 115 milliards de dollars en 1983.

Fait massif encore : les deux domaines de spécialisation déjà repérés dans le chapitre 3 : machines et matériels de transport pour les pays développés ; textiles et vêtements pour les pays en développement.

Mais, en même temps, une telle approche masque des réalités essentielles : la profonde différenciation des pays au sein du tiers monde ; le rôle déterminant des trois grands pôles capitalistes au sein des pays développés et, plus largement, dans le monde entier ; et, pour n'en citer qu'un, le fait que les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est sont exportateurs nets de machines vers les États-Unis.

Plutôt que de revenir, comme cela a été fait tant de fois depuis trente ans, souvent à juste raison, sur l'inégal face à face Nord-Sud, nous voudrions, dans les trois chapitres qui viennent :

- approfondir l'analyse des trois pôles capitalistes et donc de ce que nous appelons les « économies nationales/mondiales » ;
- caractériser le sous-système constitué autour de l'URSS et le situer dans le système hiérarchisé de l'économie mondiale ;
- prendre en compte les différenciations et les évolutions divergentes des tiers mondes sans oublier les caractères communs de l'ensemble qu'ils constituent.

Une matrice simplifiée du commerce mondial fait apparaître combien différent les modes d'insertion de ces trois ensembles dans l'économie mondiale.

PART, EN %, DE CHAQUE ZONE DANS LE COMMERCE MONDIAL EN 1986

[Retour à la table des tableaux](#)

	EXPORTATIONS À PARTIR DE			Part dans les importations mondiales
	Pays capitalistes	Pays en développement	Pays de l'Est	
IMPORTATIONS PAR				
Pays capitalistes	54	13	3	70
Pays en développement	13	5	2	20
Pays de l'Est	3	1	6	10
Part dans les exportations mondiales	70	19	11	100

Source : [IFRI 1987], p. 167.

Les pays capitalistes ont élargi leur place dans le commerce mondial pendant la première moitié des années 1980 et en réalisent 70 % en 1986 ; les pays du tiers monde ont vu leur part se réduire (mais elle représente encore le cinquième des échanges totaux) ; les échanges des pays de l'Est ont légèrement progressé en importance relative, mais leur part demeure encore modeste.

Les pays capitalistes font plus des trois quarts de leurs échanges entre eux ; les pays à régime étatiste font plus de la moitié de leurs échanges entre eux ; mais les pays du tiers monde, un quart seulement.

Dès l'abord, donc, le groupe des pays capitalistes apparaît dynamique, fortement intégré et participant activement aux échanges ; celui des pays du tiers monde, éclaté, disparate, mais assez fortement inséré dans le commerce mondial ; celui des pays de l'Est, relativement cohérent, mais plus faiblement inséré dans le système mondial.

II

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

5

Les économies nationales/mondiales dominantes

[Retour à la table](#)

Repartons de quelques faits massifs, repérés dans les précédents chapitres :

- la prédominance économique, monétaire, financière des trois pôles capitalistes ;
- la prééminence dans de nombreux domaines clés, et notamment la monnaie, du pôle états-unisien ;
- le double défi que représente, pour les États-Unis, d'une part la poussée japonaise et d'autre part la construction de la Communauté européenne.

Par leur production comme par leur consommation, par leurs financements et leurs crédits comme par leurs endettements, dans les secteurs traditionnels comme dans les secteurs d'avenir, dans la prospérité comme dans la crise, les trois pôles capitalistes jouent un rôle déterminant.

En même temps, les poids respectifs, les rapports de force entre eux se modifient ; des évolutions relatives ont été signalées par l'émergence de thèmes complémentaires : irrésistible ascension japonaise, décadence européenne ou europessimisme, et, plus récent, le déclin américain.

Au-delà, l'analyse en termes de SNMH implique de ne pas en rester à l'évidence immédiate de l'économie nationale/territoriale (référence qui s'est imposée d'une manière quasi générale, alors même qu'elle est en partie dépassée),

pour prendre en compte les économies « nationales/mondiales », les économies nationales dominantes saisies dans leurs dimensions et leurs stratégies mondiales.

Déclin américain ?

[Retour à la table](#)

Y a-t-il réellement déclin américain — nous préférierions dire « états-unisien » ?

Certains s'irriteront de la question, tant l'évidence du recul relatif des États-Unis est éclatante. Bertrand Bellon et Jorge Niosi ont dressé un tableau frappant de la perte de poids relatif de l'économie des États-Unis : elle représentait plus de la moitié de la production manufacturière mondiale dans la première moitié des années 1950, et seulement 22 % en 1981 ; 47 % de la production mondiale d'acier en 1950, 11 % en 1985 ; 76 % de la production d'automobiles en 1950, 27 % en 1985 ; elle contribuait à 22 % des exportations mondiales de produits manufacturés en 1960 et à 13 % en 1984 ¹. Qu'il s'agisse des productions ou des exportations, la liste pourrait être allongée et inclure, outre les activités traditionnelles, des activités modernes des années 1960 et 1970.

Ce recul relatif qui s'étend sur les décennies de l'après-guerre paraît comme couronné par la formation, puis le gonflement, du déficit commercial états-unisien dans les années 1980. Là aussi, il y a un je-ne-sais-quoi d'inexorable : les États-Unis deviennent déficitaires à l'égard du Japon et de l'Amérique latine en 1965, du Canada en 1966, des nouveaux pays industriels d'Asie en 1969, des autres pays en développement d'Asie en 1974, de l'Europe hors CEE en 1976, de la Communauté européenne en 1984 et du Comecon en 1986 ². Excédentaire dans les années 1960, la balance commerciale devient (en milliards de dollars courants) légèrement déficitaire dans la première moitié des années 1970 (2 milliards par an en moyenne), puis de plus en plus fortement : 19 milliards dans les années 1975-1979, 51 milliards dans les années 1980-1984, et plus de 150 milliards par an dans les années 1985-1987 ³. La balance courante des biens et services devient déficitaire en 1983 : son déficit dépasse 100 milliards de dollars en 1984 et 150 milliards de dollars en 1987 ⁴. La dette extérieure des États-Unis, qui a atteint 200 milliards de dollars à la fin de 1986 et 500 milliards de dollars dans le courant de 1988, risque de se situer entre 700 et 1 300 milliards de dollars en 1992 ⁵.

¹ Cf. [BELLON et NIOSI, 1987], chapitres 1 et 2.

² Cf. *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1987, p. 118.

³ Cf. [BELLON et NIOSI, 1987], p. 36, et *Le Monde* du 19 mai 1988.

⁴ *The Economist*, 23 janvier 1988, et *Fortune*, 23 mai 1988.

⁵ Lester C. THUROW et Laura D'ANDREA TYSSON, *Foreign Affairs*, été 1987, et *Fortune*, 23 mai 1988.

INDICE DE SPÉCIALISATION (+)/DÉPENDANCE (-) *
DES TROIS PÔLES CAPITALISTES EN 1982-1983

[Retour à la table des tableaux](#)

	COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**	ÉTATS-UNIS CANADA **	JAPON
Agriculture	- 14,0 %	- 3,7 %	- 29,0 %
Énergie	- 55,3 %	- 27,7 %	- 96,8 %
Industries extractives	- 44,8 %	- 2,7 %	- 89,9%
Produits alimentaires	+ 1,7 %	- 0,5 %	0 %
Textiles	+ 2,3 %	- 1,0 %	+ 10,4 %
Habillement	- 8,3 %	- 19,2 %	- 9,6 %
Bois, papier, impression	- 7,0 %	+ 2,5 %	- 2,2 %
Caoutchouc	+ 7,1 %	- 2,7 %	+ 17,9 %
Produits chimiques	+ 8,8 %	+ 5,4 %	0 %
Dérivés du charbon et du pétrole	- 4,4 %	- 3,5 %	- 8,4 %
Produits minéraux non métalliques	+ 6,4 %	- 2,0 %	+ 4,6 %
Métaux ferreux et non ferreux	+ 3,0 %	- 2,6 %	+ 8,8 %
Matériel de transport	+ 15,2%	- 1,5 %	+ 44,4%
Machines et autres produits manufacturés	+ 16,0%	+ 2,1 %	+ 27,5 %
Total produits manufacturés	+ 4,1%	- 0,5 %	+ 10,7 %
TOTAL GÉNÉRAL	+ 1,8 %	- 1,1 %	+ 0,8 %

* Ce taux est, pour chaque pôle, établi ainsi : $\frac{X_i - M_i}{D_i}$;

X étant les exportations, M les importations, D la consommation apparente, pour chaque pôle et chaque catégorie de produits *i*.

** Pour la communauté européenne et l'ensemble États-Unis/Canada, le « commerce intra » n'est pas pris en compte.

Source : d'après [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 518 s.

Derrière ce déficit commercial croissant, un double mouvement en tenaille : la perte de parts de marché des États-Unis dans le monde et une pénétration croissante des produits étrangers aux États-Unis. La part des États-Unis dans les marchés de l'ensemble des pays de l'OCDE était de 45 % au milieu des années 1960, et encore de l'ordre de 40 % au début des années 1980 : elle est de 35 % en 1986 ; leur part dans les marchés « hors OCDE », qui était longtemps restée autour de 30 %, est tombée à 25 % en 1986 ¹. Inversement, l'importance relative des

¹ *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1987, p. 119 et 120.

importations par rapport à la demande intérieure s'accroît de 8 % en 1979 à 13 % en 1986 (pour l'acier de 10 à 16 %, pour les composants électroniques de 14 à 18 %, pour l'informatique de 5 à 19 %, pour l'aluminium de 8 à 23 %, pour les automobiles de 14 à 24 %, pour les machines-outils de 19 à 40 %, pour les machines textiles de 33 à 49 %, pour les chaussures de 35 à 62,5 % et pour les appareils de radio et de télévision de 42 à 64 %) ¹.

Et les États-Unis apparaissent comme ayant en 1982-1983, par catégories de produits, 11 postes déficitaires contre seulement 3 excédentaires, aucun des trois ne marquant une dynamique exportatrice comparable à celle que manifestent, par exemple, le Japon et la Communauté européenne pour les matériels de transport et les machines.

Ainsi, entre une économie japonaise à peine entrouverte aux importations et très orientée vers l'exportation, et une économie européenne, ouverte certes aux produits étrangers, mais bénéficiant d'une bonne dynamique exportatrice, l'économie des États-Unis s'est, dans les années récentes, brusquement ouverte aux produits étrangers, sans conserver de puissants secteurs exportateurs comme l'attestent les tableaux de Brigitte Jousset, du CEPII ².

Insuffisante productivité ? Voilà lâché le mot clé. Et il est aisé de montrer que de 1960 à 1985, la productivité manufacturière par heure ouvrée a progressé près de 7 fois plus au Japon, et près de 4 fois plus en France et en Italie qu'aux États-Unis ³. Mais ces évolutions spectaculaires ne sont significatives que d'une atténuation d'écart jadis très larges et la productivité par tête observée en 1984 reste encore la plus forte aux États-Unis ; si on la prend comme base 100, celle observée en France est à 89, en Allemagne fédérale à 87, au Japon à 72, en Grande-Bretagne à 71 ⁴. Et puis, il faudrait étudier les coûts salariaux et les autres charges, disposer d'un outil d'analyse des stratégies économiques des États, des secteurs et des firmes, être en mesure d'analyser les spécialisations non seulement au niveau des catégories de produits mais des produits eux-mêmes, et des stratégies d'adaptation à ces deux niveaux, et plus largement encore prendre en

¹ Corrélativement, d'après les chiffres du GATT, le taux de couverture des importations par les exportations tombe pour les États-Unis, de 1980 à 1986, de 189 à 95 pour les produits alimentaires, de 120 à 76 pour les autres produits primaires, de 132 à 58 pour l'ensemble des produits électromécaniques, de 142 à 44 pour les textiles, de 18 à 5 pour les vêtements... Et, sur les biens modernes, il est tombé de 227 à 77 pour les machines spécialisées, de 159 à 85 pour l'informatique et les télécommunications, de 53 à 27 pour l'automobile, de 224 à 106 pour les autres matériels de transport. *Le Monde* du 19 janvier 1988 et travaux de J. LEMPÉRIÈRE. Voir aussi [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 21, 30 et 39.

² In [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 14 et s.

³ [BELLON et NIOSI, 1987], p. 29.

⁴ [CNUCED 1987], p. 214.

compte les facteurs d'efficacité ou d'inefficacité des entreprises et de la société globale ¹.

Or la situation est tout à fait paradoxale, comme le soulignent Philippe Delmas et Geneviève Roy : l'industrie des États-Unis a bénéficié de conditions tout à fait exceptionnelles :

- une forte croissance de l'investissement de 1972 à 1985 (4,5 % par an à prix constant, contre 3,2 % au Japon et 0,7 % dans la Communauté européenne) ;
- une rentabilité supérieure des entreprises américaines par rapport aux entreprises japonaises ou allemandes ;
- une croissance relativement modérée du salaire horaire ouvrier aux États-Unis, par rapport aux autres grands pays capitalistes ;
- et enfin un flux massif de dépenses de recherche et développement ².

Le débat sur la baisse de compétitivité de l'économie américaine reste ouvert : pour certains ³, elle résulte principalement de l'environnement macro-économique et de la politique économique ; au contraire, pour d'autres ⁴, c'est dans « le détail du processus productif américain » qu'il faut en chercher les sources. On pressent que, dans un diagnostic qui reste à parfaire, il conviendrait de prendre en considération :

- les spécificités des structures productives des principales économies nationales/mondiales et des rapports sociaux qui les sous-tendent ;
- l'élasticité-prix de la demande nationale (laquelle dépend en partie de la capacité de l'offre étrangère à offrir un produit estimé substituable aux produits nationaux consommés par les acheteurs nationaux, et cela au niveau de chaque produit et de chaque marché) ;
- l'élasticité-revenu de la demande nationale ;

¹ Voir par exemple Olivier WEINSTEIN, *Les analyses de la crise de productivité aux États-Unis*, GIP Mutations industrielles, n° 1, novembre 1986.

² *Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1988, p. 55.

³ Notamment Rudiger DORNBUSCH, James POTERBA et Lawrence SUMMERS, *Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1988, p. 5 et s.

⁴ Notamment Philippe DELMAS et Geneviève Roy, *Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1988, p. 33 et s.

- les spécialisations des entreprises nationales et étrangères et leurs capacités relatives à répondre à des modifications de la demande (tant qualitative que quantitative) sur les marchés nationaux et étrangers.

Déjà, quelques indications peuvent être dégagées, qui contribuent à l'explication de la détérioration de la situation relative de l'économie des États-Unis :

1°/ l'élasticité des importations réelles par rapport au produit réel est de 1,76 aux États-Unis pour la période 1977-1985 ; elle est très supérieure à l'élasticité moyenne des pays capitalistes industriels (1,29) et sans comparaison avec celle du Japon (0,45) ¹ ;

2°/ la sensibilité aux prix relatifs du partage de la demande intérieure entre produits nationaux et produits étrangers est forte aux États-Unis (1,3), alors qu'elle est faible au Japon (0,5). Cela signifie que « toute perte de compétitivité peut se traduire à long terme par une perte d'une part du marché ² » ;

3°/ les exportateurs des États-Unis tirent moins bien parti que d'autres de la croissance de la demande mondiale ; ainsi, l'élasticité des exportations au revenu de l'OCDE est de 1,13 pour les États-Unis, contre 2,21 pour le Japon et 4,21 pour la Corée du Sud ³ ;

4°/ « lorsque la croissance de la demande mondiale s'accélère, le marché intérieur américain s'ouvre plus vite que les autres, les producteurs américains accélérant leur mouvement de spécialisation et leur extraversion ⁴ ».

Hausse et surévaluation du dollar, perte de dynamisme d'une partie des entreprises américaines, gonflement de la consommation, insuffisance de l'épargne, importance des déficits publics..., les facteurs de perte de dynamique et de compétitivité de l'économie américaine sont multiples et complexes.

Ce qui est erroné, c'est de les présenter d'une manière unilatéralement négative, car les États-Unis disposent d'atouts et d'éléments de forces non négligeables. Le premier d'entre eux est que l'économie territoriale des États-Unis (laquelle souffre des maux que nous venons d'évoquer) est au centre d'un ensemble plus large : l'économie nationale/mondiale états-unisienne.

¹ *United Nations World Economic Survey*, 1986, p. 39. On trouve une indication convergente pour 1987 : l'élasticité des importations au revenu national était de 1,69 pour les États-Unis, 0,80 pour l'Allemagne fédérale, 0,75 pour la Corée du Sud et 0,71 pour le Japon (*Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1988, p. 51).

² Claude BISMUT et Joaquim OLIVEIRA-MARTINS, in [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 123.

³ *Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1988, p. 51.

⁴ Claude BISMUT et Joaquim OLIVEIRA-MARTINS, *op. cit.*, p. 124.

Prendre en compte l'économie nationale/mondiale

[Retour à la table](#)

On l'a dit, les études sur les investissements à l'étranger, les firmes multinationales et leurs filiales à l'étranger, les rapatriements de revenus et bénéfiques des activités à l'étranger ont été nombreuses dans les années 1970. Mais elles ont, pour la plupart, été menées en soi, d'une manière coupée de l'analyse de l'économie territoriale du pays d'origine. De même que l'économie de ce pays était — et reste largement — étudiée en soi, sans prise en compte de ses prolongements à l'étranger.

Ce que nous voulons marquer avec le concept d'économie nationale/mondiale, c'est que les économies dominantes fonctionnent d'une manière qui déborde l'économie nationale/territoriale, seule prise en compte dans les statistiques habituelles de production, d'investissement, de commerce international...

C'est pour les États-Unis que ce phénomène est le plus marquant et le plus important. Et c'est pour les États-Unis, qu'il peut, grâce aux statistiques de l'US Department of Commerce, être le mieux connu.

La situation de l'investissement à l'étranger des États-Unis en fin d'année se présente ainsi :

AVOIRS TOTAUX DES ÉTATS-UNIS À L'ÉTRANGER (en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1985	1986
AVOIRS ÉTATS-UNISIENS À L'ÉTRANGER	949	1068
dont avoirs privés	819	930
dont investissements directs à l'étranger (stocks)	230	260
(dont en Europe de l'Ouest	(105)	(123)
(au Canada	(47)	(50)
(au Japon	(9)	(11)
(en Amérique latine	(28)	(35)
(dans le reste du monde et non localisé	(40)	(40)

Source : Survey of Current Business, juin 1987, p. 39.

Mis à part le Canada, premier pays pour les investissements extérieurs des États-Unis, ceux-ci sont en 1986 massivement orientés vers l'Europe (Grande-

Bretagne 35 milliards, Allemagne de l'Ouest : 20, Pays-Bas : 12, France : 9, Italie 7...), vers l'Amérique latine (les Bermudes, attractives pour les investissements financiers : 15 milliards, le Brésil 9, le Mexique : 5 et Panama : 4) et secondairement vers l'Asie (Japon 11, Indonésie : 4,3, Hong Kong : 3,6, Singapour : 2,3) (*idem*, p. 43).

Grâce au jeu des prises de participations, les actifs des filiales états-unisiennes à l'étranger sont largement supérieurs aux investissements directs : 838 milliards en 1985, contre 230.

FILIALES À L'ÉTRANGER DES MULTINATIONALES DES ÉTATS-UNIS EN 1985

[Retour à la table des tableaux](#)

	Actifs (en milliards de dollars)	Ventes (en milliards de dollars)	Salariés (en milliers)
TOTAL	838	898	6425
(dont Europe	(357)	(440)	(2764)
(Canada	(118)	(139)	(903)
(Japon	(64)	(80)	(331)
(Australie, Nlle-Zélande, Afrique du Sud	(39)	(45)	(426)
(Amérique latine	(160)	(95)	(1234)
(Asie et Pacifique	(44)	(57)	(511)
(Moyen-Orient	(25)	(20)	(123)

Source : Survey of Current Business, juin 1987, p. 33.

Ainsi, les multinationales états-unisiennes, dont les sociétés mères ont, aux États-Unis, des actifs de 3 454 milliards de dollars, des effectifs de 18 millions de salariés et un chiffre d'affaires de 2 581 milliards de dollars, voient leurs actifs augmentés d'un quart, leur chiffre d'affaires et leurs effectifs de plus d'un tiers grâce à leurs filiales à l'étranger.

Si l'on prend le seul secteur manufacturier, les effectifs des sociétés mères des multinationales états-unisiennes étaient en 1985 de 10,5 millions et ceux des filiales à l'étranger de 4,7 millions (soit 45 %).

Si l'on prend en compte non seulement l'emploi des groupes multinationaux, mais l'ensemble de l'emploi manufacturier aux États-Unis ¹, l'emploi à l'étranger

¹ 19,4 millions en 1984, cf. [BELLON et NIOSI, 1987], p. 49.

des filiales manufacturières des multinationales états-unisiennes en représente le quart.

**NOMBRE DE SALARIÉS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER,
EN 1985, DES MULTINATIONALES DES ÉTATS-UNIS**

[Retour à la table des tableaux](#)

	1. Des sociétés mères (en milliers)	2. Des filiales à l'étranger (en milliers)	2/1 (en %)
Alimentation	1 097	535	48,8 %
Chimie	1 239	704	56,8 %
Métaux	759	290	38,2 %
Machines non électriques	1 413	670	47,4 %
Équipement électrique et électronique	1 567	542	34,6 %
Matériel de transport	2 186	1 090	49,9 %
Autres	2 217	875	39,5 %
	10 478	4 707	44,9 %

Source : *idem*, p. 29.

Comme le repérage des filiales américaines est nécessairement strict, et du fait des prises de participations et de contrôle, on peut estimer que l'activité manufacturière territoriale des États-Unis est augmentée d'environ un tiers par celle des filiales à l'étranger des multinationales américaines. Cela oblige à réexaminer de près le problème du « déficit commercial » des États-Unis dans différents secteurs manufacturiers : car si ces déficits sont indéniables dans le cadre de l'analyse de « l'économie territoriale », ils ne constituent, pour partie, qu'une manifestation de la réalité de l'économie nationale/mondiale états-unisienne : des sociétés implantées aux États-Unis, faisant venir dans ce pays une partie de la production réalisée dans leurs usines implantées ailleurs dans le monde. De même, cela oblige à réexaminer le débat sur la désindustrialisation, laquelle n'est, pour partie, que l'impact sur le territoire des États-Unis du déploiement à l'échelle mondiale du capitalisme états-unisien.

Et effectivement la comparaison des exportations des États-Unis, avec celles des multinationales états-unisiennes et de leurs filiales à l'étranger est révélatrice.

Le recul de la part de l'économie territoriale états-unisienne dans les exportations mondiales est patent. Le maintien de la part des multinationales des États-Unis (maisons mères et filiales) l'est tout autant.

Il est possible de pousser plus avant l'analyse.

EXPORTATIONS ÉTATS-UNISIENNES EN % DES EXPORTATIONS MONDIALES

[Retour à la table des tableaux](#)

	1957	1966*	1966*	1977	1984
1. Territoire des États-Unis	21,3	16,4	17,5	13,3	14,0
2. Multinationales des États-Unis					
– sociétés mères			11,0	9,2	9,2
– filiales à l'étranger	5,8	7,9	8,2	9,7	10,3
– ensemble			17,7	17,6	18,1

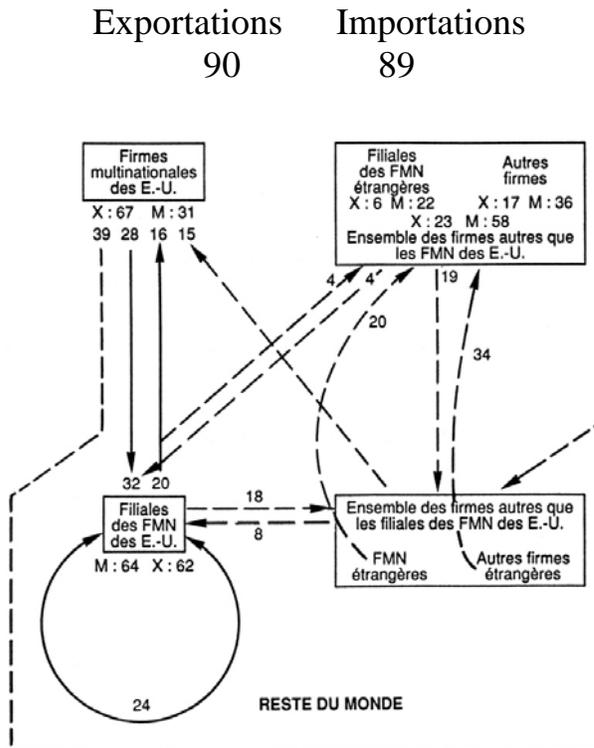
* Les deux séries 1957-1966 et 1966-1984 ne se raccordent pas ; les comparaisons ne sont significatives qu'à l'intérieur de chaque série.

Source : Robert E. LIPSEY et Irving B. KRAVIS, « The Competitiveness and Comparative Advantage of US Multinationals 1957-1984 », *Quarterly Review* (Banca Nazionale del Lavoro), juin 1987, p. 151.

RADIOSCOPIE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS EN 1977
(produits manufacturés, en milliards de dollars)

TERRITOIRE DES ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des schémas](#)

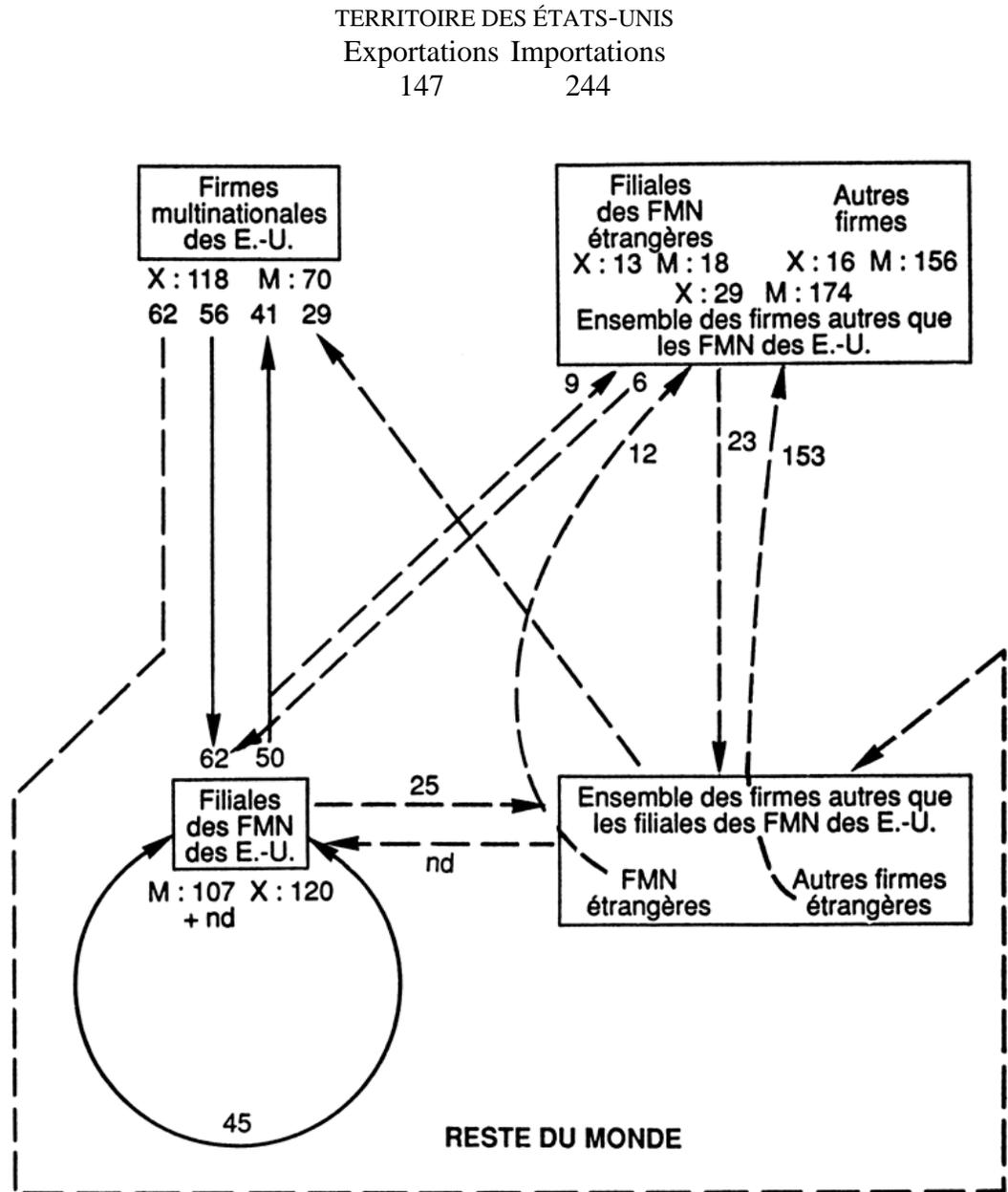


X : Exportations ; M : Importations.

Sources : d'après [CEPII 1983], p. 253, et Department of Commerce, Survey, 1977.

RADIOSCOPIE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS EN 1985
(Produits manufacturés, en milliards de dollars)

[Retour à la table des schémas](#)



X : Exportations ; M : Importations ; nd : non disponible.

Source : actualisation établie par MA. Lempérière à partir des chiffres du Department of Commerce.

Le schéma établi par le CEPPI pour l'année 1977 ¹, sa mise à jour pour 1985 par Jean Lempérière ² et les travaux de cet auteur sur la production extérieure des États-Unis ³ permettent de saisir à la fois le commerce extérieur de l'économie territoriale états-unisienne et le commerce international de l'économie « nationale/mondiale » des États-Unis.

Peuvent donc être évalués, pour les échanges de produits manufacturés, non seulement les exportations « nationales/territoriales » (chiffre traditionnel), mais aussi les exportations « nationales/mondiales » (concept nouveau ⁴) et les « ventes totales à l'étranger ».

Ainsi les exportations « nationales/mondiales » de produits manufacturés des États-Unis sont, en 1985, supérieures de 39 % aux exportations territoriales (seules prises en compte ordinairement) ; quant aux « ventes totales à l'étranger », elles sont 2,3 fois supérieures aux « exportations nationales/territoriales ». La différence n'est donc pas mineure.

Et il nous paraît évident que pour parler du « déclin américain » — ou plus largement, pour parler de la situation de l'économie des États-Unis — il faut prendre en compte ces trois grandeurs :

- exportations nationales/territoriales ;
- exportations nationales/mondiales ;
- ventes totales à l'étranger.

Pour ces deux dernières grandeurs, nous avons donné deux estimations, la seconde excluant les exportations des États-Unis de filiales de firmes multinationales étrangères. Cette exclusion paraîtra sans doute « normale » à beaucoup, s'agissant d'un calcul de grandeurs « nationales/mondiales » ; mais cette « normalité » correspond à l'idée qu'il y a symétrie, équivalence entre la présence de firmes des États-Unis à l'étranger et de firmes étrangères aux États-Unis. Or, dans un système hiérarchisé, il y a asymétrie : et la présence de firmes étrangères dans le pays prédominant correspond à des motivations, des fonctions, des stratégies sans doute spécifiques. En l'absence d'analyses plus précises et d'un approfondissement de la réflexion sur cette asymétrie, il nous a paru préférable de présenter les deux chiffres, lesquels, d'ailleurs, diffèrent très peu.

¹ [CEPII 1983], p. 253.

² Nous le remercions très vivement de cette mise à jour qu'il a bien voulu faire pour nous.

³ Notamment les articles publiés dans la *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1988, *Le Monde* des 22 mars et 5 juillet 1988 et *Le Monde diplomatique* de 1988.

⁴ Cf. [BEAUD 1987], chap. IV.

EXPORTATIONS ÉTATS-UNISIENNES DE PRODUITS MANUFACTURÉS
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1977	1985
ÉCONOMIE NATIONALE/TERRITORIALE DES ÉTATS-UNIS		
1. Exportations totales	90	147
dont 11. maisons mères des États-Unis	(67)	(118)
12. filiales de F.M. étrangères	(6)	(13)
13. autres firmes	(17)	(16)
ÉCONOMIE ÉTATS-UNISIENNE À L'ÉTRANGER		
2. Exportations des filiales de F.M. des États-Unis	62	120
dont 21. vers d'autres filiales de F.M. des États-Unis	(24)	(45)
22. vers les États-Unis	(20)	(50)
23. autres	(18)	(25)
3. Ventes dans les pays d'implantation des filiales de F.M. des États-Unis	134	182
ÉCONOMIE NATIONALE/MONDIALE DES ÉTATS-UNIS		
4. Exportations totales		
41. sens large (1+21+23)	132	217
42. sens strict (11+13+21+23)	126	204
5. Ventes totales à l'étranger		
51. sens large (1+23+3)	242	354
52. sens étroit (11+13+23+3)	236	341

Source : d'après les travaux cités du CEPII et de J. LEMPÉRIÈRE.

COMMERCE TOTAL DES ÉTATS-UNIS ET VENTES DES FILIALES INDUSTRIELLES DES FIRMES MULTINATIONALES
(en milliards de dollars)

	1977	1985
1. Balance commerciale	- 33	- 154
2. Ventes hors États-Unis des filiales des F.M.N. des États-Unis	(+ 246)	(+ 385)
Ventes aux États-Unis des filiales de F.M.N. étrangères	(- 50)	(- 85)
Balance des ventes des filiales de F.M.N. (états-unisiennes et étrangères)	+ 196	+ 200
3. Balance élargie	+ 163	+ 46

Source : J. LEMPÉRIÈRE, *Le Monde* du 22 mars 1988.

On doit cependant aller plus loin et prendre en compte, dans le même sens que des importations, les ventes aux États-Unis des filiales, qui y sont implantées, de firmes multinationales étrangères. C'est ce que fait Jean Lempérière qui établit ainsi ce qu'il appelle la « balance élargie » des États-Unis.

La balance des ventes des filiales industrielles s'est maintenue de 1977 à 1985 : la dégradation de la « balance élargie » résulte donc exclusivement de celle de la balance commerciale « territoriale ».

Cependant, pour certaines catégories de produits, la dégradation concerne aussi les ventes des filiales de firmes multinationales.

Ainsi pour l'équipement électrique et non électrique :

[Retour à la table des tableaux](#)

	1977	1985
1. Balance commerciale	+ 4,2	- 19,8
2. Balance des ventes des filiales des F.M.N. (états-unisiennes et étrangères)	<u>+ 16,9</u>	<u>+ 6,3</u>
3. Balance élargie	+ 21,8	- 13,5

Ainsi aussi, pour la chimie :

	1977	1985
1. Balance commerciale	+ 1,8	+ 0,5
2. Balance des ventes des filiales des F.M.N. (états-unisiennes et étrangères)	<u>+ 1,6</u>	<u>- 30,2</u>
3. Balance élargie	+ 3,4	- 29,7

Source : J. LEMPÉRIÈRE, travaux non publiés mis à la disposition de l'auteur.

C'est, dans les deux cas, non pas que la production états-unisienne à l'étranger ait fléchi, bien au contraire, mais que la production étrangère aux États-Unis a plus fortement augmenté : les ventes aux États-Unis des filiales étrangères sont passées, pour l'équipement électrique et non électrique, de 10 milliards de dollars en 1977 à 32 en 1985, et, pour la chimie, de 16 milliards à 61. Ce qui, effectivement, peut conforter la thèse du déclin américain.

Les avoirs étrangers et les investissements directs étrangers aux États-Unis ont en effet fortement progressé depuis le milieu des années 1970. Depuis 1985, les avoirs étrangers totaux dépassent 1 000 milliards de dollars.

Les avoirs étrangers totaux aux États-Unis ont dépassé en 1985 les avoirs états-unisiens dans le reste du monde (cf. le tableau présenté en début de ce point) ; et le montant des investissements directs étrangers aux États-Unis se rapproche de celui des investissements des États-Unis à l'étranger ; ils sont très majoritairement d'origine européenne, d'abord britanniques (51 milliards en 1986), puis néerlandais (43), ouest-allemands (17), suisses (12), français (7)...

Les actifs des filiales étrangères aux États-Unis dépassent 700 milliards de dollars et leurs effectifs approchent 3 millions de salariés.

AVOIRS ÉTRANGERS TOTAUX AUX ÉTATS-UNIS
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1985	1986
AVOIRS ÉTRANGERS AUX ÉTATS-UNIS	1 061	1 331
– dont avoirs privés	859	1 097
– dont investissements directs étrangers (stocks)	185	209
(dont d'Europe de l'Ouest	(121)	(142)
(du Canada	(17)	(18)
(du Japon	(19)	(23)
(d'Amérique latine	(17)	(14)
(du reste du monde et d'origine non précisée	(10)	(12)

Source : Survey of Current Business, juin 1987, p. 39.

FILIALES DES MULTINATIONALES ÉTRANGÈRES AUX ÉTATS-UNIS EN 1985

	Actifs (en milliards de dollars)	Ventes (en milliards de dollars)	Salariés (en milliers)
TOTAL	736	630	2 854
Par pays d'implantation de la maison mère :			
Canada	115	77	528
Europe	354	335	1806
(Comm. eur.)	(267)	(283)	(1508)
(Grande-Bret.)	(113)	(110)	(628)
(Suisse)	(74)	(34)	(199)
(Pays-Bas)	(58)	(47)	(213)
(All. fédérale)	(51)	(64)	(407)
Japon	64	152	209
Australie/Nouvelle-Zélande/Afrique du Sud	105	23	71
OPEP	57	9	40
Amérique Latine	16	17	123

Source : Survey of Current Business, mai 1987, p. 44.

Firmes états-unisiennes dans le monde, firmes étrangères aux États-Unis : deux millions huit cent mille salariés en Europe travaillent dans des filiales de firmes des États-Unis et un million huit cent mille salariés aux États-Unis travaillent dans des filiales de firmes européennes. Et le commerce de ces firmes et de ces filiales constitue une composante majeure du commerce international, dont les statistiques ne font apparaître, indifférenciés, que des flux entre territoires. Or il faut différencier. Là encore, les statistiques des États-Unis nous le permettent.

COMMERCE TOTAL DES ÉTATS-UNIS *
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1977	1985
Exportations du territoire des États-Unis	121	213
dont		
– exportations des maisons mères des États-Unis	94	162
(dont vers <i>leurs</i> filiales (intra-firmes »	(33)	(60)
– exportations de filiales de firmes étrangères	24	46
(dont vers <i>leurs</i> maisons mères (intra-firmes »	(11)	(27)
Importations du territoire des États-Unis	147	345
dont		
– importations des maisons mères des États-Unis	77	139
(dont en provenance de <i>leurs</i> filiales (intra-firmes »	(33)	(54)
– importations de filiales de firmes étrangères	41	111
(dont en provenance de <i>leurs</i> maisons mères (intra-firmes »	(29)	(81)

* Ce tableau, qui porte sur le commerce total, est cohérent avec les schémas de la fin du chapitre 2.

Source : Nations-Unies (Centre sur les sociétés transnationales), *Les sociétés transnationales dans le développement mondial*, New York 1983, p. 423 pour 1977 et, pour 1985, chiffres homologues tirés du schéma sur le commerce extérieur des États-Unis, dans le chapitre 2 du présent ouvrage.

Si on prend l'ensemble « maisons mères états-unisiennes/filiales étrangères implantées aux États-Unis », le poids des multinationales dans le commerce territorial des États-Unis est majeur ; — 97,5 % des exportations en 1977 comme en 1985 ; — 80 % des importations en 1977 et 72,5 % en 1985.

Dans ces courants commerciaux, les flux internes aux groupes (commerce intra-firmes) occupent une place importante : — 41 % des exportations des États-Unis en 1985 (36 % en 1977) ; — 39 % des importations des États-Unis en 1985 (42 % en 1977).

Or, ces flux ne sont pas des flux commerciaux ordinaires : flux entre territoires nationaux certes, mais internes à l'espace d'une firme ; flux hors marché et qui devraient être comptabilisés à part dans les statistiques de commerce des nations. Ce qui implique qu'aux actuelles « comptabilités nationales » se substituent des « comptabilités nationales/multinationales/mondiales », pour chaque pays et pour chaque grande firme multinationale ¹.

Car, pour certains secteurs, le commerce intra-firmes peut représenter une part essentielle ou très importante, comme l'a montré, sur la base de chiffres de 1977, l'étude de Dunning et Pearce ² :

- essentielle pour le matériel de bureau, incluant les ordinateurs (91 %) ;
- très importante pour l'automobile et les pièces détachées (62 %), le matériel de mesure, matériel scientifique et matériel photographique (58 % le matériel industriel et agricole (53 %) et le pétrole (51 %) ;
- encore importante pour les appareils électroniques et électriques (36 % les produits chimiques et pharmaceutiques (35 %) et les boissons (20%).

Au contraire, le commerce intra-firmes est faible pour deux catégories très distinctes de secteurs :

- ceux où les fabricants (aérospatiale, construction navale, matériel ferroviaire) ont affaire à un petit nombre d'acheteurs (forces armées, compagnies aériennes, maritimes ou de chemin de fer) ;
- des industries à faible intensité de recherche : textile et vêtement, papier et bois, alimentation, matériel de construction, édition et impression, tabac.

Pour aller plus loin, ce sont les stratégies des firmes qu'il faut prendre en considération : tant il est vrai que l'analyse des économies nationales/mondiales implique la prise en compte des stratégies nationales *et* mondiales des firmes multinationales.

¹ Cf. [BEAUD 1987], chap. IV.

² [DUNNING et PEARCE, 1981], p. 132.

Stratégies nationales/mondiales

[Retour à la table](#)

Ce sont encore les chiffres élaborés dans l'ouvrage de Dunning et Pearce qui permettent d'avancer dans cette voie — chiffres, hélas, un peu anciens, puisqu'ils concernent l'année 1977.

Ces chiffres concernent un échantillon des 523 plus grandes entreprises capitalistes mondiales, pour lesquelles les renseignements nécessaires ont pu être rassemblés : ils permettent de faire ressortir quatre composantes essentielles pour notre analyse :

1. la production réalisée par un groupe multinational dans « son » pays (le pays d'implantation de sa maison mère) et vendue sur le marché de ce pays ;
2. la production réalisée par un groupe dans « son » pays et exportée hors de ce pays ;
3. la production réalisée par les filiales de ce groupe implantées à l'étranger (hors de « son » pays) ;
4. le chiffre d'affaires à l'étranger (hors du pays du groupe) qui est égal à 2 + 3.

Les résultats sont présentés en pour cent des ventes mondiales (dans « leurs » pays et à l'étranger) des groupes.

RÉPARTITION DES VENTES MONDIALES DES PLUS GRANDES ENTREPRISES DU MONDE EN 1977 (en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Production des groupes réalisée dans « leur » pays		3 Production des filiales à l'étranger	4 Évaluation du ch. d'aff. à l'étranger (2+3)	Ventes mondiales (1 + 2 + 3) ou (1 + 4)
	1. Vendu dans ce pays	2. exportée hors de ce pays			
Groupes de :					
États-Unis	65,5	5,3	29,2	34,5	100,0
Gde-Bret.	46,4	11,8	41,8	53,6	100,0
All. féd.	50,5	31,0	18,5	49,5	100,0
Japon	70,3	23,0	6,7	29,7	100,0
ENSEMBLE	58,4	12,1	29,5	41,6	100,0

Source : d'après [DUNNING et PEARCE 1981], tableaux 1-3, 6-2 et 6-4, et [MOORE 1985], tableau 10-7.

Disponibles pour quatre « économies nationales/mondiales dominantes », ces chiffres permettent de faire immédiatement apparaître deux éléments d'analyse :

— d'abord le *degré d'extraversion* (mesuré par le chiffre d'affaires à l'étranger) diffère sensiblement selon les pays : important pour la Grande-Bretagne (54 %) et l'Allemagne fédérale (50 %), il était, en 1977, plus modeste pour les États-Unis (35 %) et le Japon (30 %) ;

— ensuite, les *stratégies d'extraversion* diffèrent profondément : principalement fondées sur les filiales à l'étranger pour la Grande-Bretagne et les États-Unis, il reposait surtout sur les exportations à partir de la production nationale pour l'Allemagne fédérale et le Japon ; ainsi le rapport entre la production des filiales à l'étranger et les exportations nationales (rapport entre le chiffre de la colonne 3 et celui de la colonne 2 du tableau de la page précédente) était, en 1977 :

- pour les États-Unis : 5,5
- pour la Grande-Bretagne : 3,5
- pour l'Allemagne fédérale : 0,6
- pour le Japon : 0,3

Ces résultats sont confirmés par l'analyse, par pays, des secteurs pour lesquels le *degré d'extraversion* est fort (chiffre d'affaires à l'étranger — 2 + 3 du tableau ci-dessus — supérieur à 45 % de la production mondiale des groupes ¹) ; le rapport production à l'étranger/exportations nationales (correspondant au rapport 3/2 du tableau déjà cité) fait apparaître : — d'un côté la forte prédominance de la production à l'étranger pour les groupes pétroliers des États-Unis et de Grande-Bretagne, mais aussi pour les groupes britanniques du bois et papier (12,7), des matériels industriels et agricoles (3,7), des articles en métal (2,6) et, déjà, des textiles et vêtements (2,3) ; et encore, pour les groupes états-unisiens de l'équipement de bureau (ordinateurs inclus) (11,4) et des matériels de mesure et scientifique (3,1), ainsi que pour les groupes allemands de l'aérospatiale (1,8) ; — de l'autre côté, et inversement, la forte prédominance des exportations nationales pour les groupes allemands de matériel industriel et agricole (0,2) et de l'automobile (0,4), ainsi que pour les groupes japonais constructeurs de bateaux et de matériel de chemin de fer (0,15) et de l'automobile (0,55).

Ces chiffres qui concernent, on l'a déjà dit, l'année 1977, ne peuvent servir qu'à donner un éclairage sur l'économie mondiale dans les années 1980 : ils montrent à quel point on ne peut se contenter, pour établir le bilan de santé d'une économie dominante, d'examiner son seul commerce extérieur. Car, d'une part la production

¹ Toujours d'après [DUNNING et PEARCE 1981], tableaux 1-3, 6-2 et 6-4, et [MOORE 1985], tableau 10-7.

réalisée à l'étranger peut être aussi une composante très importante et, d'autre part, de grandes différences existent dans les *stratégies d'extraversion* des groupes, avec de sensibles spécificités selon leur nationalité. Or, parmi les pays dont le capitalisme national déploie ses activités à l'échelle mondiale,

- certains, dont les groupes privilégient la stratégie d'exportation nationale, auront d'excellents indicateurs de commerce extérieur ;
- d'autres, dont les groupes privilégient la stratégie d'implantation de filiales à l'étranger, risqueront, au contraire, d'avoir de très mauvais résultats commerciaux.

La réalité d'une économie nationale/multinationale/mondiale rend nécessaire des analyses adaptées, ce qui implique que l'on dispose des matériaux nécessaires. Hélas, aujourd'hui, la grande masse des matériaux disponibles ne permet pas d'éclairer ces aspects essentiels. Force est donc de trier et d'utiliser ceux qui fournissent les informations les plus significatives.

L'étude de 1983 du Centre des Nations-Unies sur les sociétés transnationales permet de connaître, pour certaines des plus grandes sociétés capitalistes en 1980, d'une part l'importance des exportations nationales du groupe dans son chiffre d'affaires et, d'autre part, la part à l'étranger de grandeurs clés (actif net, chiffre d'affaires, bénéfice net et emploi). Nous n'avons repris ici, parmi les principaux, que vingt-deux groupes américains, vingt-deux groupes européens et les huit groupes japonais pour lesquels les informations sont disponibles (il n'est sans doute pas sans intérêt de noter que, pour plusieurs groupes japonais tels que Nippon Steel, Idemitsu Kosan, Maruzen Oil, Sumitomo Metal Industries, aucune de ces informations n'est présentée et que, pour les autres, les informations sont souvent des plus succinctes).

Beaucoup de sociétés pétrolières ont, comme il est normal, plus de la moitié de leurs activités (chiffre d'affaires et/ou emploi) hors du territoire de leur pays.

Quelques sociétés ont une part largement prédominante de leurs activités à l'étranger : c'est le cas du groupe néerlandais Philips, du groupe britannique BA Industries et du groupe japonais Nissan.

Des sociétés états-unisiennes ont une part majeure (majoritaire pour au moins un des indicateurs) de leurs activités hors des États-Unis : Ford, IBM, ITT, Dow Chemical, Reynolds, Goodyear, American Brands... ; c'est le cas également de plusieurs sociétés européennes : Volkswagen, Siemens, Daimler Benz, Peugeot, Bayer, Nestlé, Imperial Chemical, Saint-Gobain Pont-à-Mousson, DSM (chimie, Pays-Bas), Schneider, Ciba-Geigy, Rio Tinto Zinc, Bosch, Akzo (chimie, Pays-Bas).

Au total, parmi la centaine (pour lesquels les informations sont disponibles) des premiers groupes mondiaux en 1980, un tiers ont la majeure partie de leur activité à l'étranger (par rapport au pays de la maison mère). Et peu nombreux sont ceux qui n'ont qu'une faible part de leur activité à l'étranger : Atlantic Richfield (raffinage de pétrole), U.S. Steel et VEBA Oel (raffinage de pétrole, Allemagne de l'Ouest).

Enfin, si l'on reprend l'hypothèse des deux *stratégies d'extraversion* — exportation et implantation de filiales — et si l'on retient, pour les firmes pour lesquelles les chiffres sont disponibles, les deux indicateurs les moins contestables — importance des exportations dans le CA et part de l'emploi à l'étranger —, on peut dresser le tableau des valeurs extrêmes et des valeurs centrales observées.

INDICATEURS DE STRATÉGIE DES GROUPES

[Retour à la table des tableaux](#)

	Importance des exportations en % du chiffre d'affaires	Part de l'emploi à l'étranger
Groupes américains		
– valeurs extrêmes	2,7 - 17,3	10,9 - 57,8
– valeurs centrales	11,6 - 16	34,5
Groupes européens		
– valeurs extrêmes	2,8 - 42,4	7,9 - 78,8
– valeurs centrales	32,3	38,4
Groupes japonais		
– valeurs extrêmes	5 - 44	0,2 - 9,7
– valeurs centrales	22 - 33	9

Source : d'après [Nations-Unies 1983], p. 398-399.

Ce « sondage » ne prétend pas se substituer à une étude approfondie et exhaustive. Ce qu'il suggère mérite cependant d'être pris en compte, au moins à titre d'hypothèse de travail :

1°/ les groupes américains semblent pratiquer d'une manière préférentielle la stratégie d'investissement et de création de filiales à l'étranger ;

2°/ les groupes japonais paraissent préférer la stratégie d'exportation ;

3°/ les groupes européens combinent les deux stratégies avec, probablement, une gamme assez différenciée selon les pays et les secteurs.

Ces indications confirment, pour le début des années 1980, celles dégagées plus haut pour 1977 quant aux différences dans les stratégies d'extraversion du capitalisme états-unisien (investissement à l'étranger prédominant) et du capitalisme japonais (exportations prédominantes). Ce qui, évidemment, mérite

d'être vérifié pour les années 1980, soit grâce à de nouvelles recherches originales, soit sur la base de ces nouvelles « comptabilités nationales/multi-nationales/mondiales » rendues nécessaires par les transformations du paysage de l'économie mondiale.

Les trois économies nationales/mondiales dominantes

[Retour à la table](#)

Dans l'attente des matériaux que nous fourniront ces recherches et ces comptabilités, un indicateur simple peut permettre de tester l'hypothèse de différences marquantes dans les stratégies d'extraversion des trois pôles capitalistes : le rapprochement des parts respectives de chaque pôle, dans les exportations mondiales d'une part et dans les investissements directs à l'étranger d'autre part.

UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE STRATÉGIE DES TROIS PÔLES

[Retour à la table des tableaux](#)

	Part dans les exportations mondiales (1)	Part dans les investissements à l'étranger * (2)	Rapport (1) / (2)
États-Unis - Canada	14,7	37,7	2,6
Europe occidentale	45,2	47,7	1,1
Japon	10,1	8,5	0,8

* Stocks évalués sur la base des investissements nets cumulés depuis les années 1950.

Source : d'après [FMI 1987], [Banque mondiale 1987] et [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

Les tendances dégagées pour 1977 grâce aux données de Dunning et Pearce (1981), et retrouvées pour 1980 à travers l'étude de l'échantillon des principaux groupes mondiaux analysés dans l'ouvrage des Nations-Unies [1983], sont confirmées pour le milieu des années 1980 par cet indicateur sommaire mais robuste : la part de l'ensemble nord-américain dans les investissements à l'étranger mondiaux est 2,6 fois plus grande que sa part dans les exportations mondiales ; ce rapport est de 1,1 pour l'Europe occidentale, alors qu'il est inférieur à 1 pour le Japon.

Ainsi les stratégies d'extraversion restent nettement distinctes :

- principalement fondées sur les implantations à l'étranger pour le capitalisme nord-américain ;
- principalement fondées sur les exportations pour le capitalisme japonais ;
- mixtes pour le(s) capitalisme(s) européen(s).

On connaît, grâce aux analyses présentées dans les chapitres 1 et 2 de cet ouvrage, les contours mondiaux des trois économies nationales/mondiales. Ce qu'on voudrait, ici, mettre en relief, ce sont les traits majeurs qui les caractérisent. La matrice des investissements à l'étranger constitue un « analyseur » des plus performants.

Ce qui frappe, en premier lieu, c'est que les trois pôles capitalistes — Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon — sont à l'origine de la quasi-totalité (94 %) de ces investissements ; ce qui signifie que le reste du monde n'a réalisé que 6 % des investissements manufacturiers mondiaux.

**MATRICE DES INVESTISSEMENTS NETS CUMULÉS
DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER À LA FIN DE 1983**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Pays investisseurs				
	États-Unis Canada	Europe occidentale	Japon	Reste du monde	Total
Pays d'accueil					
États-Unis/Canada	23	46	6	—	75
Europe occidentale	46	45	3	6	100
Japon	4	1	—	—	5
Reste du monde	25	32	13	10	80
Total	98	124	22	16	260

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

En deuxième lieu, les investissements issus des trois pôles sont très majoritairement (pour plus de sept dixièmes) réalisés dans l'espace même de ces pôles : pour l'essentiel entre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale et à l'intérieur de chacun de ces deux pôles, alors que les investissements réalisés entre le Japon et les deux pôles occidentaux demeurent mineurs (5,5 % des

investissements mondiaux). Quant aux investissements réalisés à partir des trois pôles dans le reste du monde, ils représentent plus du quart du total mondial.

Le schéma ci-après confirme à quel point les trois pôles capitalistes jouent un rôle structurant majeur, tant à l'échelle du monde qu'entre eux-mêmes.

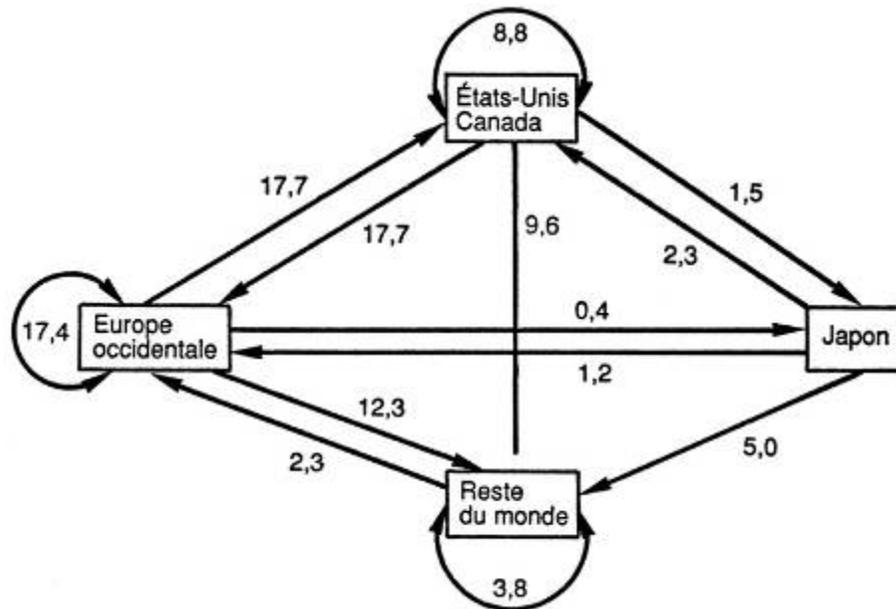
Si on le met en rapport avec ce qu'on a déjà dit des courants commerciaux initiés par ces pôles, ressort tout particulièrement le haut degré d'intégration qui existe entre eux. Pour être plus précis :

- il existe une forte imbrication (investissements directs *et* exportations) entre l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale ;
- les liens entre le pôle nord-américain et le pôle japonais sont à prédominance commerciale ;
- les relations — moins intenses — entre les pôles européens et japonais restent aussi principalement commerciales.

Si l'on se rappelle que le dollar demeure la monnaie mondiale, il est clair que les relations entre les trois pôles sont inégales, non symétriques, avec une nette prédominance du capitalisme états-unisien, tant par rapport au capitalisme européen (encore pluriel et affaibli, dans de nombreux domaines, par ses divisions et ses rivalités internes), que par rapport au capitalisme japonais (fort entre autres de sa dynamique d'expansion, mais disposant d'une implantation à l'étranger encore limitée dans les années 1980 et d'une insuffisante capacité — politique, militaire, stratégique — dans le monde).

**SCHÉMA DES INVESTISSEMENTS NETS CUMULÉS
DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER À LA FIN DE 1983**
(en % du total mondial)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 65.

Ainsi, le capitalisme des États-Unis reste fort : d'abord, pourrait-on dire, du fait des faiblesses de ses deux challengers, mais aussi évidemment du fait de ses propres atouts.

Il est d'abord le seul à avoir constitué, de longue date, une économie nationale/mondiale cohérente et hiérarchisée dont les principaux éléments nous paraissent être :

1. d'abord l'ensemble nord-américain : la « continentalisation » du capitalisme des États-Unis est devenue une réalité ; en 1985, plus des deux tiers des investissements étrangers réalisés au Mexique sont contrôlés par des groupes des États-Unis¹ ; cette proportion est de plus des trois quarts pour les investissements étrangers au Canada² ; les États-Unis reçoivent plus des trois quarts des exportations du Canada et un peu moins des trois quarts des exportations du

¹ Odile CAREL, in *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1988, p. 189.

² Christian DEBLOCK, in [BEAUD, DOSTALER 1988], p. 60 et s.

Mexique ¹ ; migrations, sous-traitance, mouvements de capitaux, dette accentuent encore l'arrimage de l'économie du Mexique à celle des États-Unis et le « marché commun » qui est en train de se mettre en place entre les États-Unis et le Canada ne sera que l'achèvement d'un processus déjà fortement engagé dans les faits ;

2. ensuite des relations fortes avec la plupart des pays d'Amérique latine ;
3. de fortes relations commerciales avec le Japon et avec les « nouveaux pays industriels » d'Asie ;
4. de fortes relations tant d'investissement que d'échange avec les principaux pays européens ;
5. de solides relations avec de grands pays tels que le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Australie, les Philippines, l'Inde.

En résumé, d'une part une forte zone d'appui (Amérique du Nord, puis les Amériques), d'autre part de forts liens avec les deux autres pôles (Europe et Japon) et des relations diversifiées avec des pays importants dans différentes parties du Monde.

Face à cela, le Japon apparaît comme une puissance régionale : des flux commerciaux fortement concentrés sur le pôle mondial dominant les États-Unis (35,5 % des exportations japonaises en 1984) et l'Asie (26,1 %) et, pour le reste, orientés vers l'Europe (14 %), le Moyen-Orient (7,5 %) l'Amérique latine (4,7 %), l'Australie et la Nouvelle-Zélande (3,7 %) l'Afrique (2,6 %) ; des investissements à l'étranger principalement orientés vers les deux autres pôles capitalistes, les nouveaux pays industriels d'Asie et de grands pays comme l'Australie et le Brésil. Jean-Louis Mucchielli [1985] l'avait déjà fait apparaître : dans le tiers monde, ce sont dans les pays les plus dynamiques que se concentre la présence japonaise.

Mais l'importance et le rôle du Japon dans l'économie mondiale contemporaine se transforment et se renforcent d'année en année : avec les excédents commerciaux japonais et les réactions qu'ils suscitent, avec aussi les disponibilités financières et le renforcement du yen, les investissements japonais à l'étranger ont fortement augmenté : de 5 milliards de dollars en 1980 à 10 en 1984 et 22 en 1986 ; élément principal de cette croissance, les investissements japonais aux États-Unis ont augmenté de 15 % de 1971 à 1974, de 24 % de 1975 à 1979, de 35 % de 1980 à 1985 et ils ont doublé pendant l'année fiscale 1986 ² ; en 1986, les investissements à l'étranger du Japon ont été orientés principalement vers les États-Unis (46,8 %), puis vers l'Amérique latine (21,2 %), l'Europe (15,6 %) et l'Asie

¹ *The Economist*, 6 février 1988.

² *Le Monde*, 18 février 1986.

(10,4 %) ¹. En Asie, en 1987 comme en 1986, les investissements japonais ont été réalisés pour l'essentiel dans les « quatre dragons » (Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) et en Indonésie ². Le Japon est, en 1987, le premier investisseur étranger en Corée du Sud (51,6 % des investissements étrangers) et le second à Hong Kong ³.

Au total, le tableau des unités de production à l'étranger des firmes électroniques japonaises en 1985 constitue un remarquable révélateur de la stratégie du capitalisme japonais dans le monde ⁴ : implantation forte et systématique dans les deux principaux pôles : États-Unis, d'une part, et d'autre part, Europe (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France, Belgique) ; mais aussi implantation très forte en Asie, et d'abord dans les « quatre dragons » qui, à eux seuls, accueillent 161 unités de production. Pour le reste, à part les implantations un peu plus étoffées au Brésil, au Mexique et en Australie, on ne trouve, en Inde comme dans treize autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, que des usines de montage d'électronique grand public.

Au total, pour le Japon, une dynamique et une stratégie dans lesquelles l'exportation a, jusqu'ici, été privilégiée, mais où l'investissement à l'étranger occupe une place rapidement croissante ; dans cette stratégie, une zone privilégiée à trois cercles : l'ensemble large du Pacifique, dans ce cadre, l'Asie et, en son sein, la petite galaxie des « quatre dragons » ; un intérêt pour le marché européen ; et un attachement fort et ambigu à l'économie des États-Unis : fort par la nature des échanges, l'ampleur des déficits/excédents réciproques, la croissance des investissements et des accords croisés ; ambigu du fait que, malgré leur déclin, les États-Unis demeurent la première puissance mondiale et que, malgré son dynamisme, le Japon n'est pas encore une puissance mondiale de plein exercice, et donc que le couple États-Unis/Japon ressemble un peu à ces couples de western où un ancien héros rhumatisant est lié par quelque inexorable fatalité à un jeune, fougueux, mais qui a encore beaucoup à apprendre.

Presque opposée trait pour trait à celle du Japon, est l'économie nationale/mondiale européenne : lourde de pesanteurs multiples ; chargée d'histoire : celle du capitalisme, des capitalismes nationaux et des États-nations, celle de la colonisation, de la décolonisation et de la période postcoloniale ; mais aussi celle de l'Europe, des rivalités nationales et des hostilités, et puis de la récente construction communautaire ; bénéficiaire d'héritages complexes : conquête des Amérique du Centre et du Sud à partir de la péninsule Ibérique ; conquêtes coloniales hollandaise, anglaise, française, belge... ; puissance du

¹ *The Economist*, 20 février 1988.

² *Idem*, 12 décembre 1987 et 23 janvier 1988.

³ *Le Monde*, 20 mai 1988.

⁴ Voir Marc HUMBERT (dir.), *Les stratégies d'industrialisation dans l'électronique*, multigraphié, GERDIC, Rennes, s.d. [1988], p. 34.

capitalisme et de l'empire britannique au XIX^e siècle, constitution, affirmation de nouveaux pays, l'Allemagne et l'Italie, spécificités suisse et scandinave, renouveau espagnol... Il est peu de flux commerciaux, peu d'investissements à l'étranger qui ne soient marqués par ces mouvements de l'histoire, même si, bien sûr, les récents dynamismes capitalistes nationaux sont de plus en plus déterminants.

L'étranger de l'Europe, c'est d'abord l'Europe. Car mosaïque d'États-nations, l'Europe se fait en large part à travers des échanges croisés et des investissements croisés : le commerce interne (« intra ») à la Communauté européenne représente 53 % de son commerce total ; le commerce interne à l'ensemble qu'elle forme avec l'AELE, 64 % de leur commerce total ; les investissements étrangers internes à l'Europe occidentale représentent 36 % des investissements européens réalisés dans le monde, et 45 % des investissements « non nationaux » réalisés en Europe.

Le cœur de l'Europe, dans les statistiques économiques, est souvent présenté comme étant la Communauté (à six, puis à neuf, puis à dix, puis à douze). Dans la réalité de l'économie mondiale, ce sont les capitalismes nationaux : allemand d'abord, britannique et français, suisse, italien, hollandais, espagnol — chacun avec son histoire, ses liens privilégiés avec son État, ses dynamismes et ses handicaps, ses pôles d'attraction propres (les États-Unis, pour la Grande-Bretagne comme pour l'Allemagne fédérale) et ses zones d'influence.

L'Europe, première des trois pôles mondiaux dans bien des domaines, si l'on en croit les présentations statistiques, reste un ensemble plurinationnel, un pôle multipolaire : avec économie prédominante, capacité financière prédominante, monnaie prédominante, l'Allemagne fédérale ; avec les dynamiques propres, souvent divergentes de la France et de la Grande-Bretagne et les spécificités méditerranéennes ; avec aussi la mécanique communautaire, patient et opiniâtre travail, non sans pesanteurs ; avec le système monétaire européen et ses tensions, qui ne font qu'exprimer des discordances plus profondes ; avec la perspective d'un marché toujours plus large, toujours mieux ouvert : perspective à la simplicité trompeuse ; car si le capitalisme suscite et vivifie ses marchés, il est peu probable qu'un marché permette de façonner « son » capitalisme : et quelle cible qu'un vaste marché dans l'économie nationale/mondiale contemporaine, pour les plus dynamiques des capitalismes nationaux — qu'ils soient d'Europe ou d'ailleurs ; et quelle proie pour les autres en l'absence d'une force — ensemble étatique, ensemble de firmes, corps social solidaire — enracinée, avec une cohérence et une stratégie.

Les attaches principales de l'Europe, hors d'elle-même, c'est d'une part l'Amérique du Nord, premier partenaire pour les échanges commerciaux, les investissements étrangers, la technologie, l'information... et c'est d'autre part l'OPEP, d'une manière liée fournisseur d'énergie et client privilégié.

Au total, le premier cercle de l'Europe, redisons-le, c'est l'Europe. C'est vrai pour chaque pays européen. C'est vrai aussi pour la Communauté européenne, avec d'abord les autres pays d'Europe occidentale, mais aussi les pays de l'Europe de l'Est.

Le deuxième cercle de l'Europe, pourrait-on dire, c'est le monde : c'est d'abord, par-delà sa bordure méridionale, l'ensemble méditerranéen, du Maghreb au Moyen-Orient ; c'est aussi l'Afrique, et, par-delà l'Atlantique, l'Amérique latine ; c'est aussi — liens spécifiques de la Grande-Bretagne — les pays d'Asie notamment, qui ont appartenu et/ou appartiennent au Commonwealth. C'est dire, en négatif, que l'Europe est un peu moins présente dans ce qui constitue le nouveau pôle capitaliste mondial, le pôle d'Asie, avec le Japon et les quatre dragons.

Et l'économie mondiale de l'Europe est à son image : mal délimitée, diverse, hétérogène, multipolaire, tellement multiple qu'on peut douter de son unité, voire de sa réalité. Mais que de pays, que de régions du monde d'où — à travers un au moins des pays qui les composent — l'Europe est ressentie comme à la fois proche et dominante, source d'aide et d'exploitation, soutien potentiel et tutelle astreignante.

Ainsi les polarisations structurantes de l'économie nationale/mondiale des années 1980 peuvent être ainsi schématisées :

- un pôle prédominant constitué par le capitalisme états-unisien et élargi à l'ensemble du continent nord-américain ;
- un pôle en constitution/expansion avec le Japon et son domaine d'influence ;
- et puis multipolaire, multiple et divisé, un pôle qui n'en finit pas d'essayer de se rassembler : l'Europe.

Avec, en même temps, des zones d'influence et de relations préférentielles assez bien déterminées et des réseaux croisés, mêlés de relations, parfois concurrents, notamment vers les pays et les zones qui comptent le plus, dès maintenant ou pour l'avenir.

Vers la fin du siècle, ces trois pôles devraient, sur la base des évolutions actuelles, être, en produit brut, de poids équivalents ¹.

¹ En comptant, avec le Japon, les « quatre dragons », *The Economist*, 23 janvier 1988.

Compétitions, alliances, interdépendances

[Retour à la table](#)

L'étude des trois économies nationales/mondiales mériterait un ouvrage entier ; et aussi l'étude des relations entre elles.

Ce que nous nous bornerons à souligner dans ce point, c'est la complexité de ces relations : concurrents qui, en un sens, seraient dans un même bateau, mais dont chacun serait tenté de s'allier à un des deux autres pour l'emporter sur le troisième — avec le sel particulier qu'ajoute l'éclatement, ou le non achèvement, de l'Europe.

Premier trait que nous voulons rappeler : l'imbrication de ces économies dominantes. La plupart des auteurs continuent à penser en terme d'économies nationales/territoriales, bien bordées en leurs frontières, avec un intérieur et un extérieur bien défini : et c'est dans ce cadre conceptuel que sont fournies la plupart des informations et produites la plupart des analyses ; mais c'est la réalité des économies nationales/mondiales, interpénétrées, et comme emmêlées, qui se renforce chaque jour. Ainsi, nos structures de pensée et, plus encore, la présentation des informations statistiques nous empêchent de voir, d'analyser toute une dimension, majeure, de la réalité.

Une seule illustration : les évaluations établies par Jean Lempérière montrent que si l'on prend, en 1985, les exportations de produits manufacturés de quelques pays d'Europe sur l'ensemble des marchés mondiaux, États-Unis exclus, la part des filiales états-unisiennes implantées dans chaque pays est de :

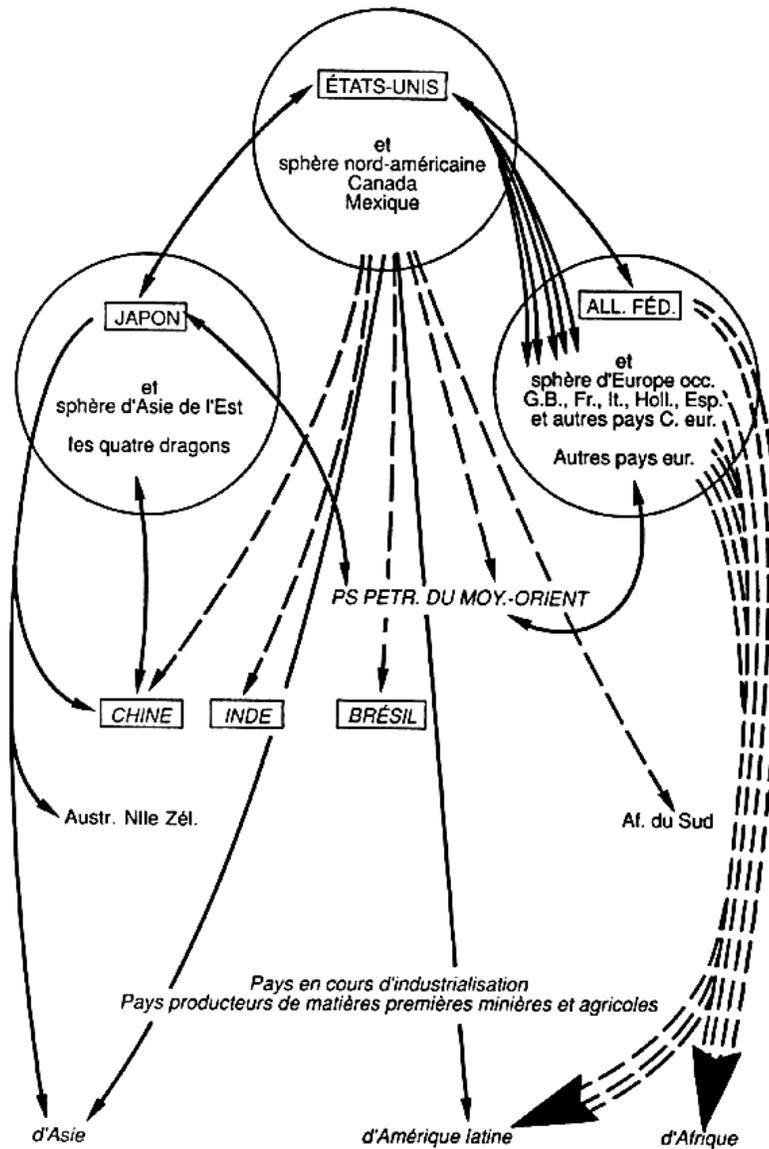
- 25 % pour les exportations « hollandaises » ;
- 18,6 % pour les exportations « britanniques » ;
- 18,4 % pour les exportations « belges » ;
- 11,4 % pour les exportations « allemandes » ;
- 10,6 % pour les exportations « françaises ».

Et pourtant, nous continuons à utiliser, le plus souvent sans les nuances et les approfondissements qui s'imposent, les notions d'exportations nationales, de commerce entre pays et de compétition entre économies nationales : alors que ces outils sont devenus très largement inadaptés à la réalité que nous voulons étudier.

Deuxième trait : l'interdépendance. Celle-ci est à la fois massive — et donc aisément schématisable — et faite d'un très grand nombre de relations fines — et donc difficile à présenter.

UN SCHÉMA DE L'ÉCONOMIE MONDIALE
(sans le sous-ensemble étatisé)

[Retour à la table des schémas](#)



Prenons l'exemple du dollar surévalué — encore que, comme dans toute bonne saga, il serait possible de commencer bien en amont. Il favorise le creusement du déficit commercial aux États-Unis et le gonflement des excédents chez ses partenaires, lesquels disposent ainsi d'avoirs en dollars croissants ; du point de vue des États-Unis, il peut aussi rendre attrayants de nombreux investissements à l'extérieur, contribuant donc au développement de la composante étrangère de l'économie nationale/mondiale états-unisienne par rapport à la composante

territoriale — ce qui va contribuer à la dégradation de la balance commerciale des États-Unis. Autre côté de la médaille : les pays dont les excédents commerciaux se gonflent, Japon et Allemagne fédérale, doivent, pour limiter le risque inflationniste, renforcer la rigueur à l'intérieur : dès lors, les exportations vers les États-Unis deviennent le moteur premier de leur croissance. Et comme de nombreux pays d'Europe doivent tenir compte des échanges commerciaux avec l'Allemagne et de la conjoncture de ce pays, la chaîne de l'interdépendance s'élargit...

On pourrait reprendre des enchaînements comparables à partir de la baisse du dollar, de la hausse ou de la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, de la politique économique et commerciale qui y est menée. À l'évidence, l'économie prédominante exerce une influence asymétrique sur celles qui lui sont le plus liées et par cascade sur les autres.

Certains groupes multinationaux peuvent, compte tenu de leurs activités, de leurs implantations, tirer parti de chaque situation et de chaque renversement de situation. Mais des responsables d'économies nationales petites et moyennes, des entreprises implantées en leurs territoires et en leurs marchés doivent les subir et en assumer les conséquences — bonnes, mauvaises ou catastrophiques. C'est pourquoi — mais on pourrait multiplier les exemples — le paysan d'aujourd'hui se préoccupe du prix du pétrole et du cours du dollar, comme celui d'hier s'inquiétait des rigueurs de l'hiver, de la pluie et de la sécheresse.

Troisième trait : la compétition. On a souvent tendance à la présenter comme une compétition entre économies nationales, sur la base de leurs statistiques territoriales : c'est un aspect, mais un aspect ambigu de la réalité. Il faut tenir compte de la pénétration étrangère dans le pays comme de la production à l'étranger, laquelle est très inégale (cf. chap. 2). Il faut aussi prendre en compte les compétitions entre groupes, pour lesquels les territoires nationaux sont comme les cases d'un échiquier qui quadrille le monde.

Compétition commerciale, financière, industrielle, technologique ; compétition sur les marchés — des marchandises et de l'argent — et auprès des pouvoirs politiques nationaux. Un des enjeux majeurs est la maîtrise technologique ; car elle fonde à la fois la suprématie à l'échelle mondiale et la prééminence dans le peloton de tête.

L'essentiel de la production et de la consommation des produits à haute technologie se fait dans les trois pôles dominants — ce que Kenichi Ohmae appelle « la triade ».

Or, dans ces secteurs, la prééminence états-unisienne reste nette ; la percée japonaise spectaculaire. Non que l'Europe soit absente de l'effort de recherche-

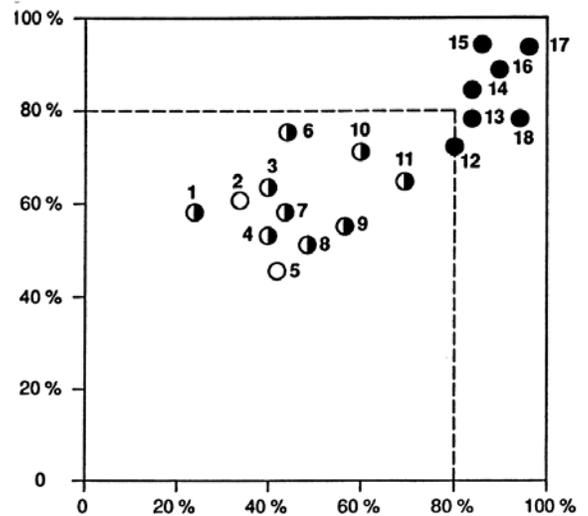
développement : les dépenses globales qu'elle y consacre se situent entre celle des États-Unis et celles du Japon.

PART DE LA TRIADE DANS LE MARCHÉ MONDIAL

[Retour à la table des schémas](#)

- 1. Fibres de coton
- 2. Récepteurs radio
- 3. Acétate
- 4. Acide sulfurique
- 5. Engrais phosphate
- 6. Aluminium
- 7. Moteurs Diesel
- 8. Sidérurgie
- 9. Téléviseurs
- 10. Papier et pâte à papier (Canada inclus.
- 11. Pneus
- 12. Automobiles
- 13. Produits pharmaceutiques
- 14. Fibres nylon
- 15. Copieurs
- 16. Équipements à commande numérique
- 17. Aéronautique
- 18. Ordinateurs

- Technologie de pointe (valeur ajoutée moyenne 32 %)
- ◐ Technologie moyen (valeur ajoutée moyenne 27 %)
- Technologie basse (valeur moyenne 19 %)



Part de la Triade dans la production mondiale

Source : [OHMAE 1985], p. 42.

**PART DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT
DANS LE TOTAL MONDIAL (EN %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	1980	1983
États-Unis	33,7	33,4
Communauté européenne	21,5	20,9
Japon	11,7	12,6

Source : OCDE, in [CNUCED 1987], p. 78.

Mais — et on touche là les conséquences de cet « inachèvement » de l'Europe, de son éclatement en États-nations que nous avons évoqué à plusieurs reprises — ce qui est déterminant en ce domaine, c'est l'existence d'une stratégie, et donc d'une cohérence entre les différentes organisations concernées : entreprises, État, centres de recherche, université, défense nationale... Cohérence qui existe aux États-Unis ¹ comme au Japon ² ; alors qu'en Europe l'important effort accompli est divisé par les séparations nationales, donc éclaté, et par là même affaibli et en partie dilapidé.

Quatrième trait, enfin : les jeux d'*alliances*.

Ces jeux sont complexes ; ils se jouent rarement au niveau des États, encore que les États-Unis et la Communauté européenne peuvent faire front commun pour limiter certaines percées commerciales japonaises ou que les États-Unis peuvent passer des accords sans tenir compte des intérêts européens (par exemple l'accord nippo-américain de 1986 sur les semi-conducteurs — déclaré illégal par le GATT en 1988 — et celui de 1988 sur l'accès aux marchés publics japonais ³ sans parler d'une éventuelle union douanière entre États-Unis et Japon ⁴).

Le plus souvent, les alliances se font entre groupes appartenant aux trois pôles — avec, toujours, cette inégalité fondamentale que les deux pôles constitués autour des États-Unis et du Japon bénéficient d'une unité stratégique nationale, alors que le pôle européen reste divisé.

Prises de participation, joint-ventures, liens industriels, liens techniques : un écheveau touffu et mouvant de liens s'est constitué entre les groupes des trois pôles dans l'automobile comme dans — la robotique, alors que prédominent nettement les accords nippo-américains dans l'informatique et la biotechnologie ⁵.

Enfin, cinquième et dernier trait, que l'on oublie trop souvent, alors que jamais il n'a été aussi marqué : le haut degré de concentration. Plutôt qu'un long discours, donnons simplement des noms des trois premiers groupes mondiaux dans quelques secteurs modernes, avec leurs chiffres d'affaires et leurs effectifs en 1987...

¹ Cf. [BELLON 1986].

² Cf. [SAUTTER 1987].

³ *Le Monde* du 1^{er} avril 1988.

⁴ *Le Monde* du 1^{er} septembre 1988.

⁵ Cf. [OHMAE 1985], p. 197, et *Harvard Business Review*, mars-avril 1986, p. 78.

**LES TROIS (OU QUATRE) PREMIÈRES FIRMES DU MONDE
CAPITALISTE DE QUELQUES SECTEURS MODERNES EN 1987**

[Retour à la table des tableaux](#)

	CA en milliards de dollars	Nombre de salariés
AGRO-ALIMENTAIRE		
Unilever (G.-B./P.-B.)	27,1	294 000
Nestlé (Suisse)	23,6	163 030
Occidental Petroleum (É.-U.)	17,1	50 350
	CA en milliards de dollars	Nombre de salariés
CHIMIE		
Dupont de Nemours (É.-U.)	30,5	140 145
BASF (All. féd.)	22,4	133 759
Bayer (All. féd.)	20,7	164 400
Hoechst (All. féd.)	20,6	167 781
RAFFINAGE DU PÉTROLE		
Royal Dutch Shell (G.-B./P.-B.)	78,3	136 000
Exxon (E.-U.)	76,4	100 000
Mobil (É.-U.)	51,2	120 600
INDUSTRIE AUTOMOBILE		
General Motors (É.-U.)	101,8	813 400
Ford (É.-U.)	71,6	350320
Toyota Motor (Jap.)	41,5	84207
ORDINATEURS ET BUREAUTIQUE		
IBM (É.-U.)	54,2	389348
Fujitsu (Jap.)	11,2	89293
Unisys (É.-U.)	9,7	92500
Digital Equipment (É.-U.)	9,4	110500
MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTRIQUE		
General Electric (É.-U.)	39,3	302 000
American Tel. & Tel. (E.-U.)	33,6	303 000
Hitachi (Jap.)	30,3	161325
AÉRONAUTIQUE ET SPATIAL		
United Technologies (É.-U.)	17,2	190 000
Boeing (É.-U.)	15,4	136100
McDonnell Douglas (É.-U.)	13,1	112400

Source : Fortune, 25 avril et 1^{er} août 1988.

**Lectures suggérées
pour prolonger ou compléter ce chapitre**

- BAROU Yves, KEIZER Bernard, *Les grandes économies*, Seuil, Paris, 1984.
BELLON Bertrand, NIOSI Jorge, *L'industrie américaine fin de siècle*, Seuil, Paris, 1987.
- OFCE (département des diagnostics), « CEE, États-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, juillet 1987, p. 101-147.
- OHMAE Kenichi, *La triade, émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, The Free Press, 1985 ; trad. fr. Flammarion, Paris, 1985.
- SAUTTER Christian, *Les dents du géant : le Japon à la conquête du monde*, Olivier Orban, Paris, 1987.

Propos d'étape 5

[Retour à la table](#)

Dans la « reprise théorique » du précédent propos d'étape, nous avons fait ressortir que ni l'économie mondiale, ni les économies nationales ne constituent des totalités capables de générer leurs propres reproductions. La première comme les secondes sont prises dans les logiques de reproduction de deux ordres de totalité :

- les formations sociales,
- le capitalisme.

Pour le capitalisme, qui s'est d'abord appuyé sur les assises de l'État-nation, la logique de reproduction élargie dont il est porteur le conduit à se déployer à partir de ses bases principales (les capitalismes nationaux dominants) à l'échelle mondiale.

Quant aux formations sociales, elles ont, au cours des derniers siècles, pris de plus en plus la forme d'États-nations, et renforcé au niveau national les activités, institutions et processus concourant à leur reproduction. Et cela, y compris dans le domaine économique : formation et renforcement des activités capitalistes ou étatiques notamment.

Le niveau national reste donc un niveau clé pour notre analyse.

Et l'histoire a fait des États-nations comme des individus : égaux par principe, ils sont dans les faits porteurs de profondes et importantes inégalités. Inégalités héritées en partie des siècles passés mais résultant aussi des différences actuelles de force et de dynamique. Avec, en chaque période, des formations sociales nationales dominantes.

Les formations sociales capitalistes dominantes — pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, et le Japon — jouent, on l'a vu, un rôle fondamental dans le déploiement (tant international que multinational) du capitalisme à l'échelle mondiale et donc dans la structuration de l'économie mondiale. Leur croissance impulse un foisonnement des activités capitalistes dans de larges parties du monde (approvisionnement, marchés de produits, banque, spéculation), avec le double

processus de création d'activités nouvelles et de destruction d'anciennes. Leur crise engendre chaos, difficultés, mais aussi opportunités pour les plus pugnaces. Leurs alliances verrouillent des domaines entiers. Leurs rivalités peuvent entraîner des guerres aussi dévastatrices que des affrontements militaires.

Options technologiques, régime d'accumulation¹, mode d'organisation des relations internationales et notamment des paiements internationaux, choix de politiques (croissance, inflation, modération de l'activité, déflation, expansionnisme, protectionnisme...), domination ou coopération, affrontement des égoïsmes nationaux ou recherche de compromis, guerre ou paix : les choix faits dans les pays capitalistes dominants sont déterminants pour l'économie mondiale et pour les économies des pays intermédiaires et dominés.

Mais il y a plus. La reproduction des formations capitalistes dominantes s'effectue dans des conditions exceptionnelles.

D'une part, elle bénéficie des avantages d'une position dominante à l'échelle mondiale : approvisionnement en énergie, produits miniers, produits agricoles, produits manufacturés..., si les sources existantes sont insuffisantes, on en trouve des nouvelles ; et si les pays producteurs s'organisent pour imposer leurs conditions (comme l'OPEP dans les années 1970), on ouvre de nouvelles sources, découvre des réserves jusque-là négligées, invente des produits de remplacement. Les pays dominants attirent les hommes de toutes les parties du monde — et souvent les plus actifs, les plus industriels —, agriculteurs, artisans, ouvriers, prestataires de services, médecins, ingénieurs, savants : migration de capacités et de volontés de travail et d'enrichissement des pays pauvres vers les pays riches. Les pays dominants attirent les capitaux, et notamment des dirigeants et des oligarchies financières (anciennes ou récentes) des pays pauvres ; s'ils investissent, c'est pour recueillir des bénéfices ; et s'ils prêtent, c'est pour recevoir la dîme des intérêts : et la vérité millénaire se répète aujourd'hui, à l'échelle mondiale : par milliards de dollars, l'argent attire l'argent.

D'autre part, la reproduction des formations capitalistes dominantes est portée par la dynamique de reproduction du capitalisme en ses bastions nationaux les plus puissants. Le régime d'accumulation fordiste² s'épuise-t-il ? Il suffit de puiser dans le bouillonnant réservoir du renouveau technologique : renouvellement des modes d'organisation de la production et du travail avec non seulement l'automatisation des longues séries, mais l'automatisation flexible qui permet (presque) de faire du sur mesure à grande échelle³ ; renouvellement aussi des produits de

¹ On lira sur ce point avec utilité les travaux de l'école de la régulation. Un bilan critique en est présenté in [BOYER 1986].

² Voir, entre autres [LIPIETZ 1985], p. 34.

³ Presque, parce que ce nouveau sur mesure implique une implacable normalisation qui refuse de prendre en compte tout ce qui échappe à ses normes.

consommation, des modes de consommation, des modes de vie, avec l'informatisation, les télécommunications, les nouveaux matériaux, les progrès de la chimie et de la biologie ; et, en même temps, un fantastique coup de fouet aux besoins : qui n'aspire aujourd'hui à vivre vieux en restant jeune et en bonne santé, à disposer des outils les plus sophistiqués d'information, de culture, des loisirs, de transport, de communication — sans parler des besoins confinés dans l'ombre de nos sociétés et grâce auxquels s'épanouissent de nouveaux marchés (érotisme, drogue, sado-masochisme...) ?

Finalement, c'est un renouvellement d'ensemble de l'homme et de la société qui est à l'œuvre à travers la reproduction capitaliste des formations sociales dominantes : nouvelles valeurs, nouvelles images, nouvelles relations entre les hommes avec, envahissant, omniprésent, prédominant, le rapport d'argent. Et donc, nouvelles attentes, nouvelles aspirations, nouvelles frustrations, nouvelles solitudes, nouvelle pauvreté, nouvelle misère.

Et ce système de valeurs, ce mode d'organisation de la société et de vie, ce modèle de l'homme qui gagne — J. R. de Dallas — exercent une fascination sur les classes dirigeantes, les groupes ou les générations montantes des pays intermédiaires et dominés. Ainsi aussi se structure le capitalisme à l'échelle mondiale, et donc le réseau des relations — innombrables et diversifiées — qui fait l'économie mondiale.

II

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

6

L'URSS et son empire

[Retour à la table](#)

Il est évidemment impossible de traiter de l'économie mondiale dans les années 1980 sans parler de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine. Bref des pays qui se présentent eux-mêmes comme socialistes et qui sont nommés de multiples autres manières : pays communistes, ou « à économie centralisée », ou encore « à économie planifiée » (par opposition aux pays « à économie de marché »).

Plus de quatre cents millions d'habitants pour l'URSS et les pays d'Europe de l'Est ; plus d'un milliard et cent millions pour la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord : au total, en 1987, plus de 30 % de la population mondiale ¹.

Entre 11 et 17 % de la production mondiale — compte tenu des différences de définition de la production et des écarts dans les évaluations.

Un peu plus du dixième du commerce mondial : environ 8,5 % pour l'URSS et l'Europe de l'Est et un peu moins de 2 % pour la Chine et les pays à économie planifiée d'Asie. Chiffres dont la faiblesse relative s'explique en partie par l'immensité de deux des pays pris en compte : l'URSS et la Chine.

Il faut donc parler de cette composante de l'économie mondiale. Mais comment en parler ?

¹ INED, *Population et sociétés*, septembre 1987.

L'URSS et l'Europe de l'Est constituent un ensemble économique relativement intégré, et qu'il est normal de prendre en compte avec ses interdépendances, sans ignorer les différences et les hétérogénéités. La Chine est un monde en soi, à la fois pays à régime spécifique et premier pays du tiers monde. Et plusieurs pays du tiers monde sont, aujourd'hui, fortement liés à l'URSS ou à la Chine.

Ce chapitre sera consacré principalement à l'URSS et à l'Europe de l'Est, mais la Chine sera, dans certains cas, prise en considération, même si on parle aussi d'elle dans le chapitre suivant, qui traite du tiers monde.

Puisque l'économie mondiale, dans les années 1980, est principalement constituée autour de la dynamique commerciale et financière et d'élargissement de la sphère de la marchandise, il est évidemment nécessaire de situer l'ensemble soviétique par rapport à cette dynamique ; de voir comment il s'articule avec l'ensemble plus vaste dominé par les trois pôles capitalistes, et dans quelle mesure il y est intégré. Il restera alors à étudier les caractéristiques de cet « ensemble plurinational hiérarchisé » dominé par l'URSS, ainsi que les traits principaux de ses relations avec le tiers monde.

Socialiste, capitaliste ou... étatiste ?

[Retour à la table](#)

C'est une vérité constitutionnelle : l'URSS — et, après elle, quelque vingt ou trente pays dans le monde — est socialiste.

Lénine s'était interrogé, jusqu'à sa mort, sur le type d'économie que constituait cette économie dirigée par l'État qu'il avait bien fallu improviser face à la pression de la nécessité ; il avait approfondi la notion de capitalisme d'État, en en distinguant plusieurs formes.

Staline préférait les certitudes simples : il décréta le caractère socialiste de l'État et de l'entreprise, donc de l'économie, de l'accumulation du profit. La vérité institutionnalisée est devenue dogme — c'est-à-dire article de foi qu'il était interdit de mettre en doute et sur lequel il était interdit de réfléchir : le faire ne pouvait que constituer une attitude... anti-socialiste.

Curieusement, deux groupes opposés utilisent volontiers le terme « socialiste » pour qualifier les pays de type soviétique : d'un côté, les dirigeants de ces pays et tous ceux qui les servent ou les suivent — parce que le mot « socialisme » demeure porteur de valeurs légitimantes ; et, de l'autre, les adversaires du socialisme — qui espèrent que les dévoiements, les échecs et les abus dont témoignent ces pays ne peuvent qu'entacher l'idéal même du socialisme et les dévaloriser à jamais.

Ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, ont cherché à analyser et caractériser la réalité économique et sociale de ces pays se partagent en trois grandes catégories :

- les uns maintiennent l'appellation de socialisme, mais en le nuancant (ne serait-ce que par des guillemets : pays « socialistes », ou pays du « socialisme réel ») ou en les qualifiant (socialisme bureaucratique ; socialisme d'État...) ; pour eux, l'essentiel est que la collectivisation des moyens de production constitue une rupture décisive par rapport au capitalisme et une avancée indiscutable vers une société correspondant à l'idéal socialiste ; on peut donc reconnaître des défauts, des insuffisances, des écarts : il suffira de les corriger ou de les surmonter, puisqu'on est dans la « bonne voie » ; — mais d'autres, utilisant la même formule « socialisme réel » et les mêmes guillemets, leur donnent un sens beaucoup plus sceptique, voire critique ; — d'autres encore estiment que l'économie de type soviétique demeure capitaliste : capitalisme d'État ou étatique, capitalisme bureaucratique ; le point essentiel qui est retenu est que tout est organisé pour l'accumulation, sur la base d'une généralisation du salariat et avec l'adoption des formes capitalistes d'organisation de la production ou du travail ; les auteurs les plus soucieux de rigueur soulignent que, par-delà l'élargissement de la propriété publique, d'État notamment, s'est reconstituée une appropriation par une « nouvelle classe dirigeante », une nouvelle « bourgeoisie d'État », du Parti, de l'administration économique et des entreprises ;
- enfin, beaucoup se contentent d'appellations « pratiques » et descriptives : pays à économie planifiée, ou à économie dirigée d'une manière centralisée ; ensemble soviétique ou pays de l'Est.

Si l'on conserve la définition fondatrice du socialisme : régime social à travers lequel disparaissent et l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme — ce qui, dans la vision du XIX^e siècle, devait impliquer dépérissement de l'État et du pouvoir politique, effacement des différences de classes, progrès de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la solidarité et de la démocratie —, la qualification de « socialiste » est tout à fait inadéquate pour ces pays.

Si l'on caractérise le capitalisme non seulement par la propriété privée des moyens de production, mais par la logique de la production de marchandises pour le profit et, au-delà, pour l'élargissement de la base de production de marchandises — ce qui implique à la fois le « salariat capitaliste » (avec marché du travail et chômage), la concurrence entre capitaux individuels (avec sanction de la faillite ou du rachat) et la marchandisation de toute la société —, il faut alors reconnaître que l'économie soviétique n'est pas, en son essence, capitaliste.

Ce qui, à nos yeux, la caractérise, c'est le rôle central, essentiel, de l'État : État, base institutionnelle de la classe dirigeante (« statocratie ») et de la haute classe moyenne (techno-bureoisie ¹ d'État) ; État dirigeant et organisant les principales dynamiques de production, d'accumulation et de répartition ; État fixant les objectifs prioritaires de chaque période : industrialisation, économie de guerre, reconstruction, modernisation, production pour la consommation... État, enfin, assurant la cohésion de l'ensemble, soit par l'idéologie (« socialisme en construction »), soit par la contrainte (contrôle policier, répression), soit par la recherche d'un compromis social (entre les différentes classes et couches), et bien sûr par une combinaison des trois.

Nous avons donc avancé l'idée que le régime qui prédomine en URSS, en Europe de l'Est, en Chine... est l'étatisme, un régime d'accumulation organisé par l'État et dans lequel le mobile majeur est la concentration et le renforcement du pouvoir que détient la « statocratie » ² [Beaud 1982, nouvelle éd. 1985]. En bref, et par symétrie à la « logique du profit pour le profit » qui caractérise, en le caricaturant, le capitalisme, l'étatisme peut être caractérisé par la « logique du pouvoir pour le pouvoir ».

Dire que ces pays sont étatistes ne signifie pas que l'étatisme y est la seule logique à l'œuvre. Toute formation sociale est structurée par le jeu articulé de plusieurs logiques économiques et sociales. Ainsi, dans les pays capitalistes, si la logique capitaliste est prédominante, on trouve aussi à l'œuvre (d'une manière seconde et subordonnée) les logiques marchande, tributaire, domestique... et étatique. De même, dans les pays étatistes, où donc, à nos yeux, la logique étatiste est prédominante, sont aussi à l'œuvre d'autres logiques : domestique, tributaire, marchande et... capitaliste ; les réalités capitalistes, après avoir été longtemps prohibées et réduites à la clandestinité, semblent à l'occasion des réformes (Hongrie, Chine) retrouver, sous certaines formes, une place tolérée, voire acceptée.

On sait d'autre part que, compte tenu des dysfonctionnements, des blocages, parfois de l'irréalisme qu'a engendrés le système étatiste, une économie « non officielle » s'est développée à une large échelle : celle-ci est en partie *dans* l'économie officielle, de la « perruque » au niveau de l'usine ou de l'exploitation agricole, aux accommodements avec les règles du plan, à la corruption et aux détournements de ressources ; elle est aussi à la marge et en parallèle de

¹ Par opposition à la bourgeoisie (petite et grande), propriétaire des moyens de production (petits et grands), nous appelons bureoisie (petite et haute) le monde des bureaux et des appareils d'État.

² Nous appelons « statocratie », la classe dirigeante qui se constitue par la prise et le contrôle du haut appareil d'État. À distinguer de la « stratocratie », pouvoir militaire, de Cornélius Castoriadis.

l'économie officielle : trafics et activités diverses plus ou moins tolérés, frauduleux ou criminels.

Ainsi Bernard Chavance [1983] ayant distingué les deux types d'économie, la première officielle, et la seconde parallèle, présente l'arc-en-ciel des marchés selon l'économiste soviétique émigré Aron Katsenelinboigen :

« 1) **Marchés légaux**

Rouge — Les prix sont fixés centralement.

Rose — Les participants à l'échange ont quelque liberté pour modifier les prix.

Blanc — Les participants fixent les prix.

2) **Marchés semi-légaux**

Gris — Les échanges sont illégaux, mais tolérés par les autorités.

3) **Marchés illégaux**

Brun — Les échanges sont illégaux, mais les peines encourues sont moins sévères que la poursuite criminelle.

Noir — La peine encourue est la poursuite criminelle » (*op. cit.*, p. 100).

Marcel Drach [1984] croise la double distinction, entre économie planifiée et économie non planifiée d'une part et entre activités licites et activités illicites d'autre part. Suivant l'économiste soviétique Tatiana Zaslavskaja, il reprend l'expression d'« économie-ombre », regroupant la double gamme, qui se recouvre en partie, des activités non planifiées et des activités illicites : économie-ombre dont le champ s'étend et encercle de plus en plus l'économie planifiée officielle :

L'ÉCONOMIE OFFICIELLE ET SON ÉCONOMIE-OMBRE

[Retour à la table des tableaux](#)

	Économie planifiée	Économie non planifiée
	– Exécution du Plan conformément aux règles édictées par le Centre (I)	– Lopins privés – Marchés kolkhoziens. – Magasins, restaurants privés. – Petites et moyennes entreprises privées (II)
	– Exécution du Plan en trichant sur les moyens et sur les résultats. – Corruption. – Détournement des biens à des fins personnelles ou en vue d'activités extérieures : travail au noir, lopins, marché noir... – « Perruque » (bricolage d'objets personnels sur le lieu de travail). (III)	– Travail au noir. – Marché noir (d'articles « importés » d'Occident, notamment). – Distillation clandestine d'alcool. – Trafic de devises (voire de drogue). (IV)
L'économie-ombre : II, III, IV encercle l'économie officielle : I.		

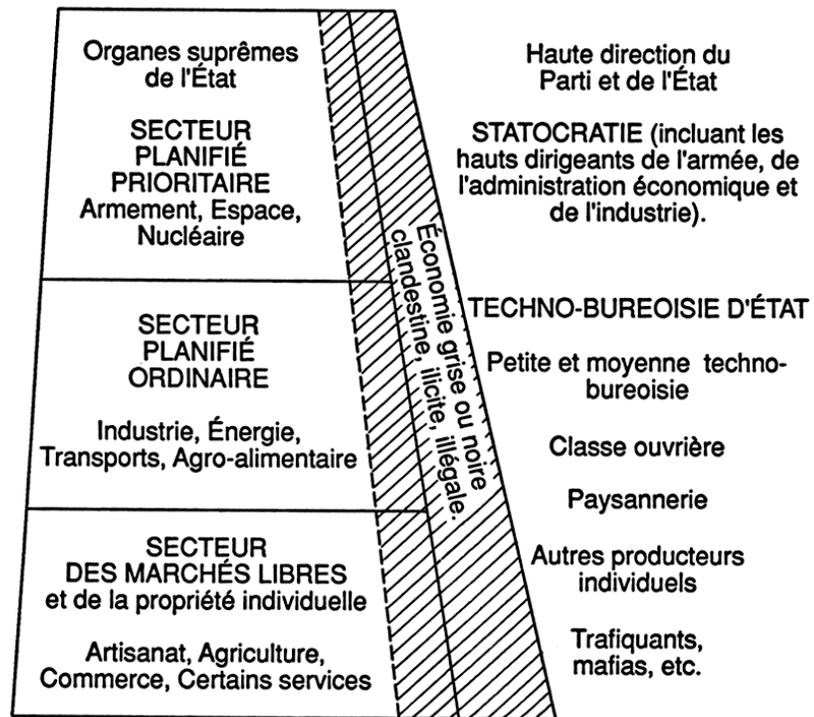
(Op. cit., p. 109.)

Enfin Gérard Duchêne [1987, p. 92, s.], à côté de la première économie, planifiée (officielle ou parallèle), et de la deuxième, constituée par le secteur privé (légal et illégal), souligne l'importance de la troisième économie : le secteur planifié prioritaire, largement lié à la production militaire, astreint à une efficacité plus grande et à des résultats commandés et soumis à des contrôles plus stricts ; lieu privilégié d'application — et pas seulement en URSS — du modèle étatiste.

Ainsi arrivons-nous à ce schéma de l'économie dans les pays à régime étatiste prédominant.

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ EN PAYS ÉTATISTES

[Retour à la table des schémas](#)



Pour l'essentiel, et compte tenu d'une part de l'influence que les secteurs planifiés exercent sur les autres, et d'autre part des contrôles exercés sur le secteur des marchés libres, l'économie de type soviétique est une économie commandée, administrée par un Centre qui inclut la haute direction du Parti, le Conseil des ministres et le Gosplan, et que dirige la petite fraction de la statocratie parvenue aux niveaux suprêmes du pouvoir.

Un centre caractérisé par ce que Gérard Duchêne appelle l'« État-monopole » (*op. cit.*, p. 25, s.) : centre du pouvoir, détenteur de la propriété d'un patrimoine immense, c'est lui qui met en œuvre la quasi-totalité des moyens de production. Le Conseil des ministres a comme première fonction la direction de l'économie nationale : en son sein, trois premiers vice-présidents sont chargés du Gosplan (planification), du Gosagropom (agroalimentaire) et du développement social ; d'autres vice-présidents sont chargés de l'énergie, de la chimie, des constructions mécaniques, du secteur militaro-industriel ¹, mais aussi de la construction, des

¹ Symbolique symétrie par rapport au « complexe militaro-industriel », si souvent mis en cause aux États-Unis.

approvisionnement, et encore des relations économiques extérieures et des relations avec le CAEM. Rattachés au Conseil des ministres, des Comités d'État sont en charge de différents domaines :

- planification (Gosplan)
- construction (Gosstroï)
- prix (Goskomcen)
- normes (Gosstandart)
- travail et questions sociales
- information technologique et recherche-développement
- inventions et découvertes
- approvisionnement et entrepôts (Gosnab) ;

D'autres sont en charge de différents secteurs d'activités ; enfin occupent une place clé le ministère des Finances (budget et financement) et la Gosbank, banque d'État, à la fois institut d'émission, Trésor public et banque commerciale unique.

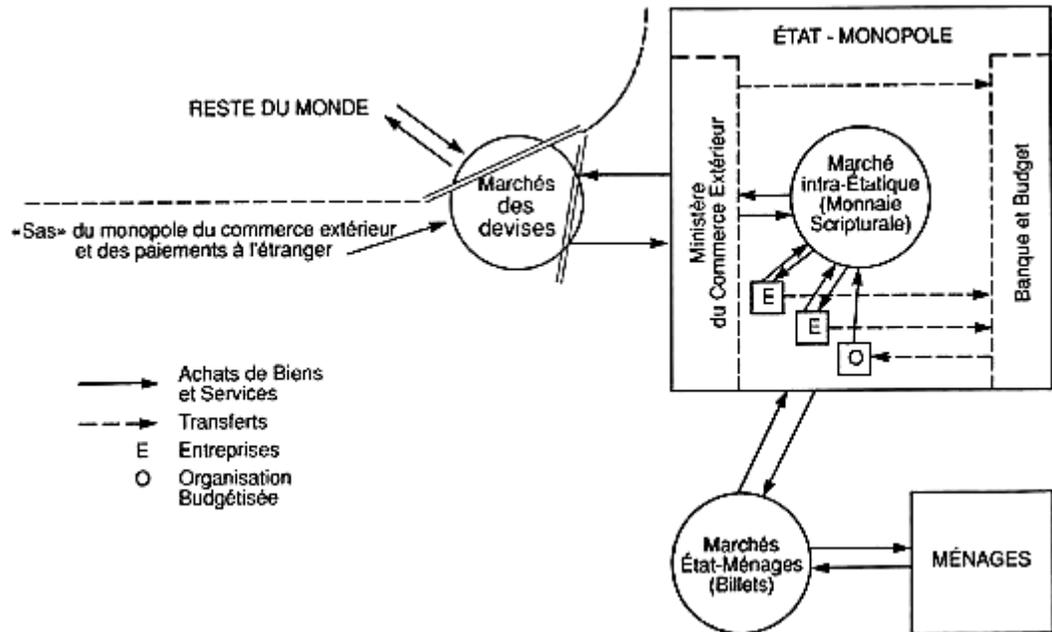
Pour l'essentiel, l'économie soviétique est une économie administrée, dans laquelle l'allocation des ressources, les prix, les échanges extérieurs sont commandés d'en haut, par l'État, et donc par la haute direction du Parti : cela n'exclut pas l'existence de mécanismes de marchés, officiels — tant intra-étatiques qu'entre le secteur étatique et les ménages, dont le fonctionnement reste subordonné aux décisions de l'État-monopole — et non officiels, tolérés, clandestins ou illicites...

En outre, l'économie soviétique doit bien tenir compte des marchés mondiaux sur lesquels elle achète et vend. Mais, compte tenu des forts décalages entre les systèmes de prix, et, plus profondément, entre le fonctionnement général de l'économie dans l'ensemble soviétique et le reste du monde, un robuste « sas » a dû être aménagé qui combine monopole du commerce extérieur, non-convertibilité du rouble intérieur, comptes en roubles pour le commerce extérieur, prise en compte des différences de prix intérieurs et extérieurs, taux de change multiples et, tant le système est complexe, recherche, chaque fois que possible, de relations bilatérales équilibrées ¹...

¹ Voir [LAVIGNE 1985], [DUCHÊNE 1987] et [CHAVANCE 1988].

ORGANISATIONS DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS D'UNE ÉCONOMIE ÉTATISTE

[Retour à la table des schémas](#)



Source : d'après [Duchesne 1987, p. 48.

Cette économie de type soviétique a été analysée par l'économiste hongrois Janos Kornai [1980] en termes d'« économie de pénurie », tant cette situation est prédominante et finit par déterminer les comportements des responsables étatiques, des dirigeants d'entreprises, des travailleurs et des consommateurs. Nous pensons, pour notre part, que l'économie de pénurie permet de caractériser une conjoncture particulière d'économies, dont la spécificité essentielle demeure la direction centralisée par l'État-monopole, avec la logique étatique d'accumulation, de concentration et de centralisation du pouvoir.

Au total, l'ensemble des économies étatiques constitue bien un « corps étranger » dans l'économie mondiale dominée par la dynamique capitaliste : qu'il s'agisse de vendre ou d'acheter, d'investir ou de prêter, les grandes entreprises capitalistes doivent tenir compte de la spécificité étatique rôle de l'État et de la haute administration économique, règles et procédures de décision spécifiques, corruption (institutionnelle ou non)...

Cependant, entre ce « corps étranger » et l'économie du monde occidental, des relations se sont établies.

Un ensemble plurinational non autarcique

[Retour à la table](#)

Marie Lavigne le souligne dans plusieurs de ses ouvrages (notamment [1985], p. 17, s.) : ni l'économie soviétique, ni l'économie de l'ensemble constitué autour de l'URSS n'est autarcique. Il y a même eu progression de l'importance relative des échanges pour les pays à régime étatiste : la part des échanges extérieurs par rapport au produit matériel net est passée de 3,4 % en 1950 à 16,6 % en 1982 pour les pays étatistes d'Europe de l'Est, et de 2,9 % à 9,7 % aux mêmes dates pour les pays étatistes d'Asie [World Commission... 1987, p. 79].

En même temps l'ensemble constitué par le CAEM — Conseil d'assistance économique mutuelle ¹ — est un ensemble économique fortement intégré : si l'on prend comme critère la part du commerce intrarégional dans des exportations des pays membres, c'est même l'ensemble régional le plus intégré : cette part du « commerce intra » est de 54 % en 1985 contre 52 % pour la Communauté européenne — ces deux ensembles étant, de loin, les plus intégrés de tous les ensembles régionaux constitués [CNUCED, suppl. 1986, 1987, p. 36-37].

Cette intégration tend certes à se relâcher progressivement : la part du « commerce intra » était de plus de 62 % en 1960, encore de plus de 60 % en 1972 et de plus de 57 % en 1975 [*id.*, p. 36]. Cependant elle reste forte et autorise à considérer que l'URSS et les pays qui lui sont liés constituent un « ensemble » que l'on peut nommer « ensemble soviétique ».

Cet ensemble n'est pas — contrairement au reste de l'économie mondiale — constitué par la dynamique des échanges impulsée par les grandes entreprises capitalistes, ni par leur multinationalisation : il n'est pas porté par une logique nationale/internationale/multinationale, comme l'est le SNMH. Il résulte des décisions étatiques, prises par les dirigeants de l'URSS, et ceux des pays liés à l'URSS, d'organiser des échanges et une coopération économique mutuelle, qui transpose au niveau plurinational les structures étatiques de direction des économies de l'URSS et des autres pays à régime étatiste.

Il n'est donc pas constitué par les mobiles spécifiques du capitalisme (conquête de marchés, recherche d'occasions de profits), mais bien selon la logique, prédominante dans les pays qui le constituent, de concentration et de centralisation du pouvoir ; l'intégration économique n'est donc qu'un élément d'une intégration

¹ Le CAEM, ou Comecon, est composé de la RDA, la Bulgarie, Cuba, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique et le Vietnam [VINCZE 1984, p. 1].

plus large, à la fois politique, technologique, culturelle, militaire... sous le leadership de l'URSS.

Nous avons donc affaire à un « ensemble pluri-national hiérarchisé » — EPNH — étatiste.

Globalement, le commerce extérieur de cet ensemble se répartit ainsi en 1984-1985 :

STRUCTURES PAR GRANDES ZONES DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DU CAEM
(en %) en 1984-1985

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations vers	Importations de
Commerce intra	52,9	60,5
Pays capitalistes	26,5	25,4
Pays en développement	17,4	12,2
Pays étatistes d'Asie	3,1	1,9
	————— 100,0	————— 100,0

Source : [CNUCED, suppl. 1986-1987], p. 64-67.

Si l'on décompose, pour chaque pays, la part du CAEM et celle de l'URSS dans son commerce extérieur, on fait apparaître d'une part le caractère inégal de l'intégration dans le CAEM et, d'autre part, l'importance (elle-même inégale) du poids de l'URSS.

**PART RELATIVE DU CAEM ET DE L'URSS DANS LE COMMERCE
TOTAL DE CHAQUE PAYS DE L'EUROPE DE L'EST
(en %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

		Part du CAEM			Part de l'URSS		
		1970	1980	1984	1970	1980	1984
Bulgarie	Export	75,7	68,8	74,3	53,8	49,9	55,7
	Import	73,0	77,0	78,5	52,2	57,3	59,0
Hongrie	Export	61,8	51,5	49,6	33,9	29,1	30,1
	Import	62,3	47,8	48,8	33,2	28,1	29,1
Pologne	Export	60,6	53,3	65,1	35,2	31,2	39,0
	Import	67,0	53,3	72,9	38,4	33,1	46,4
RDA	Export	68,6	65,4	62,5	38,0	35,4	38,1
	Import	66,1	60,2	63,5	40,1	36,1	41,8
Roumanie	Export	50,1	39,1	42,0	28,6	19,6	19,3
	Import	48,1	31,3	52,6	25,5	15,1	26,5
Tchécoslovaquie	Export	64,7	65,2	70,8	32,2	35,5	43,4
	Import	63,8	65,9	76,3	32,7	36,0	46,8
(suite)		Part du CAEM			Part de l'URSS		
		1970	1980	1984	1970	1980	1984
Total 6 pays	Export	64,2	57,5	61,0	36,5	35,7	37,1
	Import	63,8	55,2	65,6	36,9	30,5	42,3
URSS	Export	54,3	49,0	51,3			
	Import	57,0	48,2	52,9			

Source : Le Courrier des pays de l'Est, août-octobre 1986, p. 272.

Apparaissent fortement intégrés dans le CAEM la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. La RDA est moyennement intégrée. La Roumanie, la Hongrie et l'URSS apparaissent les moins intégrées.

Pour tous les pays de l'Europe de l'Est, l'URSS est le principal partenaire commercial. Et c'est encore pour la Roumanie et la Hongrie que le poids du commerce avec l'URSS est le moins grand.

Si l'on prend, en outre, en compte le poids inégal du commerce extérieur dans l'économie de chaque pays ¹, on peut dresser le tableau suivant.

¹ Poids des exportations dans le produit matériel net en 1980 (1976 pour la Pologne et la Tchécoslovaquie), selon [GRAZIANI 1982], p. 40.

DÉPENDANCE EXTÉRIEURE DES PAYS DU CAEM

[Retour à la table des tableaux](#)

Poids du commerce Extérieur	Degré de dépendance par rapport au CAEM		
	Fort	Moyen	Faible
Fort	Bulgarie		Hongrie
Moyen	Pologne	RDA	Roumanie
Faible	Tchécoslovaquie		URSS

Apparaissent donc les situations très différenciées, avec notamment l'URSS doublement peu dépendante, tant par rapport aux échanges extérieurs que par rapport au CAEM, tandis que la Bulgarie, sur ces deux terrains, est fortement dépendante.

Marie Lavigne complète ces observations par la prise en compte du modèle, plus ou moins centralisé, de planification et de gestion de l'économie ; ce qui la conduit à faire ressortir trois situations types :

DÉPENDANCE EXTÉRIEURE ET DEGRÉ DE CENTRALISATION DE L'ÉCONOMIE

[Retour à la table des tableaux](#)

MODÈLE CENTRALISÉ (I)		MODÈLE DÉCENTRALISÉ (II)
URSS	RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie	Bulgarie, Hongrie, Pologne
Faible ouverture au commerce international	ouverture moyenne	ouverture moyenne à forte au commerce international
Planification centralisée de la production et du commerce extérieur		planification à tendances décentralisatrices
Peu d'incitation à la maximisation du profit	incitations limitées à la maximisation du profit	incitations fortes à la maximisation du profit
(pour les unités économiques de base)		
Pas de liaison entre prix internes et prix externes		liaison plus ou moins atténuée prix internes/prix externes

Source : [LAVIGNE 1985], p. 33.

- à un pôle, l'URSS, faiblement ouverte au commerce international, mais aussi faiblement dépendante du CAEM, caractérisée par la gestion centralisée et l'absence de liaison entre prix internes et prix externes ;
- à l'autre pôle, des pays moyennement ou fortement ouverts au commerce international, caractérisés par les tendances décentralisatrices et une certaine relation entre prix internes et prix externes ;
- entre les deux, des pays fidèles au modèle soviétique, mais plus ouverts que l'URSS au commerce international.

Ces différences de situation font que les effets des entraînements ou perturbations extérieurs jouent de manière très différenciée, que ce soit à travers les prix et les termes de l'échange, les flux d'importation ou d'exportation, l'endettement extérieur. Les analyses de Marie Lavigne [1985, p. 33, s.] et de W. Andreff et G. Graziani (in [Lavigne et Andreff (dir.) 1985], p. 15, s.) convergent : si la « contrainte extérieure » ne joue pas de la même manière pour les pays étatistes que pour les autres — notamment en matière de taux de change et de taux d'intérêt, mais aussi, c'est une évidence mais il ne faut pas l'oublier, en ce qui concerne les investissements directs et la présence des firmes et banques multinationales —, elle joue tout de même pour ces pays, notamment à travers les déficits extérieurs, les termes de l'échange, l'endettement et la charge du service de la dette ; et cette « contrainte extérieure » joue à la fois dans les relations avec les pays de l'Ouest et au sein du CAEM, même si c'est dans des conditions et selon des modalités différentes.

Là encore, on retrouve des différences importantes : l'URSS, compte tenu de la taille de son économie et de ses ressources, est la moins sensible à la contrainte extérieure ; à l'inverse, la Pologne, avec ses déséquilibres et ses difficultés, la Hongrie, avec sa large ouverture extérieure et son endettement, la RDA et la Roumanie, à cause de leur endettement, apparaissent comme particulièrement obligées de tenir compte de cette contrainte extérieure.

Tout à fait différente apparaît l'insertion internationale de la Chine ; ses principaux flux se présentaient ainsi en 1984-1985 :

**STRUCTURE, PAR GRANDES ZONES, DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS
DE LA CHINE EN 1984-1985**
(en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations vers	Importations de
Pays capitalistes	39,1	57,2
Pays en développement	48,9	26,4
Ensemble soviétique	10,2	15,0

Source : [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 64-67.

La Chine importe principalement des pays capitalistes et secondairement du tiers monde ; elle exporte principalement vers le tiers monde et ensuite vers les pays capitalistes. Dans les deux cas, ses relations avec l'URSS et les pays d'Europe de l'Est sont les plus faibles : proche de ces pays par le régime économique qu'elle a adopté — et donc par les difficultés liées à ce régime et les réformes qu'il nécessite —, elle leur est peu liée économiquement : il est donc tout à fait légitime de traiter d'elle d'une manière indépendante.

L'ensemble soviétique dans l'économie mondiale

[Retour à la table](#)

Dans les décennies qui ont suivi la révolution d'Octobre, beaucoup ont pu croire que le socialisme en construction — dans un pays, puis dans un nombre de plus en plus élevé de pays — était comme un coin enfoncé dans le tronc du capitalisme (tronc rongé par ses propres contradictions et ébranlé par ses propres crises). Aujourd'hui on peut se demander si le tronc, toujours secoué mais toujours capable de vigueur renouvelée, n'a pas « coincé le coin » — un coin affaibli et déformé du fait des coups reçus, de la dureté du bois qui l'enserme, et de la mauvaise qualité de l'alliage dont il est fait...

Flux commerciaux, nécessité d'importer et de vendre, retards technologiques, endettement : plutôt que de savoir s'ils sont autarciques ou non, la question, aujourd'hui, est de savoir dans quelle mesure les pays de l'Est sont dépendants du monde capitaliste.

D'abord, quelle est l'importance des relations commerciales entre les pays à régime étatique et les principaux pôles capitalistes ?

ÉCHANGES DES PAYS ÉTATISTES AVEC LES PÔLES CAPITALISTES EN 1985
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	EXPORTATIONS DE :			
	URSS	Europe de l'Est	Chine	Total
VERS :				
États-Unis	2,4	0,8	3,8	7,0
Japon	2,6	0,6	12,5	15,7
Com. europ. *	9,0	8,1	5,0	22,1
AELE	4,3	2,7	0,8	7,8
Total	18,4	12,1	22,1	52,6

	IMPORTATIONS DE :			
	URSS	Europe de l'Est	Chine	Total
EN PROVENANCE DE:				
États-Unis	0,4	1,7	4,2	6,3
Japon	1,3	0,3	6,5	8,1
Com. europ. *	15,4	9,7 *	2,8	28,0
AELE	5,2	3,2	0,3	8,7
Total	22,3	14,9	13,8	51,1

* Non compris le commerce entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande.

Chiffres établis d'après les statistiques des pays occidentaux.

Source : [GATT 1986], p. 186.

L'URSS comme l'Europe de l'Est sont principalement liées à l'Europe occidentale. Celle-ci représente, dans le commerce avec les pays capitalistes :

- 92 % des importations de l'URSS (69 % pour la seule Communauté européenne) et 72 % de ses exportations (49 % pour la seule CEE) ;
- 87 % des importations de l'Europe de l'Est (65 % pour la seule Communauté européenne) et 89 % de ses exportations (67 % pour la seule CEE).

Là encore, la République fédérale d'Allemagne apparaît comme le foyer principal du pôle européen ; en 1984, elle réalisait 31 % des exportations occidentales dans les pays d'Europe centrale : plus de 37 % des exportations occidentales réalisées en Hongrie et Tchécoslovaquie, 35 % de celles réalisées en Yougoslavie, environ 31 % et celles réalisées en Bulgarie et en Pologne, mais

seulement 22 % de celles réalisées en Roumanie (*Courrier des pays de l'Est*, août-octobre 1986, p. 285-286), et, selon une autre étude, 28 % de celles réalisées en République démocratique allemande (*id.* p. 104-105).

L'insertion de la Chine dans l'économie mondiale apparaît, là encore, très différente de celle de l'ensemble soviétique : c'est en effet avec le Japon qu'elle effectue la moitié, environ, de son commerce avec les pays capitalistes (56 % de ses exportations et 47 % de ses importations). Pour le reste, elle importe un peu plus des États-Unis que d'Europe et exporte un peu plus vers l'Europe que vers les États-Unis.

Poids liés des traditions historiques et des proximités géographiques ; effets des décisions géopolitiques ¹, manifestations de complémentarités économiques ? Il est assurément bien difficile de faire la part des choses. Mais les faits s'imposent à l'observateur : une partie des pays à régime étatiste, l'URSS et l'Europe de l'Est, est étroitement liée au pôle européen ; l'autre partie, la Chine, est d'abord liée au Japon.

De même, l'URSS et la Chine se différencient fortement par la structure (par catégories de marchandises) de leurs échanges, les pays d'Europe de l'Est se distinguant assez nettement de l'un comme de l'autre.

URSS et Chine importent massivement des machines et matériels de transport et autres produits manufacturés (plus des trois cinquièmes de leurs importations totales, contre un peu plus des deux cinquièmes pour l'Europe de l'Est). Pour le reste, l'URSS importe surtout des produits alimentaires (plus d'un quart de ses importations), la Chine des produits chimiques et des matières brutes, et l'Europe de l'Est de l'énergie.

Ainsi apparaît d'emblée la double dépendance de l'URSS : en produits agricoles, à cause de la faible efficacité de son agriculture ; et en machines et matériel de transport, ce qui n'est pas sans lien avec l'insuffisante dynamique et le manque d'adaptabilité en matière technologique.

¹ Ainsi les nouvelles relations franco-soviétiques mises en place à partir de 1966 ou la politique commerciale menée par la Communauté européenne à l'égard des pays d'Europe de l'Est dans les années 1970 ; cf. LAVIGNE 1985], p. 59, s.

**COMPOSITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS (en %)
DES IMPORTATIONS DE L'URSS, DE L'EUROPE DE L'EST
ET DE LA CHINE EN 1984**

[Retour à la table des tableaux](#)

	EUROPE DE L'EST	URSS	CHINE
Produits alimentaires, boissons, tabacs	6,7	23,6	6,6
Matières brutes (autres que combustibles)	7,7	5,2	9,1
Combustibles minéraux	36,0	1,8	4,7
Produits chimiques	6,9	6,6	11,9
Machines et matériel de transport	25,9	39,0	30,7
Autres produits manufacturés	16,8	22,1	32,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : [Banque mondiale, 1983-1984], p. 904, s. et 936-937.

**COMPOSITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS (EN %) DES EXPORTATIONS DE
L'URSS, DE L'EUROPE DE L'EST ET DE LA CHINE EN 1984**

	EUROPE DE L'EST	URSS	CHINE
Produits alimentaires, boissons, tabacs	9,1	1,4	13,6
Matières brutes (autres que combustibles)	4,2	6,3	11,5
Combustibles minéraux	9,2	54,5	21,1
Produits chimiques	8,9	3,0	5,1
Machines et matériel de transport	45,3	12,6	5,7
Autres produits manufacturés	23,3	6,5	36,9
Total	100,0	100,0	100,0

Source : [Banque mondiale, 1983-1984], p. 904, s. et 936-937.

À l'exportation, les différences sont encore plus marquées.

L'Europe de l'Est exporte principalement des produits manufacturés (plus des trois quarts des exportations totales) et, en leur sein, en premier lieu des machines et matériels de transport. L'URSS exporte majoritairement de l'énergie, pétrole et gaz. Quant à la Chine, son premier poste d'exportation est « les autres produits manufacturés », parmi lesquels textiles et vêtements occupent une forte place ; et le deuxième est l'énergie.

Ainsi les exportations de l'Europe de l'Est s'apparentent à celles des pays capitalistes industriels ; celles de l'URSS à celles des « grands pays régionaux » producteurs de pétrole ; et celles de la Chine à celles d'autres pays d'Asie en cours d'industrialisation.

Si l'on prend en compte les seules relations avec les pays capitalistes développés, les principaux traits que l'on vient de dégager se retrouvent.

**COMPOSITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS (EN %)
DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES SIX PAYS DE L'EUROPE DE L'EST
ET DE L'URSS AVEC L'OUEST EN 1982**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations		Importations	
	des six	de l'URSS	des six	de l'URSS
Produits alimentaires, boissons, tabacs	11	0	15	22
Matières brutes (autres que combustibles)	8	10	8	4
Combustibles minéraux	23	78	2	1
Produits chimiques	11	3	18	9
Machines et matériel de transport	15	3	28	28
Autres produits manufacturés	32	5	28	34
Biens non classés ailleurs	0	1	1	2
Total	100	100	100	100

Source : [LAVIGNE 1985], p. 24.

L'URSS exporte vers l'Ouest d'une manière prédominante des combustibles, et y achète produits agricoles et produits industriels élaborés. L'Europe de l'Est a, avec l'Ouest, des échanges plus diversifiés.

Au total, on peut parler d'une réelle dépendance commerciale de l'URSS pour deux grandes catégories de produits : produits agricoles et produits industriels à

fort contenu technologique ; avec, en contrepartie, une forte spécialisation énergétique. Rend bien compte de cette double réalité la balance commerciale soviétique par groupes de produits.

BALANCE COMMERCIALE DE L'UNION SOVIÉTIQUE
(en milliards de roubles, 1985)

[Retour à la table des tableaux](#)

	En roubles-devises		En roubles intérieurs	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Équipements, matériel de transport, armement	9,8	25,7	10	27
Combustibles, minerais	43,7	9,5	45	11
Agro-alimentaire, bois, papier	3,3	15,5	6	46
Chimie, textiles, matériaux de construction, biens de consommation	15,5	18,4	22	51
Totaux	72,3	69,1	83	135
Excédent commercial en roubles-devises	—	3,2	xx	xx
Déficit commercial en roubles intérieurs	xx	xx	52	—

Source : [DUCHÊNE 1987], p. 67.

Cette balance commerciale peut être établie soit en roubles-devises, soit en roubles intérieurs : ces deux évaluations ne résultent pas d'une simple conversion, par application d'un taux de change en devises aux roubles intérieurs (ou l'inverse) ; car à chaque produit, à chaque service s'applique un taux de change spécifique : ainsi,

- pour les céréales, un dollar = un rouble ;
- pour le pétrole, un dollar = 0,4 roubles (*idem*, p. 66).

Sur la base de l'évaluation en roubles intérieurs, le taux d'ouverture de l'économie soviétique, en % du produit matériel net est de 15 % — ce qui, pour un pays de grande dimension est relativement élevé.

La dépendance en produits agricoles, déjà sensible dans l'évaluation en roubles-devises, apparaît plus marquée encore en roubles intérieurs. Cette dépendance est structurelle et concerne les céréales et la viande : depuis 1972 (1974 excepté), les importations soviétiques nettes de céréales sont de dix à quarante millions de tonnes par an. Dans les années qui ont précédé l'embargo américain du début des années 1980, les États-Unis représentaient une forte

proportion des ventes de céréales à l'URSS : des deux tiers jusqu'aux quatre cinquièmes ; en 1980, cette part est tombée en dessous du quart, mais elle est montée à un tiers en 1981 et deux cinquièmes en 1982 et 1983 [Lavigne 1985, p. 187]. En 1985 et 1986,

LES PRINCIPALES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT DE L'URSS ÉTAIENT, EN % :

[Retour à la table des tableaux](#)

	1985	1986
Pays occidentaux	72,1	74,1
dont :		
— Canada	(17,1)	(22,3)
— France	(10,7)	(15,9)
— États-Unis	(33,7)	(15,8)
— Australie	(5,5)	(15,1)
Argentine	15,9	1,9
Chine	3,6	8,4
Hongrie	2,9	6,2

Source : Le Courrier des pays de l'Est, juillet-août 1987, p. 54.

Les pays capitalistes assurent donc près des trois quarts des approvisionnements de l'URSS en céréales — soit un montant de plus de 2 milliards de dollars.

Les ventes de machines et d'équipements du monde capitaliste à l'URSS dépassent 8 milliards de dollars : ces ventes sont, depuis 1949, soumises à une double interdiction, l'une des autorités américaines pour certains produits et licences des États-Unis, et l'autre du Cocom (Coordinating Committee) pour les ventes des membres de l'OTAN et du Japon [Seurot 1987, p. 66]. Sauf celles qui transitent par (ou proviennent de) la Finlande (21 % de l'ensemble), ces ventes proviennent principalement d'Allemagne fédérale (20 %), du Japon (15 %) et de l'Italie (15 %) (*Le Courrier des pays de l'Est*, juillet-août 1987, p. 55).

Il faut souligner l'importance de ces importations pour l'économie soviétique. La part des matériels occidentaux dans l'investissement brut en équipement en URSS en 1975 a ainsi été évaluée par G. Sokoloff dans sa thèse (Paris, 1981) :

- 39,2 % dans la chimie et le caoutchouc,
- 32,4 % dans le cuir, les fourrures, les chaussures,
- 29,5 % dans le textile,
- 22,0 % dans la sidérurgie,
- 15,3 % dans l'énergie électrique,
- 14,3 % dans les combustibles et les mines,

- 14,1 % dans les constructions mécaniques,
- 10,7 % dans les transports.

Cette part était inférieure à 10 % seulement pour les produits alimentaires, la confection, les matériaux de construction et l'agriculture [CEPII 1983, p. 200].

Ainsi, dans un domaine essentiel de l'économie soviétique, l'investissement industriel, se révèle une dépendance à l'égard du monde capitaliste qui s'ajoute à celle résultant des insuffisances de l'agriculture.

Enfin, au cours des années 1970, l'URSS a dû accentuer son endettement extérieur : celui-ci est passé de moins de 2 milliards de dollars en 1971 à 10 milliards en 1975 et 20 en 1981 — niveau auquel il s'est stabilisé les années suivantes ; dans la première moitié des années 1980, le service de la dette est de l'ordre de 5 à 6 milliards de dollars par an, soit 16 à 18 % des recettes en devises de l'Union soviétique [Seurot 1987, p. 127].

En proportion de leur potentiel économique, l'endettement en devises est beaucoup plus grave pour plusieurs pays d'Europe de l'Est.

ENDETTEMENT BRUT EN DEVISES
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1984	Fin 1987
Bulgarie	2,2	6,0
Tchécoslovaquie	3,5	5,3
Roumanie	7,1	5,7
Hongrie	8,5	17,5
RDA	12,2	18,5
Pologne	28,2	37,6
Total des six	61,7	90,6

Source : pour 1984 [SEUROT 1987], p. 126 ; pour 1987, *The Economist*, 9 avril 1988.

À la fin de 1987, la charge du service de la dette par rapport à la valeur des exportations avait pu être ramenée en Pologne à 65 % (contre plus de 150 % en 1981) et, en RDA, à 32 % (contre plus de 50 % en 1981) ; elle était de plus 40 % en Hongrie, de près de 30 % en Roumanie et Bulgarie, et 15 % en Tchécoslovaquie (*The Economist, op. cit.*).

Enfin, il faut signaler qu'avec la vague de réformes, et les explorations dans le sens de la déconcentration, de la privatisation et de la libéralisation, une vague de

créations d'entreprises conjointes, avec des entreprises occidentales, a touché tant la Chine que l'Europe de l'Est et même l'URSS. Le caractère récent du phénomène, son évolution rapide et son caractère peut-être réversible font qu'il n'est pas possible d'en présenter ici un premier bilan.

Au total, l'insertion des pays à régime étatiste dans l'économie mondiale peut être caractérisée ainsi :

1. On ne peut parler d'autarcie ni au niveau de chaque pays, ni pour l'ensemble du CAEM ; ni pour les pays d'Europe de l'Est, ni pour l'URSS.

2. L'insertion dans l'économie mondiale capitaliste s'opère cependant sur un mode spécifique, lié à la nature même des systèmes étatistes : l'engrenage de la dépendance ne peut opérer de la même manière que dans les pays à larges secteurs marchands et capitalistes ; le rôle de l'État, de la décision étatique, fait qu'il est toujours possible de freiner ou de bloquer — fût-ce de manière « chirurgicale » — un processus de dépendance commerciale ou d'endettement.

3. Si les ressources en énergie donnent à l'URSS un atout, la double dépendance qu'elle subit, pour les produits agricoles et pour les produits industriels (d'équipements notamment) élaborés, constitue actuellement une faiblesse structurelle.

4. Dans l'ensemble, la crise propre des régimes étatistes et les effets de la crise mondiale ont plutôt conduit à aggraver la dépendance des pays de l'Est, tant par le commerce que par l'endettement.

Un ensemble plurinational hiérarchisé étatiste

[Retour à la table](#)

À la fois inséré (dans l'économie mondiale) et spécifique (par rapport au capitalisme) : ainsi nous apparaît l'ensemble plurinational constitué autour de l'URSS.

Cet ensemble est lui aussi hiérarchisé : il y a « le grand frère », pour reprendre l'expression d'Hélène Carrère d'Encausse (Flammarion 1983), et les autres ; l'Union soviétique y est prédominante, sur tous les plans : institutionnel, politique, économique, militaire, stratégique. C'est sur le modèle soviétique que sont construits les autres régimes (constitution, économie, etc.) ; les relations entre chaque pays et l'URSS sont déterminantes (entre partis, entre États, entre administrations économiques, entre firmes...) ; les organes d'intégration plurinationale sont multiples, militaires (pacte de Varsovie), économique (CAEM), technologiques, culturels..., et dominés par l'URSS.

On l'a dit, notre analyse des régimes étatistes ne place pas au premier plan l'économie, mais la logique de pouvoir. La logique de l'URSS dès lors serait plus impériale (renforcer l'empire et le pouvoir en son sein) qu'impérialiste (produire et drainer des richesses à l'échelle mondiale) : et les relations économiques sont subordonnées à — et au service de — cette logique impériale.

Certes il y a eu une période, au lendemain de la guerre, de prélèvement de ressources au profit de l'URSS, à travers les réparations de guerre et les sociétés mixtes mises en place par l'URSS. Mais, ensuite, a été recherchée la construction d'une cohérence, à travers la mise en place d'une division socialiste internationale du travail ; et puis l'URSS a pu être amenée à faire des sacrifices économiques, à assumer des charges pour atténuer les difficultés du pouvoir communiste dans un pays ou pour sauvegarder la cohésion de l'ensemble ¹.

Sans présenter ici les institutions et les modes de fonctionnement de l'ensemble soviétique, on voudrait faire apparaître les lignes essentielles des relations économiques entre les pays membres. On a déjà constaté l'importance pour chaque pays des relations avec les autres (pays à régime étatiste, pays du CAEM) et notamment avec l'URSS.

On peut avancer en examinant la nature du commerce qui lie les uns et les autres.

Les pays d'Europe de l'Est échangent principalement entre eux des machines et matériel de transport (les trois quarts de leurs échanges en 1982). Ces mêmes biens constituent les quatre cinquièmes des importations de l'URSS en provenance de l'Europe de l'Est : mais les exportations de l'URSS vers cette zone sont constituées pour près des deux tiers par les combustibles et les matières brutes.

Ces grandeurs caractérisent bien les spécialisations qui se sont instituées entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est dans les années 1970 et 1980 : l'URSS approvisionne les pays du CAEM en énergie et matières premières, tandis que ceux-ci la fournissent en machines, équipements, matériel de transport et produits industriels de consommation ².

Plus précisément, l'URSS est importatrice nette de machines de tous les pays d'Europe de l'Est, et notamment de RDA, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie et de Bulgarie.

¹ Cf. [GRAZIANI 1982], p. 8-9 ; E. IZRAELEWICZ, in [LAVIGNE (dir.) 1980], p. 13, s. ; W. ANDREFF et G. GRAZIANI, in [LAVIGNE, et ANDREFF (dir.) 1985], p. 28, s. ; [LAVIGNE 1985], notamment p. 238, s. ; et A. TIRASPOLSKY, in *Le Courrier des pays de l'Est*, août-octobre 1986, p. 266, s.

² *Le Courrier des pays de l'Est*, août-octobre 1986, p. 273.

**COMPOSITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS (en %) DU COMMERCE EXTÉRIEUR
DES SIX PAYS DE L'EUROPE DE L'EST ET DE L'URSS ENTRE EUX EN 1982**

[Retour à la table des tableaux](#)

	Commerce entre les six	Exportations de l'URSS vers les six	Importations de l'URSS en prov. des six
Produits alimentaires, boissons, tabacs	6	1	11
Matières brutes (autres que combustibles)	4	15	2
Combustibles minéraux	5	50	0
Produits chimiques	8	3	7
Machines et matériel de transport	56	15	60
Autres produits manufacturés	20	15	19
Biens non classés ailleurs	1	1	1
Total	100	100	100

Source : [LAVIGNE 1985], p. 24.

Elle est exportatrice nette de machines et d'équipements vers Cuba et vers les pays à régime étatique d'Asie.

Inversement, l'URSS constitue la source majeure d'énergie pour l'ensemble des pays étatiques d'Europe : et la carte des oléoducs et gazoducs exprime assez bien le réseau de dépendance qui s'est constitué à travers cet approvisionnement ¹.

L'énergie, écrit d'ailleurs Marie Lavigne [1985, p. 155], domine les relations Est-Est. Elle est [...] le domaine principal de la coopération économique entre les pays membres du CAEM et, à ce titre, le noyau dur de l'intégration socialiste. » Ce domaine est également un remarquable révélateur de la réalité économique — nationale et internationale — des pays étatiques.

On observe donc d'abord que les prix pratiqués entre l'URSS et les autres pays à régime étatique ont pu être partiellement déconnectés de ceux pratiqués sur le marché mondial... tout en marquant une tendance à s'aligner sur eux.

¹ Cf. *Le Courrier des pays de l'Est*, août-octobre 1986, p. 251.

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS SOVIÉTIQUES DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS
(échanges avec les pays socialistes) en 1986

[Retour à la table des tableaux](#)

	Exportations soviétiques		Importations soviétiques		Importations nettes
	(1) Millions de roubles	(2) Structure en %	(3) Millions de roubles	(4) Structure en %	(3) - (1) Millions de roubles
TOTAL DES PAYS SOCIALISTES	7 786	—	19 389	—	11 603
CAEM	7 142	100	18 093	100	10 951
Bulgarie	1 510	21,1	3 304	18,3	1 794
Hongrie	550	7,7	2 403	13,3	1 853
Pologne	806	11,3	2 868	15,8	2 062
RDA	974	13,6	4 725	26,1	3 751
Roumanie	390	5,5	966	5,3	576
Tchécoslovaquie	661	9,2	3 815	21,1	3 154
Cuba	1 105	15,5	12	0,1	- 1 093
Mongolie	679	9,5	0	—	- 679
Vietnam	468	6,6	—	—	- 468
Yougoslavie	180	—	1 214	—	1 034
Chine	289	—	—	—	- 289
Laos	36	—	—	—	- 36
Corée du Nord	138	—	82	—	- 56

Source : d'après *Le Courrier des pays de l'Est*, juillet-août 1987, p. 50.

En 1975, en effet, le prix du pétrole au sein du CAEM a été établi sur la base des prix des cinq dernières années sur le marché mondial. Ce mode de fixation explique que l'alignement des prix CAEM par rapport aux cours mondiaux se soit opéré avec une certaine inertie, et que, jusqu'en 1985, les prix pratiqués par l'URSS aient été favorables aux pays acheteurs — ce qui doit s'inverser avec la baisse des prix mondiaux. Le fait que, de 1973 à 1984, les pays d'Europe de l'Est ont bénéficié de bas prix d'approvisionnement en pétrole, par rapport à ce qu'ils auraient dû payer s'ils s'étaient approvisionnés sur le marché mondial, tient donc à la fois à la lenteur d'adaptation de 1973-1975 et au mode de fixation des prix choisi en 1975.

Mais la division du travail interne au CAEM ne se limite pas à cette spécialisation massive : énergie en URSS ; fabrication de machines et équipements en Europe de l'Est. Une division du travail plus fine et plus systématique a été

recherchée, par exemple dans certaines industries — automobile et informatique, notamment.

Pour l'automobile, G. Graziani [1982, p. 152, s.] souligne que ce secteur est marqué à la fois par un rapport de dépendance technologique assez fort par rapport à l'Occident et par l'implantation, en Europe de l'Est, d'activités productives de grandes firmes capitalistes (Fiat, Renault, Berliet, Volkswagen, Daimler-Benz, Leyland, Massey-Ferguson, General Motors, etc.).

D'autre part, l'URSS, dans son effort pour systématiser la mise en place coordonnée d'une industrie automobile plurinationale, s'est heurtée « à l'opposition ouverte ou masquée de la plupart des pays » [*idem*, p. 156]. C'est donc progressivement, et principalement sur la base d'accords bilatéraux que s'est mise en place une double division du travail :

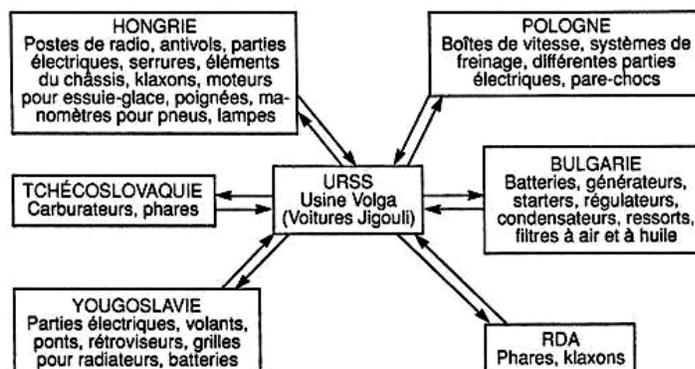
- par grands produits ;
- et pour les pièces et les composantes.

Ainsi pour les produits : « La Bulgarie a surtout développé son industrie de camions et la fabrication en série de certaines pièces détachées, et la Pologne, celle des autobus interurbains, des poids lourds, des camions ; la RDA fabrique plutôt des véhicules utilitaires, des remorques, des pièces ; la Tchécoslovaquie est la seule à produire des poids lourds de 12 tonnes, en plus des véhicules utilitaires et des autobus ; la Hongrie se spécialise plutôt dans la production d'autobus, de pièces détachées et de sous-ensembles, laissant de côté les camions ; la Roumanie enfin produit des camions à moteur diesel et des autobus. Quant aux voitures de tourisme, tous les pays en produisent, à l'exception de la Hongrie » [*ibid.*, p. 157].

DE MÊME POUR LES COMPOSANTS DES VÉHICULES :

différents pays participent à la fabrication de la voiture Jigouli — à l'exportation, Lada — dérivée de la Fiat 124 :

[Retour à la table des schémas](#)



Source : [Graziani, 1982], p. 157.

Ce peut être le cas aussi pour des modèles fabriqués dans des pays d'Europe de l'Est : ainsi par exemple pour les autobus hongrois Ikarus [*ibid.*, p. 158-159].

Cependant, dans l'ensemble, la coopération internationale industrielle et technologique entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est se heurte à de nombreux obstacles ; les uns tenant aux rigidités propres au régime étatiste ; les autres au fait que ces rigidités construites dans chaque cadre national ne facilitent pas les réalisations plurinationales ; d'autres encore tiennent aux pesanteurs et réflexes nationaux et nationalistes ; et d'autres enfin à l'inégalité des pays membres du CAEM et à la très nette prédominance soviétique.

C'est ainsi que les « multinationales socialistes » suscitées après le Programme d'intégration de 1971 ont été peu nombreuses ; et depuis l'adoption du Programme intégré de progrès scientifique et technique, en décembre 1985, ce sont surtout des firmes bilatérales qui ont été créées : deux firmes soviéto-bulgares, trois firmes soviéto-tchécoslovaques et trois firmes soviéto-hongroises (M. Lavigne, in *Économie et sociétés*, février 1988, p. 186-187).

Quant aux « investissements communs », les deux qui sont les plus fréquemment cités sont :

- la construction d'un gazoduc entre Jamburg et la frontière soviétique : l'ensemble des pays y participent ;
- la mise en valeur du gisement de Krivoi Rog en Ukraine : se trouvent associés là à l'URSS, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Roumanie.

Ils semblent inspirés par le souci qu'a l'URSS — productrice et fournisseur de matières premières et d'énergie — de ne pas laisser à ses partenaires « le luxe de se moderniser pendant qu'elle supporterait seule l'effort de développer ses ressources primaires » (M. Lavigne, *ibid.*, p. 190).

Enfin, le Programme intégré de progrès scientifique et technique de décembre 1985, qui apparaît comme le pendant du programme Eurêka, traduit fondamentalement la volonté de réaliser les avancées indispensables dans cinq grands domaines modernes :

- électronisation de l'économie (informatique, micro-électronique, télécommunications),
- automatisation de la production, robotique ;
- développement de l'énergie atomique ;
- nouveaux matériaux ;
- biotechnologies, notamment dans l'agriculture et la pharmacie.

Dans ces cinq domaines, ont été définis 93 thèmes (et 930 sous-thèmes) qui sont tous « placés sous la coordination d'une organisation "pilote" soviétique » (*ibid.*, p. 185). Compte tenu de la prééminence de l'URSS, qui représente les trois quarts du potentiel scientifique et technique du CAEM, et des difficultés de la coopération multilatérale, c'est principalement la juxtaposition de multiples coopérations bilatérales, toujours avec l'URSS, qui risque de prédominer.

Au total, lorsque les économistes de l'Europe de l'Est évaluent les réalisations du CAEM, ils soulignent le plus souvent les points suivants :

- « Le manque de technologie moderne.
- L'inadaptation de la coopération et de la spécialisation.
- La surconsommation industrielle en matériaux et énergie.
- La détérioration simultanée des situations énergétiques dans tous les pays est-européens.
- Les pénuries alimentaires absolues ou relatives.
- Le manque d'organisation dans la production industrielle.
- L'absence de coordination dans les relations économiques extérieures.
- Enfin, l'inadéquation des mécanismes de coopération aux exigences modernes, les régulateurs économiques ne permettant de répondre à la conjoncture qu'avec des décalages importants, c'est-à-dire bien souvent trop tard » (*Le Courrier des pays de l'Est*, août-octobre 1987, p. 274).

En même temps l'Union soviétique a marqué, notamment au sommet du CAEM de juin 1984, son souci de ne pas supporter indéfiniment les charges résultant des déficits de ses partenaires :

- refus de maintenir à leur égard un surplus important en monnaie non convertible ;
- souci que le surplus accumulé se concrétise par des importations rééquilibrantes, qui correspondent, tant par leur nature que par leur qualité, aux besoins réels soviétiques ;
- et notamment, exigence que les produits ainsi fournis à l'URSS, en particulier les machines, aient « un niveau technologique équivalent aux meilleurs standards mondiaux » (M. Lavigne, *art. cit.*, p. 178).

Au total, il se confirme bien que l'ensemble plurinational étatiste est à la fois :

- *hiérarchisé* : dominé par l'URSS ;
- *confronté à des difficultés internes* tenant aussi bien à la logique étatiste, au cadre national dans lequel cette logique s'est concrétisée, et aux résistances et préférences nationales ;

- *soumis à deux types de turbulences* : celles résultant des crises internes de chaque pays et des réformes esquissées ou engagées ; et celles induites par les soubresauts de l'environnement mondial.

La faiblesse des relations Est-Sud

[Retour à la table](#)

En 1984-1985, les relations commerciales entre les pays à régime étatiste (souvent nommés par facilité « pays de l'Est ») et les pays du tiers monde (« pays du Sud ») sont demeurées modestes ;

ÉCHANGES COMMERCIAUX DES PAYS DE L'EST AVEC LE TIERS MONDE EN 1984-1985 (en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	EXPORTATIONS DE		IMPORTATIONS DE	
	URSS et Europe de l'Est	Chine	URSS et Europe de l'Est	Chine
VERS OU DE :				
Tiers-monde	30,2	13,9	18,5	9,5
dont — OPEP	3,5	1,1	3,9	0,2
— Autres	26,7	12,8	14,6	9,3

Source : [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 60-61.

Ces échanges sont modestes : 1 à 1,5 % du commerce mondial pour les échanges de l'URSS et de l'Europe de l'Est avec le tiers monde ; 0,5 à 0,7 % du commerce mondial pour ceux de la Chine.

Traditionnellement, les échanges de l'URSS et de l'Europe de l'Est avec le tiers monde sont excédentaires, ce qui fait que le « tiers monde est bien une source de gains de devises pour les pays socialistes » (Marie Lavigne, in [Lavigne (dir.) 1986], p. 108). On retrouve, dans la structure des échanges, les caractéristiques propres de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est.

L'Europe de l'Est importe de l'énergie et secondairement des matières premières et produits agricoles ; elle exporte surtout des produits industriels.

**COMPOSITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS (en %) DU COMMERCE EXTÉRIEUR
DES SIX PAYS DE L'EUROPE DE L'EST ET DE L'URSS
AVEC LE SUD EN 1982**

[Retour à la table des tableaux](#)

	EXPORTATIONS DE		IMPORTATIONS DE	
	des six	de l'URSS	des six	de l'URSS
Produits alimentaires, boissons, tabacs	14	1	19	47
Matières brutes (autres que combustibles)	7	2	14	23
Combustibles minéraux	4	16	60	9
Produits chimiques	10	2	1	2
Machines et matériel de transport	32	18	0	1
Autres produits manufacturés	25	2	6	18
Biens non classés ailleurs	8	59	0	0
Total	100	100	100	100

Source : [LAVIGNE 1985], p. 24.

L'URSS importe avant tout des produits alimentaires, et aussi des matières premières et des produits manufacturés. Elle exporte des machines, des combustibles, et... des « biens non classés ». Faut-il mettre sous cette rubrique les armements ? On sait en effet que l'URSS et les États-Unis sont les deux premiers exportateurs d'armements ; en 1987, l'URSS était au premier rang avec un montant total d'exportations d'armes de 12 milliards de dollars (*Le Monde*, 18 août 1988).

Les ventes d'armes de l'URSS aux pays du tiers monde ont fortement progressé au cours des années 1970, pour atteindre, selon les estimations, entre 3,5 et 5 milliards de dollars par an dans les débuts des années 1980 (Laure Després, in [Lavigne (dir.) 1986], p. 57, s.) : pour une très large part (autour des sept dixièmes), ces ventes sont faites à des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ; Cuba, l'Inde, le Vietnam sont parmi les acheteurs marquants des armes soviétiques.

Si l'on prend l'ensemble des échanges commerciaux, il y a peu de pays du tiers monde pour lesquels les échanges avec l'URSS et l'Europe de l'Est occupent une place majeure : d'après les chiffres disponibles, pour sept de ces pays seulement la part des échanges avec l'URSS et l'Europe de l'Est excède 10 % soit à l'importation, soit à l'exportation.

**PAYS DU TIERS MONDE FAISANT UNE PART CONSÉQUENTE DE
LEUR COMMERCE AVEC L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST**

[Retour à la table des tableaux](#)

	PART (EN %) DE L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST	
	dans les exportations totales du pays	dans les importations totales du pays
Cuba (1980)	59,6	48,3
Syrie (1983)	43,3	10,0
Afghanistan (1977)	38,8	25,9
Éthiopie (1982)	1,5	31,5
Inde (1981)	25,4	7,4
Égypte (1985)	20,7	10,2
Argentine (1984)	18,2	2,4

Source : [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 110 et s.

D'autres pays ont des courants d'échanges non négligeables (entre 5 et 10 %) avec l'ensemble soviétique : Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka ; Jordanie, Iran, Irak, Libye ; Nicaragua, Uruguay, Brésil ; Maroc, Soudan et Ghana.

Symétriquement, et en se plaçant, cette fois-ci du point de vue de l'ensemble soviétique, ses principaux partenaires commerciaux dans le tiers monde étaient en 1983 ¹ :

- pour les flux d'importation comme d'exportation, l'Égypte et l'Inde, l'Iran, l'Irak, la Libye et la Syrie ;
- pour les exportations, l'Afghanistan et l'Algérie ;
- pour les importations, l'Argentine, le Brésil et l'Arabie saoudite.

Au total, plusieurs logiques sous-tendent les relations commerciales avec les pays du tiers monde :

- relations privilégiées avec les pays à régime étatique (ex. : Cuba) ;
- relations avec des pays dont les régimes ont des liens étroits avec l'URSS (Afghanistan, Syrie, Éthiopie) ;
- ventes d'armes à des pays engagés dans un conflit local ou situés dans une zone de tension ;

¹ D'après [LAVIGNE (dir.) 1986], p. 44.

- relations avec de grands pays du tiers monde (Inde, Brésil) ou avec des pays régionaux importants (Égypte) ;
- achat de produits alimentaires (ex. : Argentine) et, depuis les années 1970, recherches de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières (Maroc, Indonésie...).

Ainsi, mis à part les importations de nécessité, l'essentiel des relations économiques de l'URSS apparaît subordonné à la logique profonde de l'étatisme : logique de pouvoir plus que de production d'un surplus ou d'une accumulation.

Dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner de la faiblesse des investissements directs des pays étatistes dans le tiers monde : faiblesse par leur montant d'abord ¹ ; faiblesse aussi, par le nombre, des sociétés mixtes Est-Sud recensées dans la première moitié des années 1980 : les sociétés de ce type — forme majeure de l'investissement étatiste à l'étranger — étaient peu nombreuses, probablement entre 150 et 200 ².

Au mieux, quelques dizaines de sociétés mixtes mises en place par chaque pays de l'ensemble soviétique ; une nette prédominance des implantations en Afrique et au Moyen-Orient ; et, plus caractéristique encore, une motivation largement dominante : la recherche d'approvisionnements en matières premières et en énergie. Dans ce domaine encore, les pays étatistes se distinguent catégoriquement des pays capitalistes.

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter ce chapitre

CHAVANCE Bernard, *Le système soviétique : de Brejnev à Gorbatchev*, Nathan, Paris, 1988.

DRACH Marcel, *La crise dans les pays de l'Est*, La Découverte, Paris, 1984.

DUCHÊNE Gérard, *L'économie de l'URSS*, La Découverte, Paris, 1987.

GRAZIANI Giovanni, *Comecon, domination et dépendance*, Maspero, Paris, 1982.

LAVIGNE Marie, *Économie internationale des pays socialistes*, A. Colin, Paris, 1985.

¹ Ils ne représentaient en 1978 que 0,3 % du stock mondial d'investissements à l'étranger, cf. [ANDREFF 1987], p. 38.

² Cf. Patrick GUTMANN, *Revue Tiers-Monde*, janvier-mars 1988, p. 141.

Propos d'étape 6

[Retour à la table](#)

1917-1949. Révolution socialiste.

L'adversaire était nettement désigné : par-delà l'Ancien Régime, le capitalisme et la domination impérialiste.

L'objectif était clair : construire le socialisme.

Mais changer la société obéit à une ingénierie tout aussi mystérieuse que changer la vie. Et nul ne la maîtrise — sauf, pour le pire, les dictateurs et maîtres des régimes policiers et totalitaires. Pour le socialisme, nul n'a la recette : les recettes simples des idéalistes du XIX^e siècle n'étaient pas bonnes ; la recette social-démocrate a permis d'amender le capitalisme ; la recette soviétique a tenté de généraliser l'étatisme.

Car il est des formations sociales comme de la vie : quels que soient les obstacles, les difficultés, l'hostilité du milieu, quelque chose fait que la survie s'improvise, les formes d'adaptation se cherchent, la reproduction, tant bien que mal, s'organise.

Au lendemain de la révolution bolchevique, les dirigeants, autour de Lénine, tenaient l'État. Du jour au lendemain, le symbole haï devient irremplaçable instrument. Que ce soit pour la guerre — extérieure ou intérieure —, les transports et donc l'approvisionnement des villes, le contrôle puis l'organisation de la production, les appareils d'État se révèlent indispensables, moyen de contrainte et de répression (contre les « contre-révolutionnaires », c'est-à-dire ceux qui s'opposent aux nouveaux dirigeants ou ne leur obéissent pas assez bien).

Pour Lénine, l'État devait servir quelques semestres — brève transition du capitalisme d'État. Pour Staline, l'État ne peut, ne doit être mis en cause ; l'État est donc baptisé socialiste. C'est par l'État qu'on va construire le socialisme. À la limite, comme on a dit « L'État, c'est moi » ou « l'État, c'est vous », l'État, c'est le socialisme.

En fait, selon nous, c'est la généralisation d'un système — ni capitalisme, ni socialisme —, l'étatisme. Et l'étatisme permet beaucoup : de construire une industrie lourde, d'avoir une politique de grands équipements et d'armement, de conduire une économie de guerre, de réaliser l'urbanisation systématique et la mise en place d'une agriculture mécanisée, de promouvoir de grands programmes de recherche. Mais dès que l'ensemble se complexifie, l'étatisme révèle ses limites : blocages, dysfonctionnements, gaspillages, pénuries...

Et là encore les forces de la reproduction sociale jouent : ce que l'étatisme ne peut assurer sera plus ou moins réalisé — au grand jour ou clandestinement — par les activités domestiques, ou marchandes, ou parfois avec de véritables entreprises, plus ou moins en liaison avec les secteurs de l'économie étatique. Productions et marchés gris ou noirs. Économie de l'ombre. Tant bien que mal, avec de beaux succès et des périodes difficiles, les formations sociales organisent, autour du socle étatique, les conditions d'une reproduction sociale où les caractéristiques du passé trouvent parfois une nouvelle efficacité.

Mais un élément vient tout compliquer. Selon la vérité officielle, pendant des décennies, le capitalisme était moribond : dans le stade ultime de la phase finale de son effondrement.

Mais dans les faits, le capitalisme a trouvé, par vagues successives, de nouvelles et puissantes dynamiques. Certes, la prospérité américaine des années 1920, fondée sur la production et la consommation de masse, a trébuché sur ses propres limites, le protectionnisme des puissances d'Europe, et les excès du crédit et de la consommation. Mais elle trouve un nouveau souffle avec la guerre mondiale, la reconstruction des pays sinistrés, la guerre froide et finalement la puissante vague des nouvelles consommations des années 1950 et 1960. Cette vague gagne l'Europe occidentale reconstruite, touche le Japon et l'Asie orientale, et puis, par des voies multiples, les couches et classes dirigeantes et aisées, les groupes et les générations montantes dans le tiers monde, mais aussi dans les pays étatistes.

Et là réside un élément essentiel de ce qui apparaît aujourd'hui comme l'échec des pays étatistes. Si le capitalisme s'était effondré dans la crise finale si souvent diagnostiquée par les analystes du mouvement communiste, les pays étatistes apparaîtraient aujourd'hui comme des havres, sinon de prospérité, du moins de sécurité. Mais dans la spirale de reproduction élargie, le capitalisme, à partir de ses pôles américain et européen et à travers le monde, a créé de nouveaux besoins, nouveaux produits, nouvelles techniques, nouvelles manières de vivre, de s'habiller, de se déplacer, de se distraire, de se cultiver, de travailler, de produire, d'administrer, d'informer, de contrôler...

Et là demeure la référence.

Déjà Lénine parlait de retard à rattraper. Puis Staline. Et c'était à portée de main puisque le capitalisme était moribond et le socialisme auréolé des promesses d'un avenir radieux. Mais Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev auront encore à assumer ce retard, un retard toujours creusé, malgré les efforts pour le combler, par un adversaire toujours apte à trouver un nouveau souffle, à ouvrir de nouveaux champs, à créer de nouveaux besoins et de nouvelles attentes pour les satisfaire par de nouvelles marchandises — opportunités pour de nouvelles productions et de nouvelles sources de profit.

Inlassable « créativité destructrice » du capitalisme face à laquelle l'inertie timorée des bureaucrates révèle son impuissance. Une des premières décisions de Gorbatchev n'a-t-elle pas été d'arrêter la construction de la plus grande usine de tracteurs du monde... qui allait produire massivement, avec des procédés dépassés, des tracteurs d'un modèle vieux de plus de quinze ans ?

Dans un monde immobile, figé dans une stagnation assumée ou subie, les régimes étatistes auraient été capables d'assurer aux dirigeants de l'État les moyens de puissance et, aux populations, des moyens de vie plus ou moins améliorés. Mais dans un monde sans arrêt révolutionné par la dynamique nationale/mondiale du capitalisme, avec de nouveaux besoins, de nouvelles références, de nouvelles aspirations, le système étatiste apparaît handicapé, claudicant, haletant : incapable de suivre. Et une fois épuisé le réservoir des incitations politiques ou matérielles et des sanctions matérielles ou politico-policières, le pouvoir n'a plus guère que la possibilité, à travers les réformes, de chercher une fois encore à rendre plus efficaces les activités étatiques ou à les compléter par la création et l'élargissement d'un secteur marchand et capitaliste.

Ainsi, les pays étatistes :

1°/ se sont bien coupés du système capitalisme mondial et se sont indubitablement singularisés par rapport à lui ;

2°/ ont bien constitué, avec le socle étatique et l'ensemble des gammes d'activités (licites ou illicites) qui l'environnent, des conditions économiques de la reproduction de leurs formations sociales ;

3°/ se sont révélés incapables de suivre la dynamique impulsée par le capitalisme et notamment de répondre aux besoins, aux attentes, aux aspirations qui se sont développés, en leur propre sein, sous l'influence des sociétés capitalistes occidentales.

Les formations sociales étatistes sont donc, dans l'économie mondiale, à la fois singulières, moins directement dépendantes que beaucoup d'autres, mais prises dans un mouvement qui les dépasse et au sein duquel elles se révèlent insuffisamment adaptables et efficaces.

II

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

7

Les tiers-nations sous l'emprise du système mondial

[Retour à la table](#)

Les appellations ne manquent pas : Sud, tiers monde, pays en voie de développement, pays sous-développés, nations prolétaires, pays dépendants, ou dominés, ou pauvres, périphérie et semi-périphérie. Cette pluralité de mots, déjà, est révélatrice des divergences — ou des incertitudes — d'analyse.

Après avoir étudié les pôles capitalistes dominants et l'ensemble étatiste constitué autour de l'URSS, l'idée d'un « troisième ensemble » s'impose : pourquoi dès lors ne pas simplement parler du tiers monde ?

D'abord, parce que cet ensemble n'a plus l'unité — principalement politique et idéologique — qu'il a eue dans les grandes heures de la décolonisation, et dont la conférence de Bandoeng demeure un symbole : différences, divergences, clivages, oppositions, hostilités se sont multipliés ; et il est difficile aujourd'hui de ne pas reconnaître la pluralité des tiers mondes ¹.

Ensuite, parce que, dans le Sud comme au Nord, en Afrique, en Asie, en Amérique latine comme en Europe et en Amérique du Nord, le fait national, l'État-

¹ Le GEMDEV-GIS (groupement d'intérêt scientifique) Économie mondiale, Tiers-Monde, Développement, qui réunit une cinquantaine d'équipes de recherches et de formations doctorales d'universités de la région parisienne, a engagé, en 1987-1988, une réflexion collective sur « l'avenir des tiers mondes » (9, rue Malher, 75004 Paris).

nation donne à la plupart des sociétés leur identité, leurs structures, leurs repères : même si ce qui se passe au niveau du village ou du bidonville, ou de la région, demeure important, le national apparaît de plus en plus comme le cadre essentiel de la reproduction économique et sociale.

Aussi acceptons-nous volontiers l'expression « tiers-nations » que viennent d'utiliser, dans un ouvrage sur les stratégies d'industrialisation, J. De Bandt et P. Hugon [1988].

Les trois quarts de la population du monde ; moins d'un cinquième de la production mondiale. Univers de toutes les pauvretés, des misères, des famines, des endémies, mais aussi terres de fortunes et de grandes promesses, d'inégalités et de contrastes ; hommes, femmes et enfants, sols et sous-sols soumis à toutes les exploitations, jusqu'aux plus dégradantes. Problèmes quotidiens de l'eau potable, du bois de feu ou des conditions sanitaires, déforestation, dégradation des sols, avancée du désert, recul des cultures vivrières à quoi s'ajoutent, venu d'un continent qui n'existe pas, l'économie mondiale, la hausse des prix du pétrole, les surproductions et la chute des cours, la baisse des termes de l'échange, les mouvements du dollar et ceux des taux d'intérêt : surtout pour les pays pris dans l'engrenage de la dette.

Impossible de parler sans simplifier de cette mosaïque de pays, de cette extraordinaire diversité de situations et de dynamiques.

Cherchons donc simplement à dégager les principaux modes d'insertion dans le système de l'économie mondiale, les formes de dépendances — spécialisations subies ou dette — et donc les conditions de la sauvegarde ou de la reconstitution des marges de manœuvre. Mais il ne sera évidemment pas possible d'étudier, pour chaque pays, les forces et les dynamiques sociales, les alliances et les rapports de pouvoir et donc les rapports entre l'État national, les classes dirigeantes et le capital étranger.

Mode d'insertion dans l'économie mondiale

[Retour à la table](#)

Dans le cadre de l'analyse en termes de système national/mondial hiérarchisé, les questions à explorer, pour chaque économie nationale secondaire ou dominée, s'imposent :

- quel degré d'ouverture sur l'extérieur ?
- et, puisqu'on sait que les pôles dominants jouent de deux stratégies d'extraversion : les échanges extérieurs et l'investissement, lesquels sont, pour chaque pays, mis en œuvre ?

- et quelles relations avec les trois pôles ? Lien privilégié avec l'un d'eux, ou liens inégaux avec deux, ou avec les trois ?
- quel type, quel degré de spécialisation ?
- et puisqu'on sait l'importance des rapports de force, cette spécialisation donne-t-elle, ou non, des atouts ?
- mais aussi, quel degré d'endettement, avec quelle capacité de négociation ?

Le fait fondamental qu'il convient de souligner et d'où il faut partir reste le poids secondaire des tiers-nations dans l'économie mondiale capitaliste.

**PART DES TIERS-NATIONS DANS L'ENSEMBLE
DES PAYS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ EN 1983**
(en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	PART DES TIERS-NATIONS DANS			
	Le contrôle des investissements à l'étranger *	Les exportations réalisées	Les importations reçues	Les implantations des investissements à l'étranger *
Moyen Orient	1,2	6,9	6,2	1,1
Afrique	0,4	3,1	3,7	2,3
Amérique latine	0,8	5,9	5,0	12,7
Asie	1,9	8,8	8,8	8,1
Total des tiers-nations	4,3	24,7	23,7	24,2
Ensemble des pays à économie de marché	100,0	100,0	100,0	100,0

* Stocks évalués sur la base des investissements nets cumulés depuis les années 1950.

Source : d'après [FOUQUIN (dir.) 1986], p. 67, et [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. A1 à A7.

Réalisant un peu moins d'un cinquième de la production mondiale, les tiers-nations sont à l'origine de moins d'un vingtième des investissements étrangers réalisés dans le monde : même s'il commence à faire l'objet d'études et de publications, le phénomène des multinationales issues du tiers monde reste, dans les années 1980, marginal ; il est, du fait même de l'inégalité des tiers-nations, appelé à prendre une certaine importance ; mais, puisque des entreprises des principaux pays capitalistes utilisent comme « relais » leurs implantations dans certaines tiers-nations, toute étude sérieuse des multinationales du tiers monde devrait analyser très méthodiquement l'ensemble des liaisons et des filiations les concernant, afin de distinguer celles dont le capital est effectivement détenu

localement et celles qui, en fait, dépendent d'entreprises appartenant à un des pôles capitaliste.

Les tiers-nations participent pour près d'un quart au commerce mondial et reçoivent près d'un quart des investissements étrangers réalisés dans le monde : c'est dire que leur insertion dans l'économie mondiale est forte. Dans le commerce mondial, la participation de l'Asie et du Moyen-Orient est particulièrement importante. Quant aux investissements étrangers, ils vont surtout vers l'Amérique latine et l'Asie.

Outil essentiel pour l'analyse d'une économie dominée, la part de la production contrôlée par l'étranger n'a fait l'objet que de rares études systématiques. La plus récente, à notre connaissance, est celle des Nations-Unies [1983] dont les chiffres concernent les années 1970, et dont les résultats sont repris dans le livre *Investissements directs, coopération internationale et firmes multinationales* [1984] et dans celui publié sous la direction de Michel Fouquin [1986].

PART DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE DE QUELQUES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

[Retour à la table des tableaux](#)

Pays	Emploi (en %)	Valeur brute de la production ou ventes (en %)	Immobilisations fixes (en %)	Capital (en %)
Argentine	10-12 (1970)	31 (1972)	—	37 (1970)
Brésil	30 (1977)	44 (1977)	33 (1977)	31 (1977)
Chili	—	25 (1978)	—	—
Colombie	28 (1970)	43 (1974)	—	—
Inde	13 (1977)	13 (1975)	—	—
Kenya	30-35 (1975)	—	—	—
Corée	10 (1978)	11 (1975)	—	—
Malaisie	40 (1976)	52 (1972)	43 (1976)	38 (1976)
Mexique	21 (1970)	39 (1970)	34 (1970)	—
Pérou	—	25 (1974)	—	34 (1975)
Philippines	7 (1970)	—	—	—
Singapour	58 (1978)	83 (1978)	—	—

Source : [Nations-Unies, 19831, p. 149.

La présence de firmes étrangères dans les tiers-nations est très inégale : presque négligeable dans de nombreux pays non nommés dans ce tableau, elle atteint un niveau record, presque caricatural, à Singapour. Elle est particulièrement forte dans des pays qui, au cours des années 1980, seront présentés comme de

« nouveaux pays industriels » : Singapour notamment, et Hong Kong — la Corée du Sud manifestant, elle, une nette spécificité — et, en Amérique latine, le Brésil et le Mexique. Les firmes sous contrôle étranger réalisaient 92 % des exportations d'articles manufacturés de Singapour en 1978, 43 % de celles du Brésil en 1969 et 34 % de celles du Mexique en 1974 [Nations-Unies 1983, p. 150].

Ces chiffres globaux recouvrent évidemment des situations très différentes selon les secteurs : ainsi, au Brésil en 1977, les sociétés étrangères contrôlaient la totalité de l'industrie automobile, la presque totalité de l'industrie du tabac et plus des deux tiers de plusieurs industries : tracteurs, caoutchouc, verre, produits électriques, matériel de bureau, appareils ménagers, médicaments [Nations-Unies 1983, p. 393].

Des informations plus récentes concernent les « stocks » d'investissements réalisés dans les tiers-nations, ce qui permet de repérer les principaux pays « receveurs » d'investissements étrangers.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR PAYS
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	« Stocks » d'investissements directs étrangers totaux estimés à la fin de 1983	« Stocks » d'actifs nés d'investissements directs** de pays du CAD ¹ à la fin de 1981
Brésil	24,6	17,2
Mexique	13,6	10,3
Singapour	7,9	3,9
Indonésie	6,8	8,6
Malaisie	6,2	3,5
Argentine	5,8	5,6
Venezuela	4,3	4,3
Hong Kong	4,2	3,8
Taiwan	4,0 *	2,3
Chili	3,0	2,0

* Chiffre pour fin 1985, communiqué par J. Lempérière.

** Y compris une évaluation des bénéfices réinvestis.

¹ Comité d'aide au développement de l'OCDE — Organisation de coopération et de développement économique.

Sources : FMI, *Foreign Private Investment in Developing Countries*, Occasional Paper n° 33, janvier 1985, p. 42 ; et OCDE, *Investir dans le tiers monde* (5^e éd. révisée, 1983, Paris, tableau 5).

On trouve là, outre des pays producteurs de pétrole (Indonésie, Malaisie, Venezuela), les principaux pays d'Amérique latine, et trois des « quatre dragons ».

Taiwan, Hong Kong et Singapour. En 1983 les investissements étrangers en Corée du Sud restaient modestes (1,8 milliard de dollars).

**RÉPARTITION DES STOCKS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
(en %)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	En 1983	En 1980
Brésil	17	10,8
Mexique	10	8,8
Singapour	6	5,4
Indonésie	5	2,4
Malaisie	4	3,8
Argentine	4	3,2
Venezuela	3	3,6
Hong Kong	3	7,7
Autres	48	54,3

Source : [Banque mondiale 1987], p. 136, et [Nations-Unies 1983].

Ainsi, huit pays — quatre d'Amérique latine et quatre d'Asie — recevaient la moitié des investissements étrangers dans le tiers monde au début des années 1980 : autant que cent dix autres pays.

Les investissements en Amérique latine proviennent principalement des États-Unis : au Mexique pour 80 %, au Venezuela pour 73 %, en Argentine pour 51 % et au Brésil pour 48 %. Les investissements en Asie provenaient, au début des années 1980, principalement des États-Unis et de Grande-Bretagne ; ces deux pays réalisent environ les trois cinquièmes des investissements tant à Hong Kong qu'à Singapour : les États-Unis, 38 % des investissements en Indonésie et la Grande-Bretagne 40 % des investissements en Malaisie [Nations-Unies 1983, p. 376 et s.]. Le Japon, qui était déjà présent dans ces quatre pays, a, on l'a vu, renforcé son implantation dans cette zone dans la deuxième moitié des années 1980.

D'une manière plus générale, les entreprises filiales de multinationales se répartissaient ainsi en 1980 par pôle d'origine :

**RÉPARTITION PAR PÔLE D'ORIGINE (en %) DU NOMBRE DES FILIALES DES FMN
IMPLANTÉES DANS LE TIERS MONDE**

[Retour à la table des tableaux](#)

Zone d'implan- tation	Amérique latine	Afrique	Moyen- Orient	Asie de l'Est et du Sud- Est	Ensemble pays en développement
Pôles d'origine					
États-Unis/ Canada	65,4	16,7	38,0	34,3	44,3
Europe occident.	30,2	77,0	57,9	39,8	42,6
Japon	3,5	1,4	3,0	12,6	6,4
Autres	0,9	4,9	1,1	13,3	6,7
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : d'après [Nations-Unies, 1983], p. 40.

Prédominance nord-américaine en Amérique latine, avec une présence européenne non négligeable. Double présence, européenne et nord-américaine, au Moyen-Orient et en Asie de l'Est et du Sud-Est. Forte prédominance européenne en Afrique. La Grande-Bretagne apparaît partout comme le premier pays européen investisseur, avec 40 % des investissements totaux en Afrique, 26 % au Moyen-Orient et en Asie, 10 % en Amérique latine ; la France n'est présente significativement qu'en Afrique (18 % des investissements totaux).

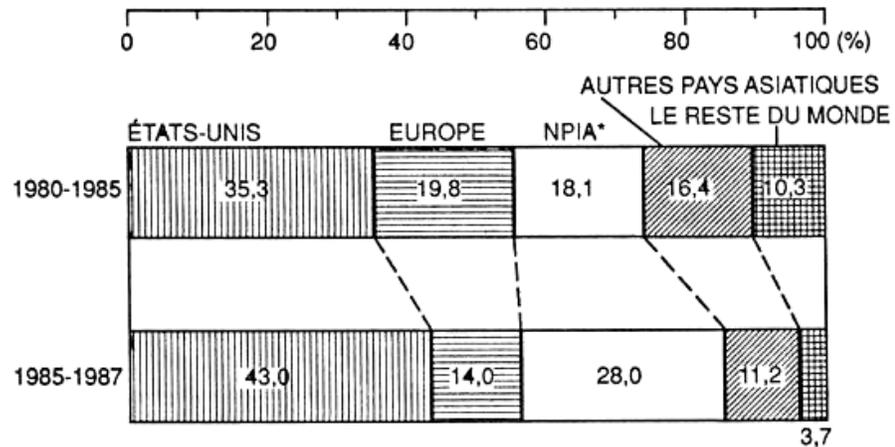
Point de vue complémentaire : la plupart des capitalismes dominants n'ont qu'une faible part (entre un cinquième et un tiers) de leurs investissements extérieurs dans le tiers monde. Principale exception, le Japon, qui avait, à la fin des années 1970, presque les trois cinquièmes de ses investissements dans le tiers monde — dont 42 % en Asie (soit autant que dans les pays capitalistes) ; schéma semblable pour l'Australie qui a 44 % de ses investissements dans le tiers monde, dont 40 % en Asie, pour Hong Kong (respectivement 55 et 31 %), la Malaisie (respectivement 60 et 55 %), Singapour (respectivement 83 et 81 %) [Nations-Unies 1983, p. 39] : chiffres qui suggèrent tous la constitution d'un espace économique capitaliste de l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Au cours des années 1980, les flux d'investissements internationaux se sont renforcés entre les trois pôles capitalistes, reculant donc, en importance relative, en direction du tiers monde — à la seule mais non négligeable exception, une fois encore, des investissements japonais qui ont continué à progresser vers les grands pays du tiers monde, et d'abord en Asie : en 1980-1985, 34,5 des investissements extérieurs du Japon étaient réalisés en Asie (dont 18,1 % dans les NPI) ; en 1985-

1986, ces pourcentages étaient respectivement de 39,2 % et 28 % [IPSHU, n° 14, avril 1988, p. 48].

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
DU NOMBRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS INDUSTRIELS JAPONAIS**

[Retour à la table des schémas](#)



Source : [IPSHU, n° 14, avril 1988], p. 48.

À côté des investissements étrangers, les échanges internationaux constituent la deuxième forme d'insertion dans l'économie mondiale — et la plus commune puisqu'elle concerne chaque pays.

Les polarisations sont plus atténuées et diffèrent légèrement de celles des investissements internationaux.

**RÉPARTITION PAR DESTINATION (en %)
DES EXPORTATIONS DES GRANDES RÉGIONS DU TIERS MONDE EN 1984**

[Retour à la table des tableaux](#)

Zone d'exportation \ Vers	Amérique latine	Afrique	Moyen-Orient	Asie	Ensemble des pays en développement
États-Unis	40,4	17,9	6,0	22,6	20,0
Europe	22,2	46,7	29,3	13,3	25,5
Japon	5,2	3,4	22,8	18,6	13,4
Autres	32,2	32,0	41,9	45,5	41,1
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : FMI, *Staff Studies for the World Economic Outlook*, juillet 1986, p. 156.

On retrouve certes les fortes polarisations de l'Amérique latine par rapport aux États-Unis, et de l'Afrique par rapport à l'Europe. Quant au Moyen-Orient, il apparaît lié, à travers ses exportations, à l'Europe et au Japon, tandis que l'Asie est la zone ayant la plus grande diversification géographique de ses échanges.

En outre, doit être pris en compte le poids relatif des exportations par rapport à l'économie de chaque pays : d'une manière générale, l'insertion du tiers monde dans le système mondial s'est renforcée ; en effet le poids relatif des exportations par rapport à la production des tiers-nations est passé de 15,5 % en 1950 à 23,8 % en 1982 ¹ ; la tendance inverse semble cependant être apparue au cours de la première moitié des années 1980.

**PAYS CLASSÉS SELON L'IMPORTANCE RELATIVE DES EXPORTATIONS
PAR RAPPORT AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT EN 1985**
(chiffre placé après le nom du pays, en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

Exportations en % du P.I.B.	AMÉRIQUE LATINE	AFRIQUE	MOYEN-ORIENT	ASIE/OCÉANIE
Plus de 80 %				<u>Hong Kong</u> 106 <u>Singapour</u>
Plus de 60 %		Mauritanie 60	<u>Émirats Arabes Unis</u> 60 <u>Koweït</u> 60	
Plus de 40 %	Jamaïque 55	Congo (RP) 56 Côte d'Ivoire 46 Libéria 43 <u>Libye</u> 40	<u>Arabie Saoudite</u> 40	<u>Malaisie</u> 55 <u>Taiwan</u> 55 * Papouasie 44
Plus de 30%	Panama 36 Costa Rica 32	Zambie 39 Zaire 39 Cameroun 35 Tunisie 33 Sénégal 31		<u>Corée du Sud</u> 36
Plus de 20%	Chili 29 Rép. Dominic. 28 Honduras 27 <u>Venezuela</u> 27 Équateur 27 Uruguay 25	Égypte 27 Maroc 27 Zimbabwe 26 Guinée 25 Kenya 25 <u>Algérie</u> 24		<u>Thaïlande</u> 27 Sri Lanka 26 <u>Indonésie</u> 23 Philippines 22

¹ [World Commission... 1987], p. 79.

Exportations en % du P.I.B.	AMÉRIQUE LATINE	AFRIQUE	MOYEN-ORIENT	ASIE/OCÉANIE
Plus de 20 %	Salvador 23 Pérou 22 Paraguay 21			
Plus de 10 %	Guatemala 19 Bolivie 18 Haïti 16 <u>Mexique</u> 16 <u>Argentine</u> 15 Colombie 15 <u>Brésil</u> 14 Nicaragua 14	Niger 17 <u>Nigéria</u> 17 Madagascar 14 Ghana 13 Éthiopie 12 Soudan 10	Syrie 11	<u>Chine</u> 11 Pakistan 11
Moins de 10 %		Tanzanie 7		<u>Inde</u> 6 Birmanie 6 Bangladesh 6

* Information communiquée par J. Lempérière.

Note : les pays dont les exportations en 1985 se situaient entre 20 et 50 milliards de dollars sont soulignés de deux traits (ils sont parmi les 23 premiers exportateurs mondiaux) ; entre 10 et 20 milliards d'exportations les pays sont soulignés d'un trait (ils sont parmi les 44 premiers exportateurs mondiaux) ; entre 5 et 10 milliards d'exportations, les pays sont soulignés en pointillés (ils sont parmi les 53 premiers exportateurs mondiaux). D'après [GATT 1986], p. 160-161.

Source : [Banque mondiale, 1987], p. 240-241.

Parmi les 23 premiers exportateurs mondiaux, se trouvent 8 tiers-nations :

- les « quatre nouveaux pays industriels » d'Asie, les « quatre dragons », Hong Kong et Singapour d'une part, Taïwan et la Corée du Sud de l'autre ; les deux premiers apparaissent principalement comme des « territoires-ateliers », où prédominent les investissements étrangers et où, compte tenu des réexportations, le commerce extérieur peut être supérieur au produit intérieur ; les deux autres ont une autonomie, une dynamique spécifique, qui les fait plus ressembler à de possibles « Japon » ;

- un pays producteur de pétrole : l'Arabie saoudite ;

- deux « pays continents » du tiers monde : la Chine avec sa propre dynamique et une entière spécificité ; le Brésil, pays original, conservant une large marge d'autonomie, malgré son endettement et la forte présence de firmes étrangères ;

- et le Mexique, de plus en plus intégré, on l'a vu, dans l'ensemble nord-américain.

Les dix pays du tiers monde dont les exportations se situent entre 10 et 20 milliards de dollars sont tous exportateurs de pétrole : Indonésie, Malaisie, Émirats arabes unis, Nigéria, Irak, Venezuela, Iran, Algérie, Libye et Koweït (en les classant par ordre décroissant de leurs exportations en 1985).

Et parmi les pays dont les exportations se situent entre 5 et 10 milliards de dollars, un autre « pays continent » du tiers monde, l'Inde, et deux pays exportateurs de produits primaires, l'Argentine et la Thaïlande.

Ainsi, sur la double base de ces premières indications et de nos analyses antérieures s'esquissent des modes d'insertion dans l'économie mondiale différents pour :

- les pays exportateurs de pétrole ;
- les pays exportateurs de produits primaires ;
- les « pays continents » du tiers monde ;
- les « nouveaux pays industriels » d'Asie.

Et donc, au moins autant que l'intensité des échanges, le degré et le type de spécialisation peut être, ou non, facteur de dépendance.

Degrés et type de spécialisation

[Retour à la table](#)

Ces deux aspects peuvent être assez facilement saisis.

La CNUCED établit, sur la base d'une nomenclature à 182 produits, un indice de concentration des exportations : proche de 1, il indique une très forte concentration et proche de 0 une diversification.

D'autre part, on peut, à partir des enseignements des chapitres précédents, distinguer quatre catégories de pays selon que :

- ils réalisent la majorité de leurs exportations dans une catégorie de produits :
 - énergie (1),
 - produits de base, agricoles et alimentaires ou miniers (2),
 - produits manufacturés (3),
- ou au contraire ils ne réalisent plus de 50 % de leurs exportations dans aucune de ces catégories (4).

Le croisement de ces deux critères confirme la typologie que nous avons progressivement esquissée.

PAYS CLASSÉS SELON LA NATURE ET LE DEGRÉ DE SPÉCIALISATION

[Retour à la table des tableaux](#)

Concentration des exportations	EXPORTATIONS MAJORITAIRES EN :			Pas de catégorie d'exportation supér. à 50 %
	Énergie	Produits de bas agr. ou miniers	Produits manufacturés	
FORTE (indice supérieur à 0,650)	Irak Iran Nigéria Antilles néerl. Libye Oman Arabie saoud. Angola Qatar Bahreïn Émirats ar. unis Congo Gabon Brunei	<u>Zambie</u> <u>Niger</u> <u>Cuba</u> <u>Mauritanie</u>		
MOYENNE (indice compris entre 0,351 et 0,650)	Venezuela Koweït Indonésie Algérie Trinité et Tobago Syrie Équateur Mexique Égypte	<u>Libéria</u> <u>Éthiopie</u> <u>Ghana</u> <u>Papouasie</u> <u>Colombie</u> <u>Salvador</u> <u>Rép. Dominic.</u> <u>Zaire</u> <u>Costa Rica</u> <u>Nicaragua</u> <u>Sri Lanka</u> <u>Honduras</u> <u>Tanzanie</u>	Jamaïque	Bolivie Cameroun Tunisie
FAIBLE (indice inférieur à 0,350)		<u>Panama</u> <u>Chili</u> Soudan Kénya Côte d'Ivoire Zimbabwe Guatémala Uruguay Maroc Argentine Thaïlande	Bangladesh Hong Kong Singapour Pakistan Corée du Sud Inde Taiwan *	Sénégal Malaisie Philippines Pérou Brésil

* Complément d'information communiqué par J. Lempérière.

Source : d'après [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 244-247 et 136-159.

Parmi les pays producteurs et exportateurs de pétrole, se trouvent à la fois les pays du Moyen-Orient évidemment, de petits pays d'Afrique et d'Amérique latine, mais aussi des pays régionaux importants pour lesquels les exportations pétrolières occupent une forte place (Nigéria, Indonésie, Algérie, Mexique, Égypte).

Les pays producteurs de produits de base, agricoles et alimentaires, d'une part, et miniers, de l'autre, sont principalement des pays d'Afrique et d'Amérique latine ; parmi eux, deux pays régionaux importants (Argentine et Maroc).

Les pays exportant en majorité des produits manufacturés sont peu nombreux :

- un « pays continent » du tiers monde, l'Inde ;
- les « quatre dragons » de l'Asie ;
- le Bangladesh, le Pakistan et la Jamaïque.

Les huit pays de la quatrième colonne sont « à cheval » sur deux ou trois catégories :

- exportateurs d'énergie pour six d'entre eux, et de produits miniers (Bolivie), de produits agricoles (Cameroun, Sénégal), de produits miniers et agricoles (Pérou), de produits manufacturés (Tunisie), de produits agricoles et manufacturés (Malaisie) ;
- exportateurs de produits manufacturés et de produits agricoles : Philippines et Brésil — autre « pays continent » du tiers monde —, avec aussi la Chine (non présente dans les tableaux utilisés et qui se trouve dans une situation analogue).

Il ne s'agit, bien sûr que d'une photographie : en ce domaine les évolutions peuvent être rapides et certains pays développent rapidement leurs exportations de produits manufacturés (Maroc et Thaïlande notamment).

D'un point de vue légèrement différent, deux types de pays se révèlent :

- les pays à très faible ou faible diversification des exportations (principalement exportateurs de pétrole et de produits de base) ;
- les pays à exportations plus diversifiées (pays continents du tiers monde, nouveaux pays industriels, pays régionaux importants, plus quelques producteurs de produits de base ayant amorcé une industrialisation).

Si l'on examine de plus près les pays exportateurs de produits manufacturés :

- l'un, la Jamaïque, a des exportations peu importantes, majoritairement composées de produits chimiques ;

- deux ont des exportations majoritairement composées de textiles et de vêtements : le Bangladesh (qui approvisionne les États-Unis, le Japon et Singapour), et le Pakistan (qui vend au Japon et à l'Arabie saoudite et aux États-Unis) (d'après [Banque mondiale 1983-1984], p. 962) ;
- et finalement, les seuls qui aient des exportations réellement diversifiées sont, d'une part les « quatre dragons », et d'autre part les trois « pays continents » du tiers monde — même si les textiles et vêtements représentent le quart des exportations de l'Inde et de la Chine.

Au total, du point de vue des spécialisations, cinq grands types se dégagent clairement :

1. pays spécialisés dans les exportations d'énergie ;
2. pays spécialisés dans les exportations de produits de base ;
3. pays spécialisés dans une catégorie de produits manufacturés ;
4. nouveaux pays industriels d'Asie (les « quatre dragons »)
5. pays continents du tiers monde (Chine, Inde, Brésil).

Les pays des deux premières catégories sont très dépendants des marchés (demande mondiale, offre, cours) de « leur(s) » produit(s) ; et l'analyse de leur situation passe par l'analyse des rapports de force sur ce(s) marché(s) (degré d'organisation, poids des firmes de négoce et/ou de transformation, rôle des États producteurs et/ou consommateurs, compte tenu du caractère propre du produit).

Les pays de la troisième catégorie sont tributaires des pays clients avec, très probablement, un rôle majeur de firmes multinationales qui, soit interviennent directement, soit utilisent en sous-traitance des firmes locales.

Restent donc les quatre « nouveaux pays industriels » d'Asie et les trois « pays continents » du tiers monde : sept pays ayant une dynamique appréciable comme producteurs et exportateurs de produits manufacturés. Ces deux catégories ont de nettes spécificités, sans pourtant que les frontières soient toujours absolument indiscutables : en témoigne l'usage « à géométrie très variable » qui est faite de l'expression de « nouveaux pays industriels » ; en témoigne aussi le rapprochement de ces deux catégories et de quelques « pays régionaux importants ».

Par l'importance de leur production manufacturière, la Chine et le Brésil se distinguent, avec le Mexique, d'un peloton où se retrouvent l'Inde, la Corée du Sud et Taiwan. Mais pour l'importance des exportations manufacturières, c'est la Corée du Sud et Taiwan qui arrivent en tête (avec environ 25 milliards de dollars en

1985), suivies de Hong Kong (15 milliards en 1985), la Chine (12 milliards en 1984) et Singapour (11 milliards en 1985) ¹.

**PRODUCTION ET EXPORTATIONS MANUFACTURIÈRES
DANS TROIS CATÉGORIES DE PAYS DU TIERS MONDE**

[Retour à la table des tableaux](#)

	VAM * en 1984 (milliards de dollars)	Rapport VAM/PIB en % en 1984	Part dans les exportations ***, en %, des prod. manufacturés	dont :	
				MMT **	Textiles vêtements
Pays continents					
Brésil	56,9	30	31,9	13,9	5,0
Inde	27,1	17	58,5	8,3	24,4
Chine	152,7	54	47,2	5,7	27,7
NIP d'Asie					
Corée du Sud	21,8	26	85,3	36,4	23,4
Hong Kong	6,9	23	95,0	21,4	40,6
Singapour	3,5	19	50,3	32,5	4,0
Taiwan	20,9	36	90,5
Pays régionaux importants					
Argentine	12,7	17	15,2	4,7	4,0
Mexique	41,3	24	15,1	7,7	1,4
Indonésie	9,6	12	10,0	1,0	2,3
Malaisie	6,1	21	24,6	17,2	2,9
Philippines	9,3	28	24,3	5,1	7,8
Thaïlande	7,8	19	32,8	6,9	13,6

* VAM : valeur ajoutée manufacturière

** MMT : machines et matériel de transport

*** Années variables selon les pays, comprises entre 1981 et 1985.

Sources : [Marc HUMBERT (dir.), 19881, p. 349 ; [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. 136, s., et, pour Taiwan [OCDE 1988], p. 14 et 15.

C'est, avec la croissance récente et rapide de leur production manufacturière, la structure des échanges extérieurs qui caractérise le plus nettement les « nouveaux pays industriels » d'Asie : forte part des exportations de produits manufacturés et poids important du poste « machines et matériels de transport ».

Les quatre « nouveaux pays industriels » d'Asie faisaient, en 1965, 1,2 % des exportations de produits manufacturés de l'ensemble des pays capitalistes ; ils en

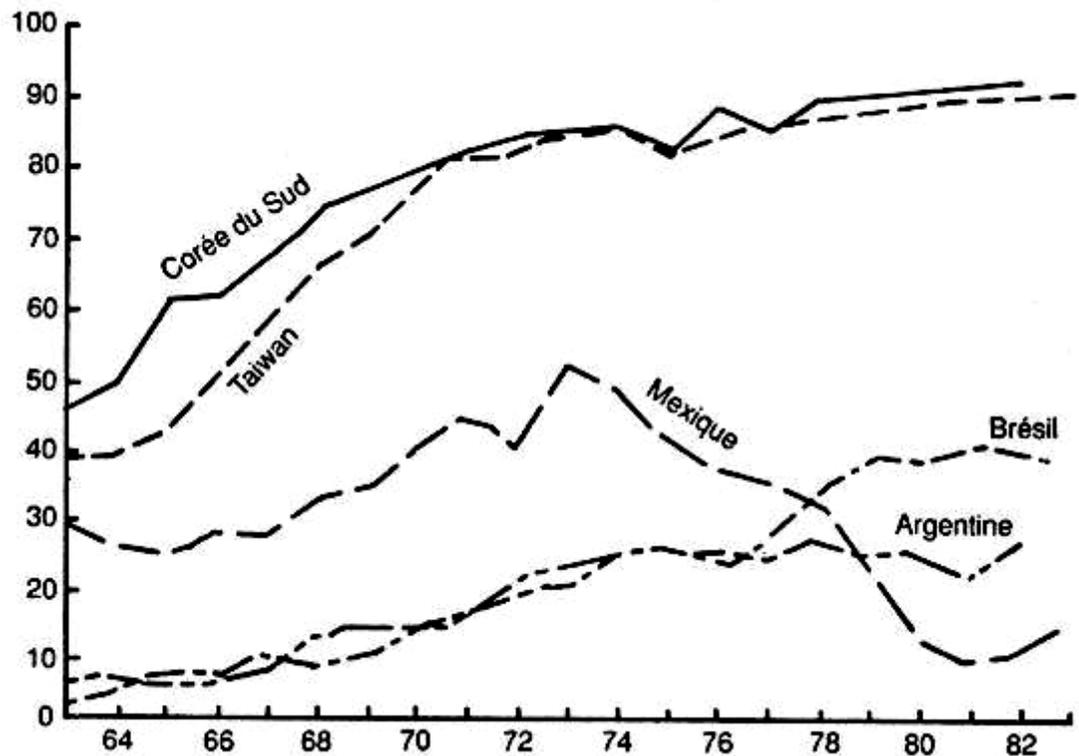
¹ [CNUCED suppl., 1986, 1987], p. 136 s. et, pour Taiwan, [OCDE 1988], p. 14 et 15.

font, en 1984, presque 8 % : Taiwan 2,6 %, la Corée du Sud 2,5 %, Hong Kong 1,6 % et Singapour 1,2 % [OCDE 1988, p. 14] ; en comparaison, les exportations de produits manufacturés des « pays continents » du tiers monde restent modestes : 0,5 % des exportations de l'ensemble des pays capitalistes pour l'Inde, 0,7 % pour le Brésil et — indication de l'ordre de grandeur — 1,2 % pour la Chine.

La proportion des produits manufacturés dans le total des exportations est particulièrement importante dans les NPIA — nouveaux pays industriels d'Asie.

**PART DES PRODUITS INDUSTRIELS EXPORTÉS DANS
L'EXPORTATION TOTALE (1963-1983)**

[Retour à la table des schémas](#)



Source : [IPSHU n° 14, avril 1988], p. 51.

Dans ces exportations, celles de produits textiles et vêtements sont importantes pour Hong Kong, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud ; celles des machines et matériels de transport pour la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong, mais aussi pour la Malaisie et le Brésil.

Particulièrement révélateur est le développement de l'industrie électronique dans ces pays.

**PRODUCTION ET EXPORTATIONS INFORMATIQUES
DANS TROIS CATÉGORIES DE PAYS DU TIERS MONDE
DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DES ANNÉES 1980 ***

[Retour à la table des tableaux](#)

	Production électronique (en millions de dollars)	Emplois dans l'électronique (milliers)	Exportations électroniques (millions de dollars)
Pays continents			
Brésil	4 660	200	440
Inde	1 200	...	114
Chine	7 000	800	...
NIP d'Asie			
Corée du Sud	7 285	217	4 352
Hong Kong	3 465	90	2 800
Singapour	4 429	67	1 927
Taiwan	7 292	255	5 407
Pays régionaux importants			
Argentine	600	20	117
Mexique	1 700	50	176
Indonésie	555	25	...
Malaisie	1 900	80	...
Philippines	410	40	...
Thaïlande	600	40	...

* Années variables selon les pays, comprises entre 1980 et 1985.

Source : [Marc HUMBERT (dir.), 1988], p. 349.

Les nouveaux pays industriels d'Asie se distinguent à la fois par l'importance de leur production électronique (presque double, pour les quatre pris ensemble, de celle des trois « pays continents ») et par la forte proportion des exportations par rapport à cette production : les quatre cinquièmes pour Hong Kong, les trois quarts pour Taiwan, les trois cinquièmes pour la Corée du Sud et 44 % pour Singapour.

Au contraire, l'Inde et le Brésil n'exportent que le dixième de leur production, qui est donc, pour l'essentiel, destinée au marché intérieur. On retrouve là évidemment la différence entre les « quatre dragons » — à la fois ateliers d'entreprises japonaises ou états-unisiennes, sous-traitantes, et firmes travaillant pour les marchés des pays riches — et les « pays continents », qui, nécessairement, ont une orientation plus intravertie.

Plus profondément on trouve des stratégies nationales mêlant points communs et différences essentielles ¹.

Partout l'intervention de l'État, avec les politiques industrielles générales, bien sûr, mais aussi des politiques spécifiques : loi de 1969 sur la promotion de l'industrie électronique en Corée du Sud ; politique active de formation de la main-d'œuvre à Singapour ; création de la Commission de coordination des activités de traitement des données en 1975, puis du Secrétariat d'État à l'informatique en 1979 au Brésil ; classement de l'électronique parmi les industries prioritaires en Chine et fixation d'objectifs très ambitieux en 1984-1985, pour le VII^e plan, en Inde...

Partout un mélange, très variable, d'alliances avec des firmes étrangères et de protectionnisme. C'est évidemment en Chine et en Inde que prédominent un protectionnisme pesant et un fort interventionnisme d'État, avec un contrôle tant sur les accords avec les firmes étrangères que sur les échanges extérieurs. Au Brésil et en Corée du Sud, on trouve ensemble une large ouverture aux firmes étrangères et un protectionnisme visant à empêcher l'importation d'une large gamme de matériels : ainsi, au début des années 1980, la moitié des exportations brésiliennes de produits électroniques étaient réalisées par des firmes étrangères ; et le quart de l'emploi dans l'électronique en Corée du Sud se situait dans des firmes états-unisiennes et japonaises — à quoi s'ajoutaient de très nombreux accords entre firmes coréennes et firmes étrangères, japonaises notamment.

C'est à Singapour que l'ouverture extérieure est la plus nette ; l'effort de formation y a été mené en relation soit avec de grandes firmes mondiales (IBM, ICL), soit avec des gouvernements (Japon, Grande-Bretagne, France) ; la place des entreprises étrangères est importante : sur 67 000 salariés de l'électronique, les trois quarts au moins travaillent dans des firmes sous contrôle étranger (20 000 environ dans des filiales des États-Unis et 28 000 dans des filiales japonaises) (*Cahiers d'économie mondiale*, Centre de développement, université de Rennes, janvier-juin 1987, p. 103) ; mais une politique de spécialisation nationale a été engagée : mécanique de précision, test de circuits intégrés, péri-informatique, bureautique, électronique grand public.

Sans atteindre partout ce niveau, la production étrangère — dimension essentielle de l'analyse « nationale/mondiale » des pays dépendants de l'ensemble du système — est importante dans l'ensemble des industries électroniques d'Asie de l'Est et du Sud : en témoigne la part relative de l'emploi dans des firmes contrôlées par l'étranger, très forte en Malaisie comme à Singapour, forte aux Philippines et à Taiwan, plus limitée en Indonésie et en Corée du Sud.

¹ Ce passage s'appuie sur l'étude de Jean-Louis PERRAULT et Robert TROUVILLE sur l'industrialisation dans l'électronique dans les pays en développement, *Cahiers* du Centre de développement de l'université de Rennes, janvier-juin 1986, p. 45-75.

EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE DE QUELQUES TIERS-NATIONS
(en milliers)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Emploi total (1)	Emploi dans des		Indicateur d'emploi étr. (2) + (3)/(1)
		Filiales japonaises (2)	Filiales des E.U. (2)	
NIP d'Asie				
Corée du Sud *	180	38	8	0,26
Hong Kong *	94	2	19	0,22
Singapour	67***	28***	20**	0,74 ^e
Taiwan *	230	54	48	0,44
Pays régionaux importants				
Indonésie	25**	2***	6,5**	0,34
Malaisie	80***	19***	43**	0,83 ^e
Philippines	40**	4***	17**	0,52
Thaïlande	30***	...	7**	...

* 1979.

** 1982.

*** 1985.

^e : estimation.

Source : d'après les *Cahiers* de janvier-juin 1986 (p. 67) et les *Cahiers d'économie mondiale* de janvier-juin 1987 (p. 103), déjà cités.

Particulièrement nette est la prédominance de la présence japonaise en Corée du Sud et à Singapour, alors qu'au contraire la présence des filiales des États-Unis est plus forte à Hong Kong, en Malaisie, aux Philippines et en Indonésie.

L'enchaînement de la dette

[Retour à la table](#)

L'enchaînement par la dette s'est mis en place, puis s'est resserré, à la manière d'un nœud coulant.

Au départ, dans les années 1970, rien de bien dramatique : des pays en pleine modernisation (équipement et industrialisation) avaient besoin de financement ; le choc pétrolier avait suscité de forts déséquilibres : déficits ici, excédents, et donc moyens financiers à recycler, là : les banques étaient à la recherche d'opérations fructueuses. Les prêts se multiplient donc, et d'autant plus que, dans les années 1970, sur la base des prix à l'exportation des pays en développement, les taux d'intérêt réels sont négatifs [IFRI 1987, p. 175]. Rien donc, apparemment que de

très normal, même si, *a posteriori*, il est possible d'observer que chacun a été quelque peu imprudent.

Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, établissait ainsi, en 1984, le partage des responsabilités :

- « — banquiers pressés d'adapter leurs activités de prêts à l'hyperliquidité des marchés et trop facilement rassurés par quelques mythes fondateurs de l'économie d'endettement, tels que le "parapluie soviétique" protégeant les économies de l'Est ou l'insubmersibilité des pays pétroliers ;
- gouvernements créanciers lancés dans la surenchère mercantile des crédits à l'exportation ;
- gouvernements emprunteurs affectant trop souvent ces prêts à des projets mal étudiés et à rentabilité trop éloignée, sinon à des dépenses improductives ;
- organismes internationaux trop rapidement satisfaits de voir les banques commerciales contribuer ainsi au financement de plans de développement disproportionnés par rapport aux ressources concessionnelles disponibles qui stagnent loin en deçà de l'objectif de 0,70 % adopté par les Nations-Unies ;
- organismes de contrôle, enfin, trop longtemps passifs devant cette envolée des crédits » (*Politique internationale*, hiver 1984-1985, p. 50).

Brutalement, le nœud va à la fois se renforcer et se resserrer.

Il se renforce avec le deuxième choc pétrolier — nouveaux excédents et déficits aggravés — et avec le ralentissement de l'activité dans les pays capitalistes riches qui pousse les banques à rechercher plus intensément des clients dans les pays en développement.

Il se resserre brutalement, dans les années 1980, avec la hausse du dollar, la hausse des taux d'intérêt, le ralentissement des investissements directs du Nord dans le Sud et la stagnation, voire le recul, des exportations des pays en développement vers les pays riches : en bref, une charge (de remboursement de la dette et de paiement des intérêts) alourdie, alors que les recettes (d'exportation notamment) sont amputées (voir par exemple [Arnaud 1984, nouvelle éd. 1988], chap. 3 et 4). Ainsi, compte tenu de l'évolution des prix à l'exportation des pays en développement et de l'envolée des taux d'intérêt nominaux, les taux d'intérêt réels payés par les pays du tiers monde endettés dans les années 1980 se situent entre 10 et 20 % [IFRI 1987, p. 175].

Telles sont les principales causes immédiates de la crise de l'endettement international des années 1980 ; mais il y a, bien sûr, des racines plus profondes que Georges Corm a très tôt fait ressortir [*Dettes et développement* 1982, p. 71, s.] : conceptions vulgaires et mimétiques des politiques de développement, conduisant à une double dépendance technologique et financière ; avec, localement, les responsabilités mêlées des acteurs politiques, des organes de planification, des organismes financiers et des structures d'enseignement ; et avec, fondamentalement, « la séquence : désir d'acculturation — transfert brut de technologie — endettement » (*idem*, p. 93).

Selon les estimations de la Banque mondiale [1987, p. 21], les encours de la dette publique et privée à long terme continuent de croître de 1980 à 1986. La part de la dette privée est restée pendant toute cette période comprise entre 63 et 66 %. Pratiquement tous les indicateurs montrent que le poids de la dette, comme la charge du service de la dette continuent de s'alourdir.

INDICATEURS DE LA DETTE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1980-1986
(pourcentage, sauf indication contraire)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Dettes/PNB	20,6	22,4	26,3	31,4	33,0	35,8	35,4
Dettes/exportations	90,0	98,0	117,6	134,8	121,2	143,7	144,5
Ratio du service de la dette	16,0	17,5	20,6	19,4	19,5	21,4	22,3
Service de la dette/PNB	3,7	4,0	4,6	4,5	4,9	5,3	5,5
Intérêts/exportations	6,9	8,3	10,4	10,1	10,3	10,8	10,7
Encours total de la dette (montants décaissés et non amortis) (milliards de dollars)	428,6	490,8	551,1	631,5	673,2	727,7	753,4
Dettes privées en pourcentage de la dette totale	63,1	64,5	65,0	65,8	65,7	63,9	63,5

Note : les données reposent sur un échantillon de 90 pays en développement. Les chiffres pour 1986 sont des estimations.

Source : [Banque mondiale 1987], p. 21.

Si l'on prend l'ensemble des pays du tiers monde, le total de la dette extérieure, qui était de 750 milliards de dollars en 1981, a dépassé 1 000 milliards en 1985, et approché 1 200 en 1987. Les remboursements annuels (amortissement et intérêts) sont passés de 100 milliards en 1984 à 120 en 1987.

STRUCTURE DE LA DETTE TOTALE DU TIERS MONDE, 1981-1987
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1981	1984	1985	1986	1987
Dettes à long terme	498	714	784	871	930
Dettes à court terme	159	130	128	110	113
Crédits FMI	15	33	38	40	42
	-----	-----	-----	-----	-----
Total dette extérieure	755	958	1038	1120	1190

Source : [CLERC 19881, p. 174.

On connaît une des caractéristiques de cette dette : le fait qu'elle est concentrée sur un petit nombre de grands et moyens pays ; en 1984-1985, les douze pays portant les dettes les plus lourdes en valeur absolue supportaient presque les trois cinquièmes de l'ensemble des encours : parmi eux, deux « pays continents » du tiers monde, le Brésil et l'Inde, mais aussi « pays régionaux importants », Mexique et Argentine, Indonésie, Malaisie et Philippines, Algérie, ainsi que la Corée du Sud.

Mais on néglige trop souvent le fait que presque tous les pays du tiers monde ont à supporter le fardeau de la dette extérieure : sur les cent trente-deux pays et territoires pour lesquels la CNUCED ([suppl. 1986, 1987], p. 408) donne les informations, quatre-vingt-six ont un service de la dette supérieur à 10 % de leurs exportations de biens et services (parmi lesquels seize ont un service de la dette supérieur à 33 % des exportations). Parmi ces pays, pour lesquels la charge de la dette est relativement très pesante, se trouvent à la fois des grands et moyens pays (Brésil, Mexique, Égypte, Algérie, Maroc et Chili), mais aussi des pays de dimension modeste ou petite (Costa Rica, Bolivie, Jamaïque, Uruguay, Birmanie, Zambie, République populaire du Congo). Et si ce problème concerne de manière plus grave les pays d'Amérique latine et d'Afrique, il touche aussi nombre de pays d'Asie : seuls y ont échappé, dans la première moitié des années 1980, les pays exportateurs de pétrole les plus riches et les « nouveaux pays industriels » d'Asie, à l'exception de la Corée du Sud, laquelle a d'ailleurs réagi avec vigueur pour ne pas se laisser prendre dans l'engrenage de l'endettement.

LES GRANDES DETTES EXTÉRIEURES NATIONALES EN 1984 ET 1985
(dettes supérieures à 20 milliards de dollars en 1985)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Montant total de la dette (en milliards de dollars)		Rapport du service de la dette aux exportations de biens et services (en %)	
	Dettes active totale 1984 (1)	Dettes à long terme totale 1985 (2)	1984 (1)	1985 (2)
Brésil	86	91	46,6	34,8
Mexique	75	89	37,6	48,2
Irak	5	75 +	8,6	...
Argentine	31	40	31,9	...
Corée du Sud	27	36	15,5	25,5
Indonésie	26	30	16,1	25,1
Inde	24	30	12,9	12,7
Venezuela	18	22	16,1	...
Égypte	22	18,5	47,6	33,6

NB : les chiffres n'étant pas homogènes, on ne peut, à partir de ce tableau, dégager d'évolution significative 1984-1985.

Sources : (1) [CNUCED, suppl. 1986, 1987], p. 408-415 ; (2) [Banque mondiale 1987], p. 266-267 et, pour les chiffres manquant dans cette source, une évaluation, marquée +, tirée de [*L'état du monde 1987-1988*].

**LE FARDEAU DES DETTES EXTÉRIEURES
DES AUTRES TIERS-NATIONS EN 1985**
(entre parenthèses le rapport du service de la dette
aux exportations de biens et services, en %)

<u>Dettes comprises entre 10 et 20 milliards de dollars en 1985</u>		
Malaisie (27,5)	Chili (44,1)	Philippines (19,5)
Maroc (41,8) *	Algérie (33,3)	Nigéria (32,1)
Thaïlande (25,4)	Cuba (5,5) * +	Pérou (16,0)
Colombie (33,4)	Pakistan (30,0)	
<u>Dettes comprises entre 5 et 10 milliards de dollars en 1985</u>		
Équateur (33,0)	Soudan (19,7) * +	Côte d'Ivoire (21,7) *
Chine (5,0) *	Bangladesh (16,7)	Zaïre (36,2) *
Iran (11,0) *		
<u>Dettes comprises entre 1 et 5 milliards de dollars en 1985</u>		
<i>Entre 3 et 5 milliards de dollars</i>	<i>Entre 2 et 3 milliards de dollars</i>	<i>Entre 1 et 2 milliards de dollars</i>
Nicaragua (18,0) *	Birmanie (51,4)	Éthiopie (10,9)
Tunisie (29,6) *	Jamaïque (39,6) *	Paraguay (13,5)
Costa Rica (39,8)	Sri Lanka (14,7)	Zimbabwe (21) *
<u>Dettes comprises entre 1 et 5 milliards de dollars en 1985</u>		
<i>Entre 3 et 5 milliards de dollars</i>	<i>Entre 2 et 3 milliards de dollars</i>	<i>Entre 1 et 2 milliards de dollars</i>
Panama (11,3) *	Uruguay(36,5)	Salvador(18,6)
Hong Kong (2,5) *	Rép. Dominic. (23,1)	Guinée + (20,7)
Bolivie (33,4) *	Syrie(14,8)	Somalie(44,8)
Kenya (23,1) *	Congo RP + (25,6) *	Mauritanie(19)
Zambie (16,2) *	Cameroun(15)	Mali(16,6)
Singapour (1,9) *	Honduras (20)	Gabon + (18,5) *
Tanzani e(17,8) *	Guatémala (22,3)	Libéria(14,5) *
	Madagascar (19,6)	
	Papouasie (27,3)	
	Ghana + (14,5) *	
	Sénégal (9,4)	

Sources : [Banque mondiale 1987], p. 266-267 (chiffres de 1985) et pour les données manquantes dans cette source + évaluation du montant de la dette in [L'état du monde 1987-1988] et * rapport du service de la dette aux exportations tiré de [CNUCED suppl. 1986, 1987], p. 408-415 (chiffres de 1984).

- Pour Cuba, l'évaluation de la dette est : 3,4 milliards à l'égard des pays occidentaux, et 9 milliards à l'égard de l'URSS.

La dette extérieure est un lien de dépendance, qui, pour beaucoup de pays, se surajoute aux autres et vient comme les consolider.

Il faut d'ailleurs souligner que l'endettement extérieur tient à la rencontre de deux facteurs :

- d'une part, les actions et décisions des groupes, couches et classes dirigeantes, dans chaque tiers-nation : décision de poursuivre ou d'intensifier la politique d'équipement et d'industrialisation — avec souvent la poursuite d'intérêts privés immédiats très concrets, et parfois de rapides accroissements de fortunes privées qu'accompagnent des fuites de capitaux (sur lesquelles on reviendra plus loin) ;
- d'autre part, le jeu même de l'économie mondiale avec ses acteurs : les firmes multinationales qui poussent des États ou des entreprises locales à s'endetter, les banques multinationales qui s'activent pour prêter, les organismes internationaux qui suscitent une idéologie du développement et de la modernisation qui favorise la conjonction des décisions des uns et des autres ; mais avec aussi les engrenages, mouvements conjoncturels, chocs et contre-chocs : effets de la hausse du prix du pétrole, puis de la hausse du dollar et de la hausse des taux d'intérêt ; puis, pour les pays pétroliers en cours d'industrialisation, la baisse du cours du pétrole ; et, pour tous, le ralentissement conjoncturel dans les pays capitalistes riches, avec notamment la baisse de leurs importations.

L'ensemble de ces facteurs ont conduit à un alourdissement du service de la dette qu'ont à assumer des tiers-nations et à une nette dégradation de leur situation financière au cours de la première moitié des années 1980.

SERVICE DE LA DETTE ET FINANCEMENT DU TIERS MONDE
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aide publique	36	36	34	34	37	33
Aide privée d'organisations bénévoles	2	2	2	2	3	4
Financements non concessionnels, y compris crédits bancaires	56	69	60	82	49	47
Total des ressources transférées aux pays en développement (1)	94	107	96	118	89	84
Amortissement de la dette	-43	-48	-52	-44	-52	-60
Intérêts de la dette	-46	-64	-72	-67	-71	-74
Total du service de la dette des pays en développement (2)	-89	-112	-124	-111	-123	-134
Excès (+) ou infériorité (-) des ressources transférées (1) par rapport au service de la dette (2)	+5	-5	-28	+7	-34	-50

Source : P. JURGENSEN et D. LEBÈGUE, *op. cit.*, p. 644.

Cette dégradation de la situation financière du tiers monde, résultant de l'alourdissement du service de la dette, a été un des problèmes majeurs des années 1980.

La crainte d'un krach bancaire dû à la banqueroute redoutée d'un grand pays débiteur, la crainte des effets pour le pays lui-même d'une décision unilatérale de ne pas honorer la dette, les craintes engendrées par le krach boursier d'octobre 1987, la crainte que d'autres craquements n'affectent le système financier international, la crainte des conséquences que ne manqueront d'avoir un jour les insupportables déséquilibres états-unisiens, toutes ces craintes jouant ensemble ont conduit :

- les partenaires concernés à négocier des rééchelonnements successifs ;
- les dirigeants de nombreux pays du tiers monde à accepter les politiques d'austérité conseillées ou exigées par le FMI et la Banque mondiale ;
- des dirigeants de pays capitalistes riches à annuler les dettes des pays les plus misérables et à rechercher les voies d'une transition sans drame ;

- et, plus récemment, des détenteurs de créances difficiles, à les brader à la moitié (Brésil, Mexique, Venezuela), au tiers (Argentine, Équateur, Nigéria), voire à moins du dixième de leur valeur nominale (Pérou) ¹.

Inquiétude pour la dette du Mexique, incertitude quant à la politique du Brésil, revendications d'un moratoire général, propositions de renégociations et de rééchelonnement, recherches de solutions de compromis ou de moindre mal, analyses individuelles ou points de vue gouvernementaux : les publications économiques et financières, mais aussi la grande presse ont largement traité du problème de la dette du tiers monde au cours des années 1980.

Cependant, la dette n'est qu'une forme de la dépendance financière des nations dominées.

Pascal Arnaud [1984] a bien dégagé les différents types de financement extérieurs, avec la nature des obligations qu'ils impliquent : d'une part les différents types de prêts, publics ou privés, bi— ou multi-latéraux, à long, moyen ou court terme ; d'autre part, les investissements directs. Au début des années 1970, ces deux sources de financement étaient pour le tiers monde, d'ordres de grandeur comparables ; dans la première moitié des années 1980, la dette est devenue largement prédominante.

**MONTANT DES OBLIGATIONS EXTÉRIEURES DES TIERS-NATIONS
EN FONCTION DES DIFFÉRENTS TYPES DE FINANCEMENT**
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1971	1983	1986
Aide multi- et bilatérale	41	194	211
Bons d'États, obligations, euro-obligations	4	15	45
Prêts des marchés de capitaux (banques)			
— Prêts commerciaux, crédits à l'exp.	26	127	173
— Prêts bancaires, eurocrédits	10	234	465
— Crédits roll-over	10	126	129
Investissements directs	de 50 à 100	de 70 à 130	de 110 à 170

Source : [ARNAUD 1984], p. 12 ; et [ARNAUD, nouvelle éd. 1988], p. 12.

¹ *Fortune*, éd. française, juin 1988, p. 82.

C'est donc l'ensemble des ressources financières du tiers monde et l'ensemble des charges qui en résultent qu'il faut chercher à mesurer.

FINANCEMENTS ET CHARGES FINANCIÈRES DU TIERS MONDE
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	1970	1975	1980	1984
Investissements directs dans les PVD (flux annuel)	2	8	7	13
Revenus payés pour les investissements directs	- 7	- 11	- 26	- 20
SOLDE RELATIF AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS (1)	- 5	- 3	- 19	- 7
Prêts publics reçus par les PVD	7	18	39	63
Autres prêts reçus	6	22	55	28
Total (a)	13	40	94	91
Remboursement des prêts				
— publics	- 3	- 7	- 16	- 30
— autres	- 3	- 10	- 26	- 29
Paiements au titre des intérêts	- 3	- 11	- 47	- 75
Total (b)	- 9	- 28	- 89	- 134
SOLDE (a) + (b) = (2)	4	12	5	- 43
SOLDE GÉNÉRAL (1) + (2)	- 1	+ 9	- 14	- 50

Source : [CNUCED, *Manuel... 1987*], p. 216 s.

Tout au long des années 1970, le revenu des investissements extérieurs directs payés par les pays du tiers monde a été, chaque année, supérieur aux flux d'investissements directs étrangers qui y étaient réalisés. Cet écart s'est encore creusé dans les années 1980.

Pour la dette, si la charge des remboursements a « accompagné » la progression des montants des prêts accordés, le fardeau des intérêts, lui, s'est brusquement alourdi — pour les raisons exposées plus haut — au cours de la première moitié des années 1980.

Au total, non seulement il y a aggravation de la situation financière de l'ensemble des tiers-nations, mais, plus que jamais, c'est le Sud, globalement, qui contribue au financement du Nord.

Et ce phénomène est encore accentué par les fuites de capitaux privés qui se sont produites tout au long de la période, à partir de ces pays pauvres, endettés et en difficulté. Le FMI a évalué les fuites de capitaux des pays du tiers monde de 1974 à 1985 à 300 milliards de dollars ¹. Pour leur part, Lessard et Williamson [1987] ont étudié les fuites de capitaux de quelques pays d'Amérique latine.

DETTES EXTÉRIEURES ET FUTITES DES CAPITAUX D'AMÉRIQUE LATINE
(en milliards de dollars)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Argentine 1978-1982	Brésil 1978-1982	Mexique 1978-1982	Venezuela 1979-1983
Accroissement de la dette extérieure brute	31,0	51,2	64,0	19,8
Déficit extérieur courant	10,7	57,5	31,0	- 9,3
Investissement direct	2,5	10,4	8,3	0,7
Réduction des réserves publiques	0,8	3,3	0,5	0,1
Fuites de capitaux	23,6	7,4	41,8	29,9

Source : [LESSARD et WILLIAMSON, 1987], p. 130.

Ainsi, les fuites de capitaux des grands pays d'Amérique latine auraient eu, pendant cette période, un niveau élevé et auraient correspondu à une part importante de l'aggravation de l'endettement des pays, ce que recourent les observations faites pour l'Argentine ² et le Mexique ³.

Au total, si l'on ajoute les flux financiers officiellement recensés et les évaluations de fuites de capitaux, il faut constater, depuis 1981, et plus nettement encore depuis 1984, un flux net de ressources du Sud vers le Nord, c'est-à-dire des pays pauvres (en développement) vers les pays riches (capitalistes développés). Illustration significative, les flux financiers des tiers-nations vers les États-Unis, qui étaient de 4,6 milliards de dollars en 1981 (et - 0,5 en 1982), se montaient à 17 milliards de dollars en 1983, 43 en 1984 et 46 en 1985 (United Nations, *World Economic Survey 1986*, p. 68).

Bref, contrairement à tout ce qui ressort des discours officiels et de la grande masse d'informations économiques et financières dont nous sommes submergés, globalement, le Sud finance l'Occident capitaliste. Et la dette du tiers monde

¹ *Le Monde*, 5 septembre 1987.

² Thèse de doctorat d'Alberto SANCHEZ, 1986.

³ [Susan GEORGES 1988], p. 32-33.

permet, à travers des flux savamment occultés, de financer la surconsommation des États-Unis. Avec, pour ceux qui ne voudraient pas accepter les disciplines nécessaires, le gendarme monétaire international : le FMI.

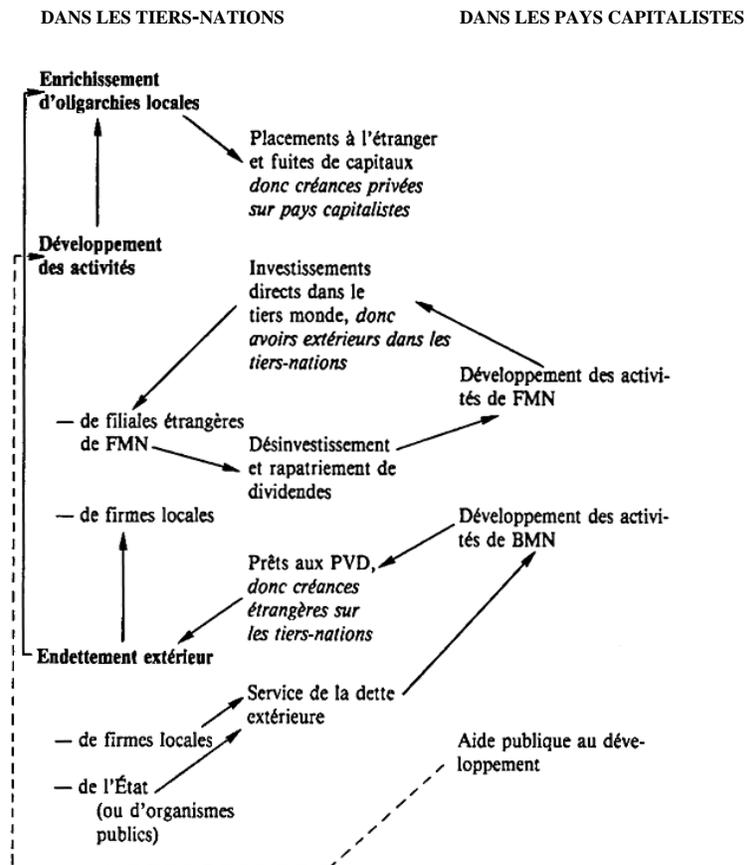
Pour ne pas clore sur une note exagérément manichéenne, tout constat sérieux devrait prendre en compte, dans l'analyse des déséquilibres financiers des tiers-nations :

- les résultats des politiques menées dans ces pays (ce que font très bien les experts du FMI) ;
- les responsabilités des firmes et banques multinationales partenaires de ces pays ;
- les responsabilités éventuelles des dirigeants politiques et oligarchies de ces pays, avec leurs éventuels enrichissements et les sorties et fuites de capitaux qui les accompagnent.

Il faudrait donc, au lieu des tableaux habituels sur l'endettement du tiers monde, être en mesure de faire apparaître les acteurs réels et de nourrir d'observations chiffrées un schéma de ce type :

SCHEMA DES FLUX FINANCIERS AFFECTANT LES TIERS-NATIONS

[Retour à la table des schémas](#)



Dépendance et marges de manœuvre

[Retour à la table](#)

Si l'on admet que l'hypothèse du système national/mondial hiérarchisé rend compte d'une manière robuste, et correcte pour l'essentiel, des réalités contemporaines, le choix n'est pas entre dépendance et indépendance (ou déconnexion) ¹.

Il n'est pas de formation sociale qui ne soit prise dans le système mondial : ne serait-ce au minimum qu'à travers la connaissance et la prise en compte des normes de consommation, d'organisation sociale, de fonctionnement de l'appareil étatique, de mise en œuvre de la production... Et l'on a vu la diversité des rets à

¹ Cf. [AMIN 1986].

travers lesquels la plupart des économies nationales sont « prises » dans ce système : échanges, relations monétaires, financement, crédits, migrations...

La question donc est double (et ces deux aspects devraient être pensés de manière liée) :

- comment, pour une formation sociale nationale ou un ensemble de ces formations sociales, reconquérir des marges de manœuvre élargies ?
- et comment transformer le système mondial pour que les contraintes de la dépendance soient moins fortes ?

Repartons des dépendances. On peut, pour aller à l'essentiel, les ramener à deux grands types :

- la dépendance par rapport aux pôles capitalistes ;
- la dépendance — ou non-dépendance — énergétique.

La dépendance par rapport aux pôles capitalistes, par-delà ses formes les plus générales (influence du mode de vie, du modèle de consommation, des valeurs, des images de la modernité et de la réussite, etc.), prend des formes précises dont certaines ont déjà été largement analysées dans le cours de cet ouvrage (poids relatif des exportations, degré de concentration de ces exportations, investissement étranger, dette extérieure...), et d'autres qui mériteraient de l'être plus largement (nature et poids des importations, liens technologiques, relations monétaires, informations, télécommunication, services modernes, etc.).

Sur la base des informations présentées dans cet ouvrage, on peut dessiner un tableau synthétique de certaines de ces dépendances pour une soixantaine de pays que nous regroupons en sept catégories :

1. « Pays continents » du tiers monde.
2. « Pays régionaux importants » (dont certains sont producteurs de pétrole).
3. « NPI — nouveaux pays industriels — d'Asie ».
4. Pays pétroliers à niveau de revenu élevé.
5. Autres pays pétroliers (ni « à niveau de revenu élevé », ni pays régionaux importants).
6. Autres pays exportateurs de produits de base (sans être des « pays régionaux importants »).
7. Autres pays.

Et pour chaque pays, on peut faire ressortir le degré de *dépendance* (- - ou -) les *positions favorables* (+ ou + +) dans les principaux domaines étudiés.

TYPES ET DEGRÉ DE DÉPENDANCE DES DIFFÉRENTS PAYS
[Retour à la table des tableaux](#)

- (I) Dépendance par le poids relatif des exportations
- (II) Degré de concentration des exportations
- (III) Présence des firmes étrangères
- (IV) Dépendance par rapport à la dette extérieure
- (V) Indicateur synthétique de la dépendance par rapport aux pôles capitalistes
- (VI) Dépendance par rapport au pétrole

	I	II	III	IV	V	VI
1. « Pays continents » du tiers monde						
Chine	+	+ e	+	+	++	+
Inde	+	+	+	-	+	-
Brésil	+	+	--	--	-	--
2. « Pays régionaux importants »						
Argentine	-	-	--	-	-	-
Mexique **	+	-	--	--	--	+
Nigéria *	+	--		-	-	+
Algérie **	-	-	+	--	--	+
Égypte **	-	-		--	--	+
Indonésie **	-	-		-	--	+
Philippines	-	+	+	-	=	--
Thaïlande	-	+		-	-	--
Malaisie **	--	+	--	-	--	+
	I	II	III	IV	V	VI
3. « NPI d'Asie »						
Corée du Sud	-	+	+	-	=	--
Hong Kong	--	+	-- e	+	-	-- *
Singapour	--	+	--	+	-	-- *
Taiwan	-- *	+ e	-- e	+	-	-- *
4. Pays pétroliers à revenu élevé						
Arabie saoudite	-	--		++	-	++
Émirats ar. unis	--	--		++	-	++
Koweït	--	-		++	-	++
Libye	-	--		++	-	++
5. Autres pays pétroliers **						
Bolivie	+	-		--	-	+
Congo (RP)	--	--		-	--	+
Équateur	-	-		-	--	+

	I	II	III	IV	V	VI
Gabon	- *	--		--	--	+
Irak	- e	--		--	--	+
Iran	- e	--		-	--	+
Pérou	-	+	-	-	-	+
Syrie	+	-		-	-	+
Tunisie	-	-		-	--	+
Venezuela	-	-		-	--	+
6. Autres pays exportateurs de produits de base						
Chili	-	+	-	--	-	-
Colombie	+	-	--	--	--	-
Costa Rica	-	-		--	--	--
Côte d'Ivoire	-	+		--	-	--
Cuba	- *	--	+	-	-	--
Salvador	-	-		-	--	--
Éthiopie	+	-		-	-	--
Ghana	+	-		-	-	--
Guatemala	+	+		-	=	--
Guinée	-	--		-	--	--
Honduras	-	-		-	--	--
Kenya	-	+	--	-	-	--
Libéria	-	-		-	-	--
Maroc	-	+		--	-	--
Mauritanie	--	--		-	--	--
Nicaragua	+	-		-	-	--
Niger	+	--		-	-	--
Panama	-	+		-	-	--
Papouasie	-	-		-	--	--
Paraguay	-			-	--	--
Rép. dominicaine	-	-		-	--	--
Soudan	+	+		-	=	--
Sri Lanka	-	-		-	--	--
Tanzanie	+	-		-	-	--
	I	II	III	IV	V	VI
Uruguay	-	+		--	-	--
Zaïre	-	-		--	--	+
Zambie	-	--		-	--	-
Zimbabwe	-	+		-	-	-
7. Autres pays						
Bangladesh	+	+		-	+	-
Cameroun	-	-		-	--	--
Jamaïque	--	-		--	--	--
Pakistan	+	+		-	+	-
Sénégal	-	+		+	+	--

(I) Poids relatif des exportations

- : supérieur à 50 % du PIB
- : entre 20 et 49 % du PIB
- + : 19 % du PIB ou moins

(II) Indice de concentration

- : supérieur ou égal à 0,651
- : compris entre 0,351 et 0,650
- + : inférieur ou égal à 0,350

(III) Poids des firmes étrangères dans l'industrie manufacturière

- : supérieur ou égal à 30 %
- : de 15 à 30 %
- + : moins de 15 %

(IV) Dépendance par la dette extérieure à long terme

- : service de la dette supérieur à 33 % des exportations
- : service de la dette compris entre 10 et 33 % des exportations
- + : service de la dette inférieur à 10 % des exportations
- ++ : prêteur net

(V) Évaluation synthétique tenant compte de I, II, III et IV

(VI) Dépendance par rapport au pétrole

- : important plus de la moitié de leur demande d'énergie commerciale
- : important moins de la moitié de leur demande d'énergie commerciale
- + : exportateurs nets
- ++ : exportateurs nets à haut niveau de revenu

** Certains « pays régionaux importants » sont producteurs de pétrole.

Sources : (I) (II) (III) (IV) : voir tableaux antérieurs dans ce même chapitre ; (VI) [CHEVALIER, BARBET, BENZONI 1986], tableau IV, 9 ; et, pour les informations marquées *, [L'état du monde 1987-1988] ; e : estimation.

Si l'on se borne aux deux grands types de dépendances caractéristiques des années 1980 :

- par rapport aux pôles capitalistes,
- par rapport au pétrole,

on constate qu'un seul pays échappe largement à la fatalité de cette double dépendance : la Chine ; alors que plus de la moitié des pays examinés la subissent nettement : parmi eux un « pays continent » du tiers monde, le Brésil.

Ainsi, les trois pays continents du tiers monde illustrent trois figures caractéristiques :

- la Chine, une relative autonomie maintenue ;
- l'Inde, une dépendance limitée ;
- le Brésil, une double dépendance.

Échappent évidemment, par définition, à la double dépendance, les pays producteurs de pétrole. Mais, parmi eux, seuls les pays à faible population et à hauts revenus sauvegardent, notamment par leur faible endettement, une relative autonomie. La plupart des autres ont à subir une forte dépendance résultant à la fois de la prédominance du pétrole dans leurs exportations et de l'importance de leur endettement : cela est vrai aussi bien pour des pays régionaux importants (Algérie, Égypte, Indonésie, Malaisie) que pour les pays plus modestes (Venezuela, Équateur, Gabon, Congo, Tunisie, sans parler de l'Irak et de l'Iran prisonniers pendant des années d'une guerre qui les obligeait à d'importants achats d'armes — source supplémentaire de dépendance).

Pour les pays régionaux importants la principale différence réside dans le fait qu'ils disposent, ou non, de ressources pétrolières. Aucun n'a trouvé les voies d'une relative autonomie par rapport aux pôles capitalistes, même si les nuances peuvent être repérées.

Et pour l'ensemble des autres pays — producteurs de pétrole, et/ou de produits de base, et/ou de produits manufacturés —, ce qui est sans doute déterminant, c'est :

- le degré de dépendance de l'économie territoriale par rapport aux exportations de ces produits ;
- la nature de la dépendance étrangère : pays-atelier, pays à forte présence de firmes étrangères ; pays à faible présence étrangère et à exportations plus ou moins diversifiées (par produits et par pays clients) ;
- la capacité des forces sociales et politiques dirigeantes à définir et à mettre en œuvre une stratégie économique nationale.

Ainsi, à un pôle, les pays les plus dépendants :

- soit qu'ils soient cantonnés dans des exportations très concentrées (beaucoup de pays pétroliers, Cuba, Guinée, Mauritanie, Niger, Zambie...),
- soit qu'ils soient des pays-ateliers (Jamaïque, Hong Kong, Singapour).

À l'autre, quelques pays moins dépendants :

- les deux pays continents du tiers monde ayant sauvegardé une certaine autonomie (Chine et Inde),
- les pays riches en pétrole et à faible population et donc à hauts revenus, et disposant de réserves financières.

Entre les deux, un ensemble très diversifié de pays qu'il faudrait analyser d'une manière très précise pour dégager dans quelle mesure ils subissent leurs dépendances et s'ils ont engagé des stratégies permettant de sauvegarder et d'élargir leurs marges de manœuvre.

Marges de manœuvre : l'utilisation même de cette formule implique une conception de ce que peut être, dans le cadre de l'actuel système national/mondial hiérarchisé, une stratégie économique sauvegardant ou améliorant les intérêts nationaux. Cette conception s'oppose à, ou se démarque de trois autres : la conception libérale/libre-échangiste, la conception autarcique/protectionniste et la conception du rapport de forces.

La conception libérale/libre-échangiste est illustrée aujourd'hui non seulement par les doctrinaires du libéralisme, mais aussi par les grands organismes gardiens de l'ordre économique et monétaire international, FMI et Banque mondiale. Le récent rapport de cette dernière ¹ illustre parfaitement cette position puisque l'ouverture extérieure (aux importations étrangères, aux capitaux étrangers, aux technologies étrangères, aux entreprises étrangères) apparaît, en soi, comme porteuse de progrès : Singapour et Hong Kong — cas tout à fait particuliers et extrêmes comme le montrent nos analyses — y sont présentés comme exemplaires, et il suffirait que chaque pays accepte de supprimer ses protections pour qu'il connaisse croissance de la production par habitant et prospérité. Confondant aveuglement d'une position doctrinaire ? Défense outrée des intérêts immédiats des capitalismes dominants et des grandes entreprises mondiales ? Ces thèses sont tellement inadaptées à la plupart des situations concrètes des tiers-nations que beaucoup d'experts internationaux chargés de les mettre en pratique sont amenés soit à en modérer l'application, soit à inventer des modalités qui les neutralisent, soit à susciter des études ou des réactions qui en montrent l'inadaptation.

Non que les échanges, la division du travail, la concurrence n'aient pas de réelles vertus. Mais le libre-échange dans un système mondial terriblement inégalitaire ne peut qu'avoir des effets profondément dévastateurs dans les économies et les sociétés les plus faibles et les plus exposées.

¹ [Banque mondiale 1987].

Symétriquement, la conception autarcique/protectionniste est un leurre. Elle a pu certes aider des nations capitalistes à s'industrialiser : l'Allemagne et les États-Unis (relisons List et Carey) au XIX^e siècle et au début du XX^e, et le Japon à la fin du XIX^e et au XX^e siècle ; elle a pu aider l'URSS après 1920 avec Staline, et la Chine après 1949 avec Mao Tsé-toung, à se moderniser et à s'industrialiser ; et le protectionnisme continue, comme il l'a toujours fait depuis le début du déploiement du capitalisme, à favoriser la constitution de nouvelles industries nationales (Brésil, Inde, Corée du Sud...).

Mais la vision forte d'une déconnexion par rapport au système mondial ¹ est totalement irréaliste :

1) à l'échelle d'un seul pays, fût-il grand ;

2) tant que n'a pas été conçu et mis en œuvre, à l'échelle d'un ensemble de formations sociales, un mode de production, de développement, de vie, d'organisation sociale constituant une avancée historique par rapport au capitalisme.

Or l'étatisme, on l'a vu, n'a été qu'un ersatz permettant au mieux de réaliser, dans certains domaines et à certaines périodes, un certain rattrapage : incapable d'empêcher qu'aujourd'hui, dans pratiquement tous les domaines, le dynamisme capitaliste continue de prévaloir.

Reste la conception fondée sur l'établissement d'un rapport de forces. Elle n'a pu être mise en œuvre à l'échelle de l'ensemble du tiers monde, à cause de la diversité et des contradictions dont il est porteur. Elle a paru efficace en 1972-1973 quand les pays de l'OPEP — dans des conditions historiques exceptionnelles — ont réussi à imposer un fort relèvement des prix du pétrole. Mais les ripostes ont été multiples, et efficaces : commerciales, monétaires, financières, et, bien sûr, énergétiques (nouveaux pays producteurs, nouveaux gisements, nouvelles énergies, limitation de l'usage de l'énergie...). Dans un monde profondément inégal, les pays les plus puissants ont les moyens de neutraliser toutes les forces portant atteinte à leurs intérêts vitaux.

Ainsi, à nos yeux, dans le cadre du système national/mondial hiérarchisé contemporain, une stratégie nationale doit viser :

- à desserrer les étaux des dépendances extérieures ;
- à renforcer des cohérences économiques intérieures ;
- à développer des productions susceptibles de s'imposer sur les marchés mondiaux ;

¹ [AMIN 1986].

- à constituer ou renforcer des solidarités plurinationales, régionales ou autres.

Mais évidemment ces stratégies ne peuvent avoir le même contenu ou la même signification pour :

- les pays continents du tiers monde ;
 - les pays régionaux importants ;
 - les petits et moyens pays du tiers monde ;
 - les « annexes » des pôles capitalistes.
- *Les « annexes » des pays capitalistes* sont évidemment le plus strictement dépendants : « pays-puits de pétrole », avec monoproduction pétrolière et de très faibles perspectives de diversification : « pays-ateliers » où prédominent des usines de firmes étrangères et des entreprises locales travaillant en sous-traitance (Jamaïque, Hong Kong, Singapour) ; mais aussi « pays-refuges » (paradis fiscaux accueillant largement des holdings des pôles capitalistes, pays abritant des pavillons de complaisance) ; et encore « pays-hôtels » accueillant le tourisme d'un des pôles capitalistes voisins (plages et soleil, casino, approvisionnement hors douane, etc.). Faibles y sont les chances de reconquérir de larges marges d'autonomie et d'autant plus que cela serait manifestement coûteux en pouvoir d'achat pour une part (plus ou moins large) de la population et que, pour beaucoup, le risque de retomber dans une nouvelle dépendance (au niveau régional) ne peut être négligé.
 - *Les petits et moyens pays du tiers monde, comme les pays régionaux importants* — et nous mettrions volontiers la Corée du Sud à la charnière de ces deux catégories — ont dans les dernières décennies souvent privilégié la voie de la modernisation de l'économie nationale avec, pour beaucoup de dirigeants, l'idée que cette modernisation (industrialisation, mécanisation et chimisation de l'agriculture, équipement du territoire national, utilisation de technologies récentes dans tous les secteurs) assurerait les bases d'une relative autonomie ; or, c'est souvent l'inverse qui s'est produit : la dépendance s'est trouvée renforcée à travers la nécessité d'importer plus (des équipements, des technologies, des produits industriels), d'exporter plus, d'emprunter, de faire appel aux capitaux étrangers, etc.

Un élargissement des marges de manœuvre passe par la mise en œuvre d'une stratégie combinant : la sauvegarde, la promotion ou le renforcement des productions territoriales (traditionnelles, « informelles », marchandes, étatiques, capitalistes), répondant dans des conditions convenables (c'est-à-dire à des coûts non prohibitifs) à des besoins vitaux et importants de la formation sociale ; la création et le développement de nouvelles activités (capitalistes et étatiques) susceptibles de s'ouvrir des débouchés sur les marchés mondiaux, et cela en relation à la fois avec des firmes traditionnelles de production (agricoles, par exemple), des activités du secteur marchand, informel ou non, et, quand besoin est,

des firmes étrangères ; la mise en œuvre d'accords et de regroupements plurinationaux. Dans chacun de ces domaines un bon usage du protectionnisme peut être trouvé, comme peut être trouvé un bon usage de la compétition internationale.

Et dans tous les cas la capacité de dégager, de faire accepter et de mettre en œuvre une stratégie nationale est déterminante. Mais les pressions des intérêts étrangers et les égoïsmes des oligarchies locales (Amérique latine, par exemple), les difficultés des mutations économiques et sociales trop rapides (Afrique au sud du Sahara), le durcissement de contradictions intérieures (Égypte de l'après-Nasser, Iran du Shah, Philippines, et demain peut-être Corée du Sud), les excessifs soubresauts de l'économie mondiale dans les années 1978-1988 ont fait que les périodes de réussites ont rarement été durables et que souvent, après l'euphorie, vient l'épreuve ¹.

- *Ce sont évidemment les « pays continents » du tiers monde* qui ont l'aptitude la plus grande à définir une stratégie nationale avec, pour chacun, la perspective de devenir une grande puissance mondiale au XXI^e siècle.

Volens nolens, le Brésil a privilégié la voie de la construction d'un capitalisme national, avec large accueil de firmes étrangères et aujourd'hui un endettement important. L'Inde a choisi le protectionnisme, l'interventionnisme étatique, la mise en place d'un large secteur étatique, avec un capitalisme national sous contrôle et des alliances limitées et surveillées avec des firmes étrangères. La Chine, brandissant le drapeau du socialisme, a d'abord mis en œuvre une imitation du système soviétique centralisé, puis a cherché des modalités tenant mieux compte de l'immensité et des spécificités du pays, avant de s'engager dans la voie des réformes économiques (ou se mêlent les recherches d'efficacité accrue du système étatique et le développement à la fois audacieux et circonscrit d'activités marchandes privées, voire capitalistes) et de l'ouverture extérieure (strictement limitée).

Tous trois ont fait le pari des secteurs d'avenir : aéronautique et spatial, nucléaire, chimie et biotechnologie. Tous trois ont fait un effort scientifique et technique remarquable ². Et tous trois sont entrés dans le club des producteurs d'armes : en 1987, la Chine est le sixième fournisseur mondial d'armes (après l'URSS, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale) ³. À la fin des années 1970, l'Inde et le Brésil étaient les deux premiers producteurs

¹ Voir par exemple [OMINAMI 1986], p. 121 et [DE BANDT, HUGON, 1988].

² Talonnés de près, il est vrai, par la Corée du Sud. Ainsi, le Brésil en 1982 a 32 500 scientifiques et ingénieurs et la Corée du Sud en a 28 400 ; en 1978, l'Inde a 56 500 scientifiques, ingénieurs et techniciens, alors que la Corée en aura, en 1982, 40 100 [Banque mondiale, 1983-1984, p. 473].

³ *Le Monde*, 18 août 1988.

d'armes du tiers monde (Chine non prise en compte), suivis par l'Argentine, Taiwan, la Corée du Sud, les Philippines et l'Indonésie ¹...

Et, tant il est vrai qu'on ne sort pas du système national/mondial hiérarchisé, même dans ce domaine crucial, tant pour la fierté nationale des dirigeants que pour l'indépendance nationale, les principales de ces productions étaient réalisées..., sous licences étrangères.

PRODUCTIONS SOUS LICENCE D'ARMEMENT DES PAYS DU TIERS MONDE
(pays classés selon l'importance de leurs productions d'armements
à la fin des années 1970)

[Retour à la table des tableaux](#)

PAYS	TYPES D'ARMES	PAYS D'ORIGINE
INDE	Avions Véhicules blindés Missiles Navires	RFA, Royaume-Uni URSS, France URSS, France RFA
BRÉSIL	Avions Missiles	Italie, France RFA, Royaume-Uni
ARGENTINE	Avions Véhicules blindés Missiles Navires	États-Unis France, RFA RFA RFA
TAIWAN	Avions Missiles Navires	États-Unis Israël * Israël *
CORÉE DU SUD	Avions Véhicules blindés Navires	États-Unis États-Unis, Italie États-Unis
PAYS	TYPES D'ARMES	PAYS D'ORIGINE
PHILIPPINES	Avions	Royaume-Uni, RFA
INDONÉSIE	Avions Navires	France, RFA, Espagne, États-Unis RFA
ÉGYPTE	Avions Missiles	France, Brésil, Espagne Royaume-Uni
CORÉE DU NORD	Avions	URSS
PAKISTAN	Avions	Suède

¹ Jacques FONTANEL et José DRUMONT SARAIVA, in *Études polémologiques*, 1986, n° 4, p. 32.

PAYS	TYPES D'ARMES	PAYS D'ORIGINE
	Navires	Royaume-Uni
SINGAPOUR	Navires	RFA
ALGÉRIE	Navires	Royaume-Uni, Bulgarie
CHILI	Avions Véhicules blindés Navires	États-Unis Suisse France, États-Unis
MADAGASCAR	Navires	Corée du Sud
MEXIQUE	Navires	Royaume-Uni
NIGÉRIA	Véhicules blindés	Autriche
PÉROU	Navires	Italie
THAÏLANDE	Avions Navires	RFA France

* Pour les avions et les navires, Israël produit sous licence des États-Unis.

Source : J. FONTANEL et J. DRUMONT SARAIVA, *op. cit.*, p. 34.

Lectures suggérées pour prolonger ou compléter ce chapitre

ARNAUD Pascal, *La dette du tiers monde*, La Découverte, Paris, 1984, nouvelle édition 1988.

Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde en 198...*, Washington, annuel.

CNUCED (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement), *Trade and Development Report 198...*, annuel.

DE BANDT Jacques, HUGON Philippe, *Les tiers-nations en mal d'industrie*, Economica, Paris, 1988.

LIPIETZ Alain, *Mirages et miracles*, La Découverte, Paris, 1985.

OMINAMI Carlos, *Le tiers monde dans la crise*, La Découverte, Paris, 1986.

Propos d'étape 7

[Retour à la table](#)

Bandoeng, décolonisation, indépendance.

Espoirs pour le tiers monde et pour les forces vives des générations montantes dans le monde entier : Chine, Cuba, Algérie pour ne citer que ces trois pays symboles...

La grande espérance a été que ces « nations prolétaires » allaient être rédemptrices du monde contemporain. Espérance qui se substituait à une autre née au siècle précédent : que le prolétariat ouvrier serait le rédempteur du monde moderne...

Indépendantes, les nations prolétaires allaient inventer une nouvelle voie de développement : elles allaient offrir au monde ce juste équilibre entre la maîtrise et la satisfaction des besoins, entre la sagesse et l'efficacité, entre la solidarité et la liberté, auquel nous sommes si nombreux à aspirer.

Au lieu de cela, ce fut l'engrenage. Pour les classes dirigeantes, pour leurs conseillers (de l'Ouest ou de l'Est), pour la génération montante des cadres et des diplômés, pour les classes aisées, le développement, ce fut très vite la modernisation : l'aéroport, l'autoroute (ne serait-ce que pour les détenteurs du pouvoir), l'industrie, l'agriculture mécanisée et chimisée, les grands équipements, les moyens de transport et de communication, et puis la télévision, l'informatisation, et bien sûr les armements modernes.

L'État national (parfois tout nouveau), les filiales des firmes étrangères, les entrepreneurs locaux et les réseaux marchands issus de la tradition en furent les instruments : étatsisme poussé à l'extrême à Cuba ; étatsisme profondément combiné avec une puissante assise rurale traditionnelle en Chine ; partout ailleurs, des cocktails nationaux d'étatsisme, de capitalisme (étranger et national) et d'activités marchandes : tels ont été les vecteurs de cet immense effort de modernisation qui a caractérisé les successives « décennies du développement ».

Réalisations, succès, blocages, échecs : il faudrait reprendre pays par pays, période par période les analyses, en combinant :

- la caractérisation des formes de la dynamique capitaliste à l'échelle mondiale et la conjonction de l'économie mondiale ;
- la place et le mode d'insertion des pays dans le SNMH ;
- les formes d'organisation économique des pays, les forces sociales au pouvoir et les stratégies impulsées ou assumées par elles.

Certains pays ont conservé de larges secteurs agricoles et artisanaux, communautaires et/ou marchands, assurant une base stable de la reproduction sociale. À l'opposé, d'autres pays ont joué leur va-tout sur l'insertion dans le marché mondial — à travers l'exploitation, la production et l'exportation d'un produit ou d'une petite gamme de produits. Entre les deux, toute une gamme de situations diversifiées.

Et, là encore, quand les « grands systèmes » — marchand, capitaliste et étatiste — se révèlent incapables d'assumer dans des conditions acceptables la reproduction de l'ensemble de la société, celle-ci invente, en ses profondeurs, les conditions de sa survie, voire des dynamiques nouvelles : secteurs informels — dans les grandes villes, les bidonvilles ou les zones rurales — où se mêlent activités domestiques, tributaires et marchandes. Secteurs informels parfois enfermés sur eux-mêmes, mais parfois aussi entièrement « branchés » sur les activités capitalistes et marchandes : industrie, commerce, tourisme, trafics, etc.

Si l'on dresse à grands traits le tableau des tiers-nations dans les années 1980, deux groupes de pays apparaissent solidement ancrés dans le SNMH, et dans des conditions qui assurent les moyens nécessaires à la reproduction, et parfois à l'enrichissement de la formation sociale :

- les pays pétroliers à faible population ;
- les nouveaux pays industrialisés de l'Asie, et notamment les quatre dragons.

Trois groupes de pays paraissent capables de surmonter les difficultés immédiates et de trouver un équilibre entre le tribut à payer au capitalisme mondial et la mise en place de conditions nouvelles de reproduction de la société :

- les trois pays continents, dont l'insertion dans l'économie mondiale diffère profondément pour chacun, mais qui tous disposent de ressources économiques, sociales, humaines telles qu'ils ne peuvent que peser, chacun à sa manière, dans le prochain siècle ;
- les grands pays régionaux, pour lesquels on peut redire la même chose, un ton en dessous ;

- des petits et moyens pays dont les classes et couches dirigeantes ont su trouver un équilibre adéquat entre la sauvegarde/adaptation des formes traditionnelles de reproduction sociale et la mise en place d'activités (industrielles, touristiques, agricoles, minières) permettant de trouver une insertion limitée mais efficiente dans l'économie mondiale.

Et puis, différents types de pays, semblant promis à toutes les difficultés et toutes les misères : pays à forte population — ou à faible population et ressources rares — qui n'arrivent pas à s'arracher à la misère, la famine et la malnutrition, les mauvaises conditions sanitaires et l'analphabétisme. Et aussi, les pays — et tout cela peut se combiner — minés ou ruinés par la guerre, la dictature, l'incurie d'un autocrate, d'une oligarchie ou d'une bureaucratie, par la surexploitation capitaliste ou marchande, par la domination d'une caste ou d'une mafia.

Damnés de la terre, paysans et artisans prospères, riches hommes d'affaires, princes, fonctionnaires ou militaires efficaces, enrichis ou corrompus, le tableau des tiers-nations va du pire Jérôme Bosch au plus aimable Dufy, de Daumier ou du plus terrible Picasso aux honorables portraits de notables de Frans Hals...

Mais tous sont pris dans le tourbillon du capitalisme mondial. Tous doivent tenir compte de la fantastique farandole de création de besoins, de produits, de marchandises et d'images que génère la dynamique capitaliste. Tous doivent affronter à la fois les profondes transformations de leur propre société et les mutations technologiques, sociales, morales, écologiques du monde contemporain. Et la plupart, en outre, ont à faire face à une croissance démographique qui prépare une fantastique poussée de nouvelles générations, pour qui l'indépendance appartient à l'histoire et qui aspirent à s'asseoir à la table de la société de consommation moderne : n'ayant guère le choix, en cas de refus ou d'impossibilité, qu'entre la révolte et l'adhésion à quelque nouveau prophète — religieux, politique ou militaire.

C'est dire que, pour beaucoup de tiers-nations, les prochaines décennies vont être chargées de bruit et de fureur, de crises, de révoltes, de drames et de promesses.

II

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN SES NATIONS

8

Enjeux et perspectives au tournant des années 1980-1990

[Retour à la table](#)

Ce livre a dégagé les principales structures et relations structurantes de l'économie mondiale contemporaine : l'importance des polarisations autour de l'économie et du système financier des États-Unis, que renforce la continentalisation nord-américaine, d'abord ; et ensuite, autour du pôle secondaire japonais, en pleine ascension, certes, mais encore très lié aux États-Unis, ainsi que des pôles européens, dont l'intégration est loin d'être accomplie : la spécificité des deux ensembles étatiques, Chine et ensemble soviétique ; la diversité de situations et d'évolutions observables dans l'ex-tiers monde, et que permet seule d'expliquer la double étude, pour chaque économie nationale, de son mode d'insertion dans le système mondial et de ses propres déterminations intérieures...

C'est dire que, dans la perspective nationale/mondiale, beaucoup d'analyses restent à mener : ce chapitre sera à la fois l'esquisse de réponses que permet de construire l'analyse nationale/mondiale et l'exposé d'un « programme de recherche » pour les prochaines années.

Nouvelle reprise théorique

De nombreuses analyses systématiques de l'économie mondiale ont déjà été proposées : de Forrester [1971, trad. fr. 1982] à Boulding [1985], de Dufourt [1979] à Courcier [1982] et aux rapports du CEPII [1983 et 1984] ; la difficulté est

le plus souvent de trouver le bon dosage entre les infinies complications d'analyses systémiques visant à prendre en compte, sans les hiérarchiser, toutes les relations, et le pragmatisme aplatissant consistant à partir des « données » telles qu'elles sont élaborées par les officines statistiques et les comptabilités nationales.

D'autres analyses privilégient un élément structurant : Bernadette Madeuf, se situant dans la thématique de l'auto-organisation, privilégie les firmes multinationales ([GEMDEV novembre 1985] et *Review*, Binghamton, printemps 1986) ; d'autres chercheurs du CEREM — Centre d'étude et de recherche sur l'entreprise multinationale, de l'université de Paris-X —, Michel Delapierre et Jean-Benoît Zimmermann, mettent en avant les « complexes industriels transnationalisés » (*Cahiers d'économie mondiale*, Rennes, juillet-décembre 1987) ; Marc Humbert, de l'université de Rennes, s'efforce, à partir des « filières de production » (Cahier du CERNEA de juin 1985), des « branches-systèmes mondiales » (*Revue Tiers-Monde*, juillet-septembre 1986) et finalement des « entreprises systèmes » et des « méso-systèmes industriels » (*Cahiers d'économie mondiale*, Rennes, 1^{er} semestre 1988), de produire une représentation de l'articulation du « système industriel mondial » et des « nations systèmes » ; mais son « principe d'orthogonalité », s'il permet une représentation graphique parfaitement lisible, exclut totalement la réalité de l'asymétrie, de la hiérarchisation et de la domination.

Pour notre part, tout en reconnaissant l'intérêt de ces efforts, nous sommes parvenus à un schéma d'analyse dans lequel deux grandes dynamiques structurantes doivent être prises en compte :

1. la reproduction élargie du capitalisme dans ses différentes dimensions, locales/nationales/mondiales,
2. la reproduction des formations sociales, elles aussi dans leurs différentes dimensions, locales et nationales notamment.

L'économie mondiale n'est donc pas une totalité homogène dont l'énumération de quelques chiffres exprimant les activités de l'ensemble des sociétés humaines sur la planète rendrait compte d'une manière adéquate. Elle ne peut pas non plus se résumer dans la multinationalisation des firmes, des branches ou des filières. Elle n'est pas non plus la somme, ni la juxtaposition des « économies nationales », ni même leur simple articulation à travers les flux commerciaux et financiers internationaux.

D'ailleurs, par sa simplicité même, la notion d'« économie nationale » est trompeuse : forgée aux XVIII^e et XIX^e siècles, au temps de la prédominance des activités agricoles, minières et manufacturières au sein de systèmes capitalistes et marchands principalement nationaux, elle implique la prédominance du territorial. Or, avec les mutations technologiques des dernières décennies, avec aussi les

transformations des réalités productives, avec surtout la multinationalisation du capital, les principaux capitalismes nationaux se sont déployés hors de leur territoire pour constituer des espaces nationaux/mondiaux : et c'est en cette dimension (nationale/mondiale) qu'il convient d'analyser les capitalismes nationaux dominants. Inversement, pour les pays dominés, leurs économies sont largement marquées, déterminées, parfois organisées de l'extérieur.

Des formations sociales qui, à travers différentes logiques économiques, ont organisé et organisent leur reproduction dans un espace complexe — local, régional et de plus en plus national. Un capitalisme multiforme et diversifié, qui à partir de ses racines locales et de ses assises régionales et nationales se reproduit en une dynamique vigoureuse qui l'amène à la fois, tel un exubérant roncier, à couvrir de nouveaux espaces et, parfois, à y faire rejet. C'est dans cet enchevêtrement de relations et de déterminations, avec la prise en compte des hétérogénéités et des diversités, qu'il faut penser l'économie dans sa dimension mondiale.

Dans ce livre, nous en avons bien conscience, nous avons privilégié la prise en compte des dynamiques internationales et multinationales pour l'analyse des réalités nationales et mondiales. C'est dire que nous avons moins porté attention, même si nous l'avons régulièrement signalé, à l'autre aspect de l'analyse : la prise en compte des processus de reproduction des formations sociales nationales, en leurs singularités.

Pour ce faire, sont nécessaires les prises en compte liées de la trajectoire historique, de la spécificité de chaque économie nationale (et notamment l'importance respective et l'articulation des différentes formes de production : domestique, tributaire, marchande (formelle ou informelle), étatique, capitaliste ¹, des forces sociales, des alliances et des forces au pouvoir, mais aussi de la place et du mode d'articulation dans le système — hiérarchisé — de l'économie mondiale.

Dans ce cadre, l'apport des économistes de l'« école de la régulation » est d'une réelle utilité : la prise en compte du type des « formes institutionnelles » (rapport salarial, formes de la concurrence, nature de l'État, « forme d'adhésion au régime international »), et par là même du « régime d'accumulation » et de la « nature de la régulation », permet d'analyser les capitalismes nationaux, leurs dynamiques et leurs blocages et leurs crises ². Mais cet apport doit évidemment être resitué d'une part dans le processus d'ensemble de reproduction de chaque formation sociale, et d'autre part dans le processus d'ensemble de reproduction du capitalisme à l'échelle

¹ Sur ce point, nous pouvons constater une convergence très nette entre nos analyses et celles de J. DE BANDI et P. HUGON [1988], notamment p. 188-189, même si nous pensons que l'articulation est infiniment plus complexe et diverse que la schématisation qu'ils en donnent.

² Pour ne citer qu'un ouvrage, mais récent et qui fait le point sur les théories de la régulation voir [BOYER 1986].

mondiale — lequel ne peut être réduit à sa seule dimension internationale, mais est à la fois national/international/multinational et mondial.

C'est ainsi que, quand Alain Lipietz s'interroge : « Existe-t-il quelque chose comme un régime d'accumulation Nord-Sud ? » pour répondre que « se mettent en place, sinon un régime d'accumulation mondial, avec son système complet de formes de régulation, au moins des « bouts de régimes internationaux », (in [Boyer (dir.) 1986], p. 216 et 221), nous trouvons l'analyse insuffisamment construite.

La piste que nous suggérons est la suivante : on partira de l'analyse des régimes d'accumulation à l'œuvre, dans une période donnée, dans les économies nationales capitalistes *dominantes*, des relations entre ces économies (existence ou non d'une économie hégémonique, et sinon, degré de hiérarchisation, de concurrence, d'affrontement et de coopération entre elles), des polarisations qu'elles exercent sur les autres économies nationales (à travers les flux internationaux et les entreprises multinationales) ainsi que de l'intensité et de la nature de leur domination.

On devra alors probablement constater qu'il existe des périodes où une économie nationale capitaliste dominante exerce son hégémonie, sous des formes déterminées, sur l'ensemble de l'économie mondiale : et on peut alors parler d'un régime (international/multinational) mondial d'accumulation. Au contraire, le plus souvent, ce n'est pas le cas : et il faut alors prendre en compte les régimes nationaux/mondiaux d'accumulation des économies nationales capitalistes dominantes, dans leurs interactions et avec leurs concours et affrontements.

Une fois cela précisé et analysé, on peut alors étudier les régimes d'accumulation des pays du Sud, en leur diversité, et en tenant compte du processus global de reproduction économique et social de chacun. C'est dire qu'en aucun moment ce qu'on appelle par commodité le Sud n'a connu un régime d'accumulation ; seules des analyses multiples, sérieuses et approfondies permettront de caractériser, pour une période donnée, cohérente en fonction de l'analyse du régime (international/multinational) mondial d'accumulation (ou des régimes nationaux/mondiaux), des régimes d'accumulation caractéristique de pays intermédiaires ou dominés, et valables pour des ensembles relativement homogènes de ces pays.

Illustrons cette démarche par un rapide réexamen de la grande « crise » en cours.

Le sens de la « crise » ou la « longue transformation » des années 1970-1990

[Retour à la table](#)

« N'en déplaise à ceux qui voient dans chaque guerre, dans chaque crise, dans chaque indice de crise, une nouvelle aggravation de la "crise générale du capitalisme", c'est principalement un nouveau "bond en avant" du capitalisme qui s'accomplit dans la période actuelle [...]. Et la crise des années 1970-1980 est en quelque sorte l'opérateur à travers lequel s'accomplissent cette nouvelle expansion du capitalisme et les mutations qui l'accompagnent » ([Beaud 1981, nouvelle éd. 1987], p. 272).

Ce diagnostic que nous portions à la fin des années 1970 nous paraît parfaitement confirmé à la fin des années 1980. Et cette crise, amorcée dans la fin des années 1960, concrétisée dans les années 1970 et 1980 par un enchaînement de secousses et de fractures — habituellement repérées comme crise du dollar, crise du pétrole, crise du système monétaire international, crise des économies capitalistes développées, crise de l'endettement des pays en développement, crise de la dynamique européenne, et pour les prochaines années, sans doute, nouvelle crise affectant l'économie et la monnaie des États-Unis —, cette crise donc est en fait une progressive transformation du paysage économique mondial (voir schéma page suivante ¹).

Mélange dynamique au cœur duquel on trouve à la fois mise en cause de l'ancien et transformations, émergence du nouveau et renouveau : et cela pour les activités, les rapports sociaux, les puissances nationales, les firmes, les formations sociales, les technologies... La crise ainsi entendue est multidimensionnelle ; vouloir la réduire à une seule dimension — rapport Nord/Sud, ou affrontement États-Unis/Europe ou anciens pays industriels/nouveaux pays industrialisés, ou « crise du fordisme »... — ne peut qu'empêcher de voir la réalité ; c'est toutes ces dimensions, dans leurs interdépendances, qu'il faut analyser et prendre en compte.

Plus précisément, l'importance de la « crise du fordisme » — accumulation intensive, production de masse, pouvoir d'achat élevé, consommation de masse — est indéniable : elle touche le capitalisme des États-Unis dans les années 1960 et les capitalismes européens dans les années 1970. Mais elle est évidemment à la fois génératrice d'une intensification de la compétition entre les principaux pôles capitalistes et aggravée, durcie par cette compétition. De même, elle se situe à un

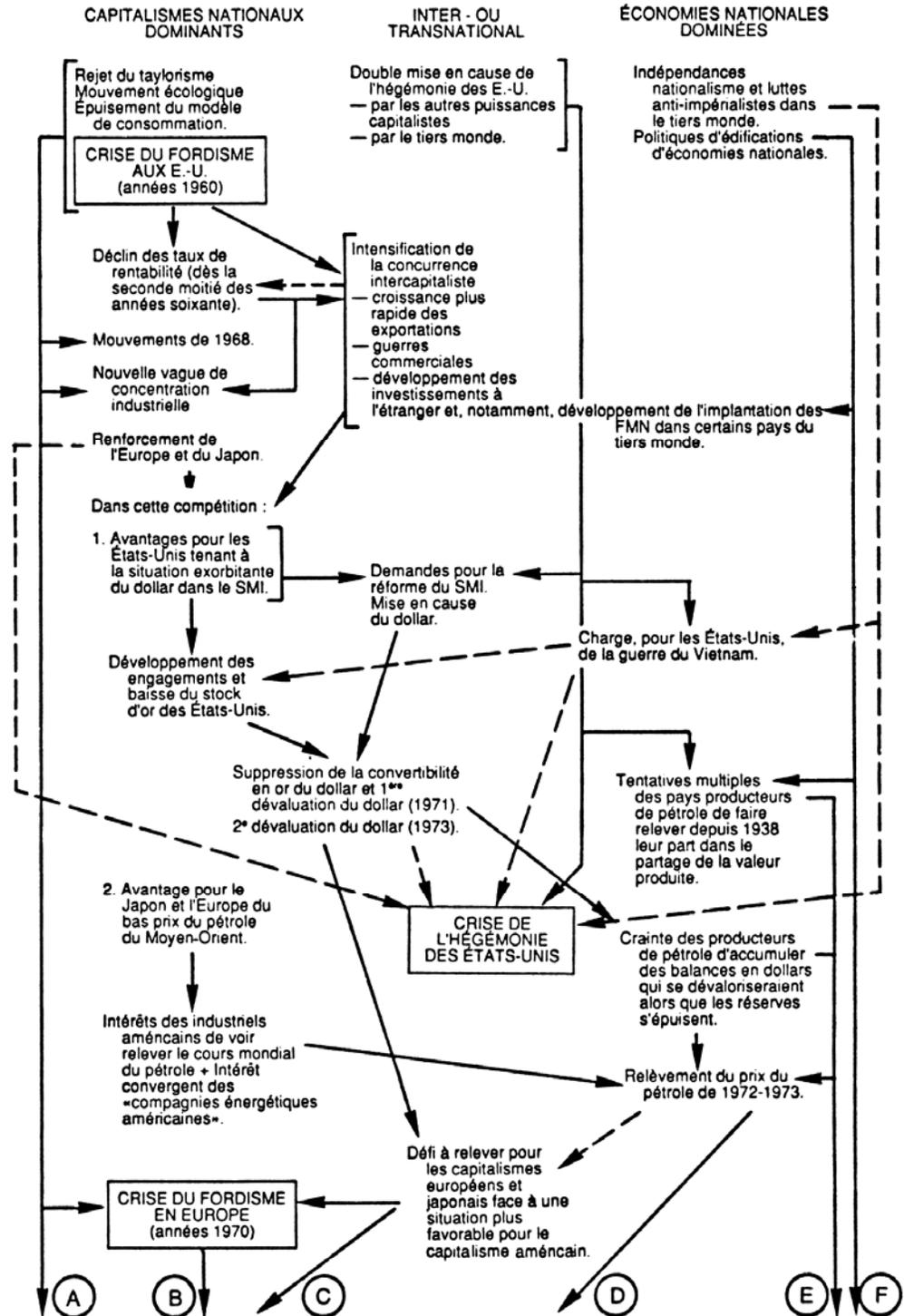
¹ Ce schéma est établi à partir de celui que nous avons déjà proposé pour rendre compte de la crise ([BEAUD 1987], p. 116-117) ; nous l'avons non seulement prolongé pour tenir compte des évolutions récentes, mais repris en partie pour mieux faire ressortir l'articulation et l'interaction de différents types de crises.

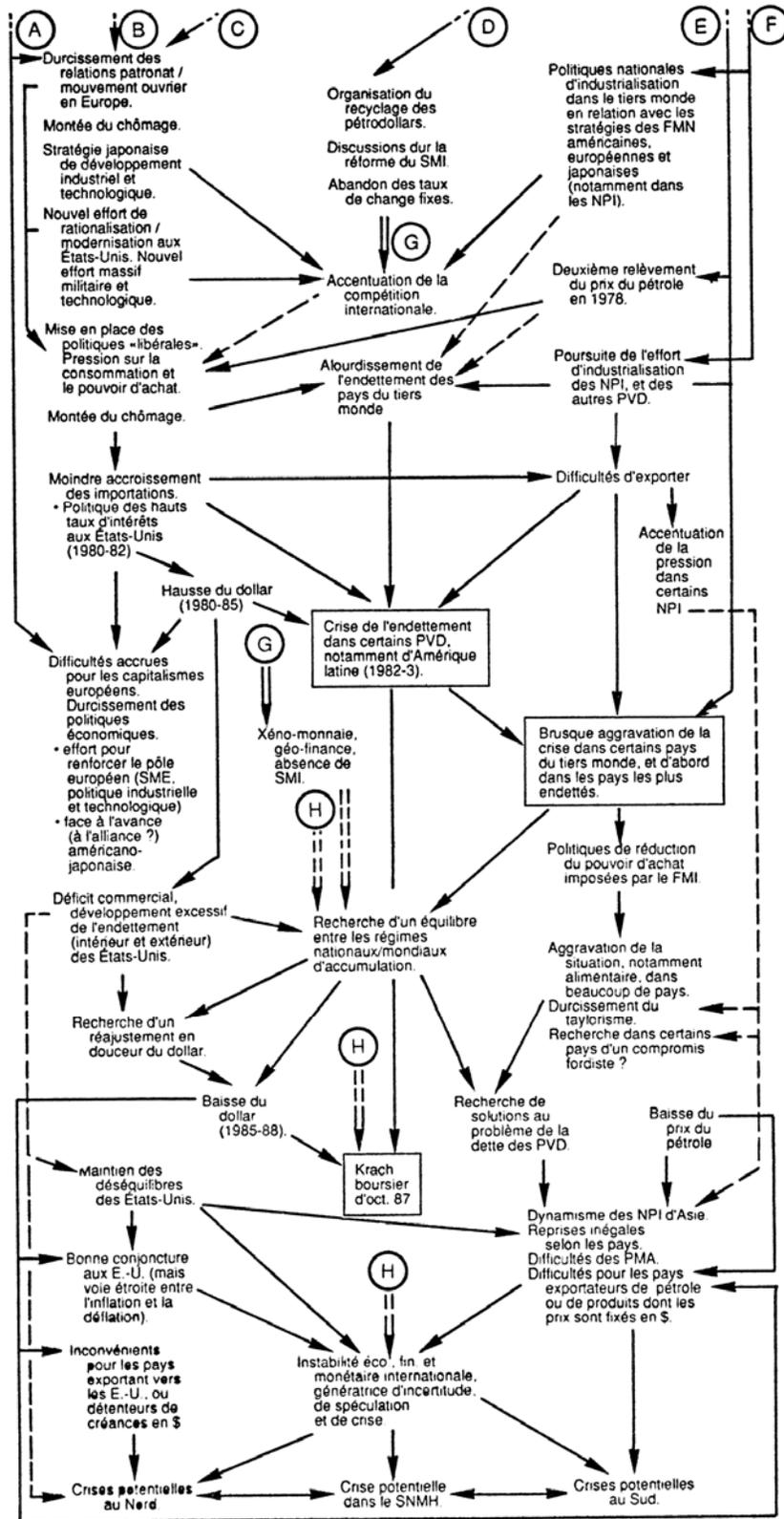
moment où l'hégémonie des États-Unis est ébranlée, mise en cause par le renforcement des autres puissances capitalistes (pays d'Europe, puis Japon) et soumise aux poussées anti-impérialistes de larges secteurs du tiers monde.

Et c'est la conjonction de ces trois composantes qui a donné tout leur relief aux chocs spécifiques qu'ont été les dévaluations du dollar, les hausses du prix du pétrole et la fin du système monétaire international de Bretton Woods.

**SCHEMA DE LA CRISE NATIONALE/MONDIALE
DES ANNEES 1970-1990**

[Retour à la table des schémas](#)





De même, si l'on regarde les pays en développement. On se trompe profondément sur l'interprétation de la longue transformation en cours, si on ne voit pas que, pour beaucoup, elle est le processus à travers lequel ils sortent d'une situation de dépendance, de soumission et d'attardement : que les évolutions soient extrêmement contrastées, cela tient aux caractéristiques des différents pays, à leurs atouts, à leur place et leur mode d'insertion dans le système de l'économie mondiale, à leur degré de cohésion nationale et aux choix effectués par leurs couches ou classes dirigeantes. Et dans la crise — et là nous rejoignons bien volontiers Carlos Ominami [1986] —, il faut prendre en compte à la fois les facteurs endogènes de crise, les « effets mécaniques de la propagation internationale de la crise du centre » et les « effets en retour de l'internationalisation » (p. 153).

Cela est vrai pour les hausses du prix du pétrole — aubaines pour certains pays, excessive charge supplémentaire pour d'autres, et, encore pour d'autres, nouveau défi à relever ; et les choses s'inversent avec sa baisse : moindre aisance pour les pays pétroliers peu peuplés, énormes difficultés pour les pays pétroliers à forte progression démographique et endettés, bouffée d'oxygène pour les pays acheteurs... De même, pour la hausse et la baisse du dollar, pour l'impulsion puis le reflux de la multinationnalisation, pour le dynamisme commercial des grands pays capitalistes ou son essoufflement... C'est dire que, dans l'ex-tiers monde, les différentes phases de la « grande transformation » en cours ont les effets les plus disparates et que tout diagnostic globalisant — qu'il affirme l'entrée des tiers-nations dans l'âge de la richesse ou au contraire leur inéluctable appauvrissement — est erroné.

Car la « crise », ainsi comprise, est à la fois nationale/internationale/multinationale et mondiale. Elle est succession de tensions, de chocs et de contrechocs, de secousses qui se répercutent, par des voies multiples, dans l'ensemble du système national/mondial hiérarchisé : avec des intensités diverses, des effets différenciés sur chaque économie nationale, et d'autant plus que chaque pays est engagé dans une dynamique — faible ou forte, de déclin ou de progression — spécifique.

Au total, pour les années 1980, ressortent clairement deux traits :

- la profondeur et la puissance du processus de la « longue transformation » qui s'est engagée au début des années 1970 et qui se prolongera dans les années 1990 ;
- l'importance et l'enchevêtrement des interrelations, interdépendances et interréactions à travers lesquelles ce processus s'accomplit.

Cette « longue transformation » des années 1970-1990 a d'ailleurs une profonde ressemblance avec la « grande dépression » des années 1873-1895.

Comme dans la grande dépression, l'économie prédominante défiée, des économies anciennes essoufflées, des capitalismes nouveaux qui s'affirment, des industries traditionnelles en déclin, de nouvelles technologies et de nouvelles activités en plein essor, de nouvelles impulsions dans le sens de l'internationalisation et de la mondialisation.

**COMPARAISON DES DEUX « LONGUES TRANSFORMATIONS » DE LA FIN
DU XIX^e ET DE LA FIN DU XX^e SIÈCLE**

[Retour à la table des tableaux](#)

	« GRANDE DÉPRESSION » DES ANNÉES 1873-1895	« CRISE MONDIALE » DES ANNÉES 1970-1990
Ébranlement de la puissance prédominante... et de sa monnaie	Grande-Bretagne Livre sterling	Etats-Unis Dollar
Essoufflement d'économies anciennes	France, Belgique, Hollande	Pays d'Europe occidentale
Affirmation de nouveaux capitalismes nationaux	États-Unis Allemagne	Japon, Corée, Taiwan, Brésil...
Industries anciennes en déclin	Charbonnages, fer et fonte, textile	Sidérurgie, construction navale, automobile
Nouvelles technologies et nouvelles industries	Électricité, moteur à explosion utilisant le pétrole, téléphone, automobile, avion	Nucléaire, solaire, informatique, télécommunications, bio- technologies, nouveaux matériaux
Internationalisation et mondialisation	Partage du monde, exportations de capitaux	Firmes multinationales, xéno- crédit, xéno-monnaie, géofinance...

Au-delà de ces analogies, la « longue transformation » en cours marque une progression sans nulle autre pareille de la mondialisation ; et loin de constituer une simple phase dans la transformation du capitalisme industriel, elle constitue probablement le temps fort d'une transition vers un capitalisme postindustriel.

Chocs et contre-chocs : l'importance des interdépendances

[Retour à la table](#)

Que la logique capitaliste soit porteuse de dynamique de croissance comme de facteurs de blocages et de crises n'est pas récent. Au long du siècle qui va de 1860 à 1960, les économistes, les responsables politiques et sociaux ont appris par tâtonnement, et parfois au prix de lourds échecs, à contrebattre les excessives fluctuations résultant de la dynamique du capital et, dans certaines conjonctures, à limiter crises et dépressions : cela à l'échelle nationale. La pensée de Keynes et les analyses et politiques keynésiennes marquent en quelque sorte l'apogée de cet effort.

Or depuis quelques lustres, la dimension nationale du capitalisme est de plus en plus débordée, enveloppée, déterminée par sa dimension internationale/multinationale/mondiale. Les politiques des États nationaux perdent d'année en année leur efficacité.

La vieille tradition libérale est donc sortie des clubs et des écoles où elle avait été confinée pendant des décennies ; prise en charge par des générations d'économistes trop souvent sans culture et sans mémoire, elle est « redécouverte » avec une innocence et un enthousiasme lourds de menaces, tandis que les « gourous du libéralisme », souvent aigris d'avoir si longtemps été submergés par la pensée keynésienne et social-démocrate, savourent leur revanche.

Dérégulation, déréglementation, moins d'État, marché, concurrence, libre-échange, liberté économique... Depuis le XVIII^e siècle, ces thèmes ont été élaborés : efficaces et porteurs d'avenir chaque fois qu'il s'agit de combattre les scléroses du bureaucratisme ou du protectionnisme ; illusoire et générateurs de ravages et de chaos chaque fois qu'on va trop loin vers le laisser-faire, le « n'importe quoi » et le « n'importe comment ».

Car il faut vraiment être un doctrinaire borné ou un prosélyte illuminé pour ne pas savoir, en cette fin du XX^e siècle, que le trop de libéralisme est aussi néfaste que le trop d'État, et que l'art de la gestion économique consiste largement à trouver le bon équilibre entre le marché et le pouvoir : et, aujourd'hui entre des marchés, toujours locaux et nationaux, et de plus en plus internationaux et mondiaux, et des pouvoirs qui restent principalement nationaux. C'est dire qu'un enjeu de la période est le renforcement ou la mise en place de pouvoirs plurinationaux et mondiaux.

Le diagnostic peut être complété — même si des travaux de recherche plus complets devraient être menés pour le préciser. Une nouvelle fois, les capitalismes

nationaux dominants ont besoin d'expansion à l'échelle mondiale : et une nouvelle fois les discours et les écrits des thuriféraires des doctrines libérales sont mis en avant, amplifiés — avec beaucoup plus de force qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, ne serait-ce qu'à cause de la puissance des moyens de communication modernes.

Dans les pays moyens et petits, intermédiaires et dominés, deux situations peuvent se rencontrer :

- ou bien les structures sociales, les structures de pouvoir et d'organisation économique sont capables de générer un mixte *sui generis* de système marchand, de capitalisme et d'étatisme efficace (comme l'a fait, après le Japon, la Corée du Sud), et alors le discours libéral est la contrepartie verbale, et parfois le contrefort, d'une pratique d'interventionnisme d'État et de dirigisme de grandes unités ;
- ou bien les structures sociales et de pouvoir ne sont pas aptes à susciter l'efficacité : et la vie économique nationale est pénétrée, traversée, entraînée par les grandes dynamiques internationales et mondiales : le libéralisme, tant intérieur qu'extérieur, n'étant qu'une manière moderne, face à l'accumulation des blocages, des problèmes et des difficultés, de s'en remettre au destin — un destin largement influencé, sinon façonné, par les stratégies des grands groupes, banques, organismes financiers, États et autres pouvoirs des pays dominants.

Les capitalismes de ces pays, on l'a vu, se déploient à l'échelle mondiale à travers les flux internationaux et les firmes multinationales.

Il nous a même été possible de faire ressortir deux stratégies types :

- l'une, qui privilégie les relations commerciales internationales (Japon et Allemagne fédérale notamment) ;
- l'autre, qui privilégie la multinationalisation des firmes et la production à l'étranger (Grande-Bretagne et États-Unis).

Stratégies dans lesquelles trouvent leur place le crédit international (crédit à l'exportation et crédit pour l'industrialisation et la modernisation), les exportations de capitaux et l'investissement international.

Ces capitalismes nationaux dominants structurent des espaces nationaux/mondiaux, au sein desquels ils exercent, sur les économies nationales intermédiaires et dominées, des effets de domination — asymétriques et difficilement réversibles pour reprendre les formulations de François Perroux. Et l'on a pu constater :

1°/ autour des États-Unis un espace hiérarchisé et diversifié (avec le continent nord-américain, les Amériques du Centre et du Sud, des pays clés et notamment les grands pays régionaux) ;

2°/ autour des pays d'Europe occidentale, des espaces nationaux mondiaux, dont l'addition fait apparaître un ensemble impressionnant, mais qui, en fait, ne constituent pas un espace hiérarchisé ;

3°/ autour du Japon, l'embryon d'un espace national/mondial encore limité dans la première moitié des années 1980, mais en rapide élargissement.

Mais surtout, ces capitalismes nationaux dominants sont étroitement liés entre eux ; et là, il faut accepter de compléter chaque point de vue par son inverse :

- les États-Unis importent beaucoup du Japon — le Japon se sent dépendant des États-Unis pour ses exportations ¹ ;
- les États-Unis sont déficitaires à l'égard du Japon et de l'Allemagne : le Japon et l'Allemagne sont liés aux États-Unis par leurs excédents mêmes et par les créances et avoirs qu'ils détiennent dans ce pays ;
- le dollar faible ou à cours abaissé, c'est le yen et le deutsche mark forts ou à cours élevé ;
- États-Unis et Europe sont liés par des flux réciproques importants d'échanges commerciaux, de capitaux et d'investissement extérieurs ;
- à quoi s'ajoutent les interdépendances plus subtiles et plus fantasques (volatiles, disent les experts) qui s'opèrent à travers les marchés monétaires, boursiers et financiers internationaux.

Un « mobile » plurinational nous est apparu la meilleure image pour rendre compte de la réalité économique et monétaire internationale dans les années 1980. Un « mobile » dans lequel les États-Unis et les deux autres pôles ont les poids prédominants, les autres économies pesant plus ou moins. Un « mobile » qui n'est plus solidement ancré sur un socle, et qui est parfois pris dans les oscillations d'un « yo-yo ». Le « mobile » et le « yo-yo » : voilà les deux images qui nous paraissent rendre le mieux compte de l'économie nationale/mondiale dans les années 1980.

¹ Ainsi les économistes japonais calculent-ils un « taux de dépendance envers les exportations » ; il était, en 1985, de 89 % pour la production japonaise de magnétoscopes, 88 % pour les montres, 84 pour les téléviseurs, 83 % pour les appareils photo, 76 % pour les calculatrices électroniques, 71 pour les navires, 63 % pour les tissus synthétiques et pour les motocyclettes, 58 % pour les automobiles [IPSHU 1988, p. 66].

Absence d'un véritable système monétaire international, et notamment d'un système dans lequel la monnaie prédominante soit soumise à un minimum de règles et de disciplines ; gonflement des déficits : deux à trois centaines de milliards par an, au sein desquels, prédominant, le déficit extérieur américain : or ce dernier est lié aux déséquilibres intérieurs des États-Unis (déficit des finances fédérales et excès de la consommation nationale) ; avec, en arrière-fond, un fantastique endettement intérieur ¹ des États-Unis et une forte progression de leur endettement extérieur ².

Et les avoirs en xéno-monnaies, qui échappent largement à l'ensemble des réglementations nationales et ne sont encore soumis à aucune réglementation mondiale, atteignent deux à quatre milliers de milliards de dollars (selon qu'on défalque ou qu'on prend en compte les avoirs entre banques).

Tout cela constitue un réseau d'interrelations extrêmement complexes et d'interdépendances difficiles à gérer. Or il n'existe aucune instance mondiale en charge d'imposer ou d'aider la mise en œuvre de normes et de règles. L'essentiel dépend des gouvernements des pays capitalistes dominants, principalement préoccupés des intérêts nationaux — ceux des grandes firmes et banques, mais aussi ceux des nationaux, qui sont aussi des électeurs, ce qui, dans un pays démocratique, ne peut être ignoré. Dès lors l'essentiel des espoirs de solution des problèmes résident dans une « coordination » des décisions financière et monétaires — ce qui n'est pas sans problème — et plus encore dans la « coordination » des politiques économiques et monétaires — ce qui est encore bien plus difficile.

Ainsi, chacun s'accorde sur la nécessité d'une correction fondamentale des déséquilibres économiques des États-Unis. Pour autant, sa mise en œuvre n'est pas sans faire surgir des problèmes, où se retrouvent souvent les imbrications du SNMH.

Le plus expéditif et, en un sens, le plus simple serait une vive flambée inflationniste : vieux moyen permettant d'effacer au moins en partie une dette intérieure devenue excessive, et qui permettrait — puisque le dollar est la monnaie mondiale prédominante et que l'essentiel de la dette extérieure des États-Unis est libellée en dollars — d'effacer aussi une partie de la dette extérieure.

¹ L'endettement intérieur des pouvoirs publics, ménages et firmes des États-Unis atteint, en 1988, 7 500 milliards de dollars (Michel DEVELLE, responsable du service des études économiques et financières de la banque Paribas, communication au Colloque franco-hellénique d'Athènes, 10-12 novembre 1988).

² L'endettement extérieur net des États-Unis atteint 500 milliards de dollars à la fin de 1988, le Japon ayant une position créditrice nette de 300 milliards de dollars (Michel DEVILLE, *ibid.*).

Mais, d'une part, jusqu'ici les présidents et les autorités monétaires des États-Unis ont affiché les choix inverses. Et d'autre part, plus la flambée serait importante donc efficace, plus durablement et profondément serait amputé le crédit des États-Unis. On pourrait même imaginer le « scénario catastrophe » d'une perte de confiance dans le dollar, avec enchaînement de liquidation d'actifs en dollars, de ventes massives de dollars et de l'effondrement de son cours. Sans même aller jusque-là, il serait bien difficile après une « saignée inflationniste » de retrouver la confiance des prêteurs : non que les acteurs américains ne trouveraient plus jamais où emprunter, mais c'est en yens, en deutsche marks, en ECU ou en monnaies composites qu'ils seraient désormais obligés de le faire. De toute façon, une page serait tournée pour le dollar — comme elle l'a été pour la livre sterling.

L'autre solution est la baisse du cours du dollar : c'est celle qui s'est mise en œuvre depuis 1985, dans le cadre des accords passés entre les sept grands pays industriels (G7) pour un « atterrissage en douceur du dollar ». Elle permet, selon les enseignements d'école, de faciliter les exportations des États-Unis et de rendre plus coûteuses, donc plus difficiles, les ventes des autres pays sur leur territoire.

Mais d'une part cela ne joue pas pour les pays dont la monnaie est attachée à celle des États-Unis (de nombreux nouveaux pays industriels d'Asie). D'autre part, les taux de change ne déterminent pas tout : les rigidités et les dynamismes tant à l'importation qu'à l'exportation ont des effets importants ; à quoi s'ajoute le fait que la demande publique et la consommation intérieure demeurent à des niveaux très élevés. Et puis la baisse du dollar a des effets autres que commerciaux : elle déprécie la valeur de certains avoirs en dollars, ce qui pourrait conduire des détenteurs de créances sur les États-Unis à chercher à s'en débarrasser — ce qui pourrait conduire, en cas d'enchaînement non maîtrisé, à une chute forte du dollar ; elle facilite l'achat d'actifs réels (terre, immeubles, actions, entreprises) par des étrangers aux États-Unis, et rend plus difficile l'inverse ; elle peut éroder la confiance placée dans les États-Unis et le dollar et conduire un nombre croissant d'opérateurs à diversifier leurs portefeuilles de créances et d'avoirs monétaires, ce qui conduirait à un recul du rôle du dollar dans le monde. Tout l'art consiste donc à gérer une baisse du dollar suffisante pour contribuer à réduire les déséquilibres, sans aller jusqu'à la perte de confiance.

Les choses se compliquent encore du fait que, dans la mesure où cette politique est efficace, elle se traduit par de moindres importations aux États-Unis, et des exportations accrues des États-Unis : d'où des sources de difficultés pour les pays partenaires et/ou concurrents. Le problème est d'ailleurs le même dans le cas où est réalisée avec succès la troisième politique : celle qui passe par la réduction des déséquilibres intérieurs (réduction du déficit des finances publiques, réduction de la consommation, réduction de l'endettement) des États-Unis.

En effet, le paradoxe est simple — l'équilibre précaire (dans la stagnation ou dans une légère croissance) de l'économie mondiale des années 1980 doit

beaucoup... aux déséquilibres des États-Unis, lesquels sont à terme générateurs... de dysfonctionnements graves de l'économie mondiale. Pour prévenir et éviter ces dysfonctionnements, il faut contrebattre les déséquilibres états-unisiens... ce qui met en cause le fragile équilibre de l'ensemble de l'édifice.

Par exemple, la surconsommation et les importations américaines sont facteurs de dynamisme pour les pays fournisseurs. Que l'une et les autres soient réduites significativement, et les dynamismes économiques de l'Allemagne de l'Ouest (et des économies qui lui sont liées), du Japon, des nouveaux pays industrialisés d'Asie, etc., en seront affectés. Y aura-t-il dans le système mondial ou dans chaque économie d'autres sources de dynamique ? Un « nouvel équilibre » (économique, monétaire, financier, des taux de change) pourra-t-il être trouvé sur ces bases ? Sera-t-il durable ?

On le voit, la situation est instable et emmêlée ; les incertitudes sont profondes ; ce qui oblige les spécialistes financiers à une gestion internationale toujours plus raffinée et complexe. Terreau fertile pour la spéculation qui, avec la montée des endettements et l'élargissement de la géo-finance (laquelle n'est pas encore soumise aux règles et contrôles qui en assureraient l'équilibre), va susciter de sérieuses bourrasques dans les prochaines années ¹.

Pessimisme excessif, penseront certains ; et ils pourront mettre en avant trois faits :

- le krach boursier d'octobre 1987 n'a pas dégénéré en crise économique ;
- les pertes dues à ce krach ont, pour l'essentiel, été effacées, en un an, par la remontée des cours ;
- la conjoncture économique, à la fin de 1988, apparaît relativement satisfaisante.

En fait, rien de tout cela n'est réellement rassurant : la catastrophe financière a été évitée en octobre 1987 seulement parce que les autorités monétaires américaines ont ouvert en grand les vannes du crédit ; et la relative « bonne santé » de l'économie en 1988 doit beaucoup aux déficits et déséquilibres des États-Unis, lesquels sont, on le sait, chargés de menaces pour l'avenir.

Le retour à une situation mondiale assainie impliquerait à nos yeux :

1°/ la résorption des déficits et déséquilibres les plus importants, et d'abord ceux des États-Unis ;

¹ Les réserves des banques centrales représentent actuellement un à deux jours de chiffres d'affaires sur le marché des monnaies (Jean Ki FIN, professeur à HEC, communication au Colloque franco-hellénique déjà cité).

2°/ l'invention et la mise en œuvre d'un ensemble de règles et de contrôles s'imposant aux opérateurs multinationaux (pour toutes les opérations de xéno-crédits, xéno-paiements, xéno-placements, en bref pour la nouvelle « géo-finance ») ;

3°/ la mise en place d'un système monétaire et financier international où tous les pays (y compris les États-Unis) et les opérateurs multinationaux seraient assujettis à un minimum de règles et de contrôles, sans lesquels il ne peut, durablement, y avoir fonctionnement satisfaisant d'aucun marché.

Y parvenir nécessiterait, si la volonté politique existait, de longues années. Or, en cette fin des années 1980, cette volonté n'existe pas.

Développement : échecs, impasses et avancées

[Retour à la table](#)

Tout a été dit sur le développement et la crise du développement. Et le contraire de tout. Il faut donc y revenir.

Le constat, en cette fin des années 1980, s'impose : c'est l'extrême diversité des situations dans l'ex-tiers monde. Ex. : parce que l'unité de cette troisième partie du monde, et qui a été principalement politique et idéologique, a volé en éclats, et tout particulièrement dans le champ de l'économie.

Écart, bien sûr, entre les riches pays pétroliers peu peuplés et la large famille des pays pauvres ; écart, encore, entre les pays continents, puissances de demain, et les micro-pays (casino, ou hôtel, ou paradis fiscal, ou port franc ou, pourquoi pas demain, maison de retraite ou maison d'arrêt...) ; écart aussi entre les nouveaux pays industriels d'Asie, dont le pouvoir d'achat moyen se rapproche de celui des pays d'Europe du Sud, et les pays que le langage diplomatique des organisations internationales nomme « moins avancés ». Et toute la gamme des pays qui stagnent, qui trébuchent, qui s'enlisent ou qui se désagrègent.

On ne peut donc dire qu'il y ait une « crise générale du développement », de même qu'on ne peut dire que tous les pays du monde sont engagés sur le chemin de la prospérité. Mais il y a des crises du développement et on voudrait, ici, les démêler.

La première de ces crises se situe par rapport au projet de développement des années 1950 et 1960 : générosité des minorités ayant combattu pour l'indépendance et la décolonisation, idéal socialiste, espérance humaniste que résume la belle formule de François Perroux : « développement de tout l'homme,

et de tous les hommes » ; et donc nourrir, soigner, loger, former, éduquer : chacun, par milliards.

Idéal humaniste de développement.

Mais, très vite, pour les nouveaux dirigeants des nouveaux pays, un glissement s'est produit : pour réaliser ces objectifs fondamentaux, ne fallait-il pas « rattraper le retard », moderniser, industrialiser, équiper, investir ; bref s'engager résolument dans la voie... des pays « développés », c'est-à-dire industrialisés.

D'où l'objectif qui est en fait devenu prédominant du « développement-modernisation ». D'où la préoccupation de produire plus, de dégager un surplus (une capacité de financement), pour équiper, industrialiser, moderniser : ce qui passe nécessairement par une des formes de production à l'œuvre dans le monde actuellement : domestique, marchande, tributaire, capitaliste ou étatique ¹.

C'est donc la production capitaliste et la production étatique qui sont apparues comme les plus aptes à permettre de réaliser le « développement-modernisation », et cela, dans une gamme extrêmement diversifiée de formations sociales.

Certains avaient déjà une longue et riche tradition marchande et bancaire qui portait les germes d'un capitalisme local ou national plus ou moins vigoureux. D'autres au contraire n'ont été qu'un champ de manœuvre pour firmes étrangères.

Certains avaient les structures et les mentalités de l'organisation étatique et ont pu soit mettre en œuvre un socle économique étatique, soit articuler des combinaisons plus ou moins efficaces entre État national, capital local et capital étranger. D'autres n'ont mis en place que des caricatures d'État très rapidement gangrenées par l'ostentation, le délire du pouvoir et de l'argent, le gaspillage, la prévarication et la corruption...

C'est dire qu'ont pu se développer les formes les pires — les plus inefficaces, les plus brutales et les plus absurdes — du capitalisme et de l'étatisme, souvent avec la complicité, voire le soutien actif, de certains États du Nord, de certaines firmes multinationales, d'affairistes et de mafias.

¹ Rappelons :

- production domestique (familiale ou dans le cadre d'une communauté restreinte) ;
- petite production marchande (individuelle, privée ou collective) ;
- production tributaire (où un « tribut » est dégagé pour une minorité qui ne l'affecte qu'accessoirement à l'accumulation) ;
- production capitaliste (où la production d'une plus-value largement réaffectée à l'accumulation étant centrale, la reproduction élargie, avec les crises qui l'accompagnent, devient prédominante) ; — production étatique (où l'État organise la production, prélève le surplus et en décide l'utilisation).

C'est donc pour partie dans l'hétérogénéité des réalités sociales des pays qui ont constitué le tiers monde qu'il faut chercher les explications des très grandes différences dans les réalisations opérées au nom (ou dans le sens) du développement.

Mais il faut aller plus loin : qu'il ait été capitaliste, étatiste ou mixte, l'effort de développement de chaque pays a été mis en œuvre dans un contexte historique marqué par :

- la prédominance du système capitaliste à l'échelle mondiale ;
- le face-à-face politique, idéologique, militaire de deux « systèmes nationaux/mondiaux hiérarchisés », l'un occidental, l'autre dominé par l'URSS, qui fait de chaque pays un enjeu et un champ d'affrontement potentiel ;
- la crise des années 1970-1990, avec ses chocs et ses contre-chocs, dont les différentes catégories de pays du tiers monde ont subi, d'une manière ou d'une autre, les effets.

Pour les pays qui ont privilégié l'organisation étatiste, des résultats ont pu être obtenus, dans un premier temps pour constituer une force armée ou mener un effort de guerre, réaliser l'industrialisation dans les secteurs de base, accomplir de grands travaux, mettre en place des équipements de grande échelle ; mais ce système bute rapidement sur ses propres limites : manque de souplesse, manque de dynamisme, inefficacité, insuffisante capacité d'adaptation ; il génère des déformations (bureaucratie, renforcement des pouvoirs des polices ou des forces armées, corruption...) et peut déboucher sur les pathologies les plus gaspilleuses, destructrices, voire meurtrières.

Ainsi une autre source d'échec et de blocage du développement a résidé dans les limites, les insuffisances et les déformations du système étatiste et dans son incapacité, quels que soient les mérites et l'importance de ses réalisations, à répondre à l'ensemble des aspirations des populations qu'il concerne.

Mais, bien sûr, cette crise-là ne joue pas de la même manière dans un pays continent comme la Chine, dans un pays solidement inséré dans le système soviétique (comme Cuba ou le Vietnam), dans un pays ayant conservé d'importantes relations avec le monde occidental (Algérie), ou dans un petit pays démuni et écrasé d'Asie ou d'Afrique.

Quant aux pays dont les dirigeants ont accepté ou choisi l'insertion dans le système capitaliste de division internationale du travail, ils ont, le plus souvent, mis en œuvre un mixte d'économie étatiste et d'économie capitaliste (capitaux étrangers et capital national en formation). La gamme, la nature et la profondeur

des problèmes varient profondément selon les pays : selon les atouts économiques dont ils disposent, selon le degré d'ouverture et le mode d'insertion par rapport à l'extérieur, selon l'ancienneté et la spécificité de leur effort de modernisation/industrialisation, selon la capacité de leurs couches dirigeantes à dégager une stratégie adéquate et à assurer une cohésion et une efficacité nationales.

Cependant, il est possible de repérer un certain nombre de problèmes :

- les spécialisations minières exposent, dans la plupart des cas, à une grande vulnérabilité du fait de l'instabilité tant de la demande que des cours ;
- les choix de modernisation de l'agriculture en vue de s'insérer dans une des grandes filières agro-alimentaires mondiales ont souvent conduit simultanément à une progression des productions d'exportation et à une déstructuration de l'ancien monde rural, s'accompagnant à la fois de migration vers les villes et du recul des productions vivrières ; d'où une croissante insécurité alimentaire et une accentuation de la dépendance en ce domaine ;
- la politique d'industrialisation pour l'exportation s'est souvent faite sous le contrôle ou l'impulsion de grandes firmes multinationales ; elle a donc souvent conduit à une spécialisation dépendante et à un endettement qui s'est révélé insupportable dans la phase actuelle de la troisième grande crise mondiale ; elle n'a qu'exceptionnellement (Corée du Sud) permis à un pays de prendre pied dans des secteurs de base (sidérurgie, construction navale) ou en développement (électronique).

Et l'on doit avancer ici l'idée que, dans la période actuelle, les conditions de développement d'un capitalisme national sont profondément différentes de celles qui ont prévalu jusqu'à la Première Guerre mondiale. Jusque-là, la nature des productions, des techniques, des marchés ont permis, face au capitalisme dominant (hollandais, puis anglais), de créer, avec notamment le protectionnisme et l'action de l'État, les conditions du développement d'un capitalisme national (anglais et français, puis allemand, américain, japonais...).

Aujourd'hui, compte tenu des changements dans les productions, les technologies, les marchés, les conditions de transport et de communication, compte tenu aussi de l'intensité de l'internationalisation et de l'ampleur de la multinationalisation, il faut une cohésion nationale exceptionnelle (Corée du Sud) ou l'exceptionnelle puissance — y compris d'inertie — d'un pays continent, pour réussir à constituer la cohérence d'une économie nationale.

Le plus fréquent est que le développement est largement dépendant de déterminations et d'intérêts extérieurs : la mise en œuvre des ressources, l'industrialisation, la modernisation s'inscrivent alors dans des mouvements globaux correspondant à des décisions, des choix ou des stratégies des États ou des groupes industriels ou financiers des pays dominants. Ce développement dépendant ne permet que très difficilement la constitution d'une économie nationale cohérente ; bien plus, il déstructure, désagrège les anciennes cohérences (locales, régionales ou nationales) sans en mettre en place, à ces niveaux, de nouvelles ; enfin dans la crise, il exerce deux effets secondaires :

- d'une part, il conduit certains pays à mettre en place et développer certaines activités en perte de vitesse ou en déclin dans les (anciens ou actuels) pays dominants ;
- d'autre part, lorsque la crise s'approfondit, elle finit par avoir des effets déséquilibrants, parfois très brutaux et très profonds, sur ces économies dépendantes — et précisément sans cohérence autre que celle de la dépendance.

Dès lors, les autres sources d'échec et de blocage du développement résident à la fois dans les effets négatifs, destructeurs, déséquilibrants du développement dépendant et dans les effets négatifs, destructeurs, déstabilisateurs de la troisième grande crise mondiale sur les économies (capitaliste, étatique ou mixte) dépendantes : concurrence entre pays capitalistes dominants, crise du système monétaire international, chocs pétroliers, hausse puis baisse du dollar, ralentissement de l'activité dans les pays riches, hausse des taux d'intérêt, concentration, mutation technologique : chacun de ces mouvements de la crise a provoqué un enchaînement complexe d'effets — favorables, gênants ou dramatiques — profondément différents selon les différentes catégories de pays et leur place dans l'économie mondiale.

C'est dire, là encore, que c'est pays par pays, ou au moins par groupes homogènes de pays, qu'il convient de mener les analyses. Aucune théorie générale du développement, aucune vision globale de l'affrontement Nord-Sud ne permet d'expliquer ici le miracle ou la réussite spectaculaire et là l'impasse ou l'échec : il faut une analyse au cas par cas, et une analyse qui à la fois prenne en compte la place et les atouts du pays dans le SNMH, et ses configurations, caractéristiques et stratégies intérieures.

Et si les pays bénéficiant des conditions les plus favorables ont pu tirer parti de la croissance générale de l'après-guerre, pour les moins efficaces, c'est dans un processus d'« attardement » qu'ils ont été pris : avec, relative ou absolue, l'aggravation de la pauvreté dans le monde.

Des sources de la pauvreté dans un monde opulent

[Retour à la table](#)

Pauvreté dans les pays riches, avec maintenant leurs « nouveaux pauvres ». Pauvreté bien sûr aussi dans les pays pauvres et dans les régions de misère et de famine ¹ : le rapport de la commission Brundtland le souligne : « Il y a plus de gens souffrant aujourd'hui de la faim dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire humaine, et leur nombre augmente ². » Ainsi, on peut évaluer qu'ils étaient 340 millions en 1980 — 14 % de plus qu'en 1970 — à ne pas disposer de calories en nombre suffisant ; et la Banque mondiale prévoit que ce nombre va continuer à croître ³.

« Le nombre de personnes vivant dans des taudis et des bidonvilles ne recule pas, il s'accroît. Un nombre croissant de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ni à des installations sanitaires et sont donc la proie des maladies qui découlent de ces manques ⁴. »

Les indicateurs chiffrés peuvent être multipliés ; l'un d'eux les résume — même s'il faut, comme tout chiffre, l'utiliser avec intelligence, en s'interrogeant sur ce qu'il recouvre et en le resituant dans son contexte : le produit par habitant. Faut-il rappeler les dix pays qui ont, pour cet indicateur, en 1985, les chiffres les plus faibles : Éthiopie, Bangladesh, Burkina Faso, Mali, Bhoutan, Mozambique, Népal, Malawi, Zaïre, Birmanie ? Peut-on rappeler que le produit moyen par habitant évalué pour ces pays correspond au centième de celui mesuré dans les pays industriels et pétroliers riches ⁵ ? Peut-on indiquer que de tels écarts moyens signifient qu'une famille très riche, dans le monde contemporain, dispose de revenus correspondant aux ressources de dizaines de milliers de familles pauvres de pays pauvres — peut-être même de plus de 100 000 ?

Et l'écart s'est creusé au cours des dernières décennies : avec d'une part l'accentuation des inégalités au sein de chaque pays, en cette période où triomphe l'idéologie du « chacun pour soi » ; avec d'autre part la croissance la plus faible

¹ Ce passage a fait l'objet d'une première publication, dans *Le Monde diplomatique* de novembre 1988, « Sur les causes de la pauvreté des nations et des hommes dans le monde contemporain ». Que Claude Julien et son équipe en soient ici remerciés.

² [World Commission on Environment and Development, 1987], p. 29. Voir aussi la série d'articles publiés en 1988 dans *Le Monde diplomatique*, sur le thème « Sociétés écartelées, planète disloquée ».

³ World Bank, *Poverty and Hunger : Issues and Options for Food Security in Developing Countries*, Washington, 1986.

⁴ [World Commission..., 1987], *op. cit.*, p. 29.

⁵ [Banque mondiale, 1987], p. 232-233.

dans les pays les plus pauvres : ceux-ci ont connu, de 1965 à 1985, un taux de croissance annuel moyen du produit par tête de 0,4 — contre 2,4 à 3 % dans les autres groupes de pays ¹.

Donc la pauvreté, le dénuement progressent ; les inégalités s'aggravent et cela, si l'on prend un peu de recul, dans une période d'exceptionnelle croissance de la production et de la consommation.

Là encore — tout en connaissant les difficultés et les limites des évaluations et des comparaisons soit à travers de longues périodes de temps, soit entre des formations sociales nationales profondément différentes —, retenons, pour les ordres de grandeur qu'ils expriment, quelques chiffres : en dollars de 1975, le produit mondial de 1900 a été évalué à 580 milliards (pour 1,6 milliard d'habitants, soit 360 dollars par Terrien) ; en 1975, le produit mondial atteignait près de 6 000 milliards de dollars (pour près de quatre milliards d'habitants, soit environ 1 500 dollars par Terrien) ². Et en dollars de 1985, le produit mondial a atteint en 1985 près de 15 000 milliards de dollars (pour presque cinq milliards d'habitants, soit environ 3 000 dollars par Terrien) ³.

Jamais tant de richesses produites, donc : jamais tant de richesse. Et jamais tant de pauvreté recensée ou ressentie : jamais tant de pauvretés. Comment expliquer tant de misère en ce monde d'exceptionnelle opulence ?

La première explication est la plus simple : « Il y a toujours eu des riches et des pauvres » ; ce n'est pas de la période actuelle que date le caractère inégal, inégalitaire des sociétés humaines. Il y a certainement là matière à réflexion. Dans quelle mesure l'inégalité est-elle inhérente à nos sociétés ? Est-il vrai qu'elle en constitue un facteur de dynamisme ? Que faut-il rechercher : l'égalité absolue, ou une inégalité atténuée, ou une (hypothétique) « égalité des chances » au sein de sociétés plus ou moins inégales ? Ces questions ne doivent pas être éludées.

La vogue actuelle est de souligner que l'égalité entrave l'efficacité. Mais on peut, inversement, montrer que l'inégalité n'est pas garante d'efficacité : l'inégalité extrême caractérise souvent des sociétés à faible dynamisme, et des pays, qui au cours des dernières décennies ont fait reculer les inégalités sociales en leur sein (notamment les pays sociaux-démocrates du Nord de l'Europe), ont conservé leur dynamisme économique.

D'autre part, si l'on accepte le fait que les sociétés humaines resteront inégalitaires pendant encore des générations, la question reste celle du degré d'inégalité, ou, ce qui revient au même, du degré de solidarité : la réponse dépend à

¹ *Idem, ibid.*

² [PERKINS, 1983], p. 19-21.

³ INED, *Population et sociétés*, septembre 1987, p. 2 et 5.

la fois d'un choix éthique et de l'histoire de la société considérée. À moins que ce ne soit à l'échelle mondiale, qu'il faille, désormais, penser l'inégalité et la solidarité : mais nous aurions alors tout, ou presque, à apprendre...

Une autre explication impute au système social prédominant la responsabilité de la pauvreté : le capitalisme serait non seulement inégalitaire, mais producteur d'inégalités ; en détruisant les activités productives et les formes sociales traditionnelles, en cherchant le maximum d'efficacité par l'investissement et la modernisation, le capitalisme prive les petits producteurs de leur gagne-pain et les salariés de leur emploi ; et la recherche du profit pousse à la pression permanente sur les salaires ; d'où le double moulinet, évoqué par Karl Marx, avec accumulation extrême de richesses à un pôle, et prolétarisation sans limite à l'autre.

Cette vision était largement conforme aux faits observables dans les pays où s'est déployée l'industrialisation capitaliste au XIX^e siècle : misère du prolétariat urbain et écrasement des ouvriers d'usine. Mais la prédiction, qui la prolongeait, d'une poursuite sans fin du processus ainsi engagé a, elle, été largement démentie dans ces mêmes pays : la pauvreté est certes loin, on l'a vu, d'en avoir totalement disparu ; mais la part des producteurs et travailleurs indépendants y reste non négligeable ; des couches salariées intermédiaires se sont développées, tant dans les appareils d'État que dans les entreprises ; quant à la classe ouvrière, elle a pour une large part, à travers les compromis « fordistes » et « sociaux-démocrates », accédé à un niveau et un genre de vie tels qu'on ne peut plus dire qu'elle n'a « rien à perdre, que ses chaînes ».

Faut-il dès lors affirmer, comme l'ont fait beaucoup d'auteurs dans les années 1970, que la vision de Marx, si elle n'est plus vérifiée dans les pays capitalistes industrialisés, reste totalement valide si l'on regarde la réalité mondiale ? On y observe certes, à un degré inouï, une double concentration et de capital et de pauvreté. Mais, sauf à verser dans le simplisme, il est impossible de tout expliquer par le fonctionnement du capitalisme au niveau mondial : car comment expliquer, alors, les profondes différences entre pays ? Comment expliquer l'extrême misère de pays dans lesquels le capitalisme mondial semble avoir peu d'impact ? Comment expliquer la pauvreté, et quelquefois la pauvreté extrême, dans des pays qui, selon leurs dirigeants, se sont affranchis du capitalisme et sont, plus ou moins, engagés dans la voie du socialisme ?

Il n'en reste pas moins que le capitalisme est une fantastique machine à créer de la richesse : les cinq dernières décennies, comme les cinq derniers siècles en témoignent ¹. Il est aussi une terrible machine à créer de la pauvreté : il détruit, disloque les systèmes productifs plus faibles ; il crée des besoins nouveaux, exacerbe des besoins anciens, transforme en besoins d'achat de marchandises des

¹ Voir (BEAUD, 1982, nouvelle éd. 1987).

besoins qui étaient auparavant satisfaits grâce aux « bontés de la nature », au travail domestique, à des solidarités familiales, communautaires ou de voisinage ; il modèle en fonction de ses objectifs l'organisation de la production, ce qui conduit à des formes diversifiées et parfois contradictoires : hauts *et* bas salaires, emplois stables *et* précaires, stratégies d'intégration *et* d'exclusion, travail clandestin... ; il révolutionne les techniques, modifie les produits, transforme les modes et les goûts, créant ici de nouvelles activités et de nouvelles prospérités et provoquant, dans le même mouvement, l'atonie ou l'agonie d'entreprises, de secteurs, de régions, voire de pays entiers, avec le cortège bien connu des fermetures d'usines, des licenciements, du chômage.

Là est sans doute un des nœuds du problème : le capitalisme génère à la fois prospérités et pauvretés.

Pour autant, le capitalisme a-t-il intrinsèquement besoin de la pauvreté ? En un sens, non : en témoigne la logique fordienne des hauts salaires qui, à travers la consommation qu'ils induisent, contribue à la vitalité de larges secteurs productifs ; en témoigne aussi le fait que c'est sur la base d'économies capitalistes que les forces sociales-démocrates ont réussi, dans le nord de l'Europe, à faire reculer la pauvreté grâce à une maîtrise sociale des fruits de la croissance. Mais dans l'autre sens, il est vrai que de larges poches de pauvreté peuvent aider à maintenir des zones de bas salaires, même dans les pays les plus riches et, au premier rang d'entre eux, les États-Unis. Dans sa diversité, dans sa plasticité, le capitalisme peut aussi bien tirer avantage des pauvretés existantes que des programmes ou stratégies mises en œuvre pour les combattre ; dans son dynamisme, il fait indéniablement reculer bien des zones de pauvreté, tout en en recréant de nouvelles...

Mais, on l'a vu, à côté du capitalisme, l'autre grande logique structurante, dans le monde contemporain, est l'étatisme ; or son impact est moins facile à saisir : beaucoup dépend de l'objectif collectif sur lequel il s'établit ; beaucoup dépend aussi de l'histoire des sociétés où il fait souche. Les sociétés contemporaines où prédomine l'étatisme se sont fondées, avec le drapeau du socialisme, sur le projet de bâtir la Nouvelle Société qui, dans l'histoire, était appelée à succéder au capitalisme ; en fait, elles se sont rapidement concentrées sur l'objectif du rattrapage des économies capitalistes ¹ ; on y trouve donc en permanence, chez les dirigeants, comme dans les populations, des références aux modes et standards de vie des pays capitalistes ; on y trouve aussi, presque à tous les échelons, les « moteurs annexes » que constituent les différentes recherches de l'enrichissement individuel, du prestige et du pouvoir ; et ces moteurs, lorsque la dynamique centrale s'essouffle, tendent à fonctionner pour eux-mêmes. Ainsi, les forces existent pour que se creusent, dans ces sociétés, de profondes inégalités, tandis que

¹ Voir [BEAUD, 1983, nouvelle éd. 1985].

la référence au socialisme devrait interdire que celles-ci ne se traduisent par des situations d'insupportable pauvreté.

Finalement la source de la pauvreté dans les pays étatistes est quadruple :

- l'insuffisante efficacité économique ;
- les traditions inégalitaires héritées de l'histoire ;
- les processus inégalitaires liés au système en place ;
- la permanente référence aux pays capitalistes qui met en relief les retards et les manques.

Dans la réalité, aucune des logiques que nous venons d'évoquer ne joue à l'état pur : elles s'articulent, se combinent dans les formations sociales concrètes qui, aujourd'hui, prennent principalement la forme de formations sociales nationales, constituées en États-nations, au sein de leurs frontières — chacune avec son histoire, ses pesanteurs, son héritage : et notamment ses traditions de solidarité ou d'inégalité, de mépris, ou de respect, ou de mise en ghetto, ou d'assistance pour les plus démunis. Ainsi trouvera-t-on des spécificités nationales dans la conception même de la pauvreté, du pauvre et de l'attitude à avoir envers lui.

En outre, ces économies et sociétés nationales sont de plus en plus liées entre elles, par l'information, les transports, les circuits marchands et financiers ; elles sont prises dans un système international/multinational/mondial hiérarchisé, où les plus puissantes imposent leur domination, leurs systèmes de prix, leurs décisions d'acheter (ou non), de vendre (ou non), d'investir (ou non), d'exploiter (ou non) des ressources, tandis que les autres, à des degrés divers, subissent ou (parfois) résistent. Et, dans la crise en cours, profonde et complexe mutation à l'échelle mondiale, innombrables sont les lieux où surgissent et se développent des poches de pauvreté.

Ainsi, à première analyse, la pauvreté s'enracine dans :

- une inégalité qui caractérise la quasi-totalité des sociétés humaines depuis que nous en avons la mémoire ;
- des inégalités et des processus de destruction ou d'écrasement sociaux liés aux logiques économiques et sociales structurantes contemporaines, capitalistes d'abord, mais aussi étatistes ;
- des inégalités propres à chaque formation sociale et que seule permet d'expliquer l'étude de son histoire ;
- des inégalités et des processus d'exploitation et de destruction résultant des rapports de domination entre nations et entre économies nationales ;

- le fonctionnement du capitalisme contemporain, sa mutation et sa crise
...

Mais il y a encore d'autres sources de pauvreté.

La première réside dans la capacité quasi illimitée que nous avons à ... créer des besoins. Dans quelle mesure cela tient-il à la logique capitaliste de généralisation de la marchandise ? Dans quelle mesure est-ce inhérent aux mentalités humaines (occidentales ?) telles qu'elles se sont façonnées à travers siècles et générations ? Il est bien difficile de le dire.

Ce qui est sûr, c'est que si nos besoins étaient restés les mêmes qu'il y a cinquante ou cent ans, à progrès techniques et économiques équivalents, nous baignerions en pleine opulence. Hypothèse d'école ? Évidemment ; car innovations techniques, lancement de nouvelles marchandises (sans cesse renouvelées), élargissement des marchés, élévation du pouvoir d'achat et du niveau de vie, création et exacerbation des besoins (par la pression publicitaire notamment), croissance de la production ont été absolument indissociables au sein du processus d'industrialisation/salarisation/urbanisation/modernisation/tertiarisation du dernier siècle.

Mais, pour autant, il faut aller au-delà de ce constat. Car il implique, si l'on regarde l'avenir, que nous (humains) sommes capables de créer toujours plus de besoins, et donc — en dépit de toutes les croissances productives imaginables, et elles ne sont pas sans limites — de créer plus d'insatisfaction, de frustrations et de pauvreté ressentie. Sera-t-il permis, ici, de citer Sénèque ? « La meilleure mesure de la richesse, écrit-il, c'est, sans tomber dans la pauvreté, de ne pas s'en éloigner beaucoup ¹. » N'est ce pas là un précepte que devraient méditer les tenants d'un inextinguible « toujours plus » ?

Ce processus de création des besoins correspond évidemment à des aspirations profondes existant en chacun de nous ; probablement à des angoisses, des inquiétudes, des incertitudes d'être, des manques et certainement un manque de réflexion et de réponse sur le sens de l'existence, un manque — excusera-t-on le mot ? — de sagesse. Il a été pris en charge tout d'abord par la logique marchande, puis par la logique de la généralisation de la marchandise que constitue le capitalisme ; il a été dopé, stimulé, exacerbé — on pense à l'inouï déferlement de la publicité, aujourd'hui omniprésente — dans les dernières décennies. Et les sociétés étatistes, incapables d'offrir des valeurs plus exaltantes ou tout simplement des perspectives plus attrayantes, se sont laissé prendre à cette course à la

¹ SÉNÈQUE, « De la tranquillité de l'âme », in *Les stoïciens*, « Bibl. de la Pléiade », Gallimard, Paris, 1962, p. 675.

satisfaction de besoins créés à partir de l'Occident capitaliste ; et les classes riches et moyennes des pays pauvres ont été prises à leur tour.

Or les inégalités, et les inégalités de classes notamment, jouent un rôle décisif dans la diffusion des besoins tant à l'échelle d'une société qu'à l'échelle du monde : au fond, l'« effet de démonstration », cher aux économistes, implique que des besoins assouvis par les classes aisées, sont ressentis plus ou moins progressivement par les autres couches et classes sociales ; et, qu'après une période plus ou moins longue d'insatisfaction, de frustrations, de pauvreté (relative) ressentie, celles-ci finissent par accéder à leur tour à la satisfaction de ce besoin. Mais déjà les couches privilégiées s'en sont inventé d'autres. À l'évidence, cet effet joue — et est exploité — à l'échelle nationale/mondiale ; et il faudra bien, un jour ou l'autre, se libérer de cet engrenage insensé. Pourquoi ne pas commencer dès maintenant à s'en dégager ?

Mais il y a, si l'on peut dire, plus grave encore : l'évolution même de nos économies et de nos sociétés crée de nouveaux besoins, dont certains s'imposeront longtemps aux générations à venir.

D'abord parce que toute production est transformation (donc destruction) d'intrants et rejet de déchets ; la production massive contemporaine est destruction massive et pollution massive ; destruction de biens essentiels : l'eau potable, l'air respirable, les sols arables, le cadre de vie immédiat, les lacs, les fleuves et océans comme milieux de vie animale et végétale, la couche d'ozone et, plus largement, les équilibres fondamentaux qui ont jusqu'ici permis l'apparition et le développement de la vie sur la terre¹ ; rejet de déchets et de matières non recyclées dans les sols, les eaux, les airs, les océans, et maintenant dans des décharges créées dans certains pays pauvres... Ces destructions, ces rejets annihilent des sources naturelles, gratuites de satisfaction de besoins et rendent nécessaires des productions organisées, et donc coûteuses : l'eau en bouteille, mais aussi maintenant dans sa quasi-totalité l'eau du robinet ; l'air conditionné et peut-être demain l'air en bonbonnes individuelles ; et après-demain peut-être la récréation artificielle, dans certaines zones de la planète, des conditions mêmes de la vie.

Ensuite, l'extraordinaire division des tâches qui s'est opérée depuis un siècle et demi multiplie les interdépendances ; les progrès de la sphère marchande par rapport à celles de la gratuité font qu'un nombre croissant de besoins ne peuvent plus être satisfaits qu'à travers une dépense monétaire individuelle ou collective.

¹ Nous nous référons ici, entre autres, au rapport cité *Our Common Future*, et aux travaux du Groupe de Vézelay sur « Les risques technologiques majeurs ».

Enfin, les structures mêmes de nos sociétés sont génératrices de besoins qui deviennent autant de nécessités : ainsi l'urbanisation massive qui entraîne besoin de transports quotidiens, d'évasion hebdomadaire, de vacances au loin, etc. ; ainsi, les localisations et l'organisation des ensembles de production et de travail qui démultiplient les besoins de transport, de déplacement, de communication.

Le pauvre des temps passés manquait de pain et d'un toit ; les sociétés se sont en général dotées des voies et moyens lui assurant le nécessaire : famille large, fraternité, solidarité, charité ou assistance publique. Le pauvre d'aujourd'hui peut être pauvre de deux manières : il peut, comme dans le passé, manquer de pain et d'un toit ; mais il risque souvent alors aussi de manquer de l'eau potable, et il risquera de plus en plus de ne plus bénéficier des conditions élémentaires d'une vie saine, et dans certaines régions, de ne plus avoir accès à des terres productives... Et puis, il y a le pauvre qui, avec ou sans toit, est pauvre parce qu'il n'a pas la voiture ou le vélomoteur qui lui permette de se rendre à son travail, pas l'argent pour effectuer les déplacements, pas le téléphone, pas l'argent pour payer l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone (s'il l'a), les assurances, les remboursements d'emprunts...

Nos pauvres ne sont pas seulement des « laissés-pour-compte », des marginaux ; ils ont été, ils sont rendus pauvres par nos sociétés. Et ils sont rendus pauvres une deuxième fois par les contraintes et les effets destructeurs de ce que nous nommons le « progrès ». C'est dire que l'idée qui prévaut en matière de lutte contre la pauvreté : « il faut retrouver la voie d'une plus grande prospérité », est très largement erronée. Car c'est en grande partie dans et de la prospérité que naît la pauvreté contemporaine.

Finalement, nous sommes en quelque sorte dans la situation de l'homme qui avait, dans son jardin, un roncier : un roncier vigoureux, puissant, de plus en plus envahissant, par ses branches comme par ses rejets. Après un été excessivement prospère, il décida de le réduire. Il commença à tailler, jusqu'au moment où il découvrit des branches chargées de mûres : le roncier était-il mêlé à un mûrier ? Comment se débarrasser du premier sans détruire le second ?

La tâche se révéla impossible : car c'est le roncier qui porte les mûres.

Ainsi du capitalisme : il a tous les défauts du roncier ; il empêche toute végétation là où il s'étend ; il est envahissant ; il est porteur de redoutables épines. Mais il porte aussi des mûres. C'est également le cas du système marchand simple et de l'étatisme : chacun est porteur de domination et de libération, d'astreintes et de satisfaction. De telle sorte que richesse et pauvreté — des nations comme des individus — ont les mêmes sources.

Faire en sorte, sur ces bases, que les sociétés soient plus solidaires et plus équitables n'est plus l'affaire de l'économiste. C'est affaire de forces sociales, de choix éthiques et de responsabilité politique. Le mouvement ouvrier, les

réformateurs sociaux et humanistes, chrétiens et sociaux-démocrates l'ont bien fait entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle. Pourquoi ne pas reprendre l'avancée dans cette voie ?

Mais il ne suffit plus aujourd'hui que la solidarité se concrétise au niveau local et dans le cadre national ; il faut aussi qu'elle se mette en place à l'échelle mondiale, pour combattre sur tous les continents, en une guerre d'un nouveau type, le dénuement, la misère, la famine et la malnutrition, bref, tous ces fléaux qui, en une période d'opulence, dégradent encore l'homme et la condition humaine.

**Lectures suggérées
pour prolonger ou compléter ce chapitre**

BOYER Robert (dir.), *Capitalismes fin de siècle*, PUF, Paris, 1986.

BROWN Lester R., *State of the World*, Norton, Londres et New York, 1987.

DUMONT René, *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Seuil, Paris, 1988.

STOFFAES Christian, *Fins de mondes*, Éd. Odile Jacob, Paris, 1987.

World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987. Trad. fr., *Notre avenir à tous*, Éditions du Fleuve, Montréal, 1988.

Propos d'étape 8

[Retour à la table](#)

« Ôtez vos œillères ! », a-t-on souvent envie de dire aux professionnels de l'économie. Regardez autour. Regardez au-delà. Ceux qui sont reconnus aujourd'hui comme de grands économistes n'ont-ils pas tous donné à leur réflexion, et à travers elle à leur discipline, la dimension d'une science morale et politique ?

Et comment rester « strictement économiste » face aux turbulences de la crise, aux inégalités qui se creusent, aux menaces qui s'accumulent ? Comment ne pas chercher à prendre la dimension de l'histoire ? Comment ne pas laisser parler, avec l'analyste, le citoyen, l'humaniste, bref, l'homme ?

Quelle fin ?

Beaucoup de livres, en cette décennie déclinante, évoquent la fin du siècle. Pourquoi pas la fin du millénaire ? Crainte sans doute de tomber dans la mythologie millénariste...

On pourrait aussi, puisque rares sont ceux qui osent encore évoquer la fin du capitalisme, parler de la fin de l'âge industriel du capitalisme. Nombreux d'ailleurs sont ceux qui évoquent la fin de l'ère industrielle. « Fins de mondes », affirme pour sa part Christian Stoffaës [1987]. Chacun a le sentiment que quelque chose s'achève. Mais quoi ? Nous sommes — sans parler du siècle et du millénaire — en train de vivre plusieurs fins ensemble.

Le plus sûr et le plus simple : la fin de l'exceptionnelle période de prospérité qu'a connue l'Occident capitaliste de la fin des années 1940 au milieu des années 1970 : période exceptionnelle, tant par sa durée que par son rythme de croissance ; et dont nul ne peut dire si on la retrouvera.

Mais, en même temps, des sociétés, des pays, jusqu'ici considérés comme attardés ou sous-développés — pays nouvellement redevenus ou devenus indépendants, ou pris en charge par de nouvelles élites —, se sont affirmés. Itinéraires multiples. Réalités contrastées. Dans le fouillis encore mouvant du tableau, une tendance semble se confirmer : la fin de la massive prédominance de l'ensemble euro-américain. Ce n'est encore ni pour l'année prochaine ni pour la

décennie qui vient, mais certainement pour le prochain siècle : la montée de la puissante Asie en sa diversité.

Le Japon a ouvert la voie. La Corée du Sud et les autres dragons s'y sont engouffrés. D'autres pays s'y sont engagés. L'Inde suit, à son rythme, son chemin. La Chine s'ébranle. Sociétés nombreuses, qui ont largement résisté aux présences, pressions et influences de l'Occident chrétien, et dont beaucoup se révèlent plus qu'à l'aise dans le cours nouveau du capitalisme post-industriel.

Car avec la « longue transformation » des années 1970-1990, c'est bien, aussi, à la fin du capitalisme industriel que nous assistons. Non pas qu'il n'y aura plus de mines, de sidérurgie, d'industrie mécanique et automobile, de textile ou de chimie. Mais le capitalisme industriel, symbolisé de 1850 à 1950 par l'usine, ses panaches de fumées, ses rythmes d'activité, sa discipline de travail, est en train de s'effacer devant une réalité nouvelle ; et avec lui la classe ouvrière, le syndicalisme ouvrier et une certaine forme de conflits et de rapports sociaux.

Non qu'il disparaisse : comme toujours, dans la grande évolution par stratifications des sociétés humaines, l'ancienne strate (du capitalisme industriel) s'aplatit, tandis que s'épaissit la nouvelle strate (du capitalisme informationnel). Dans l'hétérogène mutation du SNMH, le capitalisme industriel progresse même au sein de certains pays, ainsi que l'industrie étatique. Mais à l'échelle mondiale, c'est bien un nouvel âge du capitalisme qui s'affirme.

Car c'est bien toujours le capitalisme : après les différentes poussées de l'économie marchande, et notamment en Europe aux XIV^e-XVI^e siècles, après le capitalisme manufacturier (XVII^e-XVIII^e siècles) et le capitalisme industriel (XIX^e-XX^e siècles), le prochain siècle s'annonce comme celui du capitalisme informationnel. Capitalisme ? C'est évident : plus que jamais, la généralisation de la marchandise — au détriment des sphères de l'économie domestique et de la gratuité ; et plus que jamais la marchandise capitaliste au détriment des sphères marchande, tributaire et étatique. Plus que jamais la monétarisation de toute la vie sociale, son envahissement — et son envoûtement — par l'argent. Et plus que jamais, à côté des entrepreneurs individuels et du statariat, la vigueur du salariat.

En quelques décennies, la sphère capitaliste — guidée par le profit, et dominée par l'argent — s'est étendue à toutes les activités de la vie : les besoins les plus fondamentaux, jusqu'ici pourvus gratuitement grâce aux bontés de la nature (l'eau que l'on boit ou l'air que l'on respire), comme les besoins les plus sophistiqués (notamment en matière de stockage, traitement et transmission de l'information) ; mais aussi les besoins qui, jusqu'ici, étaient pris en charge au sein de la famille et de la petite communauté (soins des enfants, des malades, des personnes âgées, sécurité)... La sphère capitaliste a tout pénétré, transformé, exacerbé : le sport, l'art, l'érotisme, la pornographie, la drogue. Les athlètes sont transformés en hommes-sandwichs, obligés de porter l'étiquette ou le drapeau de l'entreprise qui les

« sponsorise » : c'est le cas aussi des derniers aventuriers, et de plus en plus d'artistes et de chercheurs... Les messageries roses, les nouveaux maquereaux de l'érotisme ou de la pornographie : des entreprises comme les autres, et parfois de grands groupes actifs dans la culture et la communication. L'information, le spirituel, l'idéal, l'angoisse, la mort : tout est matière à vente et à profit.

Nos aïeux ont fait reculer ou renversé les pouvoirs absolus. Nos grands-parents et parents ont accompli, dans le cadre des sociétés capitalistes industrielles, d'importantes avancées démocratiques et sociales. Nous avons, avec les nouvelles technologies, eu la possibilité de nouveaux champs de libération. Mais nous voici, en moins d'une génération, pris dans les filets d'une marchandisation généralisée, dominant pratiquement tous les aspects de la vie sociale. Avec un nouveau souverain absolu : l'argent. Et plus aucune force organisée capable d'organiser la résistance, puis la reconquête de nos libertés.

Car, dans ce domaine nouveau où il aurait pu s'enliser — l'informationnel, le culturel, le traitement et la transmission de l'information et de l'image —, le capitalisme a trouvé un nouveau souffle. L'abondance, en ce domaine où la reproduction ne se heurte pas aux contraintes du monde matériel, était à notre portée : mais les firmes ont su créer de nouvelles raretés, imposer les monopoles, exacerber et multiplier les besoins. Et nous voilà pris, désormais, dans presque tous les moments de notre vie, dans la dépendance de nouveaux matériels, de nouveaux logiciels, de nouveaux systèmes d'informations qui à la fois facilitent nos activités et les enserrment dans des rets innombrables...

Fin de la prospérité de l'après-guerre, fin de la prédominance de l'Occident, fin du capitalisme industriel : fin aussi de la primauté de l'État-nation, tel qu'il est affirmé à l'ère du capitalisme manufacturier et imposé à l'ère du capitalisme industriel, et de son ersatz, l'étatisme industriel. De plus en plus, l'État national est vidé de sa substance, de ses prérogatives, de ses capacités, par le double mouvement lié de régionalisation et de régénérescence du local, d'une part, et, d'autre part, d'internationalisation et de multinationalisation ; avec aussi la multiplication des ensembles plurinationaux (continentalisation nord-américaine, Communauté européenne, CAEM, et nombreux autres ensembles, plurinationaux en Asie, Afrique et Amérique latine...) ; avec aussi la mondialisation des nations et du monde.

Car, et ceci, sans doute, constitue l'ultime et essentielle fin que nous sommes en train de vivre, est en train de s'achever une immense période de l'humanité, où chaque groupe social pouvait trouver, pour d'assez longues périodes, des équilibres de vie sur « son » territoire. Certes il y avait les incursions, les agressions, parfois les invasions ou les dominations de groupes voisins ou de pouvoirs plus lointains ; il y avait des échanges et des migrations ; il y avait les guerres, les massacres et les occupations, mais, pour l'essentiel, chaque groupe social finissait par trouver ses terres et savait, ou apprenait très vite, d'où pouvait venir le danger.

Nous sommes dans l'ère du monde fini : surpopulation de régions entières ; interdépendances économiques, idéologiques et sociales ; surarmement et capacités plusieurs fois accumulées de détruire l'humanité ; et surtout, si l'on peut dire, par l'ensemble de nos activités quotidiennes, la planète harassée — et nous cherchons sans cesse comment développer ces activités.

Quelle limite ?

[Retour à la table](#)

Atteintes à la couche d'ozone. Risques de bouleversement climatique. Accumulation des rejets chimiques, dans les rivières et les sols, dans les airs et les océans. Destruction des forêts et des sols, progressions des déserts. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les effets des activités humaines risquent de dégrader profondément, voire de détruire le fragile équilibre physico-chimique qui a, jusqu'ici, rendu possible et favorisé la vie sur la terre.

Passé que quelques sourds n'aient pas encore entendu, quelques aveugles pas vu et quelques obtus pas saisi ! Mais que tant de gens par ailleurs censés et responsables n'aient pas encore compris ! L'humanité, après tant de merveilles réalisées, pourrait-elle périr et entraîner dans sa perte l'ensemble du vivant, pour avoir finalement été aussi dévastatrice qu'une population de lapins prolifiques (Australie) et mortifère qu'une colonie de rats devenue trop nombreuse ?

L'on pourrait reprendre la longue litanie des rejets chimiques que nous envoyons dans les airs (CO, CO₂, méthane, protoxyde d'azote¹, chloro-fluorocarbones...), dans les eaux ou dans les sols (mercure, insecticides et pesticides, nitrates...). Air irrespirable, eau rendue impropre à la consommation (eau de surface, comme celle des nappes phréatiques), mort des forêts et des lacs (Europe du Nord, Amérique du Nord...), atteinte aux fragiles équilibres physico-chimiques de l'atmosphère, et pour le moment à la couche d'ozone, effet de serre qui risque, en quelques décennies de conduire à des mutations climatiques que la Terre n'a jusqu'ici connues qu'à travers les millénaires... Au total, c'est l'ensemble des conditions de vie sur terre — pour l'ensemble du monde vivant auquel nous appartenons — que nous mettons en danger.

La responsabilité première vient du Nord. Prenons le seul exemple de l'énergie : l'habitant des États-Unis consomme chaque année en moyenne 12 tonnes d'équivalent-charbon, l'habitant de France 5 tonnes (légèrement moins que pour l'ensemble des pays développés) et celui du tiers monde, en moyenne, 0,5 tonne. Les pays développés (25 % de la population mondiale) concourent pour 84 % à la consommation de l'énergie [Chevalier *et al.*, 1986, p. 23]. Or, les

¹ Pour quelques ordres de grandeur, voir *supra*, introduction.

principales sources d'énergie sont porteuses de destructions et de risques : le nucléaire, par ses rejets, ses déchets et ses accidents ; les combustibles fossiles par l'émission de CO et CO₂ ; le bois de feu parce que son usage contribue, en certaines zones du tiers monde, à la désertification.

Le raisonnable serait de réduire la consommation d'énergie dans les pays riches. Mais la réalité est au contraire, dans ce domaine aussi, l'aspiration de plus en plus générale à adopter le mode de vie et de production du Nord.

Plus largement, et nous reprenons ici le diagnostic que nous établissions en 1987 au cours des travaux du groupe de Vézelay, nous sommes bien en train de vivre un changement profond, radical et largement irréversible dans les relations entre les sociétés humaines et le milieu terrestre dans lequel, et grâce auquel, elles ont pu se constituer et se développer.

Jusqu'ici l'humanité, les sociétés humaines ont bénéficié des « bontés de la nature » : air, eau, rayonnement solaire permettant la végétation, la vie, la culture et l'élevage, ressources du sol et du sous-sol. Elles étaient largement tributaires de sa dureté (climatique notamment, dans certaines régions), de ses caprices et, parfois, de ses violences (tremblements de terre, éruptions volcaniques, cataclysmes...). Elles avaient des activités dont les effets pouvaient modifier les équilibres écologiques : mais ces modifications, souvent mineures, limitées géographiquement, s'accomplissaient dans la durée (à travers les siècles et les générations) ; elles n'ont jamais menacé, à l'échelle de la planète, les équilibres — dont on découvre aujourd'hui qu'ils sont fragiles — qui permettent la vie.

En cette fin du XX^e siècle, nous arrivons à une limite. Notre planète s'est chargée trop brutalement en population ; les moyens de transformation de la nature sont devenus trop vite trop puissants ; les retombées des activités humaines sont soudainement devenues trop lourdes par rapport aux processus physico-chimiques et biologiques de la planète. Bref : le type de développement engagé depuis deux siècles entraîne des évolutions dangereuses, pour la survie même de l'humanité et de la vie sur terre. Ce diagnostic, bien d'autres l'ont formulé. Ainsi René Passet, économiste français, écrivait dès 1975 :

« Le pouvoir de transformation d'une population croissante, dotée d'équipements de plus en plus efficaces, atteint la masse critique à partir de laquelle les mécanismes naturels peuvent être perturbés ;

- « des mutations affectant les bases et le cadre du développement économique remettent en cause son insertion dans les processus naturels ;
- « les rythmes s'accroissent et ne laissent plus aux hommes ni à la nature les temps d'adaptation nécessaires ;

- « pour la première fois enfin, les hommes accèdent à la conscience des limites du monde dans lequel ils vivent et s'interrogent sur la possibilité de poursuivre indéfiniment un développement conçu sur une base essentiellement matérielle ; ils savent que "les forces et les processus qu'ils parviennent maintenant à maîtriser commencent à égaler en grandeur et en intensité la nature elle-même" ¹. »

Le fait même que nous arrivions à une limite doit nous conduire à mettre en cause à la fois la « foi » dans le progrès qui a dominé la pensée occidentale depuis deux siècles et la conception du progrès comme appropriation et maîtrise de la nature. Écoutons Edgar Morin.

« Le progrès est [...] un des visages, et un visage incertain du devenir. Il est remarquable que sur la ruine de la providence divine, l'humanité laïque, la philosophie des Lumières, l'idéologie de la raison aient pu hypostasier et réifier l'idée de progrès en Loi et Nécessité de l'histoire humaine ; et cette idée a été à ce point désincarnée, détachée de toute réalité physique et biologique, qu'elle a fait ignorer le principe de corruption et de désintégration en œuvre dans "Physis", "cosmos", "bios". Plus aveugle encore fut le mythe techno-bureaucratique du progrès qui régna pendant deux décennies. Il conçut la croissance industrielle comme l'opérateur du progrès humain. Dès lors, la croissance, vouée à progresser indéfiniment, devenait la preuve, la mesure, la promesse d'un progrès généralisé et infini ²... »

Progrès : progrès de la connaissance, progrès de la science, progrès technique et donc renforcement des capacités d'action de l'homme ; progrès économique (production, productivité, consommation) ; progrès des sociétés ; sens de l'histoire. Au cours des deux ou trois derniers siècles, ces idées ont prédominé, justifiant, guidant parfois, l'action des savants et des gouvernants, des firmes et des États. Elles se sont combinées aux grandes logiques porteuses de nos sociétés : recherche du mieux-être, logiques de l'enrichissement, de l'avoir, du profit, du pouvoir.

Nos sociétés ont édifié de prodigieux outils scientifiques, techniques, productifs ou de destruction. Et soudain nous découvrons, sous nos pieds, l'abîme. Non seulement le progrès s'accompagne de « dégâts » (sur les hommes, les sociétés, la planète Terre) ; mais ce que nous appelons le progrès risque de déboucher sur la négation des sociétés humaines, sur la destruction des conditions mêmes de la vie terrestre. Nos besoins peuvent croître beaucoup plus vite que nos capacités à les satisfaire ; par l'élargissement incessant de nos activités, nous mettons notre propre planète en danger ; les inégalités se creusent ; dans le flot de l'abondance, pauvreté et misère s'accroissent...

¹ *L'économique et le vivant*, Payot, 1979, PBP, p. 23. La citation qui clôt ce passage est elle-même tirée de la revue *Science*, 1957.

² E. MORIN, *Pour sortir du XX^e siècle*, 1981, Points Seuil, p. 336-337.

C'est donc la réflexion d'ensemble sur l'homme, l'humanité, les sociétés humaines, le rapport homme/nature, le sens — la finalité — de l'évolution de nos sociétés, de l'histoire, qu'il faut reprendre. Avec un enjeu essentiel, décisif — et probablement démesuré : donner/redonner du sens à l'aventure humaine. Trouver/retrouver du sens. Car là, sans doute, est la clé.

Quel sens ?

[Retour à la table](#)

Pendant toute la période de préparation et de rédaction de ce livre, j'ai été engagé dans l'aventure du Groupe de Vézelay¹ : un groupe qui, soucieux du déséquilibre de plus en plus grave entre l'accumulation des moyens (techniques, économiques, financiers) et l'effritement du sens, a décidé de mener une réflexion collective sur les problèmes fondamentaux de notre temps, avec Vézelay comme lieu de rencontre et d'expression.

Cette réflexion a été engagée sur les risques technologiques majeurs : elle a vite débouché sur les distorsions entre le Nord et le Sud, et sur les menaces que l'évolution des activités humaines fait peser sur les équilibres fondamentaux de la planète, ce qui rend nécessaire et urgent la mise en œuvre d'un nouveau cours de développement. Au-delà des analyses et de la déclaration du groupe, un appel a été lancé avec des dizaines d'autres personnalités. En voici quelques extraits :

« Pour la première fois dans l'histoire, l'activité humaine risque d'altérer de façon irréversible les équilibres fondamentaux nécessaires à la vie sur notre planète [...].

« Les progrès techniques s'accélèrent, au point d'échapper à toute maîtrise. Les mentalités et les institutions n'ont pas évolué au même rythme. Nos sociétés sont entraînées dans une course effrénée. Vers quel but ? Il est essentiel d'agir à l'échelle du globe pour reprendre les commandes du progrès.

« Écarts vertigineux de niveaux de vie entre régions du monde et parfois au sein d'un même pays, foisonnement de l'information et de la communication qui facilitent la diffusion des modèles et avivent les frustrations, tout concourt pour qu'explose la demande d'évolution vers ces modes de vie dits "modernes". Or leur généralisation, dans une période de croissance démographique rapide, conduit à des ruptures d'équilibre menaçant la survie de l'humanité tout entière. Il est donc urgent que ce modèle soit remis en cause par les pays riches eux-mêmes, et que se développent des formes d'activité modernes elles aussi, mais non destructrices des équilibres fondamentaux de la planète.

¹ Un groupe mis en place avec Calliope Beaud et Pierre et Paulette Calame, de la Fondation pour le progrès de l'homme, et constitué avec Casamayor, juriste et analyste du pouvoir, le premier à s'être joint à nous, puis Maurice Cosandey, scientifique suisse, Joseph Ki-Zerbo, historien africain, Venant Cauchy, philosophe québécois, René Loubert, dirigeant d'entreprise français.

« Avec son capital de connaissances, l'humanité peut — et donc doit — mettre au point de telles formes de développement.

« Nous affirmons qu'un principe s'impose : dans un monde profondément interdépendant, nul ne peut, en poursuivant son intérêt propre, contribuer à mettre en péril l'avenir de l'humanité.

« Nous appelons ceux qui exercent des responsabilités dans les associations, les entreprises, les cités, les États, les organisations internationales, nous appelons les citoyens de toutes les régions du monde à tout mettre en œuvre pour maîtriser ces risques planétaires. « Nous proposons que, deux siècles après la Déclaration des droits de l'homme, des états généraux de la Planète, réunissant l'ensemble des forces vives, affirment de façon solennelle les droits de l'humanité. « Ces États généraux seront l'occasion d'une réflexion collective — source de nouvelles impulsions — sur les solutions les plus efficaces pour sauver les équilibres vitaux de la planète, sur les formes de développement susceptibles d'assurer à tous les hommes et aux générations à venir les conditions d'une existence digne et harmonieuse, et sur l'établissement de relations équitables entre les pays les plus industrialisés et les autres. Par la prise en compte liée de ces trois enjeux, pourront être tracées de nouvelles perspectives pour l'aventure humaine ¹. »

Cet appel, nous le savons bien, s'inscrit dans une suite déjà longue de mises en garde et d'avertissements. Cris individuels ou prises de positions officielles... Des érudits ou des curieux retrouveront — comme toujours, lorsqu'une crainte s'est avérée ou qu'une pensée s'est imposée — des précurseurs. Et les bellâtres de la pensée de grande consommation (car, hélas, nous n'en sommes pas débarrassés) les citeront alors, après les avoir ignorés ou dénigrés.

Car que de textes, d'analyses, d'exhortations dont le contenu a été submergé par le déferlement, favorisé par les médias à tout plaire, de la « pensée molle », confortable oreiller de l'inconscience et de l'irresponsabilité.

Le rapport du Club de Rome a été entendu ; mais en partie du fait de ses auteurs, en partie à cause du moment de sa parution, il a été mal compris et mal discuté.

Mais qui se souvient du rapport de Dag Hammarskjöld de 1975 : *Un autre développement ?* « Comme l'a montré la conférence de Stockholm, écrivait-il, il n'y a pas incompatibilité entre le développement et l'environnement, mais il y a des limites écologiques à l'action humaine. Ces "limites extérieures" ne sont pas absolues. Elles résultent de la manière dont les hommes produisent les bases matérielles de leur existence. Elles dépendent des techniques mises en œuvre, des

¹ Groupe de Vézelay, rue Bonnette, 89450 Vézelay.

rapports entre systèmes sociaux et systèmes naturels, de la façon même dont les sociétés humaines s'organisent et des valeurs qui les animent ¹. »

Qui a relu récemment le rapport de la commission sur les problèmes de développement international, présidée par Willy Brandt, intitulé *Nord-Sud : Un programme de survie* ? « Nous sommes confrontés, peut-on y lire, à des problèmes sans cesse plus nombreux qui affectent l'humanité dans son ensemble, de sorte que les solutions de ces problèmes doivent inévitablement être internationalisées [...]. Des questions globales exigent des réponses globales. Étant donné que nous sommes à présent exposés au risque de voir l'humanité se détruire, nous devons utiliser de nouvelles méthodes pour lutter contre ce péril ². »

Qui en France a lu le rapport Brundtland, rapport de la commission des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, *Our Common Future* ? Publié en anglais par Oxford University Press, il n'a pas été publié en France ; mais il a heureusement été publié en français, au Québec, par les Éditions du Fleuve, sous le titre *Notre avenir à tous* (1988). On peut y lire : « Les prochaines décennies auront une importance cruciale. Le moment est venu où il faut rompre avec d'anciens systèmes. Chercher à maintenir la stabilité sociale et écologique en conservant les vieilles approches par rapport au développement et à la protection de l'environnement ne ferait qu'accentuer le déséquilibre. La sécurité ne sera trouvée que dans le changement [...]. Nous sommes unanimement convaincus que la sécurité, le bien-être et la survie de notre planète dépendent de telles réformes, dès maintenant ³. »

Qui, à part les « écolos », ceux que beaucoup d'hommes politiques considèrent comme des « zozos » — avec la vague crainte qu'un jour ils constituent en France aussi un parti des « Verts » — a entendu tant de voix, isolées, parfois malhabiles ou excessives ?

Mais comment n'avoir pas écouté l'opiniâtre et généreux René Dumont ? *L'Afrique noire est mal partie* (1966). *L'utopie ou la mort* (1974). *Paysans écrasés, terres massacrées* (1978). *La croissance de la famine* (1981). *Fini les lendemains qui chantent* (1983-1985). Ce ne sont là que quelques-uns des titres de ses livres : toujours informés, engagés, courageux. Il vient de publier *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*. Il faut le lire, bien sûr ; n'en retenons ici que deux phrases : « L'humanité court à sa perte, si elle se montre incapable d'infléchir totalement l'évolution de notre société de consommation ; en somme, si elle continue à se révéler irresponsable [...]. Il nous reste peu de temps pour sauver l'honneur et l'espoir d'une humanité en grand danger ⁴. »

¹ Rapport Dag Hammarskjöld 1975, publié in *Development Dialogue*, 1975, n° 1/2, p. 7-8.

² *Nord-Sud. Un programme de survie*, « Idées », Gallimard, 1980, p. 33 et 47.

³ *Notre avenir à tous*, op. cit., p. 27-28.

⁴ *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Seuil, 1988, p. 9 et 282.

À la voix de René Dumont, à toutes ces voix, je voudrais, une fois encore, joindre la mienne.

Vivant, je veux plaider pour la vie.

Nous n'avons pas le droit, pour des intérêts limités et à court terme, de porter atteinte aux conditions mêmes de la vie, encore moins de les détruire. Nos capacités productrices/destructrices s'étendent désormais à l'entière planète, nous avons à inventer les codes, les procédures, les règles, les valeurs, les lois, le droit qui permettront d'en limiter les risques et les ravages. Et je reprends volontiers la formule que M. Raymond Latarjet nous a suggérée, après avoir pris connaissance de l'appel de Vézelay : nous avons à affirmer *les droits de la vie et les devoirs de l'humanité*.

Terrien, je veux plaider pour l'humanité.

Et plus précisément pour reprendre la riche formule d'Edgar Morin, pour l'humanité de l'humanité. Héritiers de l'admirable tradition de l'humanisme, détenteurs de moyens techniques inimaginables il y a peu encore, nous n'avons tout simplement pas le droit de laisser une partie de nos frères dans la misère, le dénuement, le manque de biens essentiels. Nous n'avons pas le droit de laisser se dégrader les conditions de vie sur terre, car ce sont les plus démunis, une nouvelle fois, qui en pâtiraient. Nous n'avons pas le droit de laisser un abîme se creuser entre l'excessive richesse et l'excessive pauvreté.

Je n'ai pas de recette ; mais je sais que, si la plupart des pays du Sud ont à freiner la croissance démographique, les sociétés du Nord ont le devoir de mettre un frein à leur frénésie de consommation et donc à l'exacerbation incessante des besoins ; en outre, face à l'urgence, les pays riches devraient mobiliser des moyens massifs — comparables à ceux qu'ils ont su mobiliser pour la guerre et l'armement — pour aider les pays qui engagent des programmes réalistes afin de faire reculer le dénuement et la misère et d'assurer un avenir meilleur aux générations qui montent. Mon analyse des logiques économiques et sociales fait que je ne vois encore, pour parvenir à ces fins essentielles, qu'une voie immédiate — que l'éthique et le politique reprennent le pas sur la logique des intérêts et des égoïsmes. Les *solidarités* que les hommes ont su tisser par étapes aux niveaux familial ou communautaire, local ou catégoriel, puis national, nous avons aujourd'hui à les compléter et à les conforter *au niveau de la planète*.

Enfin, pour les sceptiques, les indifférents et les égoïstes, j'ajouterai : si vous n'avez pas l'once de générosité qui vous conduit à comprendre ou à accepter qu'on aide les plus nécessiteux des Terriens, ayez au moins l'intelligence de votre intérêt : des populations écrasées de misère, des sociétés ou des groupes qui manquent de l'essentiel, des générations nouvelles qui voient en permanence le spectacle de l'opulence moderne et qui, non seulement en sont privées et n'ont

aucun espoir d'y accéder, mais encore qui n'ont tout simplement aucune perspective, là sont les sources de haines ou de révoltes dont vous et les vôtres risquez de faire les frais ; il n'y aura jouissance paisible des modernes richesses, que dans un monde où chacun pourra accéder aux conditions essentielles d'une vie digne.

Européen, je veux plaider pour l'Europe.

Beaucoup a été fait, déjà. Au seuil de 1989, je veux dire ceci : l'ambition de l'Europe ne peut se limiter à être un grand marché ; dans le monde tel qu'il est, elle doit être une puissance, et se donner les moyens politiques d'une stratégie, au moins dans les domaines monétaire, technologique et militaire. Mais l'ambition de l'Europe ne peut se limiter à être une puissance ; dans un monde submergé par le renforcement des capacités et des moyens et égaré par la perte du sens et des points de référence, l'Europe serait digne de son passé si elle se donnait comme objectif de contribuer, avec les autres grands ensembles de la planète à la nécessaire invention de cet *humanisme du XXI^e siècle* qui nous fait si cruellement défaut.

Je voudrais ajouter ceci, pour l'Europe elle-même. Des peuples, des nations d'Europe se reconnaissent et se retrouvent dans le cadre de l'État-nation au sein desquels ils sont ; d'autres non : et des groupes, des mouvements mènent des actions, parfois de véritables guerres, pour l'autonomie, l'indépendance, bref pour cette forme d'existence qu'a conférée pendant les derniers siècles la constitution d'un État national ; pourquoi, dans l'Europe qui se fait, ne pas mettre en place, à côté des organes émanant des États nationaux membres et du Parlement élu au suffrage universel, une deuxième chambre qui serait celle des peuples et des nations d'Europe : pour qu'enfin ceux qui s'estiment maintenus en minorité ou sous tutelle trouvent un lieu d'affirmation et d'expression autre que les bombes ou les armes.

Et encore ceci. Depuis Yalta, l'Europe est fracturée ; l'Allemagne découpée en deux pays : rien de stable ne s'accomplira sur de telles bases. Il est évidemment peu réaliste, en 1989, de plaider pour une grande Europe : mais comment ne pas voir qu'entre la continentalisation nord-américaine et la montée des Asies, et compte tenu des turbulences qui vont toucher l'Amérique latine, l'Afrique et le monde arabo-musulman, mieux vaudrait que l'Europe soit un point d'appui et une source de propositions, plutôt qu'un espace de vide et de déchirements. À l'évidence, il faut multiplier les liens entre l'Est et l'Ouest ; il faut faire preuve d'invention, d'imagination institutionnelle pour que, dans une période mouvante et incertaine, chaque pays, chaque peuple qui pourra avancer vers plus de démocratie puisse trouver les soutiens dont il aura besoin.

Citoyen, je veux plaider pour la démocratie.

En particulier, je voudrais dire aux hommes qui nous dirigent : je ne sais dans quelle mesure ce que vous faites relève du travail, du jeu ou de la comédie ; je sais que c'est indispensable pour la démocratie ; et je trouve que vous le faites de plus en plus mal : ce qui est inquiétant pour la démocratie. Citoyen français, j'observe que vos débats ressemblent de plus en plus au « Bébête show » qui visait à caricaturer vos défauts ; vos discours sont bien en dessous de ce que l'immense majorité du peuple de France est prêt à entendre et à comprendre ; vous gérez à vue, avec le principal souci de la prochaine échéance électorale ; vous êtes toujours en recherche d'un coup, un œil sur vos rivaux, l'autre sur les sondages. Ni vision d'ensemble, ni perspectives, ni projet qui soit nourri par quelque forte conviction : alors que, on l'a vu, la période qui vient est chargée de défis ; que la montée de nouveaux problèmes nécessite que quelques grands États soient capables de discerner, de choisir, de proposer et d'impulser ; et que, si cela n'est pas fait, la montée des désarrois risque de favoriser tous les dérapages, les dévoiements et les affrontements.

Aux hommes d'État et de gouvernement, je dirai encore ceci : assumez ce fait ; l'État national n'est plus ce qu'il a été : de plus en plus de déterminations s'imposent aux niveaux plurinationnel et mondial, et, en contrepartie, le local et le régional reprennent vigueur. Alors, ne faites plus semblant de tout régenter ; parlez vrai : dites clairement ce qui est du ressort des municipalités et des régions, et laissez le débat et la responsabilité s'y développer ; dites clairement ce qui est du ressort de négociations internationales ou de décisions européennes, et expliquez quel va être votre objectif en ces instances. Sur ce qui est de votre compétence, élargissez un peu votre horizon, élevez un peu votre ambition, et puis cessez de nous rebattre les oreilles avec un dixième de point d'indice, la énième vente du siècle d'une entreprise française (dont tant n'ont jamais été réalisées), la composition de l'équipe de France, ou la résistance des préservatifs ! Bref, cessez d'être des marchands de sirops euphorisants ou de potions de charlatans ; relisez quelques livres d'histoire et soyez, à votre tour, hommes d'État.

Enfin, en tant qu'homme vivant, au quotidien, dans un quartier, une université, un organisme de recherche, un village, je voudrais dire : nous vivons, dans un pays nanti, une époque d'une extrême prospérité ; ne nous laissons pas prendre dans la spirale de la croissance infinie des besoins ; ne nous laissons pas prendre dans l'engrenage sans fin de la monnaie et de la marchandise : sauvégarçons des espaces de gratuité, de convivialité, de bénévolat, de générosité. Et puis, ne laissons pas d'excessives inégalités déchirer nos sociétés ; mobilisons-nous pour combattre partout dans le monde la misère, la faim, l'écrasement et toutes les atteintes à la dignité humaine ; ne laissons pas détruire les équilibres fondamentaux qui ont permis l'épanouissement sur terre de cette merveille : la vie.

Bref, habitants de la Terre, mobilisons-nous pour la vie, pour les générations à venir, pour l'humanité de l'humanité.

Et s'il m'est permis de citer saint Bernard :
« Que ceci soit la fin du livre,
mais non la fin de la recherche. »

Vézelay, le 1^{er} janvier 1989.

Bibliographie générale

[Retour à la table](#)

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce — GATT, *Le commerce international en...*, annuel : ... en 1983-1984, Genève 1984 ; ... en 1985-1986, Genève 1986.
- AGANBEGUIAN A.-G., *Perestroïka, le double défi soviétique*, Economica, Paris, 1987.
- AGLIMA Michel, *La fin des devises clés*, La Découverte, Paris, 1986.
- AGLIETTA Michel (dir.), *L'ÉCU et la vieille dame*, Economica, Paris, 1986.
- AMIN Samir, *La déconnexion : pour sortir du système mondial*, La Découverte, Paris, 1986.
- ANDREFF Wladimir, *Les multinationales*, La Découverte, Paris, 1987.
- ARNAUD Pascal, *La dette du tiers monde*, La Découverte, Paris, 1984, nouvelle édition, 1988.
- ARNDT Sven W., RICHARDSON J. David (dir.), *Real-Financial Linkages among Open Economies*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1987.
- BAKIS Henry, *Géopolitique de l'information*, PUF, Paris, 1987.
- BALASSA Bela, *Change and Challenge in the World Economy*, MacMillan, Londres, 1985.
- BALIBAR Étienne, WALLERSTEIN Immanuel, *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, La Découverte, Paris, 1988.
- Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, annuel, Washington. Derniers rapports consultés : *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, Washington, 1986 ; *Rapport sur le développement dans le monde 1987*, Washington, 1987.
- BAROU Yves, KEIZER Bernard, *Les grandes économies*, Seuil, Paris, 1984.
- BARRY JONES R. J., *Conflict and Control in the World Economy*, Wheatsheaf, Brighton, 1986.
- BEAUD Michel, *Histoire du capitalisme (de 1500 à nos jours)*, Seuil, Paris, 1981 nouvelle éd. 1987.
- BEAUD Michel, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, Paris, 1982, nouvelle éd. 1985.

- BEAUD Michel, *Le système national/mondial hiérarchisé (une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, Paris, 1987.
- BEAUD Michel, DOSTALER Gilles (dir.), *Investissement, emploi et échanges internationaux*, ACFAS, Montréal, 1988.
- BELLON Bertrand, *L'interventionnisme libéral : la politique industrielle de l'état fédéral américain*, Economica, Paris, 1986.
- BELLON Bertrand, NIOSI Jorge, *L'industrie américaine fin de siècle*, Seuil, Paris, 1987.
- BERNIS Gérard de (dir.), *Théories économiques et fonctionnement de l'économie mondiale*, UNESCO, Paris et Presses universitaires de Grenoble, 1988.
- BERNSTEIN Henry, CAMPBELL Bonnie K., *Contradictions of Accumulation in Africa*, Sage, Beverly Hills, 1985.
- BERTIN Gilles Y. et WYATT Sally, *Multinationales et propriété industrielle ; le contrôle de la technologie mondiale*, IRM/PUF, Genève, 1986.
- BESSIS Sophie, *L'arme alimentaire*, La Découverte, Paris, 1985.
- BOGNAR J., BALKAY B. (dir.), *Europe in the World Economy (Trends in the World Economy, n° 55)*, Budapest, 1986.
- BONIN Bernard, *L'entreprise multinationale et l'État*, Éditions Études vivantes, Saint-Laurent, 1984.
- BORDENAVE Gérard et LUNG Yannick, *Ford en Europe ; crise locale, crise globale du fordisme*, cahier de recherche n° 17 du GIP Mutations industrielles, Paris, mai 1988.
- BORROMÉE Christian, *L'entreprise face aux risques financiers internationaux*, Éd. d'organisation, Paris, 1987.
- BOULDING Kenneth E., *The World as a Global System*, Sage Publications, Beverly Hills, 1985.
- BOURGUINAT Henri, *L'économie mondiale à découvert*, Calmann-Lévy, 1985.
- BOURGUINAT Henri, *Les vertiges de la finance internationale*, Economica, Paris, 1987.
- BOURGUINAT Henri (dir.), *Internationalisation et autonomie de décision*, Economica, Paris, 1982.
- BOWLES Samuel, GORDON David M., WEISSKOPF Thomas E., *L'économie du gaspillage. La crise américaine et les politiques reaganiennes* (Anchor Press, New York, 1983), trad. fr. La Découverte, Paris, 1986.
- BOYER Robert, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris, 1986.
- BOYER Robert (dir.), *Capitalismes fin de siècle*, PUF, Paris, 1986.
- BRANDT Willy et al., *Nord-Sud : un programme de survie* (Londres, 1980), trad. fr. Gallimard, Paris, 1980.
- BROWN A. J., *World Inflation since 1950*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

- BROWN Lester R., *State of the World*, Norton, Londres et New York, 1987.
- Bureau international du travail-BIT, *Le travail dans le monde*, Genève, 1984.
- BYE Maurice, DESTANNE DE BERNIS Gérard, *Relations économiques internationales*, 5^e éd., Dalloz, Paris, 1987.
- CAMÉ François, FILLoux Frédéric, *Le jour le plus bas*, J.-C. Lattès, Paris, 1988.
- CAMPBELL Bonnie K., *Les enjeux de la bauxite*, Presses de l'université de Montréal, Montréal, 1983.
- « La capacité d'endettement international », numéro spécial d'*Économies et sociétés*, n° 6-7, 1988.
- Centre des Nations-Unies sur les sociétés transnationales, voir Nations-Unies.
- CEPII — Centre d'études prospectives et d'informations internationales, *Économie mondiale : la montée des tensions*, Economica, Paris, 1983. *Économie mondiale 1980-1990 : la fracture ?*, Economica, Paris, 1984. *L'après-dollar*, Economica, Paris, 1986. Voir aussi FOUQUIN 1986.
- CEREM — Centre d'études et de recherches sur l'entreprise multinationale, *Les politiques d'industrialisation du tiers monde face aux complexes industriels transnationalisés*, multigraphié, université de Paris-X, juin 1986.
- CHARVET Jean-Paul, *Les greniers du monde*, Economica, Paris, 1985.
- CHARVET Jean-Paul, *La guerre du blé : bases et stratégies des grands exportateurs*, Economica, Paris, 1988.
- CHAVANCE Bernard, *Le système économique soviétique*, Le Sycomore, Paris, 1983.
- CHAVANCE Bernard, *Le système soviétique : de Brejnev à Gorbatchev*, Nathan, Paris, 1988.
- CHAVANCE Bernard (dir.), *Régulation, cycles et crises dans les économies socialistes*, Éd. de l'EHESS, Paris, 1987.
- CHEVALIER Jean-Marie, BARBET Philippe, BENZONI Laurent, *Économie de l'énergie*, PFNSP et Dalloz, Paris, 1986.
- CHONCHOL Jacques, *Le défi alimentaire, la faim dans le monde*, Larousse, Paris, 1987.
- CICUREL Michel et al., *Une économie mondiale*, Hachette, Paris, 1985.
- CLERC Denis, *Les désordres financiers*, Syros, Paris, 1988.
- CNUCED — Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), *International Monetary and Financial Issues for the Developing Countries*, United Nations, New York, 1987. *Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1986 supplément*, New York, 1987. *Trade and Development Report*, annuel ; dernières parutions consultées : *Trade and Development Report 1987*, 1987 ; *Trade and Development Report 1988*, 1988.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine et FOREST Alain (dir.), *Décolonisations et nouvelles dépendances*, Presses universitaires de Lille, Lille, 1986.

- COTTA Alain, GHERTMAN Michel (dir.), *Les multinationales en mutation*, PUF/IRM, Paris, 1983.
- COURBIS Raymond (dir.), *Commerce international et modèles multinationaux*, Economica, Paris, 1981.
- COURCIER Michel, *L'économie mondiale en trois dimensions*, Calmann-Lévy, Paris, 1982.
- Croissance, échange et monnaie en économie internationale*, Mélanges en l'honneur de M. le professeur Jean Weiller, Economica, Paris, 1985.
- DAM Kenneth W., *Le système monétaire international*, University of Chicago Press, Chicago, 1982 ; trad. fr. PUF, Paris, 1985.
- DAS Dilip K., *Migration of Financial Resources to Developing Countries*, Macmillan, Londres, 1986.
- DAVID Jacques-Henri, *Crise financière et relations monétaires internationales*, Economica, Paris, 1985.
- DE BANDT Jacques, HUGON Philippe, *Les tiers-nations en mal d'industrie*, Economica, Paris, 1988.
- DEHOVE Mario, MATHIS Jean, *Le système monétaire international*, Dunod, Paris, 1986.
- DELAPIERRE Michel, ZIMMERMANN Jean-Benoît, *L'informatique du Nord au Sud : un complexe industriel internationalisé*, La Documentation française, Paris, 1986.
- DENIZET Jean, *Le dollar*, Fayard, Paris, 2^e éd. 1986.
- Les déséquilibres monétaires et financiers internationaux*, Éditions universitaires, Fribourg (Suisse), 1987.
- DE VRIES Margaret Garritsen, *The IMF in a Changing World 1945-1985*, International Monetary Fund, Washington, 1986.
- DICKEN Peter, *Global Shift : Industrial Change in a Turbulent World*, Harper & Row, Londres, 1986.
- DRACH Marcel, *La crise dans les pays de l'Est*, La Découverte, Paris, 1984.
- DUCHÊNE Gérard, *L'économie de l'URSS*, La Découverte, Paris, 1987.
- DUMONT René, *Un monde intolérable (le libéralisme en question)*, Seuil, Paris, 1988.
- DUNNING John H., *International Production and the Multinational Enterprise*, Georges Allen & Unwin, Londres, 1981.
- DUNNING John H. et PEARCE Robert D., *The World's Largest Enterprises*, Gowen, Farnborough, 1981.
- DUFOURT Daniel, *L'économie mondiale comme système*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1979.
- L'économie mondiale en mutation*, cahiers de recherche sociologique, UQAM, Montréal, printemps 1988.
- Énergie internationale 1987-1988*, Economica, Paris, 1987.

- L'état du monde*, La Découverte, Paris, annuel depuis 1981. Dernières parutions consultées : *L'état du monde, 1987-1988*, La Découverte, Paris, 1987 ; *L'état du monde, 1988-1989*, La Découverte, Paris, 1988.
- FABIANI Jean-Louis, THEYSS Jacques (dir.), *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*, Presses de l'École normale supérieure, Paris, 1987.
- FAUGÈRE Jean-Pierre, *La crise du système monétaire international*, éd. Minerve, Paris, 2^e éd. 1986.
- FMI — Fonds Monétaire International (IMF), Direction of Trade Statistics, *Yearbook 1987*, Washington, 1987. — *World Economic Outlook*, biannuel, Washington (dernier numéro consulté, octobre 1987).
- FORRESTER J. W., *Dynamique mondiale* (Wright — Allen Press, 1971), trad. fr. Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1982.
- FOUNOU-TCHUIGOUA Bernard, *La surexploitation de la force de travail en Afrique*, thèse université de Paris-VIII — Vincennes, 1977.
- FOUQUIN Michel (dir.), *Industrie mondiale : la compétitivité à tout prix*, Economica, Paris, 1986.
- FRÖBEL Folker, HEINRICHS Jürgen, KREYE Otto, *Umbruch in der Weltwirtschaft*, Rowolt, Hambourg, 1986.
- GATT, voir Accord général...
- GEMDEV, *Économie mondiale, économies nationales et multinationales*, cahier n° 5, multigraphié, Paris, novembre 1985.
- GEMDEV, Colloque organisé avec la MSH et le Fernand Braudel Center, sur « le processus de salarisation dans l'économie mondiale », documents multigraphiés, Paris 1988 ; cahiers à paraître en 1989.
- GEORGES Susan, *Jusqu'au cou : enquête sur la dette du tiers monde*, La Découverte, Paris, 1988.
- GIRLING Robert H., *Multinational Institutions and the Third World*, Praeger, New York, 1985.
- GOLDFINGER Charles, *La géofinance*, Seuil, Paris, 1986.
- GRAZIANI Giovanni, *Comecon, domination et dépendance*, Maspero, Paris, 1982.
- GRJEBINE André, *La nouvelle économie internationale*, PUF, Paris, 2^e éd. 1982.
- GRJEBINE André (dir.), *Théories de la crise et politiques économiques*, Seuil, Paris, 1986.
- GROU Pierre, *La structure financière du capitalisme multinational*, PFNSP, Paris, 1983.
- Groupe de Vézelay, *Journées de Vézelay sur les risques technologiques majeurs*, Vézelay, 1988.
- GUILLAUMONT Patrick et Sylviane (dir.), *Stratégies de développement comparées*, Economica, Paris, 1988.

- HAQUANI Zalmäi, *Industrialisation et commerce du tiers monde*, La Documentation française, Paris, 1986.
- HUMBERT Marc (dir.), *Les stratégies d'industrialisation dans l'électronique*, GERDIC, Rennes, s.d., [1988].
- IFRI — Institut français des relations internationales, *RAMSÈS — Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*, annuel depuis 1981, Economica, Paris. ~Dernières parutions consultées : *RAMSÈS 1987-1988*, 1987 ; *RAMSÈS 1988-1989*, 1988.
- IMF — International Monetary Fund, voir FMI.
- Interfuturs, *Face aux futurs*, OCDE, Paris, 1979.
- Investissement international...*, voir OCDE.
- Investissements directs, coopération internationale et firmes multinationales*, Economica, Paris, 1984.
- IPSHU — Institute for Peace Science, Hiroshima University, *Le Japon face à l'internationalisation*, Research Report n° 14, Hiroshima, 1988.
- JUDET Pierre, *Les nouveaux pays industriels*, Éd. ouvrières, Paris, nouvelle éd. 1981.
- KATO Hiroshi, *The Japanese Economy in Transition*, Tokyo Keizai Shimposha, Tokyo, 1986.
- KOLKO Joyce, *Restructuring the World Economy*, Pantheon Books, New York, 1988.
- KORNAI Janos, *Economics of Shortage*, North-Holland, Amsterdam, 1980.
- KRASSNER S. D., *Structural Conflict: The Third World against Global Liberalism*, University of California Press, Berkeley, 1985.
- LACOSTE Yves, *Unité et diversité du tiers monde*, La Découverte, Paris, 3 vol., 1980.
- LACOSTE Yves, *Contre les anti-tiers mondistes et contre certains tiers-mondistes*, La Découverte, Paris, 1986.
- LAFAY Gérard, *Dynamique de la spécialisation internationale*, Economica, Paris, 1979.
- LAGADEC Patrick, *La civilisation du risque*, Seuil, Paris, 1981.
- LAGADEC Patrick, *Le risque technologique majeur*, Pergamon Press, Paris, 1981.
- LAGADEC Patrick, *États d'urgence : défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, Seuil, Paris, 1988.
- LASSUDRIE-DUCHÊNE Bernard, REIFFERS Jean-Louis (dir.), *Le protectionnisme*, Economica, Paris, 1985.
- LAVIGNE Marie, *Les relations économiques Est-Ouest*, PUF, Paris, 1979.
- LAVIGNE Marie, *Économie internationale des pays socialistes*, A. Colin, Paris, 1985.

- LAVIGNE Marie et al., *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*, Economica, Paris, 1986.
- LAVIGNE Marie (dir.), *Stratégie des pays socialistes dans l'échange international*, Economica, Paris, 1980.
- LAVIGNE Marie, ANDREFF Wladimir (dir.), *La réalité socialiste*, Economica, Paris, 1985.
- LEAMER Edward E., *Sources of International Comparative Advantage*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1984.
- LE CACHEUX Jacques, LECOINTE François, « Changes réels et compétitivité de la France, l'Italie, la RFA et les États-Unis », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, juillet 1987, p. 149-187.
- LESSARD Donald R., WILLIAMSON John, *Capital Flight and Third World Debt*, Institute for International Economics, Washington, 1987.
- LÉVY-GARBOUA Vivien, MAAREK Gérard, *La dette, le boom, la crise*, Atlas-Economica, Paris, 1985.
- LEWIN Moshé, *La formation du système soviétique* (Pantheon Books, New York, 1985), trad. fr. Gallimard, Paris, 1987.
- LIPIETZ Alain, *Mirages et miracles*, La Découverte, Paris, 1985.
- LIPSEY Robert E. et KRAVIS Irving B., « The Competitiveness and Comparative Advantage of U.S. Multinationals », *Quarterly Review* (Banca Nazionale del Lavoro), juin 1987, p. 146-165.
- LOEHR William, POWELSON John P., *Les pièges du nouvel ordre international* (Westview Press, Boulder, 1983), trad. fr. Economica, Paris, 1984.
- MADDISON Angus, « Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Economies », *Journal of Economic Literature*, juin 1987, p. 649-698.
- MARCHAND Jacques, *Nationalisme économique et multinationales minières dans le système national/mondial hiérarchisé*, thèse de doctorat, université de Paris VIII, 3 vol., 1987.
- MICHALET Charles-Albert, *Le capitalisme mondial*, PUF, Paris, 1976 ; nouvelle édition 1985.
- MICHALET Charles-Albert, *Le défi du développement indépendant*, éd. Rochevignes, Paris, 1983.
- MICHALET Charles-Albert, *Le drôle de drame du cinéma mondial*, La Découverte, Paris, 1987.
- MIKDASHI Zuhayr, *Transnational Oil*, France Pinter, Londres, 1986.
- MISRAHI Jean, *L'échiquier de l'électronique*, Hachette, Paris, 1986.
- MOORE Lynden, *The Growth and Structure of International Trade since the Second World War*, Wheatsheaf, Brighton, 1985.
- MOULIER BOUTANG Yann, GARSON Jean-Pierre, SILBERMAN Roxane, *Économie politique des migrations clandestines de main-d'œuvre*, Publisud, Paris, 1986.

- MUCCHIELLI Jean-Louis, *Les firmes multinationales : mutations et nouvelles perspectives*, Economica, Paris, 1985.
- MUREAU Anne-Marie, *L'Europe communautaire dans la négociation Nord-Sud*, PUF, Paris, 1984.
- Nations-Unies (United Nations), *National Accounts Statistics : Analysis of Main Aggregates, 1983/1984*, New York, 1987.
- Nations-Unies (Centre sur les sociétés transnationales), *Les sociétés transnationales dans le développement mondial*, New York, 1983.
- NEZEYS Bertrand, *Commerce international, croissance et développement*, Economica, Paris, 1985.
- NGO MANH-LAN (dir.), *Unreal Growth : Critical Studies in Asian Development*, Hindustan Publishing Corp., Dehli, 2 vol., 1984.
- NIOSI Jorge (dir.), « Les multinationales et l'État », numéro spécial de *Études internationales*, université Laval, Québec, juin 1985.
- OCDE — Organisation de coopération et de développement économique, *Investissement international et entreprises multinationales*, Paris, 1981. *L'état de l'environnement et Environnement et économie*, Paris 1985. *Commerce extérieur par produits 1985*, 2 vol., Paris 1987. *The Newly Industrialising Countries*, Paris, 1988.
- OCDE, voir aussi Interfuturs.
- OFCE (département des diagnostics), « CEE, États-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, juillet 1987, p. 101-147.
- OHMAE Kenichi, *La triade, émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, (The Free Press, 1985), trad. fr. Flammarion, Paris, 1985.
- OMINAMI Carlos, *Le tiers monde dans la crise*, La Découverte, Paris, 1986.
- PARBONI Ricardo, WALLERSTEIN Immanuel (dis.), *L'Europa e l'economia politica del sistema-mondo*, Franco Angelli, Milan, 1987.
- PARTANT François, *La ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris, 1988.
- PÉAN Pierre, *L'argent noir, corruption et sous-développement*, Fayard, 1988.
- PEHAUT Yves, *Les oléagineux dans le monde*, Economica, Paris, 1986.
- PERKINS Edwin, J., *The World Economy in the Twentieth Century*, Schenkman, Cambridge, Mass., 1983.
- PERROUX François, *Dialogue des monopoles et des nations*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1982.
- RAD SERECHT Farhad, *Le marché pétrolier international*, La Documentation française, Paris, 1985.
- RAINELLI Michel, *Le commerce international*, La Découverte, Paris, 1988.
- RÉGNIEZ Jacques, *Les nouveaux produits financiers*, La Découverte, Paris, 1987.

- RIVIÈRE Jean, *Les États-Unis à l'horizon de la troisième révolution industrielle*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1986.
- ROBINSON John, *Multinationales and Political Control*, Gower, Aldershet, 1983.
- ROUILLE D'ORFEUIL Henri, *Le tiers monde*, La Découverte, Paris, 1987.
- RUDLOFF Marcel, *Économie internationale*, t. I : *Itinéraires et enjeux*, Cujas, Paris, 1982.
- SALAMA Pierre, TISSIER Patrick, *L'industrialisation dans le sous-développement*, La Découverte, Paris, 1982.
- SANCHEZ Miguel Alberto, *L'État, les groupes financiers et le système financier en Argentine, 1976-1983*, thèse de doctorat, université de Paris-VIII, 2 vol., 1986.
- SANCHEZ ARNAU J.-C., *Dette et développement*, Office des publications universitaires, Alger, 1982.
- SAUTTER Christian, *Les dents du géant : le Japon à la conquête du monde*, Olivier Orban, Paris, 1987.
- SCENTES Tamas, *Économie politique du sous-développement*, trad. fr. L'Harmattan, Paris, 1986.
- Secteur informel et industrialisation diffuse dans les nouveaux pays industriels*, Cahiers IREP/Développement n° 9, Grenoble, 1985.
- SEUROT François, *Le commerce Est-Ouest*, Economica, Paris, 1987.
- SIMON Yves, *Techniques financières internationales*, Economica, Paris, 2^e éd. 1986.
- SIROEN Jean-Marc, *L'économie mondiale vers l'an 2000*, A. Colin, Paris, 1988.
- SORMAN Guy, *La nouvelle richesse des nations*, Fayard, Paris, 1987.
- STOFFAES Christian, *Fins de mondes*, Éd. Odile Jacob, Paris, 1987.
- Sweden in World Society. Thoughts about the Future*, trad. anglaise, Pergamon Press, Oxford (G.-B.), 1980.
- TAYLOR Robert, *L'axe Chine-Japon : une nouvelle force mondiale ?* (Athlone Press, 1985), trad. fr. Economica, Paris, 1986.
- UNCTAD — United Nations Conference on Trade and Development, United Nations, New York : voir CNUCED.
- UNIDO, *Industry and Development, Global Report 1986*, Vienne, 1986.
- United Nations, voir Nations-Unies.
- VANDERMEERSCH Léon, *Le nouveau monde sinisé*, PUF, Paris, 1986.
- VELLAS François, *Économie et politique du tourisme international*, Economica, Paris, 1985.
- VINCZE Imre, *The International Payments and Monetary System in the integration of the Socialist Countries*, Martinus Nijhoff Publisher, La Haye, 1984.

WALLERSTEIN Immanuel, « Les États dans le vortex institutionnel de l'économie-monde capitaliste », *Revue internationale de sciences sociales*, vol. XXXII (1980), n° 4, p. 797-805.

WALLERSTEIN Immanuel, *Le capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 1985.

WATTS Nita G. M. (dir.), *Economic Relations between East and West*, MacMillan, Londres, 1978.

WILLIAMSON John (dir.), *IMF Conditionality*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1983.

World Commission on Environment and Development, *Our common Future*, Oxford University Press, Oxford, 1987 ; trad. fr. *Notre avenir à tous*, Éditions du Fleuve, Montréal, 1988.

YACHIR Fayçal, *Enjeux miniers en Afrique*, Karthala, Paris, 1987.